

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Autriche, 1 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 30 c. ; Danemark, 2,75 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce,
15 dr. ; Iran, 40 rials ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas,
0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse,
0,90 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.
Tarif des abonnements page 25
5, RUE DES ITALIENS
75017 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 427-23 Paris
Télex Paris no 6357
Tél. : 770-91-29

A UN MOIS DES ÉLECTIONS A LA CONSTITUANTE AU «SOMMET» DE DUBLIN AU MANS

Le climat politique s'alourdit au Portugal

Derrière la façade Les modérés continuent de reprendre du terrain au sein des forces armées

Un climat tendu et nerveux règne au Portugal, bien que le départ officiel de la campagne pour les élections à l'Assemblée constituante du 12 avril n'ait pas encore été donné. Prudents et pragmatiques, certains s'efforcent de négocier avec les formations politiques un accord précisant les modalités de l'institutionnalisation du Mouvement des forces armées, les militaires, dont l'impulsion réelle et apparente n'a cessé de croître depuis les événements du 25 septembre, ont, en effet, fini en 20 mars le début de la campagne.

Un nouveau 28 septembre... ?

De notre correspondant

Lisbonne. — Les graves incidents qui ont marqué le meeting du Parti populaire démocratique (P.P.D.) le vendredi 7 mars, à Setúbal, ont provoqué toutes sortes de rumeurs sur l'éventualité d'un coup de force au Portugal. Dimanche 9 mars, au cours d'une conférence de presse tenue à Lisbonne, les dirigeants du P.P.D. ont accusé le COPCON (force de sécurité militaire que commande en second le général Otelo Saraiva de Carvalho) de collaborer avec les manifestants. Des accusations ont été portées aussi contre le parti communiste qui favoriserait « la vague d'agression et de violence », afin de « créer une situation d'agitation permanente et de permettre l'arrêt du processus démocratique ».

La France se prononce pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la C.E.E.

« mais pas à n'importe quel prix »

Les travaux du premier conseil européen au niveau des chefs de gouvernement devaient s'ouvrir ce lundi après-midi, dans la salle Saint-Patrick du château de Dublin, après un déjeuner offert aux participants par le président de la République irlandaise, M. O'Donoghue. M. Giscard d'Estaing ainsi que le premier ministre danois, M. Jørgensen, ne devaient toutefois arriver à Dublin que dans l'après-midi.

MOZART ET TORQUEMADA A LA RESCOUSSE

De notre envoyée spéciale

Londres. — La campagne officielle du référendum n'a pas commencé en Grande-Bretagne, mais la bataille des « oui » et des « non » est engagée. Elle promet d'être chaude.

Les horaires sont réduits de moitié pour 6 000 salariés de Renault

La direction a décidé de réduire, cette semaine, de quatre heures par jour la durée du travail de 6 000 ouvriers du Mans.

La direction de la Régie Renault a décidé de réduire, cette semaine, de quatre heures par jour la durée du travail de 6 000 ouvriers du Mans. A Billancourt, une amputation de deux heures par jour concerne 8 000 métallurgistes. En outre, lundi 25 mars est chômé par 5 000 salariés de Sandouville et 8 000 de Flins, dont les horaires continueront d'être réduits quotidiennement d'une heure et quart.

LA GUERRE D'INDOCHINE

VIETNAM DU SUD : les communistes lancent une offensive sur les Hauts-Plateaux.

(Lire la page 42.)

CAMBODGE : les rumeurs de départ du maréchal Lon Nol se multiplient.

(Lire la page 7.)

La bastille administrative

« L'esprit souffle où il veut », mais pas le vent des réformes. Ainsi, l'administration semble épargnée par le tourbillon. Aucun mouvement d'envergure ne paraît se dessiner pour faire passer un courant d'air frais dans cette « Bastille ». Le gouvernement veut-il baisser les bras parce qu'il ne sait par quel bout la prendre ? La réponse sera l'un des tests des capacités démocratiques du pouvoir. Du sommet de la pyramide jusqu'aux

I. — Des poupées russes, la tête en bas...

« Ce qu'on appelle crise, chez nous, se consiste uniquement à être en régie », écrit Emile Ajar. M. Giscard d'Estaing s'est-il lu Gros Cédix ? Peu importe. Il n'a pas maché ses mots quand il s'est trouvé au début de l'année, devant les « corps constitués » (cette dénomination a déjà un petit air d'embaumement) : « La collectivité que nous avons le devoir de servir, ce n'est pas l'Etat, c'est la nation ».

LA GUERRE D'INDOCHINE

VIETNAM DU SUD : les communistes lancent une offensive sur les Hauts-Plateaux. (Lire la page 42.)

CAMBODGE : les rumeurs de départ du maréchal Lon Nol se multiplient. (Lire la page 7.)

LA RÉNOVATION DE NANCY

Stanislas, hélas !

« Dieu, pour punir ses peuples, les mença de leur ôter leurs architectes », déclarait François Blondel (l'auteur de la porte Saint-Denis) lors de la séance inaugurale de l'Académie d'architecture en 1871. Que ce soit pas à la suite des événements que nous avons à craindre de l'Eire suprême, c'est ce que pensera tout esprit non prévenu en sortant de la gare de Nancy.

50.000 EXEMPLAIRES EN 3 SEMAINES !

Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand

Israël la mort en face

« Quel livre ! Un document qui vit et vibre !... » JOSEPH KESSEL de l'Académie Française

ROBERT LAFFONT

LE MONDE DIPLOMATIQUE du mois de mars EST PARU

AU JOUR LE JOUR DÉTECTION

Un bien curieux incident vient de se produire dans un aéroport de Rhodésie. La présence d'un objet suspect dans les bagages d'une religieuse a entraîné le déclenchement par les détecteurs d'une alerte générale. Il s'agissait d'un crucifix en métal.

La méprise eût ravi Frère Jean des Entonneurs, le héros de Rabelais, encore que son crucifix de bois dur ait été à l'abri de la détection électronique. Mais enfin, de bois ou

de métal, le saint objet brandi par sa main fermée eût été parfaitement capable de tenir en respect l'équipage d'un Boeing.

La morale est que la différence entre un crucifix et un mitraillote est moins dans ce qu'ils sont que dans ce que l'imprévisible nature humaine en fait.

Et cela, les détecteurs les plus perfectionnés sont bien incapables de le dire.

ROBERT ESCARPIT.

ANDRÉ FERMIGIER. (Lire la suite page 17.)

Tours en moins de 2 heures via l'autoroute "Aquitaine"

curité. Rapidité. Fatigue moindre

Deux accès à l'autoroute

Océane Coproute

مكتبة الأصل

صكازمان الاصل

PROCHE-ORIENT

La nouvelle tournée de M. Kissinger

M. Kissinger interromp sa tournée au Proche-Orient ce lundi 10 mars, pour une brève visite à Ankara, où il est attendu dans l'après-midi. On affirme dans l'entourage du secrétaire d'Etat américain que cette pause devrait permettre à ses interlocuteurs israéliens de réfléchir sur les positions égyptiennes et syriennes telles qu'il les leur a exposées dès son arrivée dimanche soir à Jérusalem.

M. Kissinger, selon le quotidien égyptien « Al Gommhouria », sera de retour mercredi à Assouan, d'où il repartirait le lendemain pour Israël. Il a annoncé, en quittant dimanche Damas pour Jérusalem, qu'il retournera dans la capitale syrienne, mais sans donner de précision sur la date de cette nouvelle visite.

● A ASSOUAN, on estime que le bilan des entretiens de M. Kissinger avec le président Sadate est « positif ». Le secrétaire d'Etat américain a reconnu, à son départ dimanche matin pour Damas, que ses entretiens avec le président égyptien avaient été « très bons », ce qui n'a pas empêché le pré-

sident Sadate de noter que « ce nouveau round serait très dur ».

● A TEL-AVIV, la presse israélienne est dans son ensemble très sceptique quant aux chances de la nouvelle mission de M. Kissinger.

● A BEYROUTH, M. Arafat a fait savoir samedi soir qu'il accueillera « chaleureusement » la proposition du président syrien de créer un commandement syro-palestinien commun dans le domaine politique et le domaine militaire.

ASSOUAN : climat de confiance totale à l'égard des Américains

De notre envoyé spécial

Assouan. — Le chassé-croisé diplomatique est engagé. Les quatre heures d'entretiens égypto-américains du samedi 8 mars, qui ont surtout revêtu la forme d'un long tête-à-tête Sadate-Kissinger, ont permis de mettre sur les rails le processus qui devrait conduire à un deuxième désengagement dans le Sinaï.

Après les discussions que je viens d'avoir ici, un progrès sur la voie de la paix apparaît possible », a déclaré le secrétaire d'Etat américain, au cours d'une conférence de presse improvisée tenue sur la pelouse de la villa présidentielle, dominant l'ancien barrage d'Assouan, où venait d'avoir lieu les conversations. Répondant à une question au sujet d'un éventuel désengagement sur le Golan, M. Kissinger a précisé que « tous les fronts étaient concernés par les pourparlers en cours ». Le Rals, qui accompagnait son interlocuteur américain, s'est dit « toujours optimiste », bien que, a-t-il dit, « les deux reprises, « l'étape actuelle soit ardue ».

Mon ami Kissinger jouit de mon entière confiance. Israël serait bien inspiré d'adopter la même attitude à son égard », a poursuivi le Rals, qui a répété ce qu'il avait dit lors de son voyage en France. « Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, la paix est possible ». M. Sadate a souligné également qu'il n'y aura pas d'accord de non-belligérance écrit tant qu'un soldat israélien occupera un morceau de la terre arabe ».

DAMAS : l'O.L.P. doit être associée à toute démarche vers la paix

De notre envoyé spécial

Damas. — Les entretiens de M. Kissinger se sont déroulés dans un climat très tendu malgré l'importance de l'enjeu. Le président Assad a associé aux négociations deux des principaux dignitaires du Baas syrien, MM. Mohamed Halid, vice-premier ministre pour les affaires économiques, et le général Neji Jamil, commandant des forces aériennes. « Il nous faut savoir une fois pour toutes à quel nous devons nous en tenir, nous a-t-on déclaré dans l'entourage du parti au pouvoir. Ou le processus de dégelage des forces est conçu dans un contexte global pour s'étendre sur trois fronts arabo-israéliens, et le Syrie s'y prête, ou il s'agit d'une simple manœuvre destinée à distraire le front arabe en échange de concessions territoriales en Egypte. Dans ce dernier cas, nous pourrions reconsidérer notre attitude quant au principe d'un règlement politique négocié du conflit arabo-israélien ».

Les Américains ont répété à leurs interlocuteurs qu'ils étaient persuadés « qu'aucun paix au Proche-Orient n'est possible sans les Syriens ni les Palestiniens », mais qu'ils ne parviendront à l'objectif qu'en procédant « par étapes ».

Les Syriens ont fait valoir qu'ils ne pouvaient se fier aux déclarations d'intention des Américains. Pour le président Assad, un accord sur la séparation des forces, limité au

Sinaï, permettrait à l'Etat hébreu de gagner du temps en attendant l'élection présidentielle aux Etats-Unis.

Entre-temps, aurait ajouté le chef de l'Etat, les Israéliens croient pouvoir créer par une normalisation dans la zone du canal de Suez les conditions requises pour provoquer la mobilisation psychologique du peuple égyptien et de son armée. Le chef de l'Etat syrien a précisé que la Syrie s'estime désormais liée organiquement au peuple palestinien et ne saurait désormais souscrire à une « démarche dans le sens de la paix » sans que l'O.L.P. y soit associée. Le commandement bipartite militaire et politique syro-palestinien proposé par le président Assad ne peut qu'entraîner la tâche de M. Kissinger, il faudrait cependant que la résistance palestinienne accepte dans les faits la proposition syrienne, qui, si elle paraît favorable à l'O.L.P., ne présente pas moins certains risques dans la mesure où l'organisation de M. Arafat disposerait d'une marge de manœuvre réduite.

Si l'impression était à la détente dimanche à Damas, le mérite n'en revenait pas tant, affirme-t-on dans la capitale syrienne, aux entretiens avec M. Kissinger qu'à certaines informations émanant de Jérusalem selon lesquelles les chances d'un accord égypto-israélien sont faibles.

EDOUARD SAAB.

JÉRUSALEM : le secrétaire d'Etat n'aurait pas fait de propositions précises

De notre correspondant

Jérusalem. — C'est quasiment tout le département d'Etat américain qui est de nouveau dans la région, déployant son cortège de longues voitures noires blindées, ses services de sécurité, ses équipes de conseillers, une nuée de secrétaires et, bien entendu, un cortège de journalistes étrangers sur tout ce monde, qui jouit d'une totale autonomie. M. Kissinger est apparu dimanche, à la passerelle de son avion, souriant sous les projecteurs, et serrant les mains qui se tendaient vers lui avec la chaleur d'un homme heureux de retrouver de vrais amis.

Le chef du département d'Etat n'est pas seul à être accompagné de son épouse. Son adjoint, M. Joseph Sisco, l'a initié. C'est que cette fois le voyage sera long et la mission difficile et décisive. En apparence, les positions des protagonistes n'ont pas changé : Israël demande une délimitation égyptienne de non-belligérance, avec tout ce que cela implique, en échange de l'évacuation des cols du Sinaï et des puits de pétrole d'Abou-Rodeis. L'Egypte refuse de prendre un tel engagement, estimant que la renonciation de ses villes bordant le canal de Suez devrait suffisamment rassurer les Israéliens sur ses intentions pacifiques. Et puis, il y a la Syrie, qui présente des exigences d'indépendance inconciliables avec les thèses israéliennes.

Sitôt arrivé à Jérusalem, M. Kissinger et ses collaborateurs ont eu un dîner de travail avec MM. Rabin, Allon et Pérès. Aux journalistes rassemblés à l'hôtel King David, M. Allon est venu annoncer vers midi que la renonciation à l'Etat limitée à un compte rendu du secrétaire d'Etat sur ses entretiens du Caire et de Damas. Puis le ministre israélien des

affaires étrangères a conseillé aux représentants de la presse d'éviter de se lancer dans des suppositions hardies sur les propositions concrètes sur lesquelles les parties seraient amenées à se prononcer. « Car, a-t-il dit, il n'y a pas de propositions nettement définies, de suggestions précises ».

A en croire des sources assez diverses et représentant des tendances opposées au sein du gouvernement israélien, il semble qu'effectivement rien de très précis n'a encore été soumis par M. Kissinger à ses interlocuteurs israéliens. Dans sa ronde des capitales, il se serait essentiellement employé à élargir un peu plus le champ de son exploration. On dit à Jérusalem qu'il a apprécié, lors de sa récente tournée, ce qu'Israël était prêt à céder, ce que les Arabes refusent d'accorder. Ce voyage-ci, commencé à Assouan et à Damas, devait, dit-on, lui permettre d'obtenir des réponses sur les concessions que l'Egypte et la Syrie pourraient faire.

MM. Rabin et Allon estiment qu'en ce qui les concerne ils vont loin dans leur désir de conciliation, puisqu'ils seraient assez disposés à accepter une formulation « adoucie » de la non-belligérance. D'autres membres du gouvernement, et notamment M. Pérès, qui fait partie de l'équipe des négociateurs, auraient tendance à penser que MM. Rabin et Allon seraient allés trop loin dans la voie de concessions que le pays, estimant-ils, n'acceptera pas. Rappelons que l'opposition de droite, les milieux religieux et certains éléments de la majorité votent dans toutes les initiatives de M. Kissinger un « danger pour le pays ».

ANDRÉ SCAMAMA.

Le président Assad propose la création d'un « commandement syro-palestinien »

Damas, (UPI). — Dans une allocution prononcée, samedi 8 mars, à l'occasion du cinquantième anniversaire du coup d'Etat militaire qui amena le Baas au pouvoir en Syrie, le président Assad a déclaré :

« Je déclare que je suis disposé à me lancer dans toute action qui pourrait renforcer la lutte palestinienne. Je suis même disposé à établir un commandement politique commun syro-palestinien et un commandement militaire syro-palestinien unifié si cela peut contribuer au renforcement de la lutte palestinienne et de l'unité nationale palestinienne ».

« Je ne propose pas une formule spécifique, mais j'avance des idées pour montrer jusqu'où nous sommes prêts à aller pour la lutte palestinienne (...) ».

Abordant dimanche après-midi à nouveau la question du commandement unifié syro-palestinien, le président Assad a déclaré :

« Cette mesure donnera aux Palestiniens la possibilité d'être présents à Genève. Mais nous ne pouvons nous empêcher de nous rendre à Genève. Ce qui veut dire, ou bien nous irons avec eux (les Palestiniens) ou n'irons pas du tout ».

« Le commandement palestinien va se réunir pour prendre une décision, a-t-il indiqué. Si le décide maintenant, nous sommes prêts à aller maintenant à Genève ».

Répondant à une question, le président Assad a déclaré : « Qui soit-il maintenant ou dans un proche avenir l'Egypte ne se joindra pas à nous et ne formera pas avec nous (les Palestiniens et Syriens) un commandement tripartite ».

A la question : « Signerez-vous une paix avec Israël ? », il a répondu : « Nous sommes prêts à mettre fin à l'état de belligérance avec Israël conformément à la résolution 338 qui stipule le retrait

Irak

Après la réconciliation avec Téhéran Bagdad aurait lancé une grande offensive contre les rebelles kurdes

Les stations de radio irakiennes et iraniennes ont mis fin, samedi 8 mars, à la guerre des ondes qu'elles entretenaient depuis plusieurs années. Selon le quotidien iranien du soir Kayhan, les deux pays vont retirer leurs troupes de leur frontière commune et rétablir les communications entre les deux pays. Telles sont les premières conséquences de la réconciliation intervenue le 6 mars à Alger grâce à la médiation du président Boumediène.

Les deux parties étant tombées d'accord pour empêcher toute infiltration à partir de leurs territoires, un résultat un certain nombre de conséquences concernant la rébellion kurde dans le nord de l'Irak.

Si l'on en croit M. Hachem El Akrawi, président du conseil exécutif de la région kurde autonome, organisme mis en place l'année dernière par le gouvernement de Bagdad, la révolte menée par le général Barzani s'effondrera avant l'été prochain. « Le vieux leader, a-t-il affirmé dans une interview publiée par l'hebdomadaire libanais Al Djar, a déchu presque totalement sur le plan militaire et se trouve condamné à la déchéance sur les plans politique et national ».

M. Hachem El Akrawi a affirmé que la mise en place de l'auto-

nomie se développait par contre avec succès.

Afin sans doute d'accélérer ce mouvement, le Conseil du commandement de la révolution irakienne a annoncé samedi qu'une amnistie serait accordée aux déserteurs kurdes membres des forces armées, de la police, de la sûreté et des garde-côtes, et aux fonctionnaires, employés et ouvriers kurdes qui se rendraient, dans un délai expliquant le 1^{er} avril prochain, au siège de l'autorité militaire la plus proche.

Selon des sources autorisées à Genève, ont fait écho notre correspondante Isabelle Wichnia, l'accord irano-irakien du 6 mars aurait été immédiatement mis à profit par les forces militaires de Bagdad pour lancer un assaut général contre les positions tenues par les troupes du général Barzani, qui seraient désormais privées de toute communication avec le monde extérieur. La Fédération internationale des droits de l'homme a adressé un télégramme à M. Waldheim pour le prier instamment d'intervenir, en vertu de l'article 99 de la charte des Nations unies autorisant le secrétaire général à convoquer le Conseil de sécurité et la convention des Nations unies, afin de prévenir un génocide. — (A.F.P., Reuter).

APRÈS LE RAID DE TEL-AVIV

Le fedai survivant révèle que l'entraînement du groupe avait commencé en Syrie

Le fedai s'est survivant du groupe de huit membres du commandement de réserve Yehonon nuit du 5 au 6 mars dernier l'hôtel Savoy, à Tel-Aviv, a été présenté à la presse, samedi 8 mars, en compagnie de trois autres hommes capturés sur le bateau qui les avait amenés. Ce fedai, qui répond au nom de Moussa Jumma, est un Bédouin originaire de Be'er Sheva, âgé de vingt-trois ans. Les trois autres prisonniers sont un fedai et deux membres d'équipage.

Moussa Jumma a confirmé que le bateau n'avait pas appareillé de Port-Saïd mais que leurs chefs avaient conseillé aux fedayin, au cas où ils seraient faits prisonniers, d'accepter un accord d'Egypte. Il a expliqué les circonstances de sa capture. Selon lui, les membres du commandement pensaient que les autorités israéliennes accepteraient leurs condi-

tions, ce qui les aurait dispensés de faire sauter l'hôtel. Il a indiqué aussi que l'objectif n'était pas l'hôtel Savoy mais un club de jeunes. « Ce qui était important, a-t-il dit, était de prendre des otages ».

Moussa Jumma a également révélé les circonstances dans lesquelles le raid avait été préparé. De ses déclarations et des indications de la police israélienne, il ressort que l'entraînement du commando avait commencé il y a sept semaines en Syrie, près de Damas, et s'était poursuivi à Latroun, à la fin février, où le groupe se rendit au Liban où il continua à s'entraîner avant de prendre la mer dans la nuit du 2 au 3 mars pour gagner le navire qui devait les amener en Israël.

De son côté, M. Shlomo Hillel, ministre israélien de la police, a déclaré samedi, au cours d'une émission télévisée, que « bien qu'il n'y ait pas de décision de principe de la part du gouvernement israélien de ne jamais négocier avec les fedayin, il existait une décision de principe de ne pas négliger en vue de les empêcher d'atteindre leurs objectifs ». Au cours de la même émission, l'ambassadeur de réserve Yehonon Ben Nun a demandé la création d'une organisation contre-terroriste israélienne qui s'attaque aux objectifs économiques importants dans certains pays arabes de manière à obliger ceux-ci à mobiliser des forces considérables de protection. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter).

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE (G.R.P.) a été reconnu par l'Afghanistan, a annoncé Radio Kaboul le 9 mars. Cette décision a été prise à l'issue de la visite à Kaboul de Mme Nguyen Thi Binh, ministre des affaires étrangères du G.R.P. — (Reuter).

Angola

● POUR LA PREMIERE FOIS depuis l'installation, le 31 janvier, du gouvernement de transition en Angola, une manifestation critiquant la politique de ce gouvernement s'est déroulée samedi 8 mars à Luanda. Elle était organisée par les comités populaires de quartier, organisation patronnée par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.). Les participants entendaient protester contre une loi plaçant les ports et certains secteurs clés de l'industrie sous un régime de mobilisation militaire. — (Reuter).

Italie

● DE VIOLENTS HEURTÉS entre extrémistes de gauche et policiers se sont produits dimanche matin 9 mars à Naples, lorsqu'un groupe de jeunes gens, membres du mouvement Lotta Continua, a tenté d'empêcher la manifestation du M.P.L. (extrême droite), autorisée par la municipalité. Six personnes ont été arrêtées. — (A.F.P.)

Argentine

● DEUX POLICIERS ont été tués, le samedi 8 mars près de Buenos-Aires, par des inconnus qui ont attaqué leur poste de surveillance routière à la mitraillette. — (Reuter).

République d'Irlande

● PLUSIEURS BATEAUX DE PÊCHE ont été endommagés, dimanche matin 9 mars, par des engins incendiaires dans le petit port de Bône de Greencastle, au nord-ouest du pays, près de la frontière d'Irlande du Nord.

Dans un communiqué publié dimanche soir, la brigade de l'U.D.A. (Association pour la défense de l'Ulster) de Derry a revendiqué l'attentat. Selon l'organisation para-militaire loyaliste, les bateaux de pêche de Greencastle servent à la contrebande d'armes à destination de l'Irlande provisoire de l'I.R.A. — (Corresp.)

COMMUNIQUE FICRA

Le FICRA, Fédération internationale des combattants de la jeunesse, a organisé une manifestation de soutien de la jeunesse à Israël, le samedi 8 mars, à Paris, au siège de la FICRA, 133, boulevard Haussmann. Cette manifestation, réunie à l'initiative du Comité de soutien de la jeunesse à Israël, devait se diriger vers le siège de la Ligue arabe, 138, boulevard Haussmann. Mais celui-ci était fortement protégé par une centaine de militaires arabes, dont certains brandissaient des drapeaux palestiniens. Les organisateurs ont donc finalement décidé de quitter la place Saint-Augustin, où avait lieu le rassemblement, en direction de la place de l'Opéra.

Le cortège, encadré par des cordons de policiers et suivi de nombreux cars de C.R.S. et de gendarmes zébrés, a parcouru lentement la rue Aubert aux cris de : « O.L.E. assasine », « Hamchari, on t'a eu, Arafat, on t'aura ! », « Israël otage », etc. D'autres slogans dénonçaient « la complicité du gouvernement français » qui affirmait un tract distribué aux passants : « Pour l'entrée de l'O.L.P. à l'ONU et à l'ONU, il faut un assassin ». Les manifestants se sont dispersés sans heurts peu après 21 heures, alors qu'un très important dispositif policier restait en place autour des sièges des compagnies d'aviation arabes, nombreux dans le quartier de l'Opéra.

MANIFESTATION DU COMITÉ DE SOUTIEN DE LA JEUNESSE A ISRAËL

Deux à trois cents personnes ont manifesté, samedi 8 mars à 19 h. 30, à Paris, pour protester contre le soutien de la jeunesse à Israël, le samedi 8 mars, à Paris, au siège de la FICRA, 133, boulevard Haussmann. Cette manifestation, réunie à l'initiative du Comité de soutien de la jeunesse à Israël, devait se diriger vers le siège de la Ligue arabe, 138, boulevard Haussmann. Mais celui-ci était fortement protégé par une centaine de militaires arabes, dont certains brandissaient des drapeaux palestiniens. Les organisateurs ont donc finalement décidé de quitter la place Saint-Augustin, où avait lieu le rassemblement, en direction de la place de l'Opéra.

Le cortège, encadré par des cordons de policiers et suivi de nombreux cars de C.R.S. et de gendarmes zébrés, a parcouru lentement la rue Aubert aux cris de : « O.L.E. assasine », « Hamchari, on t'a eu, Arafat, on t'aura ! », « Israël otage », etc. D'autres slogans dénonçaient « la complicité du gouvernement français » qui affirmait un tract distribué aux passants : « Pour l'entrée de l'O.L.P. à l'ONU et à l'ONU, il faut un assassin ». Les manifestants se sont dispersés sans heurts peu après 21 heures, alors qu'un très important dispositif policier restait en place autour des sièges des compagnies d'aviation arabes, nombreux dans le quartier de l'Opéra.

GUCCI

- les cuirs
- les toiles
- les bijoux
- la couture
- les souliers
- les bagages

On peut avoir envie de tout chez **GUCCI** pour Pâques

BOUTIQUE: 27 Faubourg St-Honoré
MAGASIN: 350 rue St-Honoré-PARIS

GUCCI

- FLORENCE
- ROME
- MILAN
- LONDRES
- NEW-YORK
- BEVERLEY HILLS
- PALM BEACH
- CHICAGO

EUROPE

MOZART ET TORQUEMADA A LA RESCOUSSE

droite *The Spectator* et les périodiques de la gauche travailliste *Tribune* et *New Statesman and Nation* à brandir la bannière du « non ». L'ensemble de la grande presse quotidienne est pour le « oui », à l'exception, peut-être, du *Daily Express*, et ce n'est même pas prouvé. Quant à la radio et à la télévision, elles seront certainement moins de coutume aussi impartiales que possible. Les « Européens » s'inquiètent malgré tout d'un « non » possible et ils évoquent volontiers « l'option » politique dans laquelle la Norvège se trouve plongée, à les en croire, depuis le vote négatif qu'elle a opposé à la C.E.E. en septembre 1972.

Il se dégage également que l'usage du référendum pourrait constituer un gros risque pour les institutions britanniques s'il se développait. On se souvient par exemple, si les écossais et les Gallois demandaient un référendum sur leur maintien au sein du Royaume-Uni, les leçons des référendums irlandais, norvégien et danois.

M. Wistrich, un homme d'affaires d'une quarantaine d'années, membre du parti travailliste qui a déjà joué un rôle important dans la campagne des années 1970-1971, pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, prépare sa nouvelle opération comme une campagne militaire : quatre sections nouvelles sont déjà implantées en province, six millions de brochures seront distribuées dès que la campagne officielle de la C.E.E. de campagne sera lancée. Les sections parcourront le Royaume-Uni, tenant quelque cent réunions par semaine, trois cents groupes de supporters locaux s'approprient à entrer en action sur le thème « Birmingham (Liverpool ou Leeds) dans l'Europe ». Plus de soixante groupes universitaires pro-européens se sont constitués.

Un risque pour les institutions britanniques

Des groupes professionnels — artistes, agriculteurs, médecins, sportifs — s'organisent pour militer pour le « oui ». L'Amicus Quartet a écrit deux mille manifestes. On trouve les Asiatiques (immigrés indiens et pakistanais) et, à us. Les Européens pour l'Europe, un groupe constitué de réfugiés d'Europe centrale. « Ils savent mieux que personne pourquoi ils veulent une Europe pour le « oui » », dit-il. « C'est l'Union européenne qui, depuis qu'elle a été créée en 1955, se proclame farouchement anti-européenne. »

Le « oui » de M. Wilson

Pour Sir Con O'Neill, directeur de Britain in Europe, qui regroupe toutes les organisations favorables au maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté, rien ne sera joué aussi longtemps que M. Wilson n'aura pas clairement pris parti pour le « oui ». Cette opinion est confirmée par un sondage du *Daily Mail*, dans la première quinzaine de février, qui révèle que une prise de position pour le « oui » est attendue par un glissement de 9% des voix en faveur du « oui ». Mais le premier ministre prendra-t-il le risque de faire écarter son parti, de la tendance à voter « non », notamment chez les syndicalistes.

Les dirigeants de la Confédération des industries britanniques, le directeur général du Conseil national du patronat français, avec des structures un peu différentes, souhaitent sans nuancer que M. Wilson se prononce. « Il y a quinze ans que nous sommes tous pro-européens, à l'exception, peut-être, des distillateurs de whisky et des dirigeants de charbonnages », nous fait remarquer le vice-président de la C.B.I., M. Whitehorn.

Tout en démentant que son organisation s'oppose, comme l'assurent les anti-européens, à déverser des millions de livres dans la campagne pour le « oui », M. Whitehorn admet que la C.B.I. ne restera pas les bras croisés : dans chacune des douze mille sociétés adhérentes, un « oui » sera désigné, dont la tâche sera d'expliquer les raisons du « oui » aux salariés. « Mais nous laisserons la véritable politique aux partis », assure M. Whitehorn.

Du côté des partis, tout est prêt, aussi, chez les partisans du « oui ». Mais on entend ça et là quelques dissonances. Pour M. Eidon Griffiths, chargé des affaires européennes dans le cabinet fantôme de Mme Thatcher, le référendum n'est qu'un « politique gimmick » (un truc) politique pour préserver l'unité du parti travailliste, tiraillé entre ses pro et ses anti-européens. En conséquence, les conservateurs s'opposent au projet de loi sur le référendum. Si la loi est néanmoins votée, M. Griffiths pense que plus tôt le référendum aura lieu, moins les anti-européens auront de chances de s'organiser. D'ailleurs, M. Griffiths est très favorable à la renégociation, qui prouve, estime-t-il, la souplesse de l'organisation communautaire. Si le référendum a lieu, les votes mettront donc tout l'appareil du parti au service du « oui ». Ce ne sera pas un luxe, espère que M. Griffiths, qui redoute de la part des anti-européens l'appel au « qui instigés » (les instigés visés) : les adversaires de la C.E.E. ne parleront pas de la hausse des prix alimentaires, de la dépréciation de la monnaie et du « drapreau » ?

Des Albigeois à Auschwitz

Face à la grosse artillerie des partisans du « oui », les anti-européens ont fait appel à des organisations. Non qu'ils manquent de brillants esprits dans leurs rangs, mais leurs arguments sont pour l'instant aussi hétéroclites que leurs étiquettes.

PRECISION.

Un déplacement d'interruptions dans l'article de Maurice Delmas sur le Conseil européen (*Le Monde* des 9 et 10 mars), a pu prêter à confusion. Les deux premières demandes de M. Wilson — à propos du retour aux parts fixes et des mouvements de capitaux — doivent être considérées comme des demandes « dépassées », les autres ont fait l'objet de négociations ou restent en suspens.

AFRIQUE

A L'ISSUE DU « SOMMET » DE BANGUI

La France poursuivra et accentuera son effort de coopération

déclare M. Giscard d'Estaing

De notre envoyé spécial

Bangui. — La dernière journée de M. Giscard d'Estaing en République Centrafricaine — samedi 8 mars — fut la plus chargée : réunion à huis clos de la conférence franco-africaine dans la matinée, séance solennelle de clôture l'après-midi, puis l'inauguration du monument de coopération franco-centrafricaine, conférence de presse, dîner officiel offert aux chefs d'Etat africains, avant le départ, dans la nuit, pour Paris.

Lors de la séance de clôture, M. Fofolot, ministre centrafricain des affaires étrangères, a lu le communiqué commun devant une assemblée réduite, puis les chefs d'Etat du Burundi, du Rwanda et du Gabon et les premiers ministres de l'île Maurice et de l'archipel des Seychelles avaient quitté Bangui.

M. Senghor a ensuite tiré brièvement les leçons de la « réunion de famille », qui n'avait, en fin de compte, duré que quelques heures, puis le maréchal Bokassa a pris officiellement congé de ses hôtes.

En tant que doyen d'âge, M. Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire, avait accepté de faire à l'hôtel Safari une conférence de presse au cours de laquelle l'« assemblée » de M. Senghor. Le président ivoirien a déclaré en introduction que ce face-à-face avec les journalistes serait « le plus bref de toute sa carrière politique ». Il devait malheureusement tenir sa promesse, à la grande déception de ceux qui l'écoulaient. De moins deux réponses, d'ailleurs, données l'une et l'autre par M. Senghor, eurent-elles le mérite d'éclairer un peu les travaux.

A propos de la présence à Bangui de l'envoyé spécial de la République démocratique de Somalie (1), il a répondu : « C'était un observateur de fait et non de droit... Il a déclaré d'autre part qu'il n'avait absolument pas été question de la décolonisation de l'Afrique australe et du dialogue entre la

République Sud-Africaine et les Etats d'Afrique noire

La conférence de presse de M. Giscard d'Estaing, qui a eu lieu à la résidence d'Ouangou, fut la plus longue que celle qui l'avait précédée. Le président souligna la caractère « exclusivement francophone » des assises qui venaient de se terminer, repoussa toute comparaison entre cette rencontre informelle et celle des membres du Commonwealth, et exprima l'espoir que la prochaine conférence, qui aura lieu à Paris, regroupera un plus grand nombre de participants. Il indiqua en outre que l'O.U.A. était l'organisation appropriée pour les consultations dépassant le cadre francophone.

Après avoir salué la prochaine accession des territoires portugais d'Afrique à la souveraineté internationale, M. Giscard d'Estaing affirma que la question de Djibouti n'avait pas été évoquée au cours de la conférence. Il précisa que l'émigration des travailleurs africains en France n'était pas affectée, dans son principe, et que les méthodes de contrôle seraient revues.

Il affirma que la France poursuivrait et accentuerait son effort de coopération, et indiqua les prochaines dates de son « calendrier africain » : il se rendra en avril en Algérie ; en mai au Maroc ; pendant la première quinzaine d'avril au Zaïre ; peut-être en septembre en Tunisie ; d'autre part, il recevra prochainement à

(1) M. Samatar, ambassadeur de Somalie à Paris, envoyé spécial du général Siyad Barre, chef de l'Etat somalien, ont noté avec satisfaction le contenu et les orientations nouvelles de la politique française de coopération.

Cette coopération doit tenir compte des priorités de chaque Etat des difficultés particulières de certains, notamment celles dues à l'enclavement et à la sécheresse, et s'exercer dans un cadre régional, notamment d'organismes régionaux.

5) Les chefs d'Etat et de délégation ont retenu l'idée de promouvoir un mécanisme de solidarité financière fondé sur un aménagement des financements existants, en particulier ceux apportés par la caisse centrale.

6) Les chefs d'Etat et de délégation ont décidé de donner un caractère permanent à la conférence franco-africaine. Le principe d'une réunion annuelle de la conférence a été adopté. La prochaine réunion aura lieu à Paris.

LE COMMUNIQUÉ FINAL

Le communiqué rendu public à la fin de la conférence de Bangui indique notamment :

- 1) Les chefs d'Etat et de délégation ont affirmé leur confiance mutuelle et leur entière solidarité en ce qui concerne le développement.
- 2) Les chefs d'Etat et de délégation ont exprimé leurs vives préoccupations devant le désordre économique mondial caractérisé par la poursuite des tendances inflationnistes, le ralentissement de l'activité économique, la persistance des désordres monétaires. Ils affirment leur volonté de contribuer à l'établissement d'un ordre économique mondial fondé sur la solidarité entre pays en voie de développement et pays industrialisés, le dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs d'énergie et de matières premières.
- 3) A cet égard, ils estiment que la conférence proposée par la France est un élément positif permettant un tel dialogue.
- 4) Les chefs d'Etat et de délégation se félicitent de la conclusion de la convention de Lomé entre la Communauté économique

européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

4) Les méthodes de la politique de coopération franco-africaine ont fait l'objet d'un large échange de vues. Les chefs d'Etat et de délégation ont noté avec satisfaction le contenu et les orientations nouvelles de la politique française de coopération.

Cette coopération doit tenir compte des priorités de chaque Etat des difficultés particulières de certains, notamment celles dues à l'enclavement et à la sécheresse, et s'exercer dans un cadre régional, notamment d'organismes régionaux.

5) Les chefs d'Etat et de délégation ont retenu l'idée de promouvoir un mécanisme de solidarité financière fondé sur un aménagement des financements existants, en particulier ceux apportés par la caisse centrale.

6) Les chefs d'Etat et de délégation ont décidé de donner un caractère permanent à la conférence franco-africaine. Le principe d'une réunion annuelle de la conférence a été adopté. La prochaine réunion aura lieu à Paris.

Le chef de l'Etat envisage d'assouplir les méthodes de contrôle pour l'entrée en France des immigrés d'origine africaine

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue samedi soir 8 mars, à l'issue du « sommet » franco-africain de Bangui, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré que, devant les critiques de plusieurs pays africains, sur la politique d'immigration en France, « des procédures différentes » destinées à éviter des contrôles « désagréables et vexatoires » aux frontières seraient envisagées.

Le président de la République a confirmé que l'un des problèmes importants évoqués à Bangui avait été celui de la libre circulation des personnes — c'est-à-dire des travailleurs migrants d'origine africaine. Evoquant, de manière imagée, la franchise des discussions qui ont eu lieu à ce propos, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Nous ne devons pas dans l'« ouragan », ajoutant que, devant les reproches adressés à la France ne portant pas sur le freinage de l'immigration décidé par le gouvernement français en juillet dernier, car « notre politique d'immigration, a-t-il précisé, est comprise et soutenue par la plupart des dirigeants des pays concernés ». Ces derniers ne souhaitent pas, en effet, qu'il y ait un problème d'immigration sauvage entraînant un contingent de catégories de travailleurs et trouvant dans des situations de difficulté ou d'irrégularité ».

Le problème, a conclu M. Giscard d'Estaing, porte « sur la

méthode de contrôle et non sur le principe ».

De son côté, M. Pierre Abelin, ministre français de la coopération, avait annoncé samedi que des discussions seraient entamées avec plusieurs Etats africains qui trouvent que l'interprétation des accords d'immigration n'est pas toujours la même en France et en Afrique.

M. Giscard d'Estaing a voulu manifestement apaiser M. Senghor, qui avait formulé des critiques contre « les brutalités dont certains Africains sont victimes en France », faisant allusion à certains incidents qui, sensibles-ils, se sont multipliés ces temps derniers aux frontières. La population immigrée d'origine d'Afrique noire est estimée en France à environ soixante-dix mille ressortissants. Le général, pour sa part, n'est pas encore concerné par la suspension de l'immigration visant certaines catégories d'étrangers, du fait que pays n'a pas encore ratifié la convention de 1974 révisant les accords bilatéraux. Toutefois, cette ratification devrait intervenir prochainement. Des mesures d'assouplissement seraient envisagées, notamment dans les aéroports, où, désormais, à l'exception des personnes appartenant à la C.E.E. les étrangers seraient regroupés dans une seule file d'attente lors de leur entrée sur le territoire français et la discrimination qui était faite à cet égard entre les immigrés d'origine africaine et les autres serait supprimée.

Paris le président N'Gouabi, de la République centrafricaine, Congo et, en avril, le général Mobutu Sese Seko, président du Zaïre.

M. Giscard d'Estaing a insisté sur le nouvel esprit qui, selon lui, préside aux relations franco-africaines, déclarant : « Nous ne cherchons pas à créer en Afrique le no man's land zone d'influence. La conférence de Bangui a été aussi peu imprégnée d'esprit colonial que possible... »

Aux termes des assises, il apparaît que la majorité des dirigeants d'Afrique francophone restent d'accord sur un certain nombre de grands principes et qu'ils sont prêts à coordonner leur action diplomatique avec celle de la France sans pour autant se soumettre aux seuls intérêts de cette dernière. Les chefs d'Etat, qui souhaitent retrouver périodiquement, ne veulent néanmoins pas institutionnaliser leur concertation en créant un secrétariat général permanent. Même si le communiqué commun énonce surtout des idées générales, les participants n'en paraissent pas moins satisfaits dans la mesure où qu'il a été décidé de décisions concrètes ont été adoptées dans le domaine de l'aide économique et financière. Parmi ces dernières, figurent l'assouplissement des procédures financières de la Caisse centrale de coopération économique, par la création de bureaux de commissions mixtes de coopération ; l'inséparation des régimes des anciens combattants et les modalités d'application des accords concernant la circulation et le séjour des travailleurs et des étudiants originaires d'Afrique noire en France.

Enfin, deux questions épineuses, qui tiennent particulièrement à cœur à beaucoup d'Africains, ont fait l'objet d'études approfondies, sans doute dans le cadre de commissions mixtes de coopération : l'inséparation des régimes des anciens combattants et les modalités d'application des accords concernant la circulation et le séjour des travailleurs et des étudiants originaires d'Afrique noire en France.

PHILIPPE DECRAENE.

Rhodésie LE GOUVERNEMENT DÉNONCE LA RECRUESCENCE DES OPERATIONS DE GUERRILLA

Les autorités rhodésiennes dénoncent la recrudescence des opérations de guérilla menées depuis le début de l'année par des maquisards africains. Le général Peter Walls, commandant en chef de l'armée, a déclaré samedi qu'il y avait eu « une forte recrudescence des activités terroristes et d'incidents, trop nombreux pour être mentionnés — embuscades, poses de mines, meurtres ou intimidations ». Le général a affirmé que les forces de sécurité avaient, de leur côté, délibérément interrompu leurs opérations afin de faciliter la conclusion d'un règlement de paix dans les plus brefs délais. Il a aussi indiqué que la police sud-africaine ne prenait plus aucune part dans le maintien de l'ordre.

A Pretoria, le premier ministre d'Afrique du Sud, M. John Vorster, a déclaré dimanche qu'il avait reçu un communiqué du général William Tolbert, du Libéria, lui demandant d'intervenir en faveur d'un règlement de l'affaire rhodésienne. — (A.F.P. - Reuter)

ERRATUM. — Une coquille a déformé un passage de l'article concernant dans nos éditions de mardi, la situation en Rhodésie du révérend Sibhole. Il fallait lire dans le dernier alinéa : « L'incarcération (et non l'incinération) du dirigeant africain a eu pour effet de couper les ponts entre les nationalistes et le gouvernement de M. Smith. »

PIERRE BAYARD
SERGENT
Lettre aux officiers

« Vous êtes encore en retard d'une guerre... Vous avez désormais un rôle politique à jouer... »

Bayard

50:1000

Irak

Après la réconciliation avec Téhéran Bagdad aurait lancé une grande offensive contre les rebelles kurdes

Bagdad, 10 mars. — Le président irakien, Saddam Hussein, a déclaré samedi que le régime de Bagdad avait révisé sa position sur la question kurde. Il a affirmé que le régime de Bagdad avait révisé sa position sur la question kurde. Il a affirmé que le régime de Bagdad avait révisé sa position sur la question kurde.

APPEL

Le fedai survivant révèle que l'entraînement du gros avait commencé en Syrie

Le fedai survivant révèle que l'entraînement du gros avait commencé en Syrie. Il a affirmé que le régime de Bagdad avait révisé sa position sur la question kurde.

VERS LE MONDE

Le régime de Bagdad a révisé sa position sur la question kurde. Il a affirmé que le régime de Bagdad avait révisé sa position sur la question kurde.

Le régime de Bagdad a révisé sa position sur la question kurde. Il a affirmé que le régime de Bagdad avait révisé sa position sur la question kurde.

EUROPE

Portugal

DE RETOUR DE LISBONNE M. Mendès France estime

que « l'armée est un facteur d'équilibre »

M. Pierre Mendès France, de retour d'un séjour de deux semaines au Portugal, a déclaré dimanche 9 mars au micro de France-Inter que ce pays connaissait actuellement tous les problèmes que « la France a connus tout de suite après la libération ».

Après avoir précisé qu'il avait été particulièrement impressionné par « l'extrême droite » qui existe en ce moment dans le pays ou, « à-t-il dit, « on ne voit pas de police », il a souligné, d'autre part, que l'équipe au pouvoir avait

LE GÉNÉRAL COSTA GOMES :

l'action du parti communiste est indispensable

D'autre part, le général Costa Gomes, président de la République du Portugal, a déclaré samedi à la première chaîne de la télévision française que le peuple et les partis politiques convaincus que l'action des forces armées est absolument nécessaire pour éviter le retour d'une dictature de droite.

C'est une des raisons pour lesquelles, a ajouté le général Costa Gomes, « ni le peuple ni les partis politiques ne souhaitent que les forces armées regagnent immédiatement leurs casernes ».

Comme on lui demandait s'il ne craignait pas que soit instituée une « dictature militaire de gauche », le président a répondu que si le mouvement des forces armées avait voulu instituer une telle dictature, « il aurait pu le faire à maintes occasions » depuis longtemps. Le général Costa Go-

Espagne

M. JOSÉ ANTONIO GIRON EXALTE

LA « PERMANENCE DES VALEURS DE LA CROISADE DE 1936 »

Madrid (A.F.P., U.P.I.). — M. José Antonio Giron, président de la Confédération des anciens combattants et vétérans de l'extrême droite phalangiste, a réaffirmé le dimanche 9 mars à Saragosse la « permanence des valeurs de la croisade de 1936 face à la menace de la subversion ».

L'ancien ministre du travail du général Franco, qui s'adressait à quelque six mille personnes — pour la plupart des anciens combattants — réunies à l'occa-

Luxembourg

MORT DE JOSEPH BECH

ancien chef du gouvernement

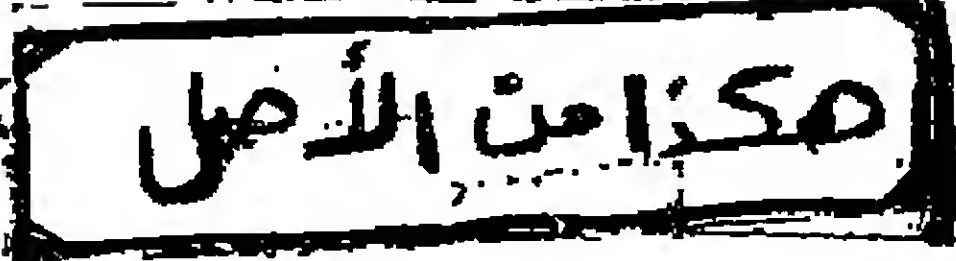
Le président Joseph Bech, ancien chef du gouvernement luxembourgeois, est décédé samedi soir 8 mars, à Luxembourg, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Le patriarche de l'Europe

La grosse tête moustachue encadrée par les oreillettes de son jaulet, la main encore au fût, pour souligner un mot, l'est pendant de longues heures le président Bech recevant les derniers visiteurs en patriarche de l'Europe. Il témoignait pour l'épave éternelle des pères fondateurs, Adenauer, De Gasperi, Schuman, qu'il évoquait, auprès de leurs photographies signées dans sa petite demeure de l'avenue Montevideo à Luxembourg. Né à Diekirch, en février 1887, docteur en droit en 1912 après des études à Fribourg et Paris, il incarnait les Européens oubliés des frontières auxquelles Tomas Mann déstina dès à considérations politiques. Le petit pays où s'était déroulé sa longue et grande carrière lui avait donné une modestie ignorée de tant d'autres qui ne le taillaient pas. Sa foi européenne était pour une part le souci de faire partager un bonheur minuscule. « A long terme, nous autres Luxembourgeois, nous ne pouvons survivre que dans une Europe unie. Mais nous y avons si peu de mérite. Nous sommes ceux qui auront le moins de prérogatives nationales à abdiquer », soupirait-il à notre dernière visite.

Ministre pour la première fois en un temps où son portefeuille des affaires étrangères comprenait... la viticulture; entré au Parlement en août 1914, M. Josef Bech fut un homme de médiation, engagé dans toutes les grandes négociations de son temps, qu'il s'agisse de créer le Benelux, l'OTAN, le Conseil de

PAUL-JEAN FRANCSCHINI.



Un nouveau 28 septembre ?..

(Suite de la première page.)

Les troubles ont éclaté avant même que le premier orateur ait pris la parole. A ce cri d'un militaire, deux sympathisants du P.P.D. auraient fuit un geste laissant supposer qu'ils possédaient des armes à feu. Cela a suffi. En quelques instants, des drapeaux du P.P.D. ont été brûlés, et quelques pancartes déchirées. Des scènes d'une rare violence se sont déroulées ensuite avec l'intervention des forces de police. Poursuivis à coups de bâton, les militants d'extrême gauche ont dû prendre la fuite, pour se regrouper dans la rue. Des pierres ont été lancées contre les agents, qui auraient répondu, tirant les premiers coups de feu. Lorsque les manifestations ont atteint l'avenue principale de la ville, à une centaine de mètres du meeting, une séance de cinéma venait de se terminer. La salle était pleine, comme tous les autres dreads soirs, et en quelques secondes les manifestants se sont trouvés mélangés dans un seul groupe. C'est alors qu'une détonation a retenti au premier étage du siège de la police, juste en face du cinéma, a commencé à fonctionner. Résultat : deux morts et une quinzaine de blessés, dont un capitaine qui venait de quitter la salle de cinéma.

Une panique indescriptible

La panique fut indescriptible. Tout le monde essayait de se réfugier dans les rues voisines. C'est l'arrivée d'un fort contingent de forces armées qui a permis d'éviter une tragédie. Les policiers ont été obligés de regagner leur commissariat. Un siège commandé par le parti communiste a eu lieu toute la nuit du samedi. Alertés, plusieurs centaines d'habitants de la ville sont venus monter la garde devant l'édifice de la police aux cris de « vengeance » et de « justice populaire ».

Pendant toute la journée du samedi, des tractations difficiles se sont déroulées entre les militaires, qui voulaient faire évacuer complètement le commissariat, et les policiers, qui ne voulaient pas partir car, « le prestige de la police en jeu ».

A plusieurs reprises, nous avons déjà noté l'incompatibilité profonde qui existe entre les éléments des forces armées et les dirigeants militaires de la police nationale. Celles-ci sont considérées comme ayant subi un choc très fort le 25 avril et très fréquemment les interventions sont marquées par une rare violence. C'est ce qui s'est passé à Porto au moment où les militaires ont tenté de faire que et social, et à Lisbonne lors du meeting du Parti démocrate-chrétien. A chaque fois il y a eu des victimes. Pourtant, jamais l'incompatibilité n'était apparue si évidente. « Si les soldats d'ici une heure, déclaraient un jeune capitaine, on rentre dedans, on prend tout ce qui est dans la rue; ils resteront avec les bâtons pour se défendre ».

A 20 heures, samedi, sur l'ordre du second commandant de la région militaire de Lisbonne, les policiers ont enfin pénétré à l'intérieur de deux blindés et d'un camion militaire qui ont pris la direction de la capitale. Dans la rue, la population ne cessait de crier et assaillir.

Cette journée agitée devait se prolonger. Dans un café très proche, quelqu'un parlait au télé-

Grande-Bretagne

● LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE BRITANNIQUE, M. JOHN GOLLAN (soixante-trois ans), qui occupait ses fonctions depuis 1966, a annoncé sa démission de son poste de son âge et de son ancienneté. Il est remplacé par M. Gordon McLennan, âgé de cinquante ans. (A.F.P.)

Allemagne fédérale

DANS UN LAND DOMINÉ PAR LA C.D.U.

Les sociaux-démocrates ont limité leurs pertes aux élections de Rhénanie-Palatinat

Mayence (A.F.P.). — Le parti chrétien-démocrate (C.D.U.) a remporté, le dimanche 9 mars, un succès moins important que prévu aux élections pour le renouvellement de la Diète du Land de Rhénanie-Palatinat.

Tout en obtenant 53,9 % des suffrages (contre 50 % aux dernières élections), la C.D.U. n'a pu, en effet, faire reculer les sociaux-démocrates de façon aussi nette que lors des précédentes élections régionales (Basse-Saxe, Bavière, Hambourg, Basse-Saxe et Berlin-Ouest), où le parti du chancelier Schmidt avait subi ses plus grandes défaites depuis les élections législatives de 1972.

Si le S.P.D. a en effet enregistré dimanche un recul, il a cependant obtenu 38,5 % des suffrages (contre 40,5 % en 1971). Les libéraux (F.D.P.) ont recueilli 5,6 % des voix contre 5,9 % précédemment.

Les autres partis, dont le D.K.P. (communiste), le S.P.D. (maoïste) et le N.P.D. (extrême droite), ne seront pas représentés à la Diète, aucun n'ayant obtenu le minimum exigé de 5 % des voix. Les sièges se répartissent comme suit : 55 pour la C.D.U., 40 pour le S.P.D. et 5 pour le F.D.P.

On n'a donc pas assisté à un nouveau « raz-de-marée » de la C.D.U. Les chrétiens-démocrates, qui avaient axé leur campagne sur la sécurité intérieure et qui bénéficiaient d'un capital de sympathie supplémentaire depuis l'accord quadripartite sur l'Allemagne, ont été défaits par le candidat au poste de président de la C.D.U. berlinoise, ont vu leurs espoirs déçus.

Le candidat aux élections de Rhénanie-Palatinat, M. Helmut Kohl, chef du parti chrétien-démocrate à l'échelon fédéral, ne pourra sans doute pas tirer tout le profit qu'il escomptait de cette consultation.

● Le pasteur Heinrich Alberts, qui avait accompagné à Aden les sociaux-démocrates libérés en échange de la vie de M. Peter Lorenz, président de la C.D.U. de Berlin-Ouest, a accusé samedi 9 mars à la télévision allemande le gouvernement de la République populaire du Yémen du Sud de « manquer à sa parole ». Il a assuré qu'en sa présence le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères yéménite n'avait pas confirmé la décision de son gouvernement d'accorder au cinq hommes le droit de séjour « sans restriction de durée » et une « totale liberté de mouvement ». Le pasteur Alberts a exprimé sa crainte que les ravisseurs de M. Peter Lorenz ne commencent de nouveaux attentats. (A.F.P.)

La visite de M. Kissinger à Ankara

La Turquie ne fera aucune concession sur sa politique à Chypre

De notre correspondant

Ankara. — M. Henry Kissinger était attendu ce lundi 10 mars à Ankara par les dirigeants turcs. Samedi, cette visite de vingt-cinq heures, qui a lieu à l'initiative du secrétaire d'Etat américain, précède-t-on à Ankara, permettra à M. Kissinger de rencontrer son collègue turc, M. Ezenbel, le chef de l'Etat, M. Korkut, et le premier ministre, M. Irmak.

La suspension de l'aide militaire américaine aux relations bilatérales ainsi que le problème chypriote seront au centre des discussions. M. Arthur Schlesinger, adjoint de M. Kissinger pour les affaires européennes, est arrivé dimanche 9 mars à Ankara accompagné de l'ambassadeur des Etats-Unis en Turquie, M. William Macomber.

Bien qu'Ankara ait limité jusqu'à présent ses réactions à la suspension des négociations sur l'application des accords de défense bilatéraux avec les Etats-Unis, M. Ezenbel continue à affirmer que son gouvernement envisage sérieusement de « réexaminer sa contribution à l'alliance atlantique », dont la Turquie veut pourtant rester membre — et qu'il pourrait être amené à décider la fermeture de plusieurs bases américaines, en commençant par celles qui ne sont pas indispensables à la défense de la Turquie. Représentant le ton dur de l'interview accordée il y a quelques semaines au journaliste néerlandais Neusselck, il indique égale-

U.R.S.S.

M. ABRASSIMOV

VA REPRÉSENTER A NOUVEAU SON PAYS EN R.D.A.

Moscou (A.F.P.). — M. Piotr Abrassimov, chef d'une des sections régionales du comité central du parti communiste soviétique vient d'être nommé ambassadeur en République démocratique allemande. Il avait déjà occupé ce poste de 1968 à 1971. C'est vers la fin de son premier séjour à Berlin-Est que fut signé le 3 septembre 1971 l'accord quadripartite sur l'Allemagne capitale allemande. Peu après il fut nommé ambassadeur à Paris où il demeurera jusqu'en avril 1973.

Le retour de M. Abrassimov en R.D.A. coïncide avec un certain durcissement dans le ton des commentaires soviétiques sur quelques aspects de la politique de la République fédérale d'Allemagne, reprochant par exemple l'attitude des dirigeants politiques de la R.F.A. leur « hostilité à l'égard de la R.D.A. ».

D'autre part, la Pravda, commentant la récente élection du bourgmestre de Berlin-Ouest, affirmait que « les progrès des chrétiens-démocrates ne peuvent pas ne pas exciter l'inquiétude, car ils ont fondé leur campagne électorale sur des thèmes nationalistes et revanchards, et ils ont attaqué l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes ». Avec la nomination de M. Abrassimov, l'U.R.S.S. entend sans doute aussi manifester sa volonté de continuer à jouer son rôle à Berlin.

(Publicité)

sauvez vos cheveux...

Si vous vous alarmez parce que vos cheveux tombent au brossage ou spontanément parce qu'ils sont trop gras, trop secs ou cassants, parce que vous n'arrivez pas à vous débarrasser de vos pellicules, vous avez raison. Ce sont les signes avant-coureurs d'une dangereuse détresse de votre cuir chevelu. Celui-ci, agressé constamment par la pollution atmosphérique ou une hygiène inadaptée, réagit par une régénération hâtive du cheveu.

Depuis, ce déséquilibre permanent finit par amoindrir cette défense et cela se traduit par les signes qui vous inquiètent. Cette détresse n'est pas incurable. Il existe en effet, un INSTITUT spécialisé dans la correction de ces troubles. A l'INSTITUT CAPILLAIRE, après une étude minutieuse de votre cuir chevelu, nous vous donnons objectivement et sans pour autant la perte de vos cheveux.

Des applications appropriées vous seront proposées afin de corriger et éliminer les causes de votre chevelu dérangé. Ce traitement est sans douleur et sans risque. Si vous préférez ne rien faire de la compléance de l'INSTITUT CAPILLAIRE, nous vous le dirons car nous avons l'habitude d'obtenir des résultats positifs.

ou retrouvez-les...

N'attendez pas, car, avec le temps, la racine du cheveu se dégrade et finit par disparaître. Il est alors impossible de corriger une cavité. Téléphonez, écrivez ou rendez visite à l'INSTITUT CAPILLAIRE dès aujourd'hui. De applications à domicile sont préparées pour les personnes habitant hors ville.

BRIDGE CAP n'est ni un médicament ni un produit cosmétique.

BRIDGE CAP est un traitement réalisé à la main sur mesure. Il agit à vos cheveux, d'une façon parfaite et invisible. Vous pouvez dormir, nager, vous laver les cheveux sans crainte : ni le vent, ni la pluie ne pourront vous gêner. Nous n'avons pas saisi au bon marché, mais nous avons prié pour vous assurer (renseignements tous les jours : nous consulter.)

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

75008 - PARIS - 11^e arr. Champs-Élysées tel. 1.225 59-49
1 rue Lord Byron

AIK-EN-PROVENCE - ANGERS - CLERMONT-FD - DIJON - LIMOGES - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - RENNES - TOULON - TOURS

en plein centre des villes

Aix en P.	(91) 26.37.61	Limoges	(55) 32.45.37	Nice	(93) 87.11.18
Angers	(41) 38.57.03	Marcelles	(91) 33.21.60	Rennes	(98) 30.16.81
Clerm-FD	(73) 93.18.24	Montpellier	(67) 72.81.56	Toulon	(94) 92.60.54
Dijon	(80) 32.97.57	Nantes	(40) 71.74.55	Tours	(47) 20.33.60

consultez l'annuaire

9 h - 13 h

LES ANNONCES...
achat et la vente de fonds de commerce

صكنا من الأهل

AMÉRIQUES

LA VIOLENCE AU CHILI

A la suite de notre éditorial intitulé « La libération de la chilienne », le Monde, du 14 janvier, les services de presse de l'ambassade du Chili à Paris nous ont adressé une longue mise au point et la copie d'une lettre adressée du Santiago à l'ambassade par M. Gustavo Alessandri, vice-président du parti national « jusqu'en septembre 1973 », ainsi qu'il le précise lui-même. Toute activité politique est en effet interdite par

la junte depuis le coup d'Etat ayant renversé le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende. Dans leur mise au point les attaches de presse de l'ambassade justifient les mesures d'exception de la junte par le fait que « le terrorisme et la violence qui frappent le monde entier affectent aussi le Chili », qui doit bien appliquer « les lois qui sanctionnent de tels délits ». Dans sa lettre,

M. Alessandri donne sa définition de l'état de guerre interne, tout en affirmant que « les attaques ont cessé » et qu'« il n'y a pas au Chili d'enlèvements de personnes ». Y a-t-il ou non violence au Chili ? Et qui l'exerce ? Pour en juger, nous publions ci-dessous de larges extraits de cette mise au point et de la lettre du vice-président de l'ex-parti national. Nous donnons d'autre part la parole à

M. Jacques Chonchol, ancien ministre de l'agriculture du gouvernement Allende, expert international ancien responsable de la réforme agraire du gouvernement démocrate chrétien de M. Eduardo Frei. Réfugié au lendemain du coup d'Etat dans une ambassade à Santiago, M. Jacques Chonchol vit actuellement à Paris, et il est professeur à l'Institut des hautes études d'Amérique latine.

Une mise au point de l'ambassade

Voici de larges extraits du texte de l'ambassade :
De l'éditorial on pourrait déduire que le gouvernement du Chili se livre à une manifestation démagogique, parlant de libération alors qu'il viole les libertés et les droits fondamentaux. Se basant sur les appréciations de l'ex-fonctionnaire « international » et ancien ministre de l'économie du gouvernement de l'Unité populaire Pedro Vuskovic, le Monde élabore une théorie originale. Remplacer la prison par la libération et l'exil serait quelque chose de répréhensible et de pervers. De même, il semble que le rédacteur de l'éditorial en question juge inutile l'application de lois qui existent depuis plus d'un siècle et ont pour objet de prévenir et sanctionner le terrorisme et la violence. ...

Le pays est en train de retourner à une barbarie préhistorique à tous les niveaux de sa réalité nationale. ...
... Tout que le terrorisme et les Chiliens partisans de la violence, aidés de l'étranger, ne déclarent pas la paix, peut-on demander aux forces armées chiliennes de se croiser les bras face à la « guérilla » armée et de tolérer que ces groupes mettent en péril la vie et la sécurité des Chiliens ?

Une lettre de M. Alessandri

M. Alessandri a écrit à l'ambassade du Chili à Paris :
« La guerre comporte différentes formes, depuis l'attaque frontale de la cavalerie, les formations, le lancement de bombes atomiques, le bombardement de villes, les guerres d'usure et de propagande, comme la guerre du Vietnam, et enfin la forme actuelle de guerillas, qui constitue des méthodes différentes de lutte (...). Notre guerre, dont les caractéristiques sont quinze mille étrangers pourvus d'un équipement moderne, prêts à l'attaque, décimés par une opération aérienne ; la propagande « incroyable » contre notre pays ; la menace d'un blocus, partiellement réalisé ; l'attaque à main armée d'établissements bancaires, et de « guérilleros » qui affrontent en plein jour les forces armées. C'est-à-dire un ensemble de données suffisantes pour décréter l'état de siège. Le gouvernement a résolu des problèmes très importants : il n'y a plus, actuellement, au Chili, d'attaques contre les banques ou autres établissements. Celles qui ont été commises ont été réprimées ou leurs auteurs ont été arrêtés au bout de quelques jours, et l'on a récupéré les fonds volés. Il n'y a pas d'enlèvement de personnes, du fait que toutes les prisons de type tupamaro ont été rendues inutilisables. Le gouvernement a fait état de sa préoccupation à la suite de la découverte d'un dépôt d'armes et de munitions, et dont la moitié seulement a été trouvée. Avec cette moitié on pourrait équiper trente mille hommes. Dans tous les pays du monde et, dans toutes les Constitutions du Chili, il existe des dis-

positions permettant à l'exécutif de faire procéder à des arrestations sans faire connaître la cause. En ces matières, les Constitutions de l'Amérique latine sont très similaires. Celles de l'Allemagne et de la France sont même plus draconiennes. Les besoins de la guerre ont été cruels, et les innocents paient pour les coupables. Je crois que personne ne peut défendre le lancement des bombes atomiques qui détruisent les villes du Japon, ou les excès commis lors de la libération de la France.

La libération de détenus

Le 11 septembre 1974, un an après son arrivée au pouvoir, le général Pinochet a annoncé la libération des prisonniers en indiquant que l'on autoriserait même le départ de quelques-uns des détenus déjà condamnés et ayant été l'objet d'une sentence exécutoire. Il a lancé également un appel à l'intention de nos principaux détracteurs — Cuba et l'Union soviétique — afin que ces pays acceptent ce procédé humanitaire et qu'ils agissent de la même façon. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de réponse et la plupart des journaux n'ont rien dit à ce sujet et ont encore moins exigé une réponse de ces pays. Cependant, le gouvernement du Chili, fidèle à sa proposition, continuera à essayer d'obtenir que les pays socialistes accueillent ces éléments qui, à son avis, représentent un danger, mais qui, en revanche, pourraient retirer leur vie à l'étranger.

Tribune internationale

Un an et demi après...

par JACQUES CHONCHOL (*)

UN nombre considérable de Chiliens avaient appuyé le « pronunciamiento » des forces armées de tout leur cœur ; pour la majorité des chrétiens, il fut une délivrance ou, en tout cas, un moindre mal : le danger d'une dictature totalitaire marxiste était écarté !
Et pourtant, dans toute l'histoire du Chili, aucun gouvernement n'avait donné plus de preuves de respect envers la tradition démocratique de la société chilienne. Jamais la liberté de la presse n'avait été aussi complète. Les élections, qui généralement sont considérées comme le symbole de la démocratie, se sont déroulées tout à fait normalement aux niveaux municipal et parlementaire entre l'accession de Salvador Allende à la présidence de la République (novembre 1970) et le renversement et l'assassinat du président constitutionnel du Chili par le putsch militaire (septembre 1973). Lors des cinq élections partielles organisées pour pourvoir certains sièges vacants au Parlement, les partis de l'Unité populaire ont eu deux succès et trois défaites ; à l'issue des élections générales de mars 1973, pour le renouvellement du Parlement et d'une partie de la présidence, les mêmes ont obtenu 44 % des suffrages et ceux de l'opposition 56 %. Curieuses performances, sans aucun doute, pour un gouvernement dont on répétait avec tant de zèle qu'il menaçait les libertés publiques !
La vérité est que ce gouvernement, en utilisant des moyens parfaitement légaux, s'est efforcé de modifier substantiellement les bases de l'économie chilienne ; il voulait en finir avec la domination des monopoles étrangers et nationaux dans l'exploitation des ressources minières, l'activité bancaire et le secteur industriel ; il voulait aussi rendre au paysan la terre possédée par les grands propriétaires. Tous ces efforts, pour l'impérialisme et l'oligarchie chilienne, signifiaient la fin de la liberté d'exploiter le peuple. C'est pour cette raison qu'ils ont eu recours à la force ; c'est pour cela qu'ils ont assassiné le président élu au suffrage universel et qu'ils ont ensanglanté la langue tradition démocratique qui faisait du Chili une heureuse exception sur le continent latino-américain.

Un an et demi après le putsch, on peut se demander ce que les militaires ont fait pour sauver la tradition démocratique chilienne « menacée par la dictature ».

Le 4 décembre 1974, la junte militaire s'arrogeait la totalité des pouvoirs politiques ; un décret portait la signature des quatre chefs de la conspiration antidémocratique attribué à Pinochet la responsabilité de l'exécutif et à la junte militaire dans son ensemble les pouvoirs législatif et constitutionnel ; le même décret établissait en outre que la Constitution de l'Etat chilien pourrait être modifiée à n'importe quel moment par des décrets du même genre. En présence de ce mouvement de jurisprudence, ni la Cour suprême de justice ni le conseil général de l'ordre des avocats, qui, dans un passé récent, se montraient tellement susceptibles et enclins à dénoncer « les menaces » que l'action du gouvernement Allende faisait passer sur l'Etat de droit, n'élevèrent la voix ; ils gardent aujourd'hui un silence complice : belle preuve de leur sens du droit et de leur indépendance.
Au cours d'une réunion à laquelle assistaient tous les grands patrons de l'économie chilienne, l'un des membres de la junte militaire, le général Leigh, n'hésitait pas à déclarer, le 18 octobre dernier, selon la version rapportée par El Mercurio, le journal officiel de la dictature : « Le présent gouvernement peut être le dernier à disposer des instruments nécessaires pour en finir avec la possibilité d'un gouvernement marxiste au Chili. Après les forces armées, disons-le franchement, il n'y a rien d'autre dans ce pays. C'est douloureux à dire... Mais dites-moi si je n'ai pas raison... Qu'est-ce qui reste après les forces armées ? Ce dernier recours, ce dernier atout s'est joué le 11 septembre. Nous avons gagné, mais la responsabilité qui pèse sur nos épaules est énorme... Franchise qu'il faut composer avec les idées que les agents publicitaires de la junte s'efforcent de répandre parmi le peuple chilien : le gouvernement militaire est au-dessus des divergences d'intérêt qui divisent la nation ; il transcende les classes sociales : il est la patrie en action. Cette même junte a accordé à la Kennecott et à l'Anacosta une indemnité de plusieurs centaines de millions de dollars. Les Chambres avaient pourtant approuvé à l'unanimité, on s'en souvient, la décision du gouvernement Allende de ne pas nationaliser ces deux grandes compagnies nord-américaines, qui contrôlaient la production de cuivre au Chili, étant donné les profits excessifs qu'elles avaient réalisés pendant des années. C'est dire la logique de la junte militaire, qui se vante d'être profondément nationaliste et de s'occuper de l'intérêt du peuple chilien.

Au point de vue économique, la situation est tout aussi grave. La reconstruction nationale ne semble pas en bonne voie ; c'était cependant pour éviter, entre autres, le chaos économique et empêcher les marxistes de détruire tout à fait les systèmes de production et de distribution que Pinochet et ses amis s'étaient décidés « à dégaîner l'épée ». Selon les chiffres officiels, l'indice du coût de la vie a augmenté de plus de 100 % d'octobre à décembre 1973, et de 376 % en 1974. Le salaire minimum s'est multiplié par dix de septembre 1973 à janvier 1975, mais les prix des produits de première nécessité ont augmenté dans des proportions beaucoup plus grandes : celui du pain s'est multiplié par 55, celui de l'huile par 64, celui du lait par 43, celui du sucre par 50, celui des transports en commun par 38 durant la même période.
Il est vrai qu'à la fin du gouvernement Allende, il y eut des difficultés de ravitaillement car le pouvoir d'achat des milieux populaires et des couches moyennes dépassait largement les disponibilités ; aujourd'hui le salaire minimum mensuel équivaut au coût de vingt-cinq trajets aller et retour du domicile au lieu de travail, plus 35 kilos de pain.

Si l'on se souvient que beaucoup de travailleurs ne gagnent même pas le salaire minimum, que le chômage, selon les chiffres officiels de la junte, atteint 10 % de la population active, soit un total de 350 000 chômeurs. Même en tenant compte de la possibilité d'autres ressources (allocations familiales, par exemple), on peut conclure que la situation économique des masses populaires et des couches moyennes est absolument désespérée : nulle part, en effet, le minimum indispensable à la survie biologique d'une famille ne saurait se réduire à un kilo de pain et à un billet de bus par jour !
Cependant, selon la junte, le pays progresse, car l'ordre règne. Pas de grève, les murs des villes sont propres. On parle même dans les milieux officiels d'exporter des produits alimentaires. Bienheureuse béatitude. Mais le comité permanent de l'épiscopat chilien était obligé de reconnaître dans son dernier message de Noël que « pour beaucoup Noël sera triste cette année. Il n'y a pas d'argent, les salaires ne suffisent pas. Il y a du chômage... La malnutrition menace. Rappelons-nous de ceux qui sont en prison, ou qui ont des proches en prison ou en exil... Aidez les cantines populaires que les habitants des bidonvilles ont dû organiser... Il y a des frères qui disent : « J'ai appelé et personne ne m'a écouté. J'ai cherché et je n'ai rien rencontré. J'ai demandé « de l'amour et je n'ai trouvé qu'indifférence, surdit, égoïsme, refus, de toute puissance et haine. Je suis au bout de mes forces. »
Mais la junte est fière d'elle-même, car elle se dit chrétienne et elle vient de terminer la construction d'un temple en hommage à la Vierge Marie.

(*) Ancien promoteur de la réforme agraire sous le gouvernement de M. Frei, ancien ministre de l'agriculture du président Allende, démocrate chrétien exilé en France.

Le bilan de l'activité des éditeurs et revues
L'ANNÉE POÉTIQUE 1974
Choix de textes, informations, vie des revues.
SEGHERS

DANS LES 8 BHV

20%

Pour paiement comptant.
JUSQU'AU 15 MARS

**SUR TOUS LES MEUBLES PRÊTS A MONTER (KITS)
TISSUS D'AMEUBLEMENT, LUSTRES, RIDEAUX,
APPLIQUES, PAPIERS PEINTS EN STOCK,
REVÊTEMENTS DE MURS ET CARREAUX.**

Ex. : Toile de lin, en 2,65, le m 49F 39F*

BILZARD DE L'HOTEL DE VILLE **BHV**

DIPLOMATIE

POUR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

II. — La chance est au sommet

par MICHEL DEBRÉ

Pour M. Michel Debré, il est clair que la libre constitution d'une Europe indépendante et puissante n'est pas dans l'ordre raisonnable de la pensée. La France se doit donc de conduire sa diplomatie les mains libres (« le Monde » du 3-10 mars). Pour notre pays, une grande et courageuse action ne peut se situer qu'au sommet.

A la fin du dix-neuvième siècle, au début du vingtième, la paix et la guerre ont dépendu de l'Allemagne et des rapports qu'elle entretenait avec ses voisins, au premier chef avec la France. La situation a profondément changé. Cependant, pour ce qui concerne la part occidentale de l'Europe, on peut toujours dire que sa vitalité et son épanouissement dépendent de l'accord entre l'Allemagne et la France. Cet accord nécessaire doit être véritable et sincère ; de ce fait il rencontre et rencontrera toujours de grandes difficultés.

L'Allemagne occidentale, nous l'avons dit, ne peut pas ne pas rêver à sa réunification, en tout cas à l'écart rapproché aux deux Allemagnes. La France est au premier rang des nombreuses nations pour qui la sécurité de l'Europe est liée au maintien de la situation géographique créée au lendemain de la deuxième guerre mondiale. La capacité industrielle de l'Allemagne et la discipline des organisations syndicales lui ont mérité un essor économique et monétaire en face duquel nos positions sont parfois fragiles. L'axe allemand demeure bien souvent un mystère. L'alliance du rêve et de l'efficacité crée une incertitude permanente.

nes de notre diplomatie ont longtemps été traitées avec moins d'importance que les orientations européennes. Trop de gens vivent dans l'état d'esprit de deux camps derrière les barreaux. La capacité technique des nations européennes leur donne un grand avantage. Mais, en face, que d'obstacles ! La puissance du pétrole ; la foi religieuse et nationaliste ; la population en croissance, sans compter l'appui tantôt des Russes, tantôt des Américains, tantôt des deux.

Entre les nations arabes et nous, de sérieuses difficultés existent. Le Proche-Orient en est une, qui ne date pas d'hier. Longtemps nous nous y sommes posés en protecteurs des terres chrétiennes. Maintenant, nous appartenons à cet ensemble de nations occidentales qui reconnaît le droit d'Israël à l'indépendance. Au-delà de cette vive querelle subsistent et subsisteront toujours des différences profondes. L'unité méditerranéenne ne pourra jamais dissimuler les oppositions. Face à un Occident catonné dans ses frontières, il existe, sous-jacent, un expansionnisme de l'Islam que facilitent aujourd'hui ses nouvelles richesses pétrolières et que peut encourager demain le déséquilibre démographique entre la rive musulmane et la rive chrétienne de la Méditerranée.

Il est d'un intérêt commun que ces difficultés soient surmontées et, donc, que nous offrions, au-delà d'une croissance régulière de nos échanges, une coopération éclairée par le souci de la paix en Méditerranée. Si cet effort n'est pas tenté, si chaque partenaire n'y met pas du sien, la Méditerranée cessera d'être centre d'échanges et de prospérité pour redevenir frontière et source de conflits. Une politique musulmane, et notamment arabe, est donc une exigence de notre diplomatie.

Mais la Grande-Bretagne, et les autres nations, nos voisins ? La Grande-Bretagne, dont souvent la France se sent si proche, suit une politique qui n'appartient qu'à elle. L'attachement insulaire de son peuple permet aux dirigeants de se consacrer au maintien de relations privilégiées avec les Etats-Unis et le monde anglo-saxon. Sur le continent, elle entend ne pas se lier les mains, sauf circonstances exceptionnelles et, de ce fait, provisoires. Elle s'associe à celui des Etats dont il lui paraît qu'il est le plus proche à éviter l'excès d'autorité d'un autre. Le spectre d'hypothétiques ambitions françaises produit le même effet que la reconnaissance plus réaliste de la forte capacité allemande. Une entente à trois qui transformerait l'avenir du continent apparaît chimérique.

Italie, Espagne sont présentement, et pour longtemps, dominées par le problème qu'elles posent à elles-mêmes. Compte tenu des soucis que peut donner l'avenir de la Méditerranée, notre accord avec ces nations voisines, étendu à d'autres plus éloignées du sud de l'Europe, serait un élément important et permettrait une coopération organisée avec les Etats arabes. L'hypothèse est bien théorique. Tant pour leur sécurité que pour leurs économies, nos voisins ont besoin d'un appui extérieur. Présentement les Etats-Unis étendent leur vigilance à l'une et à l'autre. Demain, qui sait ?

Avec les Etats-Unis nous parlons traditionnellement en terme d'alliance. La pointe occidentale de l'Europe ne peut sauvegarder sa liberté face à un danger venant de l'est que dans la mesure où les Etats-Unis apportent le poids de leur puissance. De l'autre côté la sécurité américaine est en cause dès qu'un pouvoir hostile s'installe sur les rives européennes de l'Atlantique.

Les partenaires, cependant, sont

par trop inégaux. L'inégalité ne vient pas seulement de l'écart considérable entre les chiffres de population, entre les industries, entre les capacités scientifiques et techniques ; en Europe même d'autres nations que se trouvent dans une situation comparable à la nôtre jouissent automatiquement du camp américain. De ce fait, l'alliance, à chaque instant, tend à devenir une sorte de protectorat. Si les Etats-Unis ne décident pas, nul ne décide, a dit récemment le secrétaire d'Etat. La boutade est sévère, mais doit être corrigée. Les Etats-Unis n'acceptent pas d'autre décision que celle qui leur convient. Or une attitude servile des gouvernements associés provoque une réaction populaire et, dans ses profondeurs, affaiblit l'alliance.

L'affirmation de notre indépendance doit se traduire par l'autonomie de notre politique économique, militaire, diplomatique. L'attitude apparaît certains dangers, car les dirigeants américains, notamment au département d'Etat et dans les milieux intéressés du Congrès, n'acceptent pas l'indépendance de leurs alliés. A chaque instant et dans les domaines les plus variés, la coopération atlantique a reflété, non une discussion entre partenaires égaux, mais une direction américaine. L'égard de laquelle les Européens rivalisent, isolément, d'obéissance, afin d'obtenir quelque satisfaction pour leurs intérêts nationaux immédiats. Loin de se fonder sur les principes de ce jeu, la France doit marquer sa volonté arrêtée de s'en tenir aux relations bilatérales fondées sur un profond intérêt commun.

L'Union soviétique commande un camp et, à l'intérieur de ce camp, ne supporte pas de voix divergentes pour l'essentiel, et un essentiel qui va loin dans la vie des peuples et des hommes. La dépendance du parti communiste français montre jusqu'ou, en dehors du camp socialiste, les obéissances peuvent aller.

Ces difficultés exceptionnelles ne doivent point nous cacher la réalité. L'Union soviétique, politique fondée sur le maintien des frontières établies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, existe entre Paris et Moscou un intérêt commun fondé sur une conception identique de la sécurité. Il est capital de nous en rendre compte. L'anticommunisme et l'antisoviétisme, et une action, dans l'ordre intérieur, ne doit jamais interférer avec la politique extérieure quand l'intérêt national l'exige.

Les préoccupations soviétiques sont dirigées vers l'Asie. Moscou cherche en Europe occidentale, au-delà du maintien de l'ordre établi, des possibilités d'expansion économique. L'industrie de l'Allemagne de l'Ouest a entrepris un effort remarquable pour se placer en tête de ses concurrents. Or ce train est en France. C'est une grave méconnaissance de nos intérêts. Une France dont l'indépendance personnelle est en danger se voit au premier rang des soucis de la diplomatie soviétique.

Est-il possible d'établir un profond et durable accord avec l'Allemagne, tout en recherchant une concertation politique avec l'Union soviétique ? Cette concertation est-elle compatible avec l'alliance américaine ? Peut-on se comporter en bons alliés des Américains et rechercher une coopération tout à fait indépendante avec les Arabes ?

Plus un pays s'élève dans les degrés de la puissance, plus sa diplomatie doit concilier des orientations à première vue contradictoires. L'indépendance est pour une part définie par le refus d'un choix global, puisque jamais les intérêts d'une nation ne se confondent avec ceux d'une autre. Les circonstances imposent des priorités. Mais pour une nation comme la France existent des constantes que peuvent dissimuler les idéologies, que peuvent altérer les rapports de forces. L'évolution des grandes puissances, de tels pays européens ou méditerranéens, mais, au temps que nous vivons, ces constantes sont bien celles qui ont été définies. Y renoncer serait renoncer à toute indépendance.

Une observation complémentaire est nécessaire. Le pouvoir des superpuissances connaît des limites. Des puissances moyennes se constituent, comme la Yougoslavie, l'Iran, l'Algérie, le Brésil. Notre diplomatie doit suivre ces « anneaux » et savoir qu'entre ces Etats de stature et d'orientation diverses, mais appelés à affirmer leur indépendance, des relations faites d'un intérêt supérieur commun peuvent présenter une grande valeur pour l'équilibre des forces du monde.

La diplomatie est l'expression d'un peuple majeur et d'une nation libre. Ces deux qualités — majorité, liberté — sont liées à des conditions précises.

La première se nomme capacité et politique militaires. Notre dé-

fense est fondée sur la dissuasion. La continuité de notre effort nucléaire et notre système institutionnel lui donnent un caractère crédible, mais la dissuasion suppose la liberté de décision. C'est pourquoi la non-intégration dans un système dont l'autorité s'imposerait à nous est un élément essentiel à la fois de notre défense et de toute diplomatie.

La seconde condition va de soi : elle doit cependant être rattachée avec force. On peut la résumer en une formule : l'état de la société française. Puissance industrielle et aptitude tant à l'innovation technologique qu'à l'expansion commerciale, d'une part ; unité sociale et esprit civique, d'autre part. Il n'est pas de diplomatie sérieuse pour une France appauvrie ou divisée, et notre capacité matérielle n'est rien si elle n'est pas soutenue par le patriotisme.

Une troisième condition gène le conformisme de notre temps. Je veux parler de la natalité. C'est la décadence démographique de la France qui, à partir de la fin du dix-neuvième siècle, donna libre cours aux ambitions et aux crises dont sont sortis les deux derniers grands conflits européens. Il est important que cette considération fondamentale ne soit jamais perdue de vue au moment où, après vingt années de renaissance, la France s'enfonce de nouveau dans le désarroi familial et le désastre démographique. Une France dépeuplée, à faible densité démographique, n'a plus d'influence en Europe ni en Méditerranée. Elle est en état d'insécurité. Un pays en perte de vitalité est à la merci de la politique étrangère des autres.

On jugera cet exposé trop équilibré ? Il faut dire qu'il fonde l'action de la France sur des éléments plus généraux et en fonction d'une vision plus universelle.

Cette réflexion est raisonnable. La France, telle que nous la concevons, doit élever son regard, ses propos, et si possible son action, au-dessus des préoccupations nationales. Il doit être bien clair à l'esprit des Français qui souhaitent à juste titre, imagination et générosité de la France que cette ambition diplomatique est directement fonction de notre capacité à défendre nos intérêts, en un mot comme en cent, à être respectés. Une base nationale solide apparaît comme telle à l'extérieur, est indispensable si l'on veut valoir notre diplomatie d'un souffle qui ne soit pas du vent.

Et l'humanité et notre monde ont besoin d'un grand souffle. Le monde, aujourd'hui, est à la fois l'expression et la cause d'un trouble profond. Sans doute l'inflation mondiale est-elle l'addition de multiples inflations nationales, mais de toutes ces inflations celle de la plus grande puissance économique du monde a eu depuis quinze ans des effets dévastateurs. A laisser courir la maladie de l'instabilité monétaire, l'Occident fait courir au monde un très grand risque, dont il peut être, comme le pétrole en ce qui concerne le fait foi, la première victime.

L'écart entre les pays fortunés et les pays pauvres ne date pas d'aujourd'hui. Il est cependant le fait éclatant du monde moderne. L'état social du monde, au cours de son histoire, a connu des cloisonnements qui, en fait, divisaient la planète en compartiments quasi étanches. Les cloi-

sonnements ont pris fin, mais, au moment même où les sociétés n'étaient plus dans l'ignorance les unes des autres, la situation respective des hommes et des femmes des diverses sociétés a profondément changé et continue de changer. Notre société, en face, aujourd'hui, de pays riches disposant des bénéfices de la science, de l'argent, de la puissance. En face, des pays toujours pauvres, qui restent pauvres, dont la pauvreté est connue des pays riches, comme la richesse de ceux-ci est maintenant connue des pays pauvres.

Les armements ont été et seront toujours l'expression de la puissance, c'est-à-dire de la politique. L'arme nucléaire, les fusées, les armes chimiques et biologiques élèvent la puissance à un degré que l'imagination hésite à percevoir. Elles donnent une nouvelle dimension à la politique. Mais le pouvoir aura peut-être, par des interventions génétiques, la capacité de modifier le nombre et le comportement des hommes. Les accords entre très grandes puissances pour limiter entre elles la croissance de certains types d'armement sont d'une efficacité limitée. Il faudrait aller plus loin et viser les stocks formidables dont l'existence est une menace permanente.

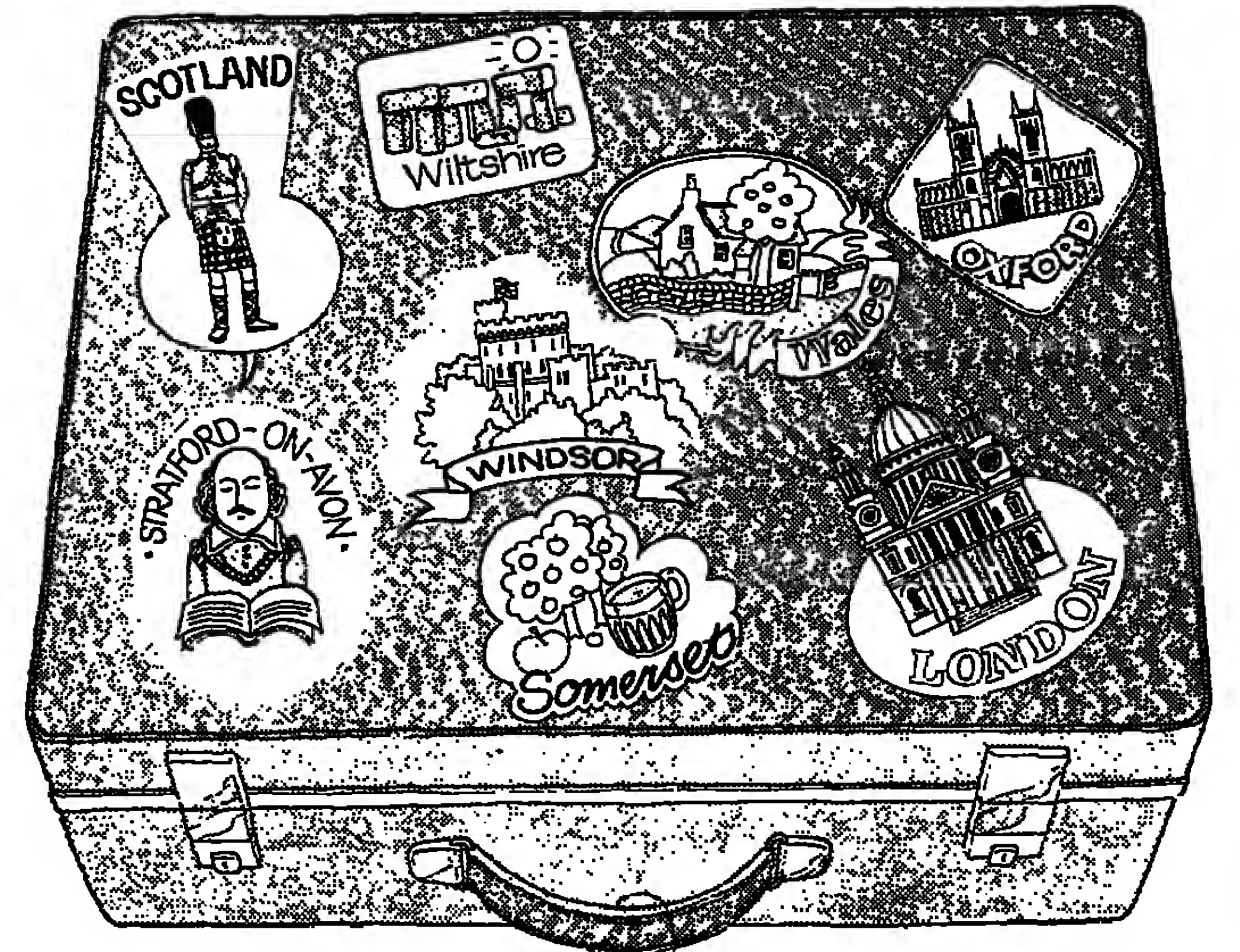
En diverses occasions, la France a rappelé les dangers que faisaient courir au monde le désordre monétaire, l'écart entre les pays fortunés et les pays infortunés, la course aux armements ou nous entraînent les superpuissances. Il n'a jamais été dit, clairement, que l'action face à ces dangers ne peut être divisée. A l'inflation, à l'opposition entre développements économiques, au super-armement, il n'y a pas de dépenses séparées. La prise de conscience sera globale, l'action sera coordonnée, ou rien ne sera possible.

Le général de Gaulle, dans la dernière partie de sa vie, l'avait compris et a voulu le faire comprendre. Par ses dernières réflexions et ses derniers propos, il a tenté, superbement, de donner une contradiction. Il avait tristesse, mais lucidité, pris la mesure de la capacité diplomatique de la France moderne. La même lucidité et une tristesse qui n'était pas feinte lui avaient dévoilé l'incapacité de rêves européens pour ce qui concernait, au moins, l'action politique du Vieux Monde. Mais l'accueil exceptionnel des Français lui donnaient une force prodigieuse, dépassant une France trop faible et une Europe déseignée. Au-delà d'une classe politique dont la majeure part lui était hostile, il sentait l'espérance que mettaient en lui, inconsciemment parfois, d'immenses foules et la jeunesse. Son âge lui interdisait les projets à longue échéance. Demeurait le verbe — et ce verbe, résumé en une formule : « La grande querelle de notre temps, c'est la querelle de l'homme », appelait son cher pays la France, à s'élever au-dessus des circonstances en rappelant qu'une vue de l'avenir humain était une exigence de sa diplomatie.

Les événements donnent raison aux orientations prémonitoires du général de Gaulle. Le temps n'a pas passé sans initiatives de détail. Il me semble qu'une grande et courageuse action de la France se situe aujourd'hui en quelque sorte au sommet. Associer dans une vue d'ensemble ordre monétaire, coopération entre pays fortunés et pays dépourvus, contrôle des armements, c'est la querelle du souffle, c'est là qu'est la chance.

FIN

VACANCES EN GRANDE BRETAGNE? Visitez tout le pays pour Fr. 180

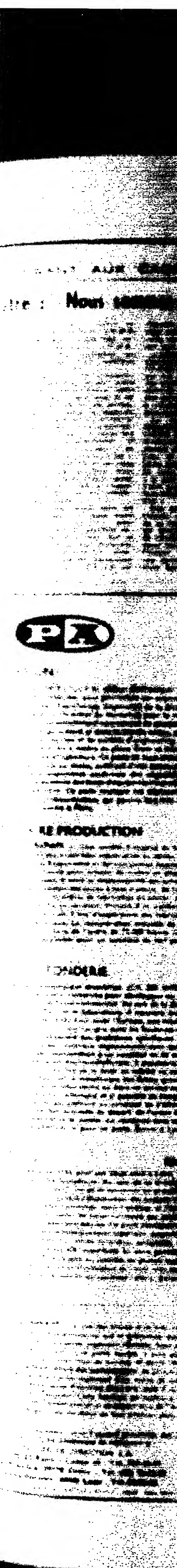


Explorer la Grande Bretagne en chemin de fer est à la fois chose aisée et confortable. Des trains Inter City rapides et fréquents circulent entre toutes les grandes villes et centres touristiques et ces trains vous emmèneront aussi loin que vous voudrez grâce au Britrail Pass. Le Britrail Pass vous offre au choix 8, 15 ou 22 jours de déplacements illimités, en première ou en seconde, sur tout l'ensemble du réseau British Rail — moyennant des tarifs commençant à Fr180. Il est également facile d'arriver en Grande Bretagne. Il y a d'excellents trains qui font la correspondance entre la plupart des villes de France et les confortables bateaux sur 7 parcsous-conseillers.



WEEK ENDS INSOLITES - à la découverte de la France inconnue. - au départ de Paris, une sélection de 20 week-ends imaginés et inédits, des découvertes inattendues, une sérieuse affaire d'animation. - transformez vos week-ends touristiques en expéditions passionnantes : une opportunité de VIVRE vos loisirs. - de 250 à 370 F tout compris même la boisson. - documentation détaillée sur simple demande. LOISIRS CONSEIL 57 boulevard de Strasbourg 75010 PARIS - tél. 770.40.25 et 523.10.85 également aux agences Transcart - CORR-LIC 48 A

Pendant le Festival du Son SONY, RIEN QUE SONY TOUT SONY au show room - 16, rue La Fayette PARIS Présentation du préampli TAE 8450 et de l'ampli TAN 8250 SONY au Bar-Auditorium



POLITIQUE

S'ADRESSANT AUX CADRES DE L'U.D.R.

Le premier ministre : « Nous sommes le parti du peuple français »

M. Jacques Chirac a présidé samedi 8 mars à Paris la première réunion des présidents, secrétaires et trésoriers fédéraux ainsi que des délégués régionaux de l'U.D.R. depuis son accession le 14 décembre dernier, au secrétariat général. M. Chirac a défini le plan d'action qu'il assigne au mouvement en ces termes :

Nous n'avons plus à suivre, en effet, mais à conduire. L'U.D.R. de demain sera ce que tous ensemble nous en ferons. L'U.D.R. ce n'est plus un inspirateur, un chef, une équipe, c'est l'adhésion de tous ses militants.

« Il nous faut aussi démontrer que nous pouvons garder notre âme. Certes, nous avons notre place dans la vie politique. Il est inutile de la discuter en permanence. Elle est dans la majorité tant que la politique du président de la République et du gouvernement ne remet pas en cause nos orientations fondamentales. Il s'agit de répondre « oui » ou « non » et en l'occurrence « oui », mais jamais « peut-être », car cette formule n'est pas gaulliste. Nous devons à cet égard, nous porter seuls la responsabilité de défendre nos convictions fondamentales.

« Il nous faut donc faire un retour sur sources, mais aussi un effort essentiel pour déterminer l'attitude gaulliste devant tous les problèmes qui se posent au Parti et au Français. C'est la tâche qui doit nous occuper jusqu'aux assises nationales (le 15 juin à Nice). L'U.D.R. est

DEVANT LES « DÉMOCRATES V »

M. Chirac : en élisant M. Giscard d'Estaing les Français ont choisi le progrès social

Le comité national des démocrates V (qui regroupe, sous la présidence d'Henri de M. Maurice Schumann, ancien ministre, sénateur apparenté U.D.R. du Nord, des militants et des élus proches ou membres de la formation gaulliste) a tenu samedi 8 mars, à Paris, une « journée nationale d'action et d'information ».

M. Jacques Chirac y a longuement pris la parole. Comme il l'avait fait trois semaines plus tôt devant le M.S.P. (le Monde du 16 février), autre groupe se réclamant d'un certain « gaullisme social », le premier ministre n'a pas manqué d'insister, en faisant le bilan de la politique de son gouvernement sur son contenu social et, par le biais de la participation, sur son caractère gaulliste authentique. Comme le secrétaire général de l'U.D.R., il a souligné l'ambition active que cette dernière porte aux démocrates V « qui rassemblent la démocratie chrétienne la plus dynamique ».

M. DOMINATI (rép. ind.) : nous sommes aussi soucieux que d'autres de préserver un certain héritage.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré samedi à Virey devant les militants giscardiens de la Moselle : « Nous avons le droit, nous aussi, d'assumer un certain héritage que nous sommes tout aussi soucieux que d'autres de préserver. Si les institutions de la V^e République sont toujours debout, nous y avons, nous, républicains indépendants, largement contribué. Il convient parfois de le rappeler. (...) Valéry Giscard d'Estaing ne s'est jamais caché de reprendre à son compte « une certaine idée de la France » que le général de Gaulle avait définie. »

M. Jacques Chirac a, d'autre part, souligné : « Le peuple, en élisant Valéry Giscard d'Estaing, a choisi la voie du changement et du progrès social. Cette action doit être menée avec constance, quels que soient les aléas et les contraintes. La réduction des inégalités sociales est un des objectifs prioritaires du gouvernement. L'idée d'une pause sociale n'est pas compatible avec la conception que j'ai d'une société en mouvement. »

« A propos de l'éventualité d'une relance économique, le chef du gouvernement est parti du fait que le gouvernement d'en parler doit tenir », car elle a risqué, comme le montrent certaines expériences étrangères, de se traduire surtout par une relance de la hausse des prix, ce qui risquerait de remettre en cause tout l'acquis de ces six derniers mois. » De son côté, Mlle Marie-Madeleine Dienssch, ancien secrétaire d'Etat, présidente des démocrates V Républicains, a déclaré notamment :

« Réformes, révolutions par la loi, changements, qu'importent les mots ! L'essentiel, c'est bien de transformer notre société, nos mentalités, nos structures. Au-delà des intérêts et des habitudes de classe, au-delà des slogans martelés par des technocrates arrogants et qui s'ignorent les esprits, notre travail est de dégager ce qu'est la vérité des besoins et des aspirations. »



DIRECTEUR EXPORTATION Paris

Electronique — Une Société française du secteur électronique, aux activités très diversifiées (1.500 personnes), recherche, pour poursuivre son expansion sur les marchés mondiaux, un Directeur de l'Exportation. Dépendant de la Direction Générale, basée à Paris, et en liaison avec le Directeur du Marketing pour la recherche de nouveaux marchés, il aura un rôle essentiellement commercial de prospection et de négociation de contrats au niveau le plus élevé et dans le monde entier, ceci auprès d'une clientèle d'administrations, d'entreprises et de sociétés d'engineering. De plus, il assurera l'animation d'agents existants ou à mettre en place. Dans sa mission, il sera techniquement assisté par une équipe d'ingénieurs. Il aura la responsabilité des achats, de l'approvisionnement des magasins, de la gestion des stocks à tous niveaux, de l'ordonnancement central, du lancement et du suivi des ordres de fabrication en atelier. Le système utilisé est informatisé. Ce poste convient à un candidat, titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, ayant acquis au minimum 3 ans d'expérience des fabrications en séries, si possible dans l'industrie mécanique. La rémunération annuelle de départ, fonction du niveau de compétence atteint, sera de l'ordre de 75.000 francs. Un élargissement ultérieur des fonctions est envisageable pour un candidat de fort potentiel. Ecrire à Croix.

INGÉNIEUR GESTIONNAIRE PRODUCTION 75.000 F

Ordonnancement et Achats — Une société française de tout premier plan dans sa spécialité et fabricant des ensembles mécaniques en séries, recherche, pour l'une de ses usines en Picardie, le Responsable du Service gestion de production. Rendant compte au Directeur d'Usine, il aura pour mission de mettre en place et d'organiser son service (40 personnes environ). Il aura la responsabilité des achats, de l'approvisionnement des magasins, de la gestion des stocks à tous niveaux, de l'ordonnancement central, du lancement et du suivi des ordres de fabrication en atelier. Le système utilisé est informatisé. Ce poste convient à un candidat, titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent, ayant acquis au minimum 3 ans d'expérience des fabrications en séries, si possible dans l'industrie mécanique. La rémunération annuelle de départ, fonction du niveau de compétence atteint, sera de l'ordre de 75.000 francs. Un élargissement ultérieur des fonctions est envisageable pour un candidat de fort potentiel. Ecrire à Croix.

TECHNICO-COMMERCIAL FONDERIE + 70.000 F

Alpes — Une entreprise métallurgique diversifiée (CA 200 millions de francs), filiale d'un important groupe français, recherche pour développer les ventes de ses Alliages Spéciaux, un Ingénieur technico-commercial. Au sein de la direction commerciale, en liaison avec la production et le laboratoire, il assurera auprès de la force de vente et surtout des clients implantés dans toute l'Europe, une mission de conseil et d'assistance technico-commerciale. Il interviendra dans les fondations en tant que spécialiste et aidera la clientèle à résoudre des problèmes spécifiques d'élaboration et de coulées. Ce poste impliquant de nombreux déplacements ainsi que des contacts à tous niveaux dans les entreprises concernées, le candidat devra être titulaire d'une formation supérieure en fonderie ou électrometallurgie. Il possédera une expérience pratique de l'élaboration et de la coulée de la fonte au cubilot ou au four électrique ainsi que de solides connaissances de la métallurgie des fontes grises et nodulaires. Une expérience complémentaire en laboratoire ou dans un service commercial serait appréciée. La pratique courante de l'allemand et si possible de l'anglais ainsi que le goût des contacts humains variés permettront au candidat de s'affirmer rapidement dans cette fonction. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 70.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience le justifie. La résidence dans une région touristique constitue un attrait supplémentaire pour ce poste. Ecrire à Lyon.

CONTROLE DE GESTION Rhône-Alpes

Une société de services renommée, crée pour son siège situé à Lyon, le poste de Responsable Audit interne et Contrôle budgétaire. Au sein de la direction financière et comptable, il sera plus particulièrement chargé de concevoir les procédures de contrôle de la société, Participer de façon active à l'élaboration des budgets et à leur mise en forme, il assistera les responsables concernés dans l'analyse et l'interprétation des résultats. Sa fonction l'amènera à traiter de façon constante des problèmes d'organisation et de mise en place de nouvelles procédures. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé d'enseignement supérieur (expertise, ESSEC, ESC ou niveau équivalent) et possédant une solide formation comptable. Une expérience de quelques années au sein d'une société importante lui aura permis d'acquies une bonne maîtrise des techniques et de l'esprit du contrôle de gestion tout en le familiarisant avec les problèmes d'organisation et d'utilisation de l'outil informatique. La rémunération sera étroitement liée au potentiel du candidat retenu. Ecrire à Lyon.

INGÉNIEUR CHIMISTE + 60.000 F

Recherche-Développement — L'une des filiales d'un très important groupe industriel français située en banlieue parisienne sud et spécialisée dans la fabrication de média magnétiques, recherche un jeune ingénieur chimiste. Sous la responsabilité du directeur de recherche, et au sein d'une petite équipe, il sera plus spécialement chargé des études relatives à un certain type de bandes, et devra résoudre des problèmes mettant essentiellement en œuvre des connaissances de chimie organique et de magnétisme. Ce poste conviendrait à un ingénieur d'au moins 26 ans, de formation (P.C. ENSCP...), ayant une expérience d'environ deux ans, doté d'un solide réalisme industriel, et connaissant bien l'anglais. Cette fonction permettra à son titulaire de suivre l'évolution technologique. La rémunération de départ sera de l'ordre de 60.000 F, mais pourra être supérieure pour un candidat de fort premier plan. Ecrire à Paris.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rattachant la référence à : PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A. 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25 9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. 52-90-63

Découvrez la Corse mieux qu'en été

Advertisement for Corsica holidays. It features a map of Corsica with various regions highlighted: L'île-montagne, L'île en fleurs, Une nature préservée, Un certain style de vacances, Des conditions étudiées..., and LES SÉJOURS-DÉCOUVERTES. Each region is accompanied by a short description of its characteristics and a list of holiday packages with prices.

Coupon-réponse form for requesting information about the Corsica holidays. It includes fields for Name, Profession, Address, and City, and a checkbox for 'Demande de documentation sur les "SÉJOURS-DÉCOUVERTE"'. The form is addressed to the Centre d'Information Corse A.D.T.C. at 7, rue Beaujeu 75008 Paris.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

POLITIQUE

APRÈS SES PREMIÈRES ASSISES

La Gauche réformatrice confirme son intention d'être l'élément moteur de l'unification du centre

Les démocrates sociaux ont fait salle comble, samedi et dimanche à l'hôtel Hilton de Paris, pour leurs premières assises nationales...

hellement deux origines : d'une part ce que l'on a parfois nommé « les incognites », c'est-à-dire les sympathisants du Mouvement réformatrice...

lancés : « On comptera alors les véritables réformatrices », ont-ils dit. De même, ils ont multiplié les appels aux opposants que la politique réformatrice...

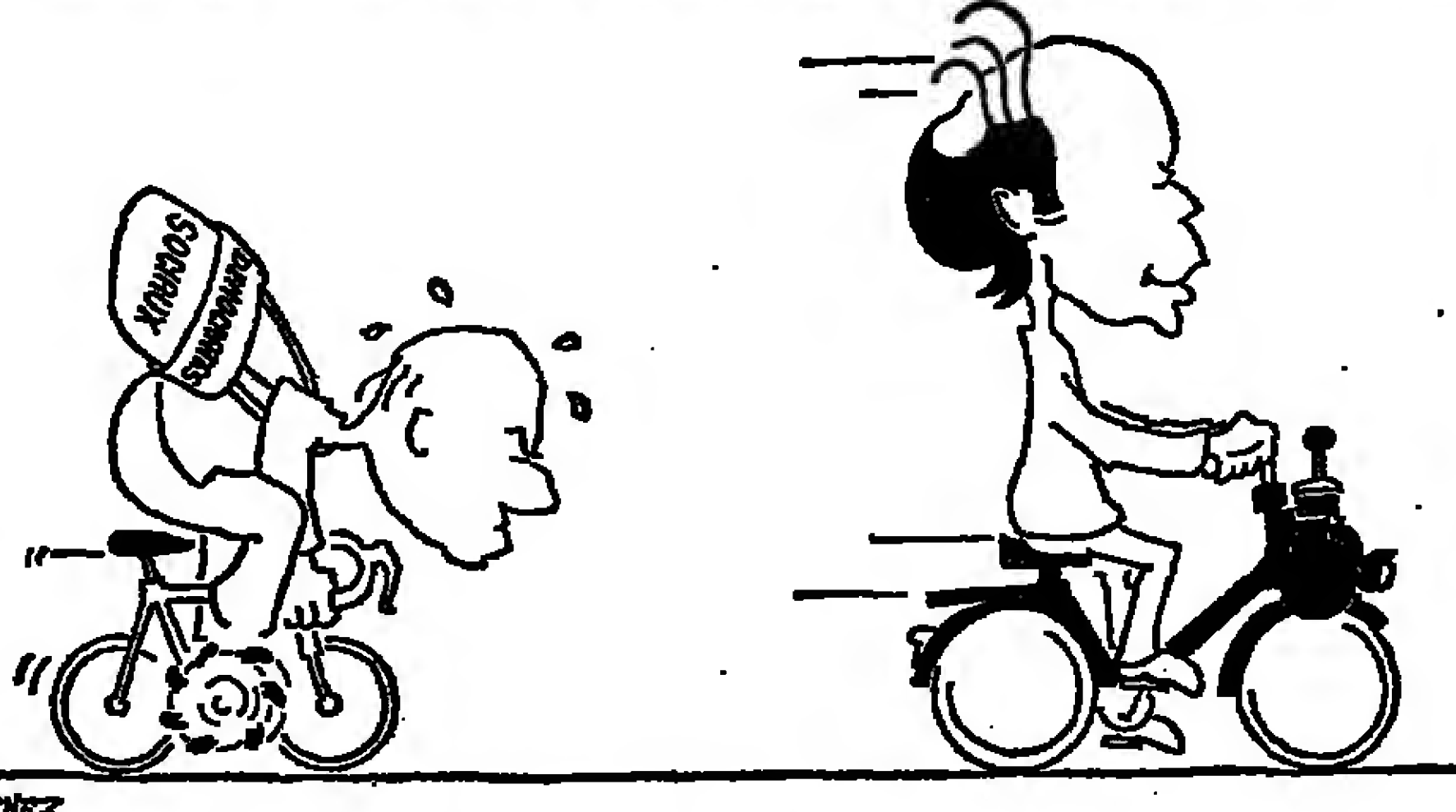
dans cette Fédération un poste de secrétaire général, au cas où on lui proposerait. Quant aux centristes dans leur ensemble, les démocrates sociaux estiment qu'ils suivront...

Les premières assises des démocrates sociaux — Mouvement de la gauche réformatrice — s'ouvrent samedi matin 8 mars à l'hôtel Hilton de Paris devant une assistance de quelque huit cents personnes...

MM. Michel Durafour, André Rossi (Centre républicain), Jean-Marie Caro (Centre démocrate) et Adrien Zeller, Mme Marie-Claude Stokis-Agnieray (parti radical), M. Jean Briane (Centre démocrate) député de l'Aveyron...

« On comptera alors les véritables réformatrices », ont-ils dit. De même, ils ont multiplié les appels aux opposants que la politique réformatrice...

« Oui, comme l'aiguillon prend contact avec le bœuf », M. Aymar Achille-Fould ayant, de son côté, envisagé l'éventualité selon laquelle M. Bernard Stasi prendrait des responsabilités dans cette Fédération...



M. STASI : chez nous, pas de pesanteurs sociologiques. M. Bernard Stasi, ancien ministre des DOM-TOM, note que « l'on comptera les réformatrices le jour où seront entreprises les grandes réformes de la fiscalité, de la loi sociale et de l'entreprise »...

Après les travaux en commission interviennent successivement MM. Baveita (Alpes-Maritimes), Consigny (Yvelines), Lucien Barlier (Paris), Georges Point (Centre républicain Nièvre), qui souligne que l'on transforme « une nébuleuse centriste en constellation »...

M. ACHILLE-FOULD : devancer la politique des réformes. M. Jean-Marie Caro, dont la désignation comme délégué national des Démocrates sociaux est...

La déclaration suivante a été adoptée dimanche 9 mars au terme des assises : « Le courant de la gauche réformatrice exprimé il y a six semaines seulement peut déjà mettre à son actif trois succès : »

M. ADRIEN ZELLER, député du Bas-Rhin, estime que la majorité actuelle est, dans une large mesure, d'essence conservatrice. Il ajoute : « Les risques d'emballement de l'entreprise réformatrice ne sont pas nuls. Nous devons être là pour les repousser... »

M. ROSSI : un pont vers l'opposition. Dimanche matin, après les interventions de MM. Jean-Luc Cire (Haute-Garonne), Jacques Maréchal (Bas-Rhin), Constantin (Calvados) et de Mme Alette Crépin, député de l'Aisme, M. Jean-Robert Ouraud (Paris) prend la parole comme « ancien de la S.F.I.O. » et membre du bureau du Mouvement pour le socialisme...

M. DURAFOUR : l'aiguillon et le bœuf. Après avoir fait adopter par l'assistance les structures du Mouvement de la gauche réformatrice, telles comprennent des collègues départementaux et un collège national où siègent un représentant par département, quatre à huit représentants pour la région parisienne, les députés et sénateurs ayant adhéré, les ministres et anciens ministres, l'assentiment était assuré par un délégué national...

Le travail accompli par notre municipalité (et il est considérable, quoi qu'en pensent les donneurs de leçons) Va toujours être dans un esprit de coopération confiante, avec le souci de l'intérêt général et dans l'indépendance d'esprit la plus totale. (...) Lorsque nous avons été élus en 1971, nous n'avions eu aucun engagement à prendre vis-à-vis du programme commun qui n'existait pas...

les révolutionnaires face à la crise MEETING de l'Organisation Communiste REVOLUTION avec I. Johsua - H. Maler - M. Bridier Mardi 11 mars 20 h 30 à la Mutualité

JUNHILL KING... Le prestige dans une autre dimension... (Large advertisement on the right side of the page)

POLITIQUE

LES RELATIONS ENTRE L'OPPOSITION ET LE POUVOIR

Le comité directeur du P.S. n'a pas désapprouvé M. Defferre d'avoir reçu M. Giscard d'Estaing

Le comité directeur du parti socialiste a tenu, samedi 8 et dimanche 9 mars, à Paris, sa première réunion depuis le congrès de Pau. Un débat de politique générale s'est déroulé à l'occasion de la réception de M. Giscard d'Estaing par M. Gaston Defferre à la mairie de Marseille a été évoquée. Les minoritaires du P.S. (le CERS de M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort) ont déposé un texte protestant contre les conditions dans lesquelles le président de la République a été reçu à Marseille et regrettant que le bureau exécutif du P.S. n'ait pas été informé et n'ait pu procéder à une analyse politique préalable. Au nom des minoritaires, M. Georges Sarre a lancé une mise en garde à tous les mili-

tants du parti, quel que soit leur niveau de responsabilité, contre les possibilités d'utilisation par l'universaire de semblables manifestations. Il a demandé qu'en toutes circonstances les socialistes se montrent résolument les défenseurs de la population et victimes de la politique du pouvoir. Ce texte n'a recueilli que 27 voix contre 51. Au cours du débat, M. Gaston Defferre a été amené à préciser que si la visite à Marseille de M. Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas été annoncée, c'était uniquement pour des raisons de sécurité. M. Estier, porte-parole du P.S., a d'autre part précisé que jamais M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, n'avait servi d'intermédiaire entre la présidence de la République et le maire de Marseille.

de la gauche, qui a toujours été la leur et qui a été solennellement réaffirmée au congrès de Pau, mais ils entendent, sur ce terrain, prendre l'initiative. Derrière le masque d'une politique de pseudo-réformes, le pouvoir, en réalité, poursuit et aggrave sa politique antisociale. Tirant prétexte de la crise, le grand patron cherche à régler ses comptes avec les travailleurs. D'autre part, à la rigueur Renault, le droit de grève se trouve remis en cause par des licenciements de délégués et des mesures de chômage technique. La mobilisation du parti dans les luttes, l'affirmation de sa présence sur tous les terrains, notamment dans les entreprises, à l'occasion de la campagne commune sur l'emploi et la vie chère.

« L'HUMANITÉ » : ne pas confondre manoeuvre et lutte.

L'Humanité du 10 mars commente les délibérations du Comité directeur du P.S. et note : « Pour tenter de se justifier, M. Defferre et ses défenseurs ont indiqué que le secret avait été gardé pour des raisons de sécurité. L'argument ne résiste pas un instant à l'examen. » « Ils s'efforcent aussi la confusion et cherchent à masquer le stupide comportement de Defferre en comparant la rencontre de Marseille avec la demande d'audience à l'Élysée présentée par les élus communistes de Paris. » « Curieux mélange. D'un côté, il s'agit d'une manoeuvre politicienne, confirmée par le comité directeur, entre un dirigeant national du P.S. et M. Giscard d'Estaing. Le secret permettait aussi d'éviter que les travailleurs marseillais saisissent l'occasion pour exprimer leur opposition à la politique giscardienne d'austérité, de chômage. » « De l'autre, il s'agit précisément de la lutte contre cette politique. Et une erreur de démarche publiquement reconnue et aussitôt corrigée n'y change rien (...). » « D'un côté, des tractations sans principes sur lesquelles la clarté n'est pas encore totale, loin s'en faut. De l'autre, une lutte au grand jour avec les travailleurs pour des mesures urgentes face à la crise et pour gagner de nouvelles forces au Programme commun. » « Comparer ces deux attitudes, vouloir les confondre est vain. »

Les communistes de Paris maintiennent leur manifestation devant l'Élysée

La fédération de Paris du parti communiste, qui a lancé des pétitions contre la « politique d'austérité » et qui avait demandé une audience à M. Giscard d'Estaing, a décidé de maintenir la manifestation qu'elle avait prévue pour le 27 mars devant l'Élysée. M. François Mitterrand a, de son côté, dénoncé « le battage » fait autour de cette affaire, estimant que les critiques adressées aux socialistes étaient réduites à néant « par le faux pas commis par le parti communiste avec ses demandes d'audience auprès des dirigeants du pays, notamment auprès de la République ». M. Mitterrand a estimé que cette affaire n'a procuré à M. Giscard d'Estaing qu'un avantage limité et provisoire. Le comité directeur a condamné les attaques du P.C.F. contre le P.S. M. Estier a regretté « le faux procès intenté par le parti communiste en ce qui concerne la volonté des socialistes de mener, sans restriction, la lutte contre le pouvoir ». A propos de la campagne d'actions communes décidée par le comité de liaison de la gauche, le P.S. a adopté une résolution qui précise que le « comité directeur voit dans cette décision un acte politique de grande portée capable de relancer la dynamique unitaire et de développer la perspective politique offerte aux luttes des travailleurs par le programme commun de gouvernement de la gauche ». Le comité directeur ajoute : « En proposant cette campagne, les socialistes ont seulement fait faillite à la stratégie d'union

Les élections municipales...

NET SUCCÈS DE LA GAUCHE DANS LES YVELINES

Bois-d'Arcy (2^e tour). Inscrits, 5 957; votants, 3 282; suffrages exprimés, 3 191. Liste d'union de la gauche conduite par M. Jacques Monquant, P.C. : de 1 708 à 1 853 voix. 11 ELUS. Liste du mouvement arcesien (modérés) : de 1 167 à 1 424 voix. (La liste d'union de la gauche, qui recueille 57 % des suffrages exprimés, avait obtenu au premier tour 1 363 voix, sur 2 999 suffrages exprimés, soit 45,60 %. Le mouvement arcesien avait obtenu 618 voix, et la liste du cercle d'études des problèmes maitelpaux (modérés) 302. Cette dernière liste s'est déclinée entre les deux tours pour celle du mouvement arcesien, de même que celle du groupement républicain d'intérêt communal (modérés), soutenue par le maire, Mme Miroshnikoff, cent. dém., qui avait obtenu 568 voix. En dépit de son très net succès, la liste d'union de la gauche n'a pas la majorité au sein du conseil municipal. En effet, les douze sièges de ce conseil de vingt-trois membres ont été répartis de la façon suivante : dix-neuf pour des élus du groupement d'intérêt communal. Cette consultation municipale avait été précédée par la démission de huit conseillers, le départ de la commune de deux autres, et le décès d'un onzième conseiller. Les démissions successives avaient été provoquées notamment par l'hostilité à la construction d'une maison d'arrêt sur le territoire communal (le Monde du 3 février).

TROIS MAIRES SOCIALISTES DU VAR « PLEBISCITES »

Trois maires socialistes du Var ont obtenu comme leur démission pour protester contre le transfert de la préfecture à Toulon ont été pratiquement plebiscités dimanche 9 mars dans leur commune. Il s'agit de Mme Beguin-Le Bellec, maire à Aups; MM. André Delpeu à Bargemon et Georges Fabre à Seillons-Sources-d'Argent. Les opposants se sont manifestés en déposant des bulletins nuls dans l'urne. C'est ainsi qu'à Aups un électeur a voté pour M. Giscard d'Estaing, Arlette Lagullier et Alain Krivine ont obtenu également une voix. Les résultats sont les suivants : SEILLONS-SOURCES-D'ARGENT : M. Georges Fabre, 197 voix sur 198. BARGEMON : M. André Delpeu, conseiller général, 437 voix sur 439. AUPS : Mme Beguin-Le Bellec, 640 voix sur 640 suffrages exprimés. (Mme Beguin-Le Bellec avait été élue en janvier 1973 au cours d'élections complémentaires par 537 voix sur 551 suffrages exprimés.)

HAUTE-SAVOIE : Anancy (1^{er} tour).

Inscrits, 27 525; votants, 11 216; suffrages exprimés, 11 055. Liste sans étiquette, présentée par M. Charles Bosson, sénateur (union centriste), qui vient de donner sa démission de maire (tout en restant conseiller municipal) pour se consacrer à ses autres mandats (le Monde du 20 février) : 4 321 voix. Liste d'union de la gauche : 3 375. Liste sans étiquette, présentée par M. Jean Brocard, député républicain indépendant (nommé parlementaire en mission pour étudier les problèmes de l'aménagement du territoire en montagne) (le Monde du 19 février) : 3 359 voix. Il y a ballottage. (Le 14 mars 1975, la liste présentée par M. Charles Bosson avait été élue en entier dès le premier tour avec 11 032 voix, sur 15 783 suffrages exprimés. La liste d'union de la gauche (P.C., F.S., F.S.I., U.D.R.-L.) avait obtenu 4 755 voix, et la liste de la majorité (U.D.R.-L.) orales sociaux, — les jeunes communistes ont refusé l'embarquement que leur proposait un adjoint.

Pour avoir frappé un colleur d'affiches

Un brigadier de police du commissariat de Toulon, M. Campus, a été inculpé samedi 8 mars par Mme Roselyne Block, juge d'instruction à Draguignan, de coups et blessures volontaires. Il aurait participé dans la nuit du 27 au 28 février, à une schauflourée dans laquelle un colleur d'affiches, M. Claude Rossi, partisan de M. Edouard Solodan, pour les élections municipales complémentaires de Draguignan, a été grièvement blessé. D'autres inculpations pourraient intervenir prochainement dans une enquête qui s'efforce de déterminer les raisons de la présence de M. Edouard Solodan, en civil à Draguignan lors de la campagne électorale.

LOIRE : Villars (1^{er} tour).

Insc. 3 890; vot. 2 460; suffr. expr. 2 422. Liste d'union de la gauche (P.C., F.S., F.S.I., U.D.R.-L.) : 1 555 voix. Liste « municipale » (mod.), 1 185 voix. 1 ELU (M. Souchon). (Cette élection était provoquée par la démission de quatre conseillers municipaux et la mort de deux autres.)

LE PREMIER MINISTRE A « UN PEU DE MAL A COMPRENDRE »

M. Jacques Chirac a déclaré, samedi 8 mars, au micro de R.T.L. « Je dois dire que j'ai un peu de mal à comprendre cette agitation débridée au sein de la gauche et au sein du parti communiste. M. Mitterrand et M. Marchais se disputent, c'est devenu une mode. Je vous laisse à penser ce que servit aujourd'hui la France, qui a à traverser de difficiles périodes sur le plan économique notamment, avec les conséquences sociales que nous savons, si elle était dirigée par un gouvernement composé de socialistes et de communistes qui pour partie de communistes qui s'entrechiraient, ce qui est tout à fait évident. Je n'ai reçu M. Ballanger, et nous avons eu un entretien qui a duré effectivement plus d'une heure, et qui, je dois dire, a été empreint de cordialité. Nous avons décidé de nous revoir chaque fois qu'il estimerait nécessaire de venir me faire part de ses préoccupations ou de ses problèmes. Le président de la République a été l'objet d'une demande de rendez-vous de la part des élus communistes; il a accepté, et il a peine à croire qu'on nous explique qu'il n'est pas question qu'on se rende à ce rendez-vous. Alors tout ceci est un peu complexe, je n'ai pas pour prétention de régler les problèmes internes du parti communiste, mais je suis sûr que celui-ci saura par nous donner une explication satisfaisante de ce curieux phénomène. »

... et cantonales

AIN : canton de Collonges (2^e tour).

Insc. 3 640; vot. 2 208; suffr. expr. 2 182. M. GEORGES GOURGIER, act. cantonale, 1 232 voix. ELU. MM. Mottier, sans étiqu. 479; Thevenot, P.C. 471. (Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Maurice Jacquinet, rép. ind., maire de Collonges, décédé, qui avait été ré-élu en mars 1970, dès le premier tour, avec 1 095 voix contre 519 à M. Marcellet, P.C. Au premier tour, le 2 mars, les résultats avaient été les suivants : M. Gourgier, 969 voix; Mottier, 323; Thevenot, 368; Jaillat, U.J.P., soutenu par l'U.D.R., 268; et Gou, déf. des int. cant., 96.)

LOIRE : canton de Ferreux (2^e tour).

Insc. 9 110; vot. 5 208; suffr. expr. 5 131. M. Lucien Burdin, div., gauche, 3 725 voix. ELU. M. Jean Daroux, P.S., 1 396. (Il s'agissait de remplacer Charles Gallet, centriste, maire du Coteau, décédé le 13 janvier 1975. M. Gallet avait été ré-élu en septembre 1973, dès le premier tour, avec 3 515 voix contre 903 à M. Guilhaud, P.C., sur 4 118 suffrages exprimés. Lors du premier tour, le 2 mars dernier, les résultats avaient été les suivants : MM. Burdin, 2 762 voix; Daroux, 887; Paul Rivière, député F.D.R., 833; Guilhaud, P.C., 372 de Brosses, sans étiqu. 554. Il y avait eu 5 630 suffrages exprimés. Entre les deux tours, M. Rivière s'était retiré sans prendre position, tandis que M. Guilhaud s'était déclaré en faveur du candidat socialiste.)

CALVADOS : canton de Cœn VI (1^{er} tour).

Insc. 19 008; vot. 7 265; suffr. expr. 7 127. Mme Jacqueline Goueslard, P.C., 2 507; MM. Adam, P.S., 2 197; Blanchard (U.J.P. tend. Michel Robert), 1 108; Brier, démocrate socialiste, 493; Schills, sans étiqu. 443; Bourdain, socialiste indépendant, 149; Lellèvre, Front national, 148. Il y a ballottage. (Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Goueslard, secrétaire fédéral du P.C. décédé. En 1973, les résultats du premier tour avaient été les suivants : MM. Goueslard, 2 276 voix; Adam, 1 987; Blanchard, 1 143; Brier, 812; Schills, 528. Au second tour, M. Goueslard avait été élu par 2 437 voix contre 1 728 à M. Blanchard, 1 368 à M. Brier et 462 à M. Schill.)

MANCHE : canton de Periers (1^{er} tour).

Insc. 4 568; vot. 2 583; suffr. expr. 2 430. M. Burckart, ss. étiqu., 1 800; M. de Périers, Elu. MM. Legrèverand, P.S., 494; Lurienne, P.C., 136. (Il s'agissait de remplacer le docteur Radier, cent. dém., décédé le 23 septembre 1973. Il avait été élu par 1 727 voix, contre 272 à M. Le Ray (P.S.) et 127 à M. Lurienne.)

PYRENEES-ATLANTIQUES : canton de Monein (1^{er} tour).

Insc. 5 442; vot. 3 530; suffr. expr. 3 349. Mme Marie-Louise PRIGENT (mod.), 1 945 voix. REELU. M. Claude Pinaud (P.S.), 991; M. Albert Lagu-Puyon (P.C.), 470. (L'élection de Mme Prigent en 1973 avait été invalidée par le Conseil d'Etat (l'Etat était alors inspecteur de l'enfance, donc réactionnaire dans le département. Mme Prigent avait le soutien de la majorité. En 1973, les résultats avaient été les suivants : inscrite, 4 932; votants, 3 469; exprimés, 3 258. Mme Prigent avait été élue avec 2 194 suffrages devant le candidat socialiste, M. Robert Coq, 672 voix, et le candidat communiste, M. Albert Lagu-Puyon, 353 voix.)

CHER : canton des Aix-d'Angillon (1^{er} tour).

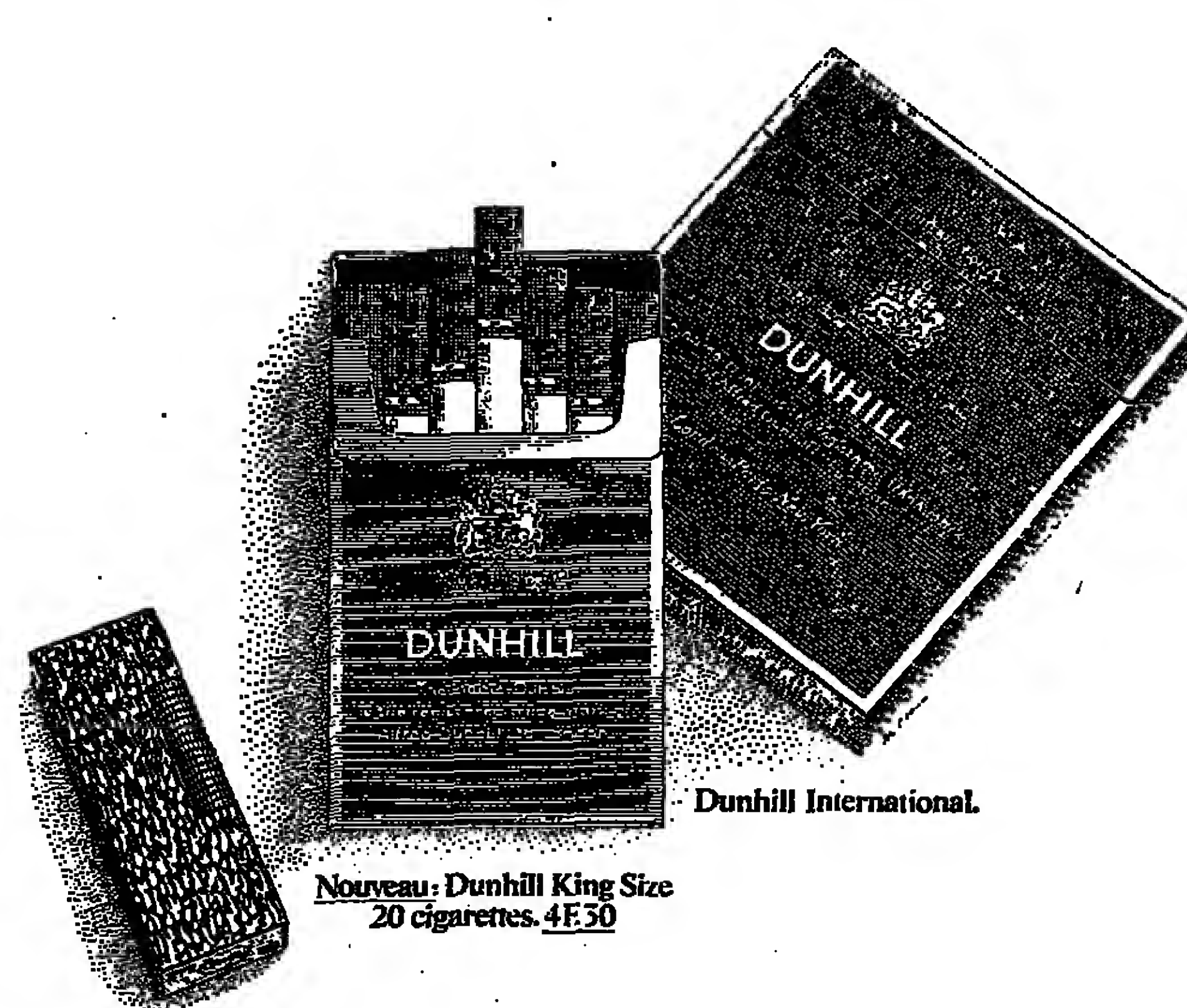
Insc. 6 911; vot. 4 087; suffr. expr. 4 015. MM. Millet, ind. 1 195; Luberne, P.C., 1 054; Henri Mitterrand, P.S., 932; Kuhnast, cent. g., 455; Villaudy, ss. étiqu., 379. Il y a ballottage. (Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Clément Brocardet, ind., décédé, qui avait été élu au premier tour en 1970 par 1 688 voix contre 833 à M. Pasticou (cent. g.), 728 à M. Luberne. M. Henri Mitterrand, candidat du parti socialiste, n'a aucun lien de parenté avec M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S.)

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, a été élu samedi 8 mars président de la Fédération des associations européennes-américaines, qui tenait son congrès à Bordeaux.

M. Jacques Duclos, membre du bureau politique du parti communiste, a quitté Nice pour Paris samedi 8 mars en fin de matinée. M. Duclos, qui était en convalescence dans la région de Grasse après avoir subi une intervention chirurgicale, a indiqué : « Je me sens apte à participer de nouveau aux luttes de mon parti et notamment aux prochaines campagnes sur les problèmes de l'emploi et du pouvoir d'achat. »



DUNHILL KING SIZE Le prestige Dunhill dans une autre dimension.



Nouveau Dunhill King Size 20 cigarettes, 4E30. Dunhill International. Internationally acknowledged to be the finest cigarettes in the world.

ASSISES ment moteur de l'unification du...

Text describing political events and meetings, including mentions of M. Giscard d'Estaing and M. Defferre.



Text describing political events and meetings, including mentions of M. Giscard d'Estaing and M. Defferre.

Text describing political events and meetings, including mentions of M. Giscard d'Estaing and M. Defferre.

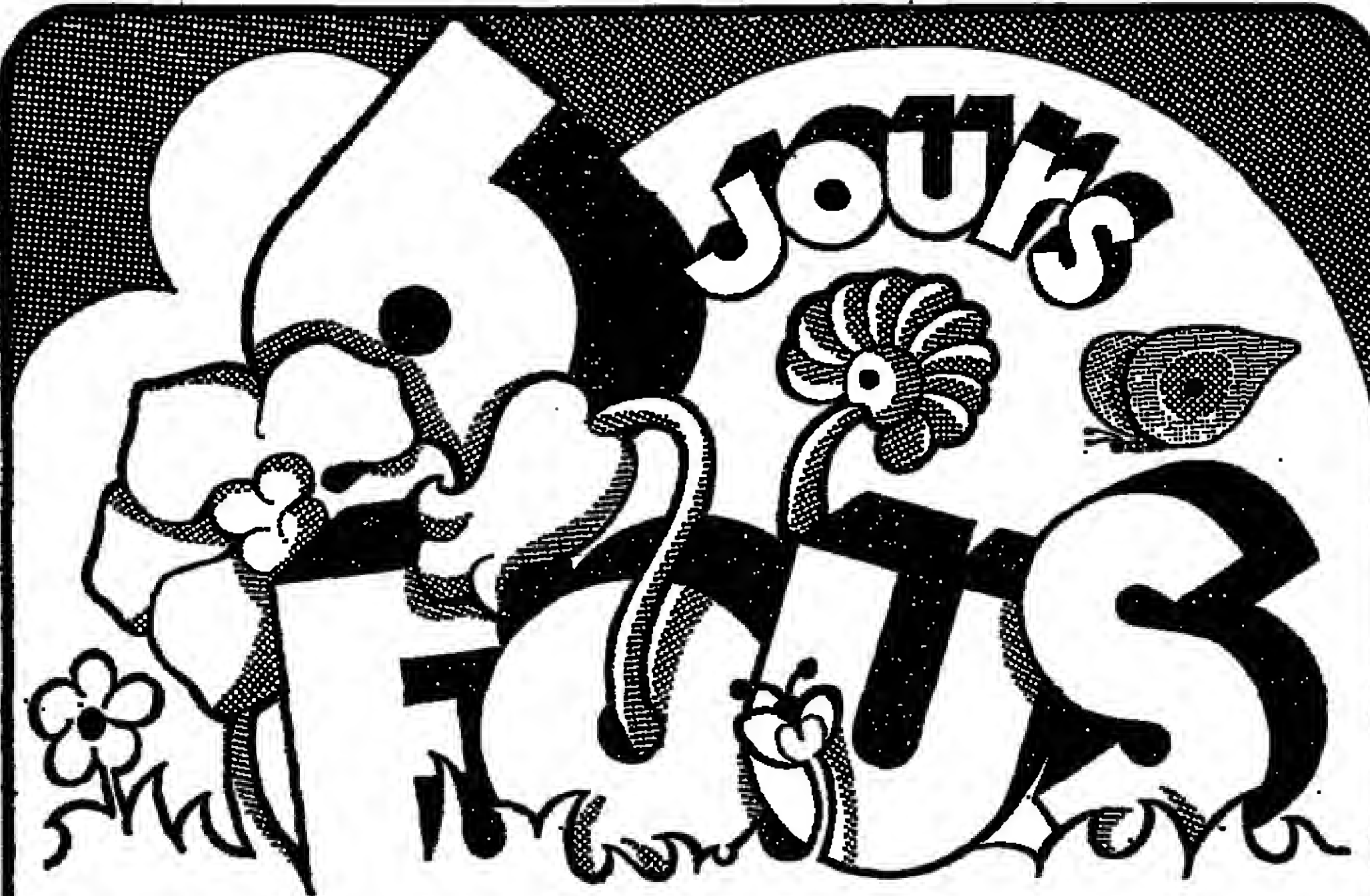
Text describing political events and meetings, including mentions of M. Giscard d'Estaing and M. Defferre.

Text describing political events and meetings, including mentions of M. Giscard d'Estaing and M. Defferre.

Text describing political events and meetings, including mentions of M. Giscard d'Estaing and M. Defferre.

Text describing political events and meetings, including mentions of M. Giscard d'Estaing and M. Defferre.

Handwritten text in Arabic script: 'ص: امتن الأصل'



6 jours de folles affaires
à tous les étages, des articles de qualité à des prix
follement EXCEPTIONNELS
(comme ci-dessous)
Venez vite en profiter!

LA FEMME

CHEMISIER
Imprimé
en coton et viscose.
Rose ou bleusur fond blanc.
39^F

JUPE
Imprimée
en triacétate et polyamide.
Fleurs bleues, vertes ou roses.
95^F

VESTE
en toile jean's pur coton. Bleu.
160^F

2 modèles de **ROBES**
En triacétate et polyamide
imprimé, fond ivoire.
180^F

POLO
fines rayures
(acrylique et polyamide).
40^F

CHEMISE DE NUIT
Polyamide ou polyester
mélangé, uni ou imprimé.
25^F

SLIP
Maille ou
mousse polyamide.
3^F

COLLANT sport
Mousse 20 D. Brique,
vert ou marron.
6^F

SOUTIEN-GORGE
Stretch dessin fantaisie.
Chair, blanc ou safran.
20^F

SLIP assorti.
9^F

BOXER assorti.
18^F

LES ACCESSOIRES

GAVROCHE
voile soie.
Imprimé 58x58
Tons mode.
30^F

GANTS
Dessus crochet,
intérieur agneau.
45^F

BESACE
tissu enduit vinyl.
Ton naturel,
garniture coloris mode.
50^F

LA JEUNE FILLE

SWEAT-SHIRT
bouchetta coton mélangé,
manches courtes.
Saumon, bleu jean ou nil.
40^F

JUPE
madras
(67% polyester, 33% coton),
plis devant et dos.
Longueur 92 cm.
60^F

PULL
Facon Shetland
Ras du cou, pure laine
naturel, anarnde,
ou bleu de Chine.
35^F

DRAP coton
imprimé bleu ou orange.
180x290 **45^F**
240x310 **60^F**
la TAIE **16^F**
le TRAVERSIN **21^F**

LA MAISON

MEUBLE de salle de bain
plaqué stratifié blanc.
1 porte, 1 tiroir.
35x82x30 **125^F**

3 portes, 1 tiroir,
1 coffre à linge, 1 glace
60x175x30 **295^F**

en inox
Série de 6 CASSEROLES :
95^F

en inox
ensemble de 3 PLATS :
35^F

FAÏENCE décorée
Assiettes plate, creusée ou
à dessert :
5^F

SALADIER
Plat creux, ovale
ou plat.
15^F

LAMPE céramique
Abat-jour jute,
hauteur totale 60.
95^F

ESCABEAU aluminium
très léger, tube carré,
3, 4, 5 ou 6 marches
le 3 marches **65^F**

OREILLER plume
0,60x0,60
coutil coton mélangé.
15^F

Choix de **COUSSINS**
tissu coton intérieur kapok.
15^F

PEAU de chèvre
de Chine blanche.
120^F

NAPPE
en maille polyamide.
Ø 180 ou 150x200 :
39^F

L'ENFANT

ROBE HOUSSE
en coton délavé.
1 ans, 18 mois, 2 ans.
29^F

VALET DE NUIT
"enfant" en bois laqué.
Plusieurs coloris.
35^F

DOUILLETTE
Imprimée "fleurs"
en coton et viscose.
garnis dentelle.
Du 4 au 10 ans.
le 4 ans. **59^F**

POLITIQUE

LA BASTILLE ADMINISTRATIVE

(Suite de la première page.)

Sans doute, des mesures concrètes, ici et là, ont permis d'endiguer le flot kafkaïen. Petits remèdes à de grands maux qu'on n'attaque pas à la racine, parce que celle-ci plonge dans des siècles d'histoire de France.

On a tout dit sur la tradition centralisatrice de l'Ancien Régime, de la Révolution, de l'Empire, et le général de Gaulle a enfoncé le même cheval. Quand il s'est avisé qu'il fallait peut-

être en descendre pour préparer le vingt et unième siècle, il est bel et bien tombé. La conception multilatérale de l'administration perdure à travers un décor un peu plus « régional ». C'est à peu près la même que celle de Chaptal au temps du Premier Consul :

« Le préfet ne connaît que le ministre, le ministre ne connaît que le préfet. Le préfet ne connaît point les ordres qu'on lui transmet ; il les applique, il en assure et surveille l'exécution. »

Inversion

Le découpage des pouvoirs et leur transmission du sommet à la base paraissent si naturels aujourd'hui à la plupart des Français qu'ils ne conçoivent plus qu'il puisse en être autrement. Ils ne voient plus l'extraordinaire inversion de la filière née d'une pratique dévoyée de la gestion publique. On en est en effet arrivé au point où la nation est au service de l'Etat, lui-même au service de l'administration, elle-même à la disposition d'un de ses plus beaux fleurons : le ministère des finances. C'est le système de l'embouteillage des poubelles russes. Mais celles-ci seraient posées sur la tête...

Et la tête des finances est bien pleine... et bien faite pour décourager ceux qui contesteraient son pouvoir puisque ce département dispose du savoir et de l'argent, les deux clés de l'action. Ce double privilège n'appartient pas en propre à la France, mais caractéristique est la manière dont il s'exerce grâce au corps suprême de l'inspection des finances. Nulle

part ailleurs n'est concentré en un si petit nombre d'hommes autant de puissance. C'est certes le contrôle de tous les services financiers des ministères, des collectivités locales et des organismes qui font appel au concours de l'Etat qui traduit leur impertinence, mais aussi le fait que l'« inspection » est le vivier du haut management public et privé du pays. Et lorsqu'on sait à quel point l'on est marqué en France par son corps d'origine...

Autre particularité : la part énorme prise dans le gouvernement de la France par la direction du budget, qui, avec ses quelque deux cent quatre-vingts agents, tranche de tout et dans le détail, sans avoir jamais eu aucune pratique de la gestion. Dans ces conditions, ne serait-il pas plus logique, comme le demandent un certain nombre de bons esprits, de rattacher cette direction, comme le Flaubert, au premier ministre, ce qui aurait pour effet, en tout cas, de rogner un peu les ailes de l'aigle de la Rue de Rivoli ?

Perversions

Les bons connaisseurs de la mécanique administrative : Michel Crozier et son équipe, Lucien Sfez, Charles Debbasch, Yves Stourdzé, Michel Massenet, etc., ont consacré des centaines de pages à décrire les vices du système et il est frappant aujourd'hui de constater aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur de l'exécutif. De la manne de ces recherches on peut dégager les idées-forces suivantes qui peuvent servir de fil d'Ariane dans la bastille administrative :

1) Les fonctions de décision et les fonctions d'exécution, au lieu d'être les compléments l'une de l'autre, sont étroitement séparées et monopolisées par un échelon bien précis d'administrateurs. Le jeu fondamental est celui de « l'évitement », la peur du face à face, la non-relation. Au lieu de chercher, comme dans une bonne structure d'organisation, à prendre la décision au plus bas niveau possible (principe de subsidiarité), on s'ingère dans l'administration à se superposer le pouvoir de décision vers le sommet, à pratiquer l'irresponsabilité, à éviter les initiatives pour être moins vulnérable, etc.

Une autre manière d'éviter la décision ou en tout cas de la noyer est de s'entourer d'un collège d'experts (le prétexte est facile dans une société où tout se complique).

2) L'administration est une société de castes. Les fonctionnaires sont répartis entre des strates (les corps) qui forment un milieu homogène et fermé. Cet étagement hiérarchique se complique d'un cloisonnement vertical entre les directions. « Un agent ne passe pas plus facilement des Impôts aux Douanes qu'un soldat de l'armée de terre à la marine (1). » D'où le ministère tend à devenir une « fédération de directions ».

3) Le fonctionnaire en arrive à se sentir seul dépositaire de l'intérêt général, à regarder d'un oeil suspect tout ce qui n'appartient pas à son domaine, celui du secteur public. Comme le disait à peu près jadis Marcel Denonque : tout se passe comme si l'administration était la gardienne de la morale et l'entreprise privée celle de l'efficacité. Dichotomie redoutable. Cette disposition d'esprit explique à la base la morgue de certains agents vis-à-vis des administrés et au sommet l'incroyable déstabilisation vis-à-vis des entreprises pour le paiement des marchés publics : détails démesurément longs et surtout incertains.

4) La peur de déléguer des pouvoirs explique l'échec de la décentralisation et même de la déconcentration, malgré un effort poursuivi depuis 1962. En fait, on a constaté un allongement des circuits et des délais, c'est-à-dire l'inverse de ce qu'espèrent ses auteurs. Pourquoi ? Octave Gellner l'expliquait ainsi (2) : l'administration centrale n'a jamais donné aux responsables « déconcentrés » de délégation globale sur un domaine d'activité. (Pour décider de la construction

de ce deuxième type ont fleuri avec parfois des initiales maintes fois familières (DATAE, D.G.R.S.T., Mission d'aménagement du Languedoc-Roussillon, du Littoral d'Aquitaine, etc.).

En outre, les complexes de la sclérose administrative sont plus nombreux qu'on ne pense. Les chefs d'entreprises d'équipement et souvent à juste titre contre les lenteurs et tracasseries de la fonction publique et l'omniprésence de l'Etat dans le champ industriel, mais ils ne sont pas les derniers à implore aide et subventions lorsque leur affaire traverse une mauvaise passe.

Les syndicats souhaitent participer davantage aux travaux de réforme administrative, estimant fort justement que la lumière ne vient pas seulement d'en haut ; mais les organisations syndicales de fonctionnaires sont elles-mêmes très bureaucratiques. La manière dont elles défendent leur fameux « statut » (on vit encore sur les principes de 1946) est symptomatique. N'est-ce pas le royaume du conservatisme ? Dernier exemple, celui du comité des P.T.T. Pour pouvoir trouver dans la région parisienne tous les agents du tri nécessaires et éviter ainsi les déplacements, de jeunes provinciaux qui acceptent eux de gagner 1 200 F par mois, il faudrait recruter à partir de 2 200 F. Les syndicats n'admettent ce relèvement de traitement de départ que si tous les traitements de même échelle sont augmentés du même taux dans tout le secteur public et nationalisé. Comme si l'on pouvait figer pour l'éternité les rapports entre pénibilité des travaux, degré de formation des agents, techniques adoptées, etc. !

À l'autre bout de l'échelle, du côté des « grandes écoles », que penser ? A part quelques rarismes exceptionnels, les jeunes générations se battent avec encore plus d'acharnement que leurs aînés pour le maintien du système des castes.

Il ne faut pas se boucher les yeux. Il est bien vrai que les hommes ont l'administration qu'ils méritent. C'est dans toute une atmosphère culturelle plus ou moins consciemment favorable à l'état de choses actuel que baigne la fonction publique française. Si bien qu'il est assez illusoire de penser que la vraie réforme viendra de l'intérieur de l'administration ou des instances supérieures de l'Etat.

L'ébranlement ne peut être obtenu que par les « usagers », comme hier pour l'Université, comme demain peut-être pour la nation. M. Michel Massenet a raison (3) : c'est ce point de contact entre l'administration et son public qu'il faut placer le levier.

A une époque où les inter-relations sont de plus en plus serrées, dans un monde qui se socialise, la puissance publique, par la force des choses, ne peut que s'accroître. Il est donc urgent de faire passer un autre souffle, tout simplement celui de la démocratie, de l'exécutif polycephale jusqu'aux guichets...

PIERRE DROUIN.

Prochain article :

DU HAUT DE GETTE PYRAMIDE

MINI-CALCULATRICE scientifique DE POCHE

4 opérations - 8 fonctions
LOG - EXP - TANG - ARCTANG
SIN - COS - ARCCOS
CAPACITÉ 10 - 99 à 10 + 99

280 F
T.T.C.

BARANGER-BLANCHETON
14-16, rue de la Butte-aux-Cailles,
Paris-13^e. Téléphone : 30-06-11.
Fermé le samedi.

Le bilan de l'activité
des éditeurs et revues

L'ANNÉE POÉTIQUE 1974

Choix de textes, info. nations,
vie des revues.

SEGHES

Télévision

animatam japonais

Canon

terie nationale

Tunisie

ferret

Témoignage sur un anniversaire

L'ultimatum japonais de 1945 aux forces françaises d'Indochine

Il y a trente ans, le 10 mars 1945, alors qu'en Europe les armées alliées s'enfonçaient au cœur de l'Allemagne, une speakerine en larmes lit sur les ondes de Radio-Saigon un communiqué du quartier général japonais : « Nos forces stationnées en Indochine française, convaincues par le message de sincérité des autorités locales de la

défense conjuguée du pays (N.D.L.R. contre un éventuel débarquement anglo-américain), ont décidé d'assurer à elles seules cette défense. » Depuis la veille, à 20 h. 45, les garnisons françaises étaient attaquées par les forces nipponnes. Près de quarante mille Français allaient durant des mois, derrière des barbelés des camps, orga-

nisés ou improvisés, assister à l'effondrement de leur prestige et de leurs illusions.

La souveraineté française, maintenue difficilement depuis 1940 malgré l'occupation japonaise, était pour la première fois mise en cause. Les mouvements nationalistes apparaissent au grand

jour. La première guerre d'Indochine était en marche.

Dans l'article que nous publions ci-dessous, M. Claude de Boisanger, qui était alors le conseiller diplomatique de l'amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine, retrace les dernières heures qui précéderont le coup de force japonais.

Philippines, m'a-t-il dit, la politique de mon pays à l'égard de l'Indochine devra être révisée. Le propos a été aussitôt télégraphié à Paris par le poste ultra-secret dont disposait l'autorité militaire.

Aucun indice alarmant

Bien que nous fusions en état d'alerte continue, l'année 1945 avait commencé sans apporter, en apparence, de modifications sensibles aux rapports du gouvernement général et des Japonais. Les services militaires et civils de renseignements n'ayant relevé aucun indice alarmant, l'amiral Decoux décida de se rendre à Saigon en février, ainsi qu'il le faisait régulièrement. Avant son départ, il réunit le Conseil de l'Indochine créé, après consultation du gouvernement provisoire, en novembre 1944, pour épauler le gouverneur général. Ce conseil ne comprenait que six membres : le général Mordant, vice-président ; le général Aymé, commandant supérieur des troupes ; le directeur du service diplomatique (moi-même) ; le directeur des affaires politiques et deux personnalités choisies en dehors de l'Administration. L'amiral nous fit part de son projet de déplacement. Personne n'émit d'objection. Ne fallait-il pas, vis-à-vis des Japonais, éviter de montrer notre inquiétude ? Mon devoir était de demeurer, en toutes circonstances, auprès du gouverneur général, je l'accompagnai à Saigon.

MacArthur vient d'entamer la reconquête des Philippines. Il la poursuivra jusqu'à la prise de Manille, le 5 février 1945. Or une initiative du Japon en vue de s'assurer le contrôle de l'Indochine et d'éliminer notre petite armée a toujours paru quasi inévitable à partir du moment où les opérations se dérouleraient à proximité du continent asiatique et où un débarquement américain sur les côtes indochinoises deviendrait une éventualité à envisager. L'ambassadeur du Japon, M. Yoshizawa, quittant définitivement son poste, m'a d'ailleurs donné, en novembre, un avertissement : « Si nous perdons les

laïtes avec des militaires japonais que vint lui présenter M. Matsumoto. Il fut entendu que de dernier signerait le surintendant au gouvernement général des accords de routine sur les livraisons de riz à faire par l'Indochine au Japon en 1945 conformément à l'accord commercial de 1941. M. Matsumoto avait exprimé le désir d'avoir, après la cérémonie, un nouvel entretien privé avec l'amiral « pour réparer des dépenses militaires ». Rien ne permettait donc aux autorités françaises de penser que la journée du 9 mars ne se passerait pas comme une autre.

A 18 h, l'ambassadeur du Japon et ses collaborateurs se présentent au palais du gouverneur général, majestueux édifice entouré de pelouses situés au centre de la ville et résidence favorite de l'amiral Decoux. Là, tout lui rappelle que c'est à sa marine que la France devait son implantation en Indochine. Les plans du bâtiment ont été faits sous le Second Empire par les amiraux gouverneurs de la Cochinchine. Leurs bustes ornent les niches du vestibule. La première pierre a été posée en 1888 par l'amiral de la Grandière.

Dans son vaste cabinet de travail, l'amiral Decoux reçoit courtoisement ses visiteurs, qui multiplient courbettes et sourires. Les documents sont présentés, contromés, signés. La suite de M. Matsumoto se retire. A 18 h. 30, l'amiral et l'ambassadeur restent en tête à tête. Pour moi, je ne m'éloigne pas. Je m'installe dans le bureau voisin, celui de son directeur de cabinet Aurillac.

Le début de la scène qui va se dérouler entre l'ambassadeur et moi et auquel je n'assistais pas a été conté par l'amiral Decoux. M. Matsumoto est nerveux. Il passe d'un sujet à l'autre. Il fait allusion, tantôt à la situation militaire en Europe, tantôt à celle de l'Indochine et aux promesses faites par le général de Gaulle d'accorder un statut libéral aux populations. Il tire sa montre ou jette un coup d'œil à la vieille horloge à balancier qui occupe un coin de la pièce. Puis comme 19 heures approche, il se démaque : « Un débarquement américain, dit-il, peut avoir lieu d'un instant à l'autre sur les côtes de l'Indochine. Mon gouvernement estime nécessaire de renforcer d'urgence les accords de défense communs. »

L'amiral Decoux fait remarquer que ces accords, prévus lors du protocole Darian-Kato (29 juillet 1941) n'ont jamais été discutés. L'ambassadeur sort alors de sa poche un aide-mémoire. Le gouvernement japonais évoquant la menace d'une invasion anglo-américaine demande au gouverneur général de placer l'armée, la marine, l'aviation française ainsi que les postes, les transports, les communications intérieures et extérieures, etc., sous la direction unique du commandement japonais. Une réponse favorable du gouverneur général est attendue avant 21 heures.

Avant pris connaissance du document, l'amiral Decoux ouvre la porte du bureau d'Aurillac et me fit signe de venir. Sans un mot, il me tendit l'aide-mémoire. Dès que j'eus lu ce texte

fort court, je ne doutais pas que la décision du Japon fût prise et que l'attaque de nos troupes fût imminente. Pas une minute à perdre pour alerter le commandement français. Je me levai, et affectant de ne pas remarquer le geste que fit M. Matsumoto pour me retenir, je retournai dans le bureau d'Aurillac. Je le mis brièvement au courant de l'ultimatum et lui demandai d'en aviser immédiatement les chefs de l'armée et de la marine. Puis je rejoignis l'amiral Decoux. Celui-ci s'élevait vigoureusement tant sur son caractère de mise en demeure. Il ne pouvait, disait-il, donner de réponse avant d'avoir consulté le commandement français dont la responsabilité était engagée.

Le gouvernement général est cerné

L'ambassadeur répliquait que, l'amiral ayant les pleins pouvoirs, rien ne l'empêchait de signer la lettre toute préparée qu'il venait de lui remettre. Elle n'était qu'une acceptation pure et simple. Refus de l'amiral qui rendit la lettre à son interlocuteur. Un gain de temps me paraissant indispensable à la mise en défense de nos garnisons, je demandai que quelques heures de réflexion de plus nous fussent laissées. L'ambassadeur riposta sèchement qu'il n'en était pas question. La discussion se prolongea jusqu'au moment où l'amiral, excédé, invita l'ambassadeur à se retirer en l'assurant qu'avant l'expiration du délai

Le délai de 21 heures n'était pas expiré que déjà les Japonais cernaient le gouvernement général, coupant les routes autour de Saigon, attaquant les casernes françaises comme ils le faisaient, au même moment, dans toute l'Indochine.

Avant que l'ambassadeur du Japon déclare au commandant Robin qu'il tenait la note de l'amiral Decoux pour un refus, nous savions que sa demande d'entrevue « pour réparer des dépenses militaires » n'avait été qu'un piège et que l'agression par surprise de nos troupes avait été préparée minutieusement et probablement de longue date par le commandement japonais.

CLAUDE DE BOISANGER.

MEMOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS

L'EDITION DES JOURNAUX L'EGALITE ET LE SOCIALISTE PARAIT POUR LA PREMIERE FOIS EN VOLUMES

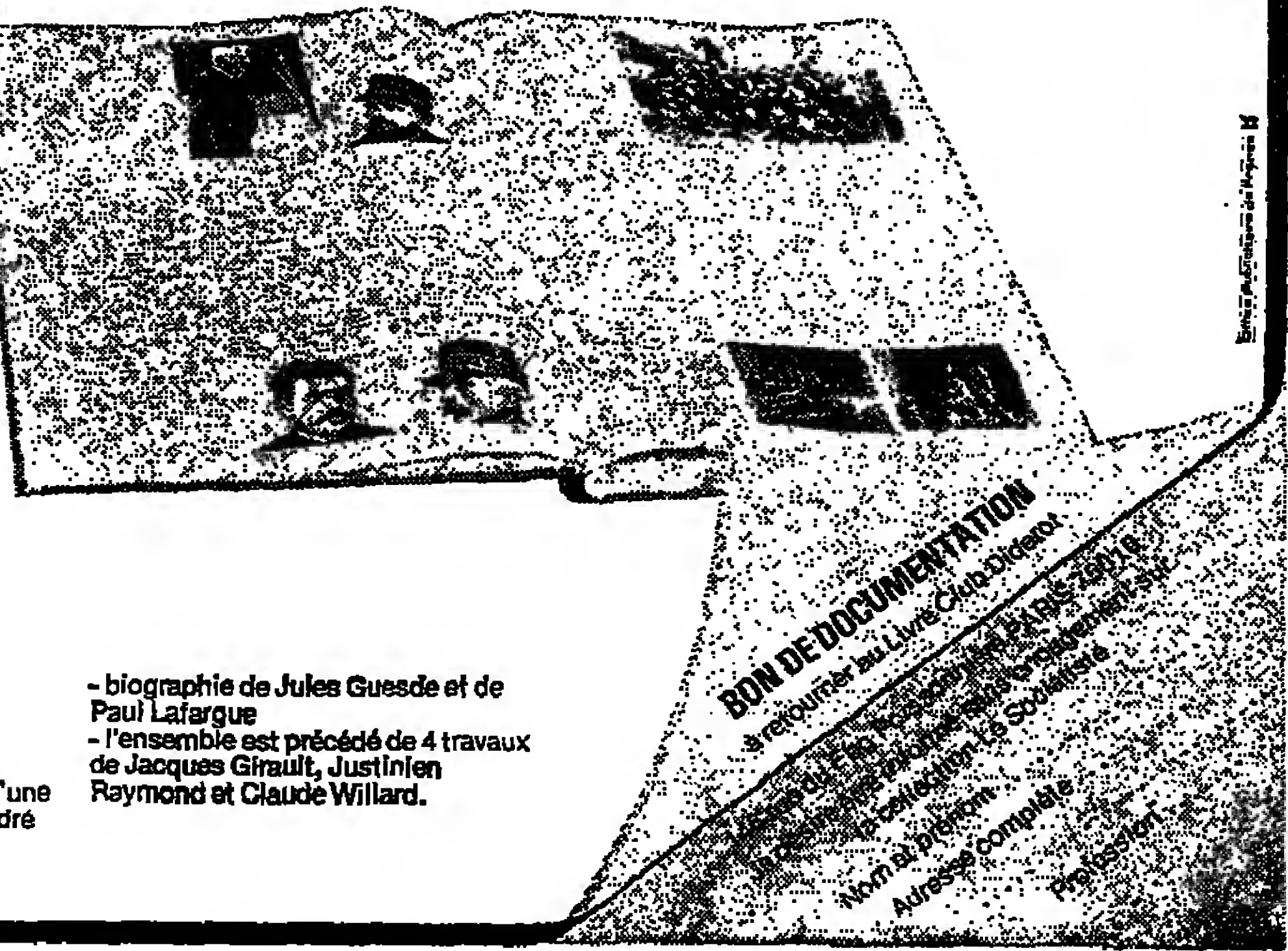
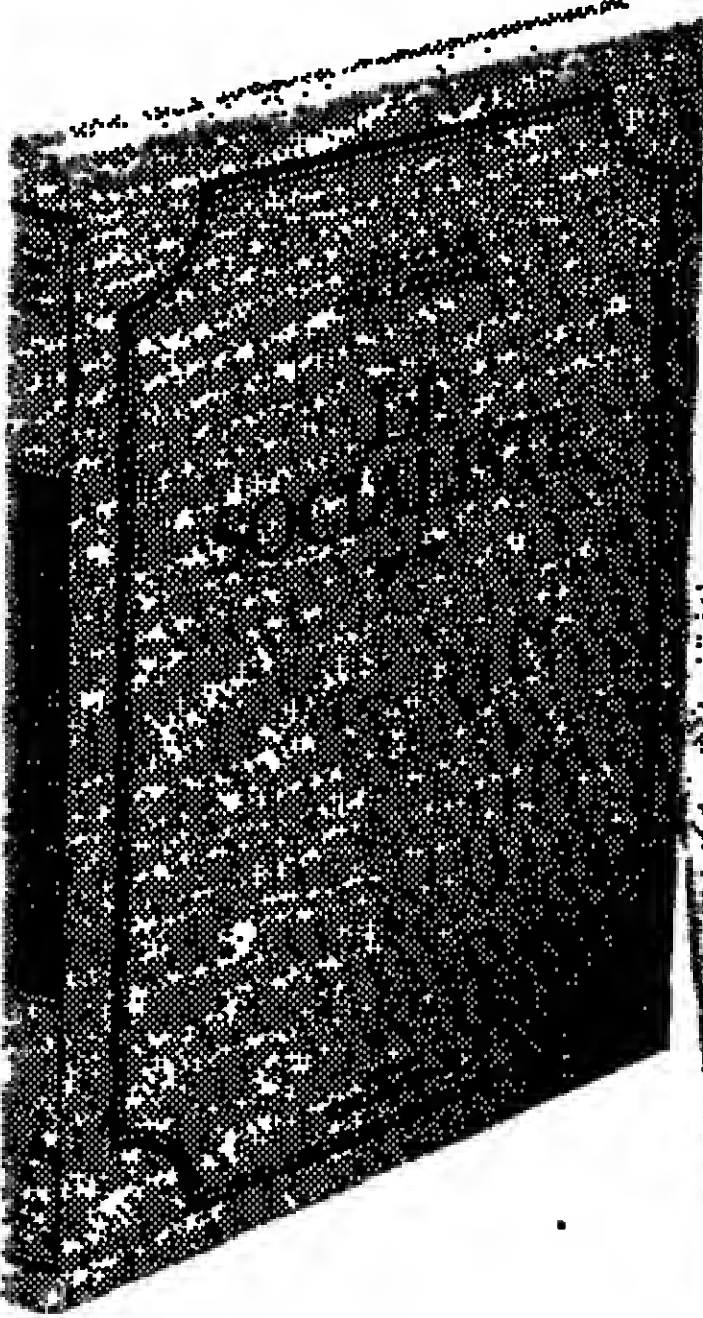
Fondé en 1877, le journal l'Egalité poursuivit sa publication, avec Jules Guesde et Paul Lafargue, jusqu'en 1885. Ils fondèrent à cette date le Socialiste, organe officiel du parti ouvrier français, qui deviendra en 1905 celui du parti socialiste S.F.I.O. Simple bulletin en 1913, le Socialiste cessera sa parution en 1923.

AUCUNE BIBLIOTHEQUE AU MONDE NE POSSEDE LA COLLECTION COMPLETE

Nous avons entrepris la réimpression rigoureusement intégrale de ces deux journaux, depuis le n° 1 de l'Egalité jusqu'au dernier numéro de 1923 du Socialiste, y compris les spéciaux, ceux imprimés en rouge, bulletins, etc...

INTERET DE CETTE COLLECTION

- Elle est indispensable pour la compréhension de la naissance du mouvement ouvrier français.
- Elle donne toutes les informations sur la vie des sections socialistes en France.
- Elle comprend des milliers d'articles de tous les leaders du mouvement ouvrier : R. Lavigne, Zévaès, Delory, Bracke, Léon Blum, Marcel Cachin, Jules Guesde, Paul Lafargue, Plekanof, Bebel, Engels, Kautsky, etc...
- Une bibliographie permanente des journaux, livres et chansons révolutionnaires.
- Environ 500 photos, et illustrations et 400 documents d'époque.
- Des études sur l'attitude du mouvement ouvrier à l'égard des femmes, des coopératives, de l'anarchisme, de l'affaire Dreyfus, de la Révolution russe, etc...



Présentation

- Format 30 x 40
- beau papier indestructible
- reliure au fer 2 couleurs
- chaque volume est précédé d'une table des matières établies par André Roseel

- biographie de Jules Guesde et de Paul Lafargue
- l'ensemble est précédé de 4 travaux de Jacques Girault, Justilien Raymond et Claude Willard.

مكتبة الأصل

ASTILLE ADMINISTRATIVE

Texte administratif ou juridique, très dense et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.

Texte administratif ou juridique, très dense et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.

Texte administratif ou juridique, très dense et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.

chaque mois, face à face avec votre signe... de la chance!

tranche des signes du Zodiaque tirage mensuel 12 mars

loterie nationale

la Tunisie

avec ou sans votre voiture automobile par les paquebots-ferries de la Cie GIE TRANSMEDITERRANEE

ferrytour

SÉJOURS-VACANCES en hôtels à TUNIS, SOUSSE, NABEUL, HAMMAMET, GAMMARTH, DJERBA, à partir de 838 F de MARSEILLE à MARSEILLE.

Service Tourisme de la Cie GIE Transméditerranéenne, qui vous propose en Tunisie des week-ends croisières, et des séjours vacances, avec ou sans votre voiture.

consultez votre agent de voyages ou contactez directement la COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSMEDITERRANEE Ferrytour, 61 Bd des Dunes, 83222 Marseille Cedex 1

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.

2801
Le bûche de l'âne
L'ÂNE POËTE
1974
SEGHEE

سكز امان الاصل

SPORTS

ATHLÉTISME

Les championnats d'Europe en salle ont confirmé la supériorité soviétique

Katowice. — Ancien record battu, ni même égalé, sinon des records nationaux : pour qui s'en...

est traditionnellement intense, celle de sauts. Jacques Rousseau a gagné une médaille d'or en franchissant 7,94 m en longueur...

De notre envoyé spécial

Participer à des championnats d'Europe dans un centre industriel de la Silésie, loin de la capitale, cela n'avait à première vue rien de particulièrement séduisant...

annuel que se livrent les deux géants de l'athlétisme ? Dix-sept médailles contre dix à la Pologne et sept à la République démocratique...

FOOTBALL

LES SEIZIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE Laval élimine Reims

Le fait marquant des seizièmes de finale de la Coupe de France est resté l'élimination du Stade de Reims, quatrième du championnat de première division...

Un autre club de deuxième division, Montceau, se situe au statut amateur, a bien fait réussir une performance comparable à celle de Laval...

La crise de l'O.G.C. Nice

Nice. — L'O.G.C. Nice a laissé passer le 8 mars l'occasion de sauver sa saison et aussi de disputer éventuellement la dernière coupe européenne...

mais sans doute manquant-il beaucoup plus que trois joueurs, même enants, pour métamorphoser, dans le bon sens, l'O.G.C. Nice...

Joseph Guillemot : il avait battu Nurmi

La seule médaille d'or obtenue par un coureur de pied pour la France : Joseph Guillemot, qui s'est distingué dimanche 9 mars dans son pays natal d'Oradour-Saint-Génést (Haute-Vienne)...

tant français paraissent indécrochables. A l'entrée de la ligne droite, celui-ci vint au coude à coude et sprinta extrêmement lent...

LES RÉSULTATS

Table of athletic results including 1500m, 5000m, 10000m, 20000m, 30000m, 40000m, 50000m, 60000m, 70000m, 80000m, 90000m, 100000m.

Table of equestrian results including Prix de la Marche, Prix de la Course, Prix de la Saute, Prix de la Dressage.

ATHLÉTISME

Table of European Championships results for men's events: 100m, 200m, 400m, 800m, 1500m, 5000m, 10000m, 20000m, 30000m, 40000m, 50000m, 60000m, 70000m, 80000m, 90000m, 100000m.

Table of European Championships results for women's events: 100m, 200m, 400m, 800m, 1500m, 5000m, 10000m, 20000m, 30000m, 40000m, 50000m, 60000m, 70000m, 80000m, 90000m, 100000m.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

Table of French Football Championship results for various divisions: Division 1, Division 2, Division 3, Division 4, Division 5.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION

Table of French Football Championship results for various divisions: Division 1, Division 2, Division 3, Division 4, Division 5.

La 1^{re} fois, avec KLM, j'ai fait escale à Amsterdam pour affaires. Depuis je fais escale à Amsterdam pour Amsterdam.

La 1^{re} fois (c'était il y a deux ans), les affaires qui m'appelaient à Montréal m'obligeaient auparavant à passer quelques heures à Amsterdam...

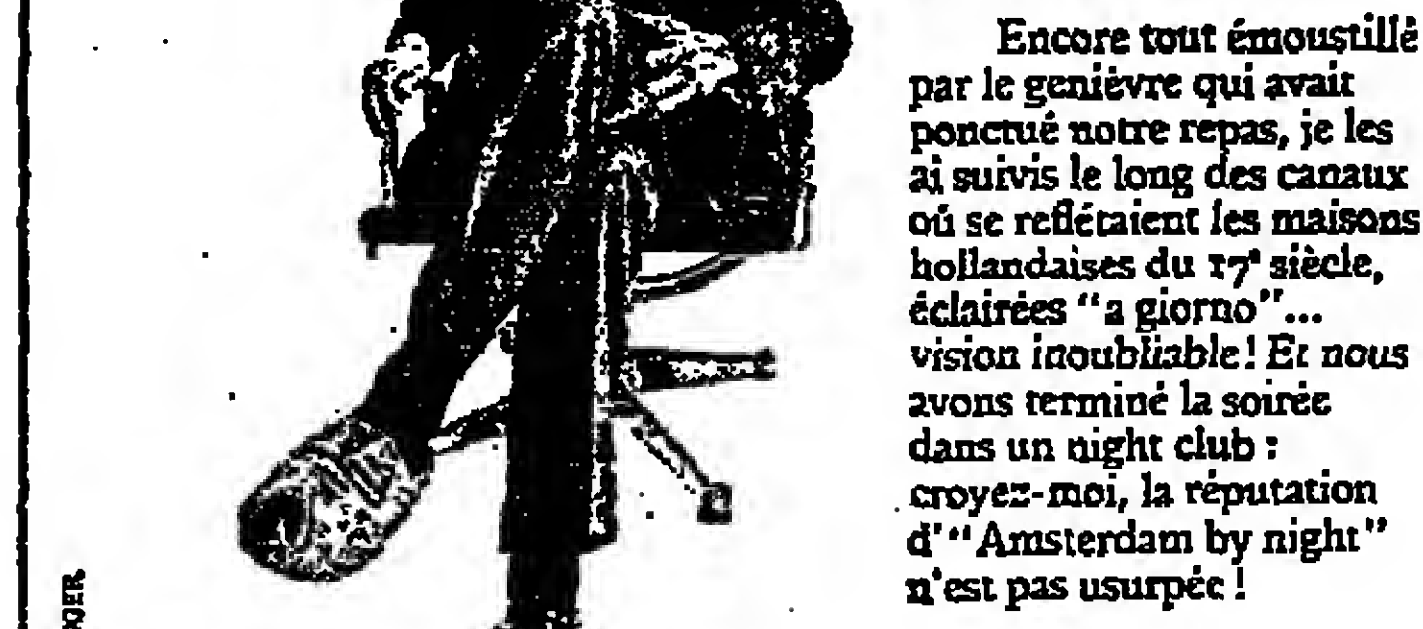
Je me suis cependant levé tôt le lendemain matin, afin de visiter le nouveau musée Van Gogh. Peut-on imaginer plus bel écriin pour 200 chefs-d'œuvre...

Ce fut ma première surprise : attente minimum, trottoirs roulants, circulation étonnamment rapide pour un aéroport de cette taille et de cette importance...

Mais il m'a fallu bien vite m'arracher à ma contemplation pour avoir le temps de profiter du shopping hors taxes de Schiphol...

Deuxième surprise : j'ai dû descendre et continuer à pied, car rendez-vous était pris à deux pas de Kalverstraat, et Kalverstraat, une des rues principales d'Amsterdam, est interdite aux voitures!

Ce n'était heureusement qu'un au-revoir, car j'ai utilisé à maintes reprises depuis lors le réseau mondial KLM, et chaque correspondance a été l'occasion de découvrir de nouvelles merveilles...



Et en juin, alors que fleurissent les champs de tulipes, aura lieu le Moktum 700, gigantesque manifestation artistique et populaire où tout un quartier de la ville retrouvera son visage d'il y a 7 siècles...

Encore tout ému de notre réunion, mes collègues hollandais se sont très gentiment offerts à me guider...

Amsterdam? Pour moi, c'est l'escale à ne pas manquer. Cette année moins que jamais.

Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise. KLM HOLLAND

Large advertisement for 'LA BOULE D'OR' featuring a large image of a person and the text 'LA BOULE D'OR - Ou com réduit'.

ESCRIME

CHRISTIAN NOËL VAINQUEUR DU CHALLENGE ADRIEN-ROMMEL

Quand la maîtrise de soi devient un élément déterminant

Avec ses origines gasconnes, son accent rocailleux, cette fausse désinvolture qui accompagne ses assauts, ce cri aigu de jubilation qu'il laisse échapper quand il touche son adversaire, Christian Noël aurait pu trouver place dans un roman de cape et

d'épée. A défaut de jouer les mousquetaires du roi, il a depuis plus de dix ans, avec ses vieux compagnons d'armes Jean-Claude Magnan et Gilles Berolatti, aujourd'hui retirés, et Daniel Revenu, toujours en activité, participé aux plus brillantes campagnes

de l'équipe de France de fleuret, médaille d'or aux Jeux olympiques de Mexico en 1968, championne du monde à Vienne en 1971 et médaille de bronze aux Jeux de Tokyo en 1964 et de Munich en 1972.

Avec quatre jours d'avance sur le calendrier, il a fêté à sa manière son trentième anniversaire en gagnant, le 9 mars au stade Pierre-de-Coubertin, le challenge Adrien-Rommel devant cent quatre-vingt tireurs, et complété un palmarès individuel riche d'un titre de champion du monde en 1973, d'une médaille de bronze aux Jeux de Munich, d'un grand prix Martini en 1968 et de trois titres de champion de France.

occasion sa valeur, révélée par un titre de champion du monde junior conquis à Buenos-Aires en 1971. La maîtrise de soi devient d'ailleurs en compétition un élément de plus en plus déterminant. Comme Bruno Boscherie, ses coéquipiers du Cercle d'escrime de Melun, Bernard Talvard et Frédéric Pietruska, qui menaient respectivement 3 touches

à 0 et 4 touches à 2 à moins d'une minute du terme de leurs assauts face aux Soviétiques Roustev et Smirnov, ont perdu leur sang-froid dans des moments décisifs et laissé Moscou s'imposer le 7 mars par 9 victoires à 7 en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de fleuret, malgré quatre victoires de Daniel Revenu.

sence des tireurs absents ou éfaïcés en Coupe d'Europe et, pour la plupart, inattendus à ce stade de l'épreuve: le Hongrois Kovacs, le Britannique Paul, l'Allemand de l'Ouest Helm, le Polonais Wojciechowski et les Français Boscherie et Noël. La confirmation de ce dernier et surtout la révélation de Bruno Boscherie sont de bonne augure avant les prochains championnats du monde qui auront lieu, à Budapest, du 10 au 20 juillet et avant les Jeux olympiques de Montréal en 1976, pour lesquels la concurrence paraît plus grande que jamais au sein de l'équipe de France avec les Melunais Boscherie, Pietruska, Revenu et Talvard et les Racingmen Noël, Flament et Saffi.

Avant les championnats du monde

Mené 4 touches à 2 à moins d'une minute du temps limite, il a, grâce à son calme et à son expérience, et malgré un appareillage électrique défectueux, réussi à battre in extremis en barrage le jeune Melunais Bruno Boscherie. Ce dernier, impressionnant d'aisance et de vivacité, n'en confirma pas moins en cette

Depuis que les efforts entrepris dans les pays socialistes européens ont permis d'augmenter considérablement le nombre de tireurs de valeur, les grandes compétitions sont devenues des épreuves très éprouvantes physiquement et surtout nerveusement. Ainal s'explique le manque de continuité dans les résultats comme

ceux des Soviétiques, vainqueurs de la Coupe d'Europe et absents de la finale du challenge Adrien-Rommel de Daniel Revenu très brillant en Coupe d'Europe et éliminé dès les huitièmes de finale de l'épreuve individuelle.

La finale du challenge Adrien-Rommel metait d'ailleurs en pré-

GÉRARD ALBOUY.

TIR

L'ILE-DE-FRANCE CHERCHE DE NOUVEAUX TALENTS

Après la fermeture de la chasse, le tir aux plateaux est un excellent moyen pour conserver la forme et, qui sait, l'améliorer. C'est aussi une bonne initiation pour les futurs chasseurs qui pourront acquies ne serait-ce que les principes élémentaires de la discipline au tir. C'est enfin un bon dérivatif pour ceux qui aiment les animaux et préfèrent casser de l'argyle.

Après la fermeture de la chasse, le tir aux plateaux est un excellent moyen pour conserver la forme et, qui sait, l'améliorer. C'est aussi une bonne initiation pour les futurs chasseurs qui pourront acquies ne serait-ce que les principes élémentaires de la discipline au tir. C'est enfin un bon dérivatif pour ceux qui aiment les animaux et préfèrent casser de l'argyle.

D'UN SPORT A L'AUTRE

ATHLETISME. — L'athlétisme français comptait 92 562 licenciés en 1974, contre 90 100 en 1973, et 92 783 en 1972. L'an dernier, les athlètes classés, c'est-à-dire ceux qui ont réussi des performances, étaient au nombre de 38 682.

rencontres de Coupe Davis Mexique-Afrique du Sud. Le Panama a annoncé qu'il était disposé à organiser le match entre les deux équipes. La Fédération mexicaine doit décider le 10 mars si elle accepte de jouer au nord contre l'Afrique du Sud, toujours en raison de la politique de l'apartheid en vigueur dans ce pays.

TENNIS. — Après l'interdiction du gouvernement mexicain d'autoriser sur son territoire les

le crédit immobilier est trop cher!

LA BONIFICATION D'INTERET

-Ou comment Cogedim réduit vos mensualités-

sans engagement de ma part, je souhaite recevoir les dossiers:

- LA BONIFICATION D'INTERET COGEDIM
COMMENT UTILISER VOTRE PLAN D'EPARGNE-LOGEMENT



COGEDIM 266.34.56

S.A. au capital de 60.000.000 F

12 rue Roquépine 8e

Je suis intéressé par les programmes suivants:

- 22-28 RUE ERLANGER 16e
52 RUE LETORT 18e
6 RUE GUYMENER 6e
13 RUE DE THORIGNY 3e
180 RUE DE VALGIRARD 15e
143 RUE DE SILLY 92 BOULOGNE
LES MAISONS DE CASSAN 95 L'ISLE-ADAM

NOM PROFESSION

ADRESSE

TÉ. M1

Handwritten signature and date: 11/03/75

صك زمان الاصل

JUSTICE

DEVANT LES ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

Un ancien instituteur algérien, soudeur à Fos va répondre du meurtre de l'un de ses voisins

De notre correspondant

Marseille. — Dans la nuit du 15 au 16 juillet 1973, à la cité universitaire Paul-Masson de Marseille, un travailleur algérien, M. Mohammed Laïd Moussa, 27 ans, tua à coups de couteau, au cours d'une violente dispute, l'un de ses voisins de palier, M. Michel Balozan, 19 ans, et en blessa deux autres, MM. Jean-Marie Bauduin et Nourredine Zinet, 19 ans. A l'origine de ce drame : un vacarme provoqué par les adversaires de M. Mohammed Moussa, vacarme dont, semble-t-il, ils étaient victimes. Inculpés par Mlle Ida di Marino, juge d'instruction, d'homicide volontaire et de coups et blessures volontaires, le jeune travailleur algérien et son frère Ali, 25 ans, qui a également pris part à la bagarre, comparurent le mercredi 13 mars devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à Aix-en-Provence.

La personnalité de M. Mohammed Moussa, ancien instituteur acquis aux idées de la révolution algérienne, et le cadre — une cité d'étudiants transformée en ghetto de marginaux de toutes espèces — rendent significative cette affaire, qui contribua d'autre part à amorcer la flambée raciste de l'été 1973 à Marseille.

Le soir du 15 juillet 1973, au deuxième étage du bloc C dans l'immeuble de la cité Paul-Masson, 41, chemin Saint-Jean-du-Désert, à Marseille (9^e), l'électrophone de Michel Balozan joue, comme d'habitude, à pleine puissance.

Des résidents et le gérant de la cité ont confirmé, lors de l'enquête de police, que Michel Balozan et ses amis faisaient un bruit intolérable jusqu'à des heures avancées de la nuit. Ils avaient, de plus, la réputation d'individus violents et provocateurs.

A deux reprises déjà, M. Mohammed Moussa, que la musique empêchait de dormir, est sorti sur son balcon et a demandé à ses voisins de baisser le son de leur appareil. Employé alors comme soudeur sur la zone de Fos, il doit se lever à 4 heures pour se rendre en car à son travail. Pour toute réponse, il n'obtient que des injures.

Vers minuit, exaspéré, il met son paletot et va se faire ouvrir par les perturbateurs. Il se précipite sur l'électrophone pour un interrompre le fonctionnement, mais il est frappé, tombe, prend pour sort de sa poche un couteau (du genre Opinel) et donne des coups en tous sens autour de lui. « Ce fut à bout de nerfs, écrivit aux policiers M. Mohammed Moussa. Cette nuit-là, j'ai perdu la tête,

étais comme fou, j'ai frappé tout le monde avec mon couteau. » Atteint de quatre blessures, dont une au niveau du cœur, Michel Balozan sera retrouvé mort au bas de l'escalier de l'immeuble. M. Jean-Marie Bauduin a été touché assez sérieusement à la poitrine, tandis que M. Nourredine Zinet ne présente que des coupures superficielles. Les frères Moussa — Ali paraît n'avoir joué qu'un rôle secondaire dans la rixe — seront appréhendés au début de la matinée du 16 juillet, à l'aéroport de Marignane, alors qu'ils tentent de s'embarquer pour l'Algérie.

M. Mohammed Moussa sera défendu par M^{rs} Roland Durmas, du barreau de Paris, Collard et Simon, du barreau de Marseille.

Au premier congrès du Mouvement d'action judiciaire

« Disparaître en tant que juristes ? »

« Notre finalité ? Disparaître en tant que juristes » : énoncé par ceux-là mêmes dont l'activité essentielle se déroule dans les prétoires, les cabinets d'avocats ou les bureaux de magistrats, la formule a de quoi surprendre. Elle fut pourtant au centre des débats du premier congrès du Mouvement d'action judiciaire (MAJ), réuni à Paris samedi 8 et dimanche 9 mars.

Pour la section de Toulouse — l'une des plus importantes et des plus actives du mouvement — cette « disparition du juriste » est l'objectif à long terme qui « doit guider et déterminer l'action présente ». La formule a, bien sûr, comme l'attendait et l'espéraient ceux qui l'ont avancée, provoqué des réactions et introduit en filigrane une ligne de clivage entre les participants au congrès. Tous les militants du MAJ sont d'accord pour consta-

ter que « depuis 1968 le seul édifice judiciaire, l'un des piliers de la domination de la bourgeoisie, se lézarde » et que « le fondement même du droit se trouve aujourd'hui remis en question. » Mais le texte d'orientation proposé par les Toulousains pousse l'analyse un peu plus loin. Selon eux, « la remise en cause s'opère dans la réalité sociale quotidienne », dans les entreprises au cours des grèves et des occupations, dans les luttes des femmes, des militaires, etc. Au contraire, assurent les défenseurs de ce texte, « les luttes à l'intérieur de l'appareil judiciaire, prises en charge par les professionnels du droit, ne remettent à aucun moment en cause les fondements mêmes de ce droit ». Elles sont même, ajoutent-ils, « stériles, car les lignes de fracture passent à l'extérieur de cet appareil ».

La condition des détenus

DU « PÉCULE DE SORTIE » AU « COMPTE NOMINATIF »

Un décret du 7 mars 1975 publié au Journal officiel du 9 mars vient modifier le code de procédure pénale pour ce qui concerne le pécule des détenus.

Ce décret en prévoit la simplification puisque la part du détenu dans la rémunération de son travail était auparavant diversifiée selon la durée de la peine. Elle ne l'est plus. Le pécule de réserve, devenu « pécule de sortie », est d'autre part déplaçonné (il ne pouvait dépasser 500 francs). Dorénavant, « une part égale à 20 % de la rémunération est affectée à la constitution d'un pécule de sortie, ainsi qu'à l'indemnisation des victimes et au règlement des sommes dues au titre des condamnations pécuniaires ». L'indemnisation des parties civiles est elle aussi favorisée, puisque le Trésor perd le privilège d'obtenir réparation le premier. Enfin, ce décret consacre une réforme de vocabulaire, le mot « pécule » étant réservé au pécule de sortie, les rémunérations des détenus étant désormais portées sur « un compte nominatif ».

« Affaiblir l'appareil d'Etat »

Cette analyse n'est pas contestée dans ses principes par les militants de la MAJ. Certains pourtant ont jugé nécessaire de la nuancer fortement, considérant, en particulier, que la lutte au sein du corps judiciaire, loin d'être stérile, est « utile au développement d'un processus révolutionnaire comme tout ce qui peut affaiblir une partie de l'appareil de l'Etat ».

Les partisans d'une action davantage centrée sur le milieu judiciaire justifient encore leur position en invoquant l'évolution d'Etats européens qui durcissent leur législation, d'autres parlent de « préjudicature » et s'attaquent eux-mêmes aux droits de la défense et à la liberté du magistrat. « Il faudrait se demander, assure un membre du Syndicat de la magistrature, pourquoi, en face aussi, ils amorcent une destruction de la règle de droit. »

Le débat, tout en nuances, a finalement davantage révéélé l'existence de sensibilités différentes — truite peut-être d'appréciations divergentes sur la situation et de véritable opposition de tendances. Le congrès n'a d'ailleurs pas élaboré de « plate-forme », renvoyant cette tâche à une assemblée générale du mouvement, qui doit être convoquée pour le mois de juin. Un collectif de direction, formé de onze membres (six provinciaux et cinq parisiens) a cependant été élu, l'ensemble des militants souhaitant que le MAJ renforce ses structures et ses liaisons internes pour être plus à même de répondre aux exigences des luttes dans un milieu judiciaire « qui ne cesse de bouger ».

Après le décès d'un retraité dans une cellule de la gendarmerie de Liévin (Pas-de-Calais), le 28 février, une autopiste a été ordonnée par le parquet de Béthune. La victime, M. Maurice Guillaud, cinquante-cinq ans, avait été interpellée la veille par les gendarmes, alors qu'en état d'ébriété il avait abandonné sa voiture sur le passage à niveau d'une voie ferrée.

DOMINIQUE POUCHIN.

FAITS DIVERS

Après une agression contre un restaurant

UN MAIRE DE LA MEUSE VEUT CRÉER UNE MILICE MUNICIPALE

Une cinquantaine de jeunes gens de Verdun qui s'étaient rendus au village de Sommedieu (Meuse) pour y saccager un restaurant, se sont affrontés pendant plus de deux heures, dans la soirée du samedi 8 mars, avec des clients de l'établissement et des habitants du village, avant d'être chassés à coups de fusil.

Peu après minuit, alors que la fête battait son plein, les perturbateurs, une vingtaine de filles et une trentaine de garçons, venus de Verdun en voiture ou à moto, firent irruption dans le restaurant Le Relais Spichées, où une quarantaine de clients achevaient de dîner.

Armés de marteaux, de lances de bouteille et de couteaux, les agresseurs entreprirent de briser les glaces et le mobilier du restaurant. Une bagarre générale s'ensuivit, au cours de laquelle plusieurs personnes ont été légèrement blessées.

Après deux heures d'affrontements, sur l'ordre du maire du village, le docteur Barot-Dupont, les villageois, munis de leurs fusils, entreprirent de donner la chasse aux jeunes gens. Plusieurs coups de feu furent tirés, d'abord en l'air, puis en direction des jeunes gens, dont certains ont été atteints en traitant de quitter les lieux et ont été hospitalisés. Une quinzaine d'entre eux ont été arrêtés par les gendarmes.

Le maire a décidé de réunir mardi son conseil municipal « pour créer dans le village une milice qui aura pour but de protéger les habitants contre les voyous du samedi soir ».

Urban Glaume et Joseph Patrizi écroués. — Accusés d'avoir dirigé des trafics d'héroïne entre la France et les Etats-Unis, en particulier un transport de 75 kilos de drogue dissimulée dans des meubles Louis XIII, en juillet dernier, Urban Glaume, soixante et un ans, propriétaire de deux cabarets de nuit à Nice, et Joseph Patrizi, cinquante-six ans, propriétaire d'un bar à Marseille, ont été transférés à Paris, où M. Trocheris, juge d'instruction, les a fait écrouer (le Monde du 28 février).

Devant les policiers qui les ont arrêtés, après la dénonciation des frères Maurice et Claude Schoch, appréhendés à New-York, où ils attendaient l'arrivée des meubles Louis XIII, MM. Glaume et Patrizi ont protesté de leur innocence.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Amincissement n'est pas amaigrissement...

Amincissement n'est pas amaigrissement : M^{rs} Isorni, l'un des défenseurs des protagonistes des Centres Ladybel, qui ont comparu vendredi 7 mars sous la prévention d'escroquerie à la 13^e chambre correctionnelle de Paris, a indiqué la nécessité de ne pas confondre ces deux notions en s'efforçant de démontrer ainsi la bonne foi des douze prévenus.

M. Edmond David, petit mécanicien en confection, avait trouvé en effet son Gollath en la personne de M. Michel Viale, homme d'affaires qui sur réunit les fonds nécessaires à la création à travers la France, de 1957 à 1970, de ces établissements d'esthétique féminine.

Une publicité promettait aux femmes désireuses de diminuer leur embonpoint la perte d'un total impressionnant de centimètres. Ce miracle devait être obtenu grâce à une méthode importée d'Amérique, « Siensering » ou « Tutta », consistant en un « saucissonnage » du corps à l'aide de bandes de caoutchouc, la patiente signalant à l'opérateur qu'elle se soulevait à des séries de mouvements de nature à entretenir une sudation abondante.

Pour avoir droit à ce « Tutta », la cliente devait se mettre en condition grâce à une quinzaine de séances préparatoires de culture physique ordinaire mais appropriée. Le principe aurait pu être bon s'il avait été accompagné de diverses précautions : surveillance médicale attentive, interdiction éventuelle en cas d'état de santé incompatible, culture physique dirigée par des professionnels qualifiés, etc.

Or, selon le parquet, le médecin attaché à chaque établissement n'intervenait guère qu'une fois, lors de la signature du contrat d'un an (au prix de 1 100 francs environ) au moyen d'un examen très sommaire et la surveillance était inexistante, tant au cours des séances qu'à l'occasion des services annexes de sauna et de solarium (avec des ampoules trop puissantes). Quant aux monitrices, elles n'avaient, paraît-il, aucun zèle à l'égard de ce métier pour lequel, d'ailleurs, elles n'étaient guère qualifiées.

Bref, les promesses étalées dans la presse n'étaient-elles qu'illusoires ? Le tribunal doit statuer le 25 avril.

LE PARISMIENNA CRÉDIT GRATUIT 9 MOIS SUR TOUS LES MAI... BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE hv

ernie CONTRE LE VOL EDI 50 D ALARME 2000

LA RÉNOVATION DE NANCY

(Suite de la première page.)

Sans parler même des abords de la ville et de la manière dont a été massacrée le très beau site du Haut-de-Lièvre, les opérations qui menacent Nancy portent sur le quartier de la gare et le quartier Saint-Sébastien. La rénovation du quartier de la gare est en cours, mais on peut très bien imaginer ce qu'elle signifiera une fois achevée, à supposer qu'on ne la poursuive pas au-delà du périmètre avoué. Un ensemble de tours (la tour Thiers est la principale) qui seraient en elles-mêmes insignifiantes, si on ne les voyait pas fort bien, au milieu, je suppose, de tous les règlements d'urbanisme, de la place Stanislas, et si leur brutalité ne cassait pas

Le sabre et le bulldozer

L'opération dont le tour Thiers est le pivot, « l'hypercentre » comme on dit, conduit inévitablement à la délocalisation du quartier de la gare, qui contient quantités d'immeubles de bonne qualité, comme ceux de la Banque de Paris et de notre confrère l'Est républicain, ou d'une qualité exceptionnelle, ainsi la brasserie Excelsior, un des très beaux décors 1900 de la ville, ou la magnifique Chambre de commerce.

En effet, les constructions en hauteur amènent toujours une surcharge de circulation, et on a l'impression que même de l'illuminisme qui précède est de plans municipaux (Bourges est menacé du même sort que Nancy si l'on donne suite au projet de « restructuration » de la place Cujas).

On circule mal dans les villes anciennes. Donc on construit des tours qui, art offert, peuvent résoudre les problèmes de circulation si elles sont espacées et dans un terrain libre. Or le terrain n'est pas. Donc on laille, on abat, on fait des moutonnades, dont on est très fier, avec le sabre et le bulldozer.

C'est ce qui est en train de se produire à Nancy, et la municipalité a l'intention de « détourner » la porte Stanislas, qui marque la limite de la ville du côté de la gare. Cela conduit à détruire des immeubles charmants et il est bien évident que, « détournée », une porte de ville n'est plus qu'une œuvre fléchée dans un no man's land et un carrousel de voitures. Comme on peut le voir par le triste spectacle qu'offre à l'autre extrémité de la ville la porte Sainte-Catherine qui, elle, vient d'être détournée sans lambeau ni trompette. La décision de déplacer l'Est à l'Est et la culture d'introduire une instance de classement pour

tout les profits de la ville ancienne (ancienne s'entend jusqu'à 1950). Que Nancy ait eu besoin d'équipements nouveaux, d'un hôtel, d'une salle de congrès (l'obsession de la plupart des maires), peut-être même d'un symbole de prestige destiné à la conforter dans sa rivalité avec Metz et sa volonté de s'affirmer comme capitale régionale, on ne le niera pas. On dira seulement qu'on pouvait s'y prendre autrement et ne pas procéder avec cette éfrante disproportion entre ce qui existait, et ce qui existait demain et qui ne le sera pas, aussi bien du point de vue esthétique que du point de vue du simple bon sens et de la fonction urbaine.

L'église Saint-Sébastien dominait autrefois le quartier. Elle y est aujourd'hui littéralement engloutie, entourée par un centre commercial, écrasée par quatre tours hideuses (sans compter la future tour Stanislas), « calme bloc ici pas chu d'un désastre obscur ». Désastre est bien le mot et il est difficile d'imaginer une opération aussi aberrante que celle-ci. Comment a-t-on pu faire de telles sottises dans une ville où l'on prépare les meilleurs fromages de tête du monde, des porcelets, des lapereaux en gelée dignes de figurer dans un fabliau ou un conte de Boccace ? Le pauvre Stanislas doit s'en retourner dans sa tombe, pas pour longtemps d'ailleurs, la merveilleuse Notre-Dame-du-Bon-Secours où il est inhumé menaçant elle aussi ruine.

L'insupportable hideur de ce quartier conduit une fois encore à se poser les mêmes questions. Qui a voulu cela ? Qui a construit cela ? Et surtout : qui a permis cela ? Il y a tout de même en France des instances, des organismes administratifs, des gens dont la fonction est précisément d'empêcher de tels massacres. Il semble qu'à Nancy l'on ait dit amen à tout et l'on peut voir, à deux pas de la place Stanislas, le nouvel immeuble du conseil général qui a été construit sur l'emplacement d'un charmant hôtel du XVIII^e siècle récemment détruit, malgré la qualité exceptionnelle de ses boiseries et de son escalier. Qui a construit cela ? L'architecte départemental des monuments historiques. Son nom s'étale en toutes lettres sur la pancarte du chantier.

Et le secteur sauvegardé ? Il n'y en a pas, la municipalité et la rue

de Valois n'ayant pu se mettre d'accord sur son périmètre. Nancy se compose de trois villes. La Ville Vieille, au nord, où se trouve le palais ducal. La Ville Neuve, au sud, créée par Charles III, qui fut duc de Lorraine à la fin du XVII^e siècle, sur un plan, magnifique, dû à un ingénieur italien. Entre les deux, la ville de Stanislas.

L'avenir de la Ville Vieille ne semble pas trop compromis, même s'il conviendrait de trouver au plus vite un réemploi aux anciennes casernes de gendarmerie, aujourd'hui laissées à l'abandon, qui se trouvent entre le palais ducal et le parc de la Papinière, donc à un point névralgique, et sont un excellent témoignage de l'architecture de la première moitié du siècle dernier. On ne touchera évidemment pas aux pavillons de Stanislas, mais il faudrait protéger leurs abords, pour que ne se renouvellent pas des prouesses dans le genre de l'immeuble du conseil général. Reste la ville de Charles III.

Nous nous sommes longuement promené dans ce quartier et nous avons été stupéfaits, émerveillés par les richesses qu'il contient. Richesses insoupçonnées : les façades de Nancy sont modestes, mais souvent exquises de proportions, de décor raffiné, pourvues de très belles portes, avec, dans les cours, des escaliers, des fontaines, des ferronneries du meilleur travail, et une visite rapide qui se limite trop souvent à la place Stanislas et à la place de la Carrière ne permet pas de découvrir ces témoignages remarquables, et très particuliers à Nancy, de l'époque classique et du XVIII^e siècle que sont l'hôtel de Stainville, l'hôtel des Missions royales, la maison de Jacob-Sigisbert

Adam, rue des Dominicains, l'ancien palais du primat de Lorraine (aujourd'hui hôtel et non classé) ou la délicieuse maison de Clodion, hélas défigurée par une enseigne de cinéma, comme l'hôtel de Mahuet dont on a enlevé le portail pour y percer une entrée de garage.

Il est impossible d'entrer dans les détails : on les connaîtra en visitant l'exposition et l'excellent catalogue photographique actuellement présenté au foyer du Théâtre, exposition dont il convient de féliciter les associations de défense qui ont eu le courage de s'opposer aux initiatives de

Une rupture culturelle

Certes, mais à quoi bon et c'est pour livrer ce même centre au Kitch, au Prémio et au Vasarely du pauvre ? A quoi bon sauver quelques demeures anciennes si c'est pour construire à côté des chefs-d'œuvre dans le genre de la tour panoramique du Haut-de-Lièvre ou du bâtiment de l'école des sciences économiques qui, construit il y a peu d'années à côté de l'excellente université des années 20, semble déjà bien mal en point ? Créer un secteur sauvegardé ne signifie pas qu'on interdise toute construction à l'intérieur de son périmètre, mais que l'on consultera le bon sens, le goût et l'intérêt général avant d'y intervenir.

Dans toutes les villes anciennes, le chemin entre le passé et l'avenir est étroit, mais certains exemples en France et ailleurs (Bologne, Florence, les villes hollandaises et scandinaves) montrent qu'il laisse la place à des solutions raisonnables. Il n'est pas question de trapper d'infernal l'architecture moderne mais de faire constater que ce que nous voyons à Nancy et ailleurs n'a rien à voir

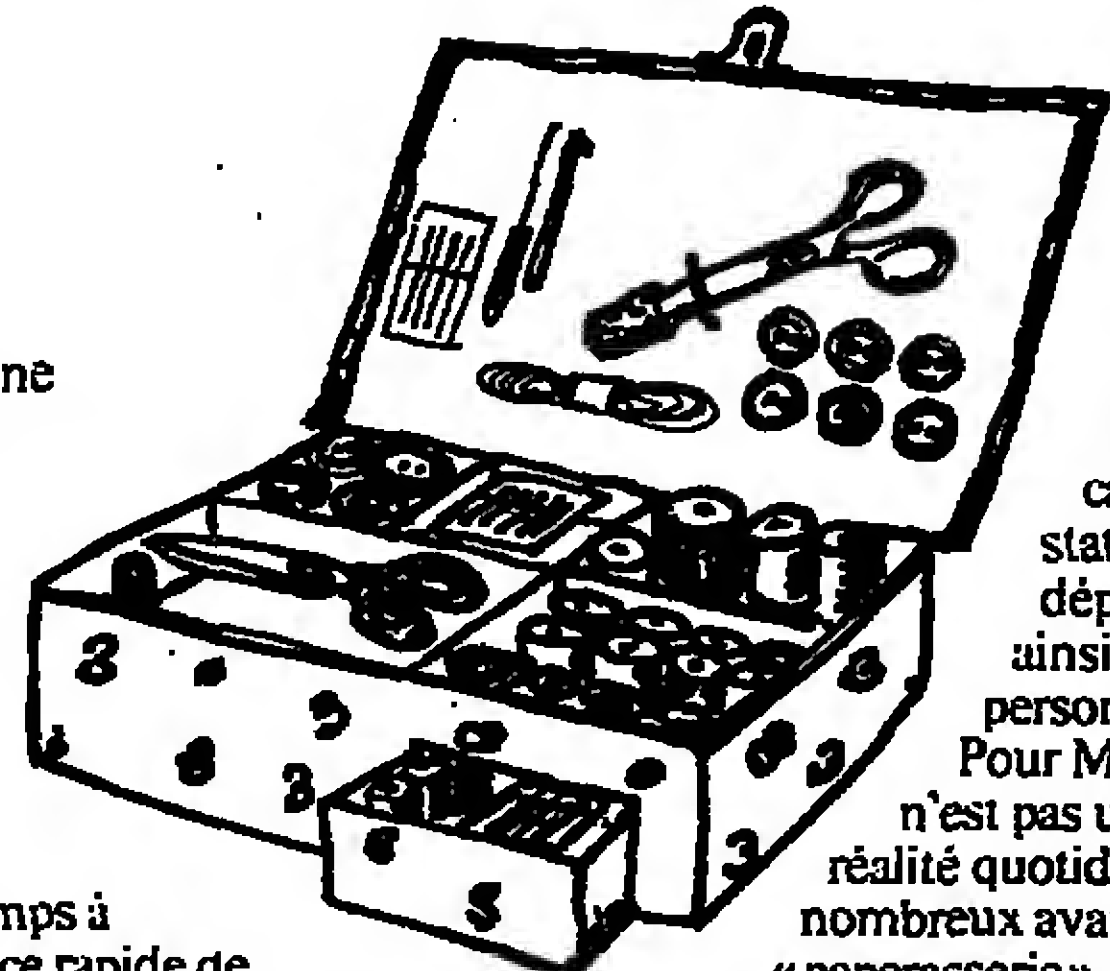
avec l'architecture moderne, n'en est même pas la caricature. Nous vivons une époque de rupture culturelle, la place de l'histoire dans notre enseignement sera de plus en plus réduite et dans dix ans personne n'étudiera plus le latin. Tout cela est sans doute normal mais signifie que la longue chaîne de fidélités, de retours, d'inventions, qui va de Rome à Gabriel et Soufflot, et même à Tony Garnier et au Bauhaus, sera rompue.

Qui peut prévoir ce que sera l'attitude des hommes de l'an 2000 à l'égard d'une architecture qui est aussi un cadre de vie dont nous n'avons pas encore trouvé l'équivalent ? Il nous reste très peu de temps pour leur présenter autre chose que des vestiges ératiques, inutiles, au milieu d'un désert de solitude et d'ennui. Comme disait le poète à propos du naufrage de la flotte troyenne : « Apparent rari naribus in gurgite vasto ». On en voit quelques-uns qui barbotent dans les flaques.

ANDRÉ FERMIGIER.

Estimez-vous votre entreprise "trop petite" pour un ordinateur IBM?

...Ce fabricant de coffrets qui emploie 130 personnes en utilise un.



FRANCE-COFFRETS, une entreprise fabriquant des coffrets de présentation pour confiserie, jouets, accessoires de couture, etc.

Son effectif : 130 personnes, 6000 articles référencés. M. Poisson, responsable de la société, s'intéresse depuis longtemps à l'informatique. La croissance rapide de ses affaires l'incite peu à peu à mieux s'organiser et, pour l'aider, il décide de s'équiper d'un petit ordinateur IBM.

Installé depuis trois ans et bien accueilli par tous, l'ordinateur assure aujourd'hui l'ensemble de la gestion commerciale : émission de bons de livraison chiffrés et facturation simultanée favorisant une vente directe aux utilisateurs, tenue

des comptes clients (liste des impayés et relances), calcul des prix de revient, statistiques commerciales par département, gestion des stocks, ainsi que le routage et la paie du personnel. Pour M. Poisson, l'informatique n'est pas un grand mot, mais une réalité quotidienne présentant de nombreux avantages : diminution de la « paperasserie », recherche plus facile de l'information voulue, gain de temps dans l'établissement des documents, meilleure organisation administrative et, dans l'ensemble, contribution efficace au bon développement de l'entreprise.

Ce que l'ordinateur fait chez ce fabricant de coffrets, il peut le faire dans toutes les entreprises de taille comparable. Pourquoi pas dans la vôtre ?

IBM Pour les petites entreprises comme pour les grandes.

Division des Systèmes de Grande Diffusion - Soc 3002 - 21 rue des Bourdonnais - 75001 Paris

FAITS DIVERS

La condition des détenus

DU « PEU DE SORTIE » AU « COMPTE BOURNAIS »

Les détenus de la prison de la Santé, à Paris, ont été surpris par une opération de nettoyage qui a duré plusieurs heures. Les détenus ont été évacués dans les couloirs et les cellules ont été désinfectées. Les détenus ont été surpris par une opération de nettoyage qui a duré plusieurs heures. Les détenus ont été évacués dans les couloirs et les cellules ont été désinfectées.

Le bulldozer a été utilisé pour démolir une partie de la prison de la Santé. Les débris ont été évacués et les fondations ont été consolidées. Le bulldozer a été utilisé pour démolir une partie de la prison de la Santé. Les débris ont été évacués et les fondations ont été consolidées.

Après le décès d'un détenu, les autorités ont lancé une enquête. Les circonstances du décès ont été examinées et les responsables ont été identifiés. Après le décès d'un détenu, les autorités ont lancé une enquête. Les circonstances du décès ont été examinées et les responsables ont été identifiés.

8 BHV

ATU

INSTALLATION SERVICE

LE BHV

hernie
SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS
SLIP HERNIAIRES - SANCOCES COUPLES
INSTITUT HERNIAIRE
PARIS 10^e - 140, rue de la Vierge, Tél. 233.73.24
PARIS 10^e - 180, rue Lafayette, Tél. 607.70.17
Si vous ne pouvez venir chez nous, nous venons à domicile sur rendez-vous.

(PUBLICITÉ)
CONTRE LE VOL
LE DI 50 D'ALARME 2000
Devant la dramatique progression des vols, ALARME 2000 a étudié et conçu un appareil permettant à tout particulier d'agir efficacement contre les cambrioleurs. En maintenant un radar hyperfréquence, ALARME 2000 a pu concilier les critères nécessaires sans lesquels une protection est vulnérable, donc inutile :
- Surveillance volumétrique et non d'un point de passage ;
- Autonomie totale de fonctionnement (secteur) ;
- Grand rayon d'action (faux-cou réglable de 2 à 25 mètres) ;
- Non neutralisable ;
- Aucune installation ;
- Pas de déclenchements intempestifs.
PROTECTION DES APPARTEMENTS, BUREAUX VILLAS ET RÉSIDENCES SECONDAIRES
Revoir pour tous renseignements complémentaires à **ALARME 2000, Départ. 173, 8, rue Gudin, 75016 PARIS**
Ne laissez pas détruire en quelques minutes le confort de vie que vous avez créé.

pour votre propriété :

HAUKOTRAC
un tracteur compact sans accélérateur
14 et 20 ch essence et Diesel
Labor Hako
Sahnie Apolline
78370 Plessis - tél. 460.32.10
NOM _____
Adresse d'utilisation _____

CHAQUE MOIS, GAULT ET MILLAU VOUS AIDENT À DÉCOUVRIR PARIS
Ce mois-ci, les restaurants à découvrir et ceux qui font faire les meilleurs menus pas chers ; le petit guide sans titre de la Contrepartie ; et toutes les découvertes de Gault et Millau, depuis le marchand de légumes qui vous trouve l'introuvable jusqu'au mystérieux hôtel de la basse rue à découvrir maison à des prix imbattables. Lisez vite les pages spéciales du Paris des Parisiens dans le numéro de mars du Nouveau Guide Gault-Millau, en vente chez votre marchand de journaux.

سكزاجن الاصل

صحة من الأصل

MÉDECINE

Mme Veil va demander des prestations spéciales en faveur des femmes enceintes des DOM

Durant une semaine, Mme Veil, ministre de la Santé, s'est rendue en visite officielle aux Antilles...

Mme Veil d'étudier en priorité des mesures destinées à améliorer la surveillance de la grossesse...

En faveur des femmes enceintes d'outre-mer. Elle a d'autre part proposé de créer une école d'assistantes sociales et rappelés que très prochainement une école d'infirmières serait ouverte à la Guadeloupe.

Quant au manque de médecins, le ministre de la Santé estime qu'il sera résorbé au cours des années à venir.

De nombreuses séances de travail au niveau des instances administratives et de visites dans les établissements hospitaliers ont convaincu...

En dehors de ces mesures, dont certaines pourraient être appliquées très rapidement, Mme Veil a annoncé qu'elle allait demander au gouvernement la création d'une prestation spé-

cielle en faveur des femmes enceintes d'outre-mer. Elle a d'autre part proposé de créer une école d'assistantes sociales et rappelés que très prochainement une école d'infirmières serait ouverte à la Guadeloupe.

Des « mal-portants » à part entière

Ils sont des citoyens à part entière, les habitants des départements d'outre-mer ne sont pas des bien-portants à part entière.

Cette phrase est issue du rapport général, confidentiel, du groupe de travail « Approche du VII^e Plan des départements d'outre-mer »...

79 % étant porteurs de plusieurs parasites. Même chose à la Guadeloupe, avec des chiffres légèrement inférieurs. De plus, les enfants examinés présentaient souvent d'autres manifestations dues aux effets induits du parasitisme : anémie, retard de taille et de poids, troubles de type digestif, du comportement.

Préventif, le système devrait être pour éviter un certain nombre d'affections et surtout éviter le caractère « désolant et absurde » de cas de malades traités à l'hôpital qui sont à nouveau contaminés dans un milieu non assaini...

Le rapport a, en conséquence, prévu des principes généraux qui doivent guider l'action, pour le VII^e Plan, des trois secteurs prioritaires :

notamment la promotion de l'allaitement maternel, la surveillance médicale (P.M.A.) et équipes mobiles des enfants d'un à six ans et l'organisation de crèches diététiques, ou « bambineries ».

Trop de lits, pas assez de médecins

Ce groupe, qui a travaillé « avec la liberté la plus grande et la discrétion la plus stricte », a précisé qu'il n'engageait pas l'administration, à laquelle il s'est borné à transmettre des réflexions amères et des propositions hardies...

Santé 12 millions de francs en 1971, 55 millions en 1972, 35 en 1973 et 27 en 1974. Quant aux prestations maladie de la Sécurité sociale, elles ont atteint en 1972 près de 300 millions de francs pour l'ensemble de ces quatre départements...

La morbidité tuberculeuse reste élevée (double à la Réunion par rapport à la métropole), mais « la lutte préventive par la vaccination B.C.G. n'a jamais été pratiquée systématiquement, les responsables ayant jusqu'ici négligé cette prévention ».

Le rapport a, en conséquence, prévu des principes généraux qui doivent guider l'action, pour le VII^e Plan, des trois secteurs prioritaires :

notamment la promotion de l'allaitement maternel, la surveillance médicale (P.M.A.) et équipes mobiles des enfants d'un à six ans et l'organisation de crèches diététiques, ou « bambineries ».

Noyés au milieu des problèmes métropolitains

Pour ce qui concerne le corps médical lui-même, le groupe de travail constate certains écarts (plus de soixante malades examinés par jour) et estime « très souhaitable un retour à une plus grande orthogonie dans le domaine de la déontologie ».

culier pour les DOM et avoir un correspondant installé au secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

Compétences et bonnes volontés

Déconcentré et participatif, le système devrait rapprocher « le pouvoir de décision du point d'application ».

bièmes de santé dépassent les problèmes médicaux exposés et sont étroitement liés à la pollution fécale du milieu, aux habitudes alimentaires, à la mauvaise qualité de l'eau distribuée, à la précarité et à l'insalubrité de l'habitat, au chômage et à la pauvreté ».

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Plus simple que vous ne pensez...



OLYMPUS OM-1

Olympus a voulu que l'OM-1 soit aussi facile à utiliser que les « boîtes » d'autrefois, et c'est vrai. Quelques gestes simples et logiques vous en assureront immédiatement la maîtrise parfaite.

Découvrez sa légèreté, son faible encombrement, sa splendide finition. Découvrez 30 objectifs et 180 accessoires — dont un très petit moteur électrique — tous conçus par Olympus pour mieux vous servir, pour durer, pour réussir avec vous, pour vous.

Une représentation exclusive

SCOP 27, rue du Fg-Saint-Antoine 75540 PARIS CEDEX 11

Don pour recevoir une documentation OLYMPUS OM-1 à retourner à SCOP, 27, rue du Fg-Saint-Antoine 75540 PARIS CEDEX 11

INCITER LES FUTURES MÈRES À SUBIR LES CONSULTATIONS PRÉ ET POST-NATALES

Lors de son passage à Pointe-à-Pitre, le 4 mars, Mme Veil a annoncé qu'elle allait demander au gouvernement l'étude d'un projet de loi tendant à la création d'une prestation en faveur des femmes enceintes des départements d'outre-mer.

Une allocation de protection maternelle a été créée dans ce but. Elle permettrait d'élever à 250 F par mois, soit 30 F remis à la mère à chaque consultation dans les locaux de la Protection maternelle et infantile (P.M.I.).

Comment justifier, cependant, que ces « Françaises à part entière » aient dû attendre si longtemps pour bénéficier de cette allocation, dont le montant n'atteint pas le quart des « allocations prénatales » que touche la femme enceinte en métropole (près de 1.100 F) ?

Large advertisement on the right side of the page, partially cut off. Visible text includes 'MÉDECINE', 'le nouveau code', 'M. Leprat', and large stylized letters 'Par où vous la carte dit qui v'.

MÉDECINE

LES « AVORTEMENTS SAUVAGES » A L'HOPITAL COCHIN

Une lettre du docteur Leprat.

Après la publication de notre article concernant les avortements pratiqués le 7 mars dans les locaux de l'hôpital Cochin, à Paris (le Monde du 8 mars), nous avons reçu la lettre suivante du docteur Leprat, chef du service où les faits se sont déroulés.

J'ai la surprise de lire les deux phrases suivantes :

« Des médecins et des militants du M.L.A.C. pratiquèrent alors une demi-douzaine d'avortements par la méthode Karyman, avec l'aide de deux infirmières du service désignées de s'informer ». Le docteur Leprat, chef de service, s'est contenté d'écrire une protestation vigoureuse. »

La vérité est autre et je tiens, avec mes collaborateurs et tout le personnel de mon service, à m'élever contre la publication de cette information non contrôlée : aucune des infirmières de mon service n'a, à ma connaissance, ni à celle de ma surveillance gé-

rale, apporté une « aide » quelconque aux exécutants. Elles ont, comme de coutume et avec leur conscience habituelle, accueilli et donné leurs soins, dans des conditions particulièrement difficiles ce jour-là, aux malades qui se sont présentés à la consultation de médecine. En ce qui me concerne, je ne me suis pas « contenté » d'écrire une protestation vigoureuse : j'ai consulté ma maîtrise, avec mon assistant, mon interne et mes externes, à examiner aussi attentivement que nous le pouvions dans un tel contexte, les patients venus nous consulter, dit moins ceux qui ont persévéré dans une attente considérablement allongée du fait de l'insignifiance des locaux restés disponibles, et rendue extrêmement pénible dans l'atmosphère pour le moins houleuse qui y régnait.

J'estime avoir fait là mon devoir de chef de service et tout simplement de médecin. Toute autre mesure n'était ni dans mes possibilités ni dans mes attributions et ne pouvait relever que de l'administration.

Le 12 mars prochain comparaitront devant un juge d'instruction d'Auxerre, statuant en matière prud'homale, MM. Jean-Jacques Satre, animateur, ex-directeur de la maison de l'enfance du quartier Saint-Simon à Auxerre, et Jean-Jacques Hamel, entrepreneur, président de l'Association auxerroise des centres aérés (AACA). Il s'agit de l'épilogue judiciaire d'une « affaire » qui anime un peu, depuis la fin de

Auxerre. — Il y a actuellement en France environ une centaine de « maisons de l'enfance » en service, surtout dans des municipalités « de gauche ». Elles ont pour vocation « d'accueillir les enfants en dehors du temps scolaire et d'organiser leurs loisirs dans un but socio-éducatif ».

Le cas d'Auxerre est un peu particulier : après une visite à Grenoble en mai 1972, le maire et le conseil municipal avaient décidé que la future école du quartier Saint-Simon serait conçue comme « école ouverte » avec maison de l'enfance associée. C'était une expérience pédagogique audacieuse : des locaux construits selon des plans dessinés et approuvés par l'équipe enseignante, des classes « décloisonnées », des espaces polyvalents et enfin, pour

A LA MAISON DE L'ENFANCE D'AUXERRE

Conflit de méthodes et peur du communisme

De notre envoyé spécial

couronner le tout, une maison de l'enfance permettant aux enfants, à la sortie de l'école, de s'épanouir sans abaissement.

Chargée par la ville de recruter des animateurs chevronnés pour diriger la toute neuve maison de l'enfance, l'AACA désigne M. Satre, qui doit prendre ses fonctions le 4 novembre 1974. « Nos seuls critères étaient pédagogiques », précise M. Hamel, « personne n'était motivé d'une façon ou d'une autre, nous avons choisi celui qui nous paraissait le plus compétent ». La municipalité découvre alors que la nomination de M. Satre n'a pas été faite régulièrement. Mais il ne s'agit que d'un prétexte. En réa-

lité, certains membres du conseil municipal n'acceptent pas le fait que M. Satre soit communiste. De même le logement attribué à M. Satre dans une H.L.M. lui est refusé au dernier moment pour une raison obscure, et, pour plus de sûreté, on le fera garder quelque temps par deux policiers.

Le 15 novembre 1974, la municipalité décide de reprendre la gestion directe de la maison de l'enfance, dénonçant ainsi la convention qui la liait à l'AACA. Cette dernière ne peut plus que licencier M. Satre et les deux animateurs de son équipe, ce qu'elle fait le 4 décembre.

Pendant ce temps, les langues sont allées leur train, et une « rumeur » a envahi la bonne ville d'Auxerre. On parle d'« apitoyeurs venus de Paris », d'« émissaires du comité central du parti communiste français », voire, en raison de la quasi-homonymie, « de l'arrêté prochain de Jean-Paul Sartre ». M. Satre s'étant rendu à la mairie avec une délégation d'une trentaine de personnes, on parle d'« émeutes ». Bref, c'est la « Toussaint rouge ».

Pour M. Jean-Pierre Solsson, maire d'Auxerre, secrétaire d'Etat aux universités, « le conseil municipal a été, dans cette affaire, guidé par une seule préoccupation : la neutralité, et pour cet seul objectif : donner à la Maison de l'enfance toutes les garanties pour son fonctionnement et son extension, dans le cadre d'un budget décent » (380 000 francs par an, payés par la ville, qui s'ajoutent au coût de la construction). M. Solsson fait remarquer que la circulaire ministérielle du 7 janvier 1973, portant création des centres de loisirs associés aux écoles, « n'aborde pas les aspects juridiques, administratifs, techniques et financiers ». Elle indique simplement que « l'école et le centre de loisirs relèvent de la gestion municipale ».

Pour la municipalité, M. Satre n'a jamais été engagé, et « la Maison de l'enfance continuera à être gérée directement par la ville ». M. Solsson n'hésite pas à affirmer que, « en mêlant la politique à cette affaire, on risque de compromettre une expérience pédagogique nouvelle ».

« Pas besoin de diplôme »

La Maison de l'enfance a finalement été « ouverte » le 4 décembre 1974 par la ville, sans qu'un directeur soit officiellement nommé. Aux yeux du conseil municipal, elle « fonctionne normalement ». Les enfants y pratiquent à la sortie de l'école, entre 16 h. 15 et 19 h., et avec l'aide d'employés municipaux, « la menuiserie, la serrurerie, la cuisine, la peinture, le jardinage, la mécanique et la danse classique ».

M. Raymond Kapps, professeur de lycée en retraite, s'occupe principalement de la Maison de l'enfance, au nom de la ville. Avec des méthodes pédagogiques qui franchissent singulièrement sur celles que voudrait instaurer M. Satre et son équipe. « Au fond, je ne suis pas très favorable à tous ces animateurs patentés, explique M. Kapps. On n'a pas besoin de diplôme pour être éducateur ; il suffit d'avoir un peu d'esprit et de cœur ».

A dix mètres de là, pour les instituteurs et les animateurs de l'école ouverte qui ont accueilli provisoirement M. Satre, la Maison de l'enfance n'est qu'une « garderie » et ne remplit pas sa fonction originale de « centre de loisirs socio-éducatifs pour les jeunes ». M. Satre, pour sa part, précise :

« La Maison de l'enfance a pour nous, avoir pour perspective l'acquisition du sens du groupe et la socialisation des enfants. » Ancien délégué permanent des France et Franches Camarades du Rhône, il ajoute : « La notion de vie sociale, dans un centre de loisirs pour les jeunes est qu'une maison de l'enfance s'oppose à l'idée d'un supermarché du loisir » où chacun viendrait chercher ce qui lui plaît, un atelier de tissage, de poterie ou de musique. »

« Animation » ou « garderie » ? Le débat est peut-être politique. En tout cas, à Auxerre, avec « l'affaire Satre », il l'est devenu.

« La décision du conseil municipal d'assurer directement la gestion de la Maison de l'enfance a été pour le moins légitime », conclut M. Robert Auger, qui préfère le titre de « responsable de l'équipe pédagogique de l'école ouverte » à celui, plus traditionnel, de « directeur ». « C'est une remise en cause de tout notre travail pédagogique, qui impliquait au départ une collaboration étroite entre la Maison de l'enfance et l'école ouverte... »

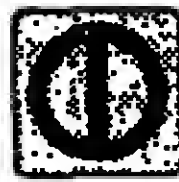
DOMINIQUE DHOMBRES.

Le centre Raphaël, maison des universitaires fuyés de Paris, sera inauguré le 18 mars à 17 h. 30, 30, boulevard de Fort-Royal, 5^e arrondissement, par des allocutions du président du Fonds social juif unifié (M. Guy Rothschild) et du président du centre (M. Marcel Goldmann).

GAULT ET MILLAU SONT-ILS DEVENUS RADINS ?

Nan ! Mais comme vous, ils recherchent le meilleur au meilleur prix. Et eux, ils savent où le dénicher et comment se faire une cuisine idéale sans gaspiller un centime de l'argent. Pour le savoir, à votre tour, achetez vite Le Nouveau Guide Gault-Millau, magazine mensuel numéro 13 mars. Chez votre marchand de journaux.

Partout où vous êtes, la carte du Diners dit qui vous êtes.



Partout où l'on voit ce sigle, la carte du Diners est acceptée.

Jamais on ne refusera que vous payiez avec votre carte du Diners Club, là où il y a le sigle Diners Club.

Tous les commerçants, hôteliers, restaurateurs, loueurs affiliés au Diners Club savent que la carte a été créée pour faciliter la vie de ceux qui voyagent pour affaires et que n'importe qui n'adhère pas au Diners Club.

Pour eux, l'avantage, c'est d'être toujours payés. Pour vous, c'est de pouvoir, sur simple présentation de la carte, payer hôtels, restaurants, magasins, grands magasins, voitures de location, billets de train, d'avion, de théâtre. Partout dans le monde. Et auprès de 350 000 établissements.

La carte du Diners Club est un laissez-passer international. Avec elle, vous êtes sûr d'être toujours reçu partout, avec des égards que l'on n'a pas envers un inconnu.

Diners Club

Pour payer dans 143 pays.



Spécial 150

ÉDUCATION

La participation des étudiants aux élections des œuvres universitaires augmente

Les élections des représentants étudiants aux Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (C.R.O.U.S.) de province, qui avaient commencé le 10 février à Nice, se sont achevées mercredi 5 mars à Strasbourg. Les élections dans les trois académies de la région parisienne (Paris, Créteil et Versailles) auront lieu le 19 mars. Sous réserve des résultats de celles-ci, le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (C.N.O.U.S.) estime qu'on s'acheminera vers un doublement de la participation étudiante aux scrutins. C'est aussi l'opinion des diverses organisations intéressées. Pour l'ensemble du territoire (académie de Paris comprise), il y avait en 1973, lors des dernières élections aux C.R.O.U.S., quelque 53 500 votants sur 585 000 étudiants inscrits.

« Les élections en province modifient déjà considérablement le paysage de la représentation étudiante dans les C.R.O.U.S. par rapport à ce qu'il était en 1973 », a notamment déclaré M. Alain Séra, président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF - Unité syndicale) animée notamment par des étudiants trotskystes de l'Alliance des jeunes pour le socialisme, au cours d'une conférence de presse tenue récemment à Paris. L'UNEF, qui n'avait pas participé aux élections de 1973, estime en effet, avoir remporté 66 sièges en province (sur 172 à pourvoir) en commun avec la FRSUP (Fédération des résidents en résidence universitaire de France). « Nos listes arrivent en tête à Amiens, Besançon, Caen, Clermont-Ferrand, Dijon, Lyon, Nantes, Orléans, Poitiers et Rouen », a affirmé M. Séra. « Personnellement, de bonne foi, ne peut dire aujourd'hui que l'une des deux organisations en présence (l'UNEF-SOUFFLOT et l'UNEF-Renou-

veau) a le monopole de la représentation étudiante. Ces deux organisations se détachent des autres, puisqu'elles totalisent à elles deux 78 % des suffrages exprimés. » De son côté, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Renouveau), estime que 37 061 voix se sont déjà portées en province sur les listes qu'elle défendait avec la FRSUP (Fédération des résidences universitaires de France) et l'Union des grandes écoles (U.G.E.) et qu'elle obtiendra sans doute 75 sièges (sans compter Paris). La FRSUP profite de l'occasion qui lui est donnée par ces élections pour protester contre la situation à la Cité universitaire d'Antony. Près de cent cinquante logements sont vides car l'administration empêche les nouvelles admissions. Dans le même temps, des expulsions arbitraires sont entreprises, estime notamment la FRSUP, qui demande que « des négociations s'ouvrent rapidement avec l'association des résidents ».

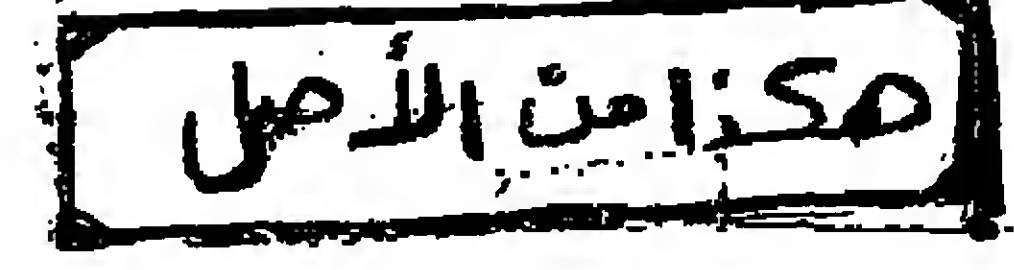
La FRUF veut lutter contre la réforme de l'aide aux étudiants

De notre correspondant

Grenoble — On saura sans doute dans les semaines à venir si la Fédération des résidences universitaires de France (FRUF), deux associations ont participé du 6 au 9 mars, à Grenoble, au 6^e Congrès national, a retrouvé auprès des étudiants et, en particulier, des résidents de cités un intérêt entamé par la création à l'automne dernier de la Fédération des étudiants en résidence universitaire (FERUF). Le renouvellement du bureau national — vingt membres dont quatre anciens — seulement — peut apparaître comme le désir de répartir sur des bases nouvelles (1). C'est surtout sur les succès obtenus par les listes constituées avec l'UNEF (Renouveau) et l'Union des grandes écoles pour les élections dans les conseils d'administration de province (près de 48 % des suffrages), que compte la FRUF. Celle-ci voudrait mobiliser les étudiants contre la réforme des aides sociales envisagée par le secrétariat d'Etat aux universités. Le projet de M. Soisson, qui consiste à plafonner ou à redistribuer l'aide « indirecte » (la subvention aux restaurants universitaires) au profit de l'aide « directe » (les bourses), reviendrait selon la FRUF, à couper les vivres à la masse des non-boursiers, qui n'auront plus droit à une aide, et sonnera la fin des études pour des milliers d'étudiants. La motion d'orientation adoptée à l'unanimité par le congrès annonce que la FRUF va essayer de s'entendre très vite avec l'UNEF pour envisager « toutes les actions possibles : manifestations de rues, occupation de bâtiments, etc. », afin de combattre les projets du secrétariat d'Etat et « à imposer des négociations sur les solutions proposées par la FRUF ». Celle-ci considère que la motion d'orientation constitue un « barrage sélectif » au même titre que celui introduit dans le domaine pédagogique par le projet de M. Eshay.

des cités universitaires. Celle-ci, estime-t-elle, devient de plus en plus critique. Les responsables de la Fédération craignent aussi qu'une politique de privatisation des cités ait déjà été engagée par les pouvoirs publics. Ils interpellent de cette façon les changements de structure annoncés dans les résidences d'Alsace-Provence et de Nantes. Outre l'amélioration de la situation matérielle des résidents, le rapport d'orientation du congrès fait une large place à l'animation culturelle des cités universitaires. « Briser l'isolement » des résidents, permettre « une vie collective dans les cités », tels sont les objectifs que la FRUF met au premier plan, ces problèmes conditionnant bien souvent tous les autres. — B. E.

(1) M. René Cros a été élu président, et M. Aldo Izzi, secrétaire général.



DÉFENSE

DEVANT LA CONVENTION NATIONALE POUR L'ARMÉE NOUVELLE

« Le parti socialiste cherche à développer sa capacité d'ouverture dans le milieu militaire »

affirme M. François Mitterrand

Malgré le comité directeur du parti socialiste qui avait lieu dans le même temps à Paris, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a participé pendant quarante-cinq minutes aux travaux de la Convention nationale des cadres de réserve (officiers et sous-officiers) pour l'armée nouvelle, d'inspiration socialiste, qui s'est tenue samedi 8 et dimanche 9 mars à Colombes (Hauts-de-Seine). Animée par M. Charles Hernu et rassemblée pour la première fois depuis sa création en avril 1974, la Convention nationale pour l'armée nouvelle s'est prononcée notamment pour « le maintien présent des alliances existantes et la réorganisation des forces armées françaises ».

La plupart des participants à la séance du samedi 8 mars ont émis le vœu que, tout en refusant de s'associer à des manifestations anti-militaristes, le parti socialiste donne des directives claires au contingent et plus particulièrement à ses militants qui sont actuellement ou qui s'apprêtent à faire leur service militaire. Un appel d'une base sérieuse, qui n'a pas donné son nom, a constaté que « les Jeunes socialistes n'ont pas fait grand-chose à ce jour dans les casernes ou à l'extérieur » et qu'« elles ont laissé le champ libre aux comités de soldats et aux organisations communistes ». Rappelé qu'il avait été interdit jusqu'à présent aux étudiants et aux Jeunes socialistes de signer l'appel des cents ou de s'engager aux côtés des mouvements gauchistes qui contestent à l'intérieur et à l'extérieur de l'armée, M. Hernu a estimé nécessaire « dans les jours qui viennent de rédiger une plate-forme socialiste à destination des appels » et de « créer une branche pour le contingent au sein de notre organisation, qui s'adresse déjà aux cadres de réserve et d'active ».

Des militaires de carrière en civil, présents dans la salle, ne sont pas intervenus sur le thème, mais un étudiant socialiste, M. Florent Leclerc, a affirmé que l'action du parti socialiste vis-à-vis des soldats avait été « limitée » par l'absence d'une politique de défense définie au sein du P.S. Un officier général du cadre de réserve a toutefois souligné que le parti socialiste ne pouvait rester « crédible auprès des militaires » que s'il respectait « un minimum de discipline » dans les armées.

« Le parti socialiste, lui a répondu M. Mitterrand dans son intervention du dimanche 9 mars,

pour « une dissuasion qui repose sur la volonté populaire et la possession d'armements modernisés, et notamment nucléaires », et enfin elle a adopté « un programme en vingt points pour améliorer la condition matérielle et morale du contingent ».

La Convention nationale a proposé que le parti socialiste, les Jeunes socialistes et les étudiants socialistes « puissent engager des conversations en vue d'établir une plate-forme à proposer aux soldats sous les drapeaux pour la mise en place d'un service national adapté à notre époque » sur la base des rapports qu'elle a eu à examiner.

France, et cela ne se règle pas à coups de bombes nucléaires. Mais le suis de ceux qui pensent que la France n'a pas les moyens de se défendre seule militairement et qu'elle ne doit pas s'aligner des bases de sa sécurité. Les socialistes ne disent pas qu'il faut entrer dans le pacte de Varsovie. Répondant indirectement sans le citer, à un éditorial de René Andrieu dans l'Humanité du samedi 2 mars (le Monde daté 8-9 mars), qui estime que « l'intérêt de la France est de se dégager du pacte atlantique », le premier secrétaire du P.S. a rappelé que le programme commun de la gauche prévoit de rester dans l'alliance atlantique : « Nous ne sortirons du jeu des alliances actuelles que si ces alliances se défont. Précéder le mouvement en présidant définit une nouvelle mission de l'armée française avant que les deux grandes puissances ne s'entendent pour défaire leurs alliances, ce serait une imprudence à laquelle je ne souscris pas. Ce serait la disparition d'un peuple. » Il a fait réfléchir, a conclu M. Mitterrand, sur le rôle de la France, un pays inspirateur de la démarche de pays du tiers-monde et de certains Etats européens qui refusent de se laisser engager dans le dessin mondial des deux grandes puissances ».

« La dissuasion repose sur la volonté populaire et la possession d'armements modernisés notamment nucléaires »

Les congressistes avaient, auparavant, entendu, dimanche 9 mars, le rapport de M. Hernu, qui a souligné que « les forces de gauche étudiante, sérieusement ce que représentent les sous-marins nucléaires lance-missiles », car « la dissuasion nucléaire est en fait la bombinette que l'on ditait jadis ». Le responsable socialiste a exprimé la crainte que la France ne se laisse engager dans une politique militaire atlantique, c'est-à-dire une politique définie par le Pentagone. Il a demandé « une détermination française forte pour faire face à tout danger éventuel et permettre à la France de ne pas participer à la bataille nucléaire en ayant les moyens de se tenir à l'abri ».

De son côté, M. Robert Fontillon, maire socialiste de Buresmes et conseiller général des Hauts-de-Seine, a suggéré « une voie moyenne, celle d'une sorte de neutralité active fondée sur un armement à la mesure du rôle pacifique de l'Europe et de ses ressources, mais dotée d'une capacité dissuasive suffisante, et — n'espérons pas la réalité — cela veut dire nucléaire, pour décourager les menaces d'agression venant de l'extérieur ».

Dans ses motions finales, qui se présentent comme « de simples pistes de recherche proposées aux formations politiques et syndicales de la gauche », la Convention nationale pour l'armée nouvelle estime que « les règles de la discipline, nécessaire et légitime pour tout ce qui, avec le service, assure la cohésion et l'efficacité de l'armée, ne sauraient s'étendre à la vie en dehors du service, où la liberté militaire est naturellement celle des autres citoyens ». « Officiers et sous-officiers ne veulent plus être des citoyens démunis », a rappelé la Convention, qui estime que « les cadres attendent que soient clairement définies leurs missions, que leur utilité dans la France de 1975 soit affirmée et que leur état soit libéré par la reconnaissance des libertés d'expression et d'association sous des formes adaptées au caractère spécifique de leur métier ».

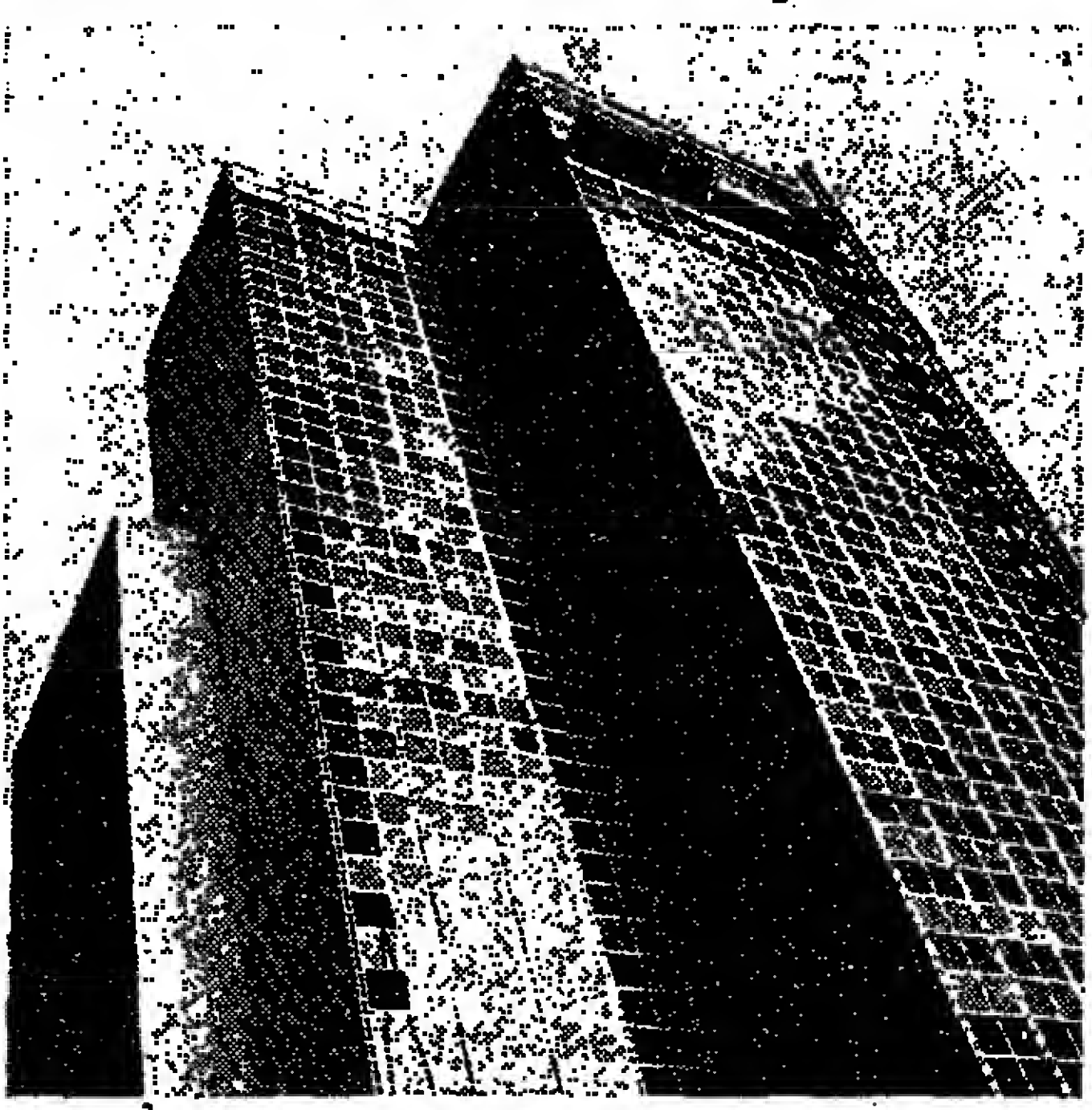
La Convention exprime enfin son avis sur la force nucléaire : « Aujourd'hui comme hier, une défense est d'autant plus efficace qu'elle est dissuasive. (...) Il nous apparaît que toute dissuasion repose au moins sur deux éléments : la volonté populaire et la possession d'armements modernisés, et notamment nucléaires, permettant à la dissuasion d'apparaître tout à la fois comme une dissuasion globale, populaire et efficace. »

Au centre du Centre des affaires de Nancy

Les Thiers une vocation incontestée

Nancy, d'aucuns jugent excessive la hauteur des nouveaux Thiers. Mais personne ne conteste leur vocation : celle d'être le centre du Centre des affaires de « la ville aux portes d'or » se créant inexorablement à deux pas de sa gare. Et les hommes ainsi que les entreprises qui vont de l'avant ne s'y trompent pas. Ils sont chaque jour plus nombreux à étudier l'implantation de leurs cabinets, de leurs sièges sociaux, de leurs directions régionales, de leurs équipes commerciales et administratives aux Thiers. Surtout depuis que le bureau-témoin leur est ouvert au huitième étage, immédiatement au-dessus des sept étages occupés par les 196 chambres de l'hôtel Frantel. C'est à cette hauteur qu'apparaît le site d'une agglomération et

d'une région dont ces hommes et ces entreprises animent l'essor. En moteurs et en phares. Espaces libres équipés C'est là-haut qu'ils prennent la véritable dimension des Thiers. Des plans de 300 m² cumulables par deux ou trois à l'horizontale et davantage en verticale. Des volumes nets, sans place perdue par des recoins ou des angles trop ouverts ou trop fermés dont la mode se répand sans tenir compte des surfaces d'aménagement qu'ils font perdre. Des espaces totalement « libres ». Des espaces en fonction des besoins mais livrés entièrement équipés. Avec un sol recouvert de moquette. Un plafond agencé intégrant les vasques d'éclairage. Du double vitrage filtrant pour toutes les fenêtres. Une climatisation totale et de qualité.



12 000 m² de bureaux au-dessus des 7 étages de l'hôtel Frantel dans les Thiers qui s'achèvent.

De plus, il ne manquera aux Thiers aucun des services qui font un vrai centre d'affaires comme il en existe davantage à l'étranger qu'en France. Outre les chambres de l'hôtel Frantel pour leurs visiteurs, les futurs propriétaires des bureaux trouveront, à portée d'ascenseur, une brasserie, un restaurant et surtout une salle de congrès où ils pourront tenir aussi bien des « conventions » de 400 personnes que de multiples réunions de travail à 10 participants. Sans qu'il leur soit nécessaire d'investir un centime dans ces services lors de l'achat de leurs bureaux. « Valeur ajoutée » gratuite. C'est en effet une originalité de plus - des Thiers que celle de pouvoir n'y acheter* que les volumes de bureaux exploitables en permanence en ayant à sa disposition tous les servi-

ces occasionnellement utiles qu'ils contiennent. Et cette « valeur ajoutée » n'a de surcroît aucune incidence sur le coût des m². Proposés à partir de 3 200 F (valeur 1.774) ces m², ainsi situés et fournis, se révèlent très compétitifs. Aussi bien pour un investissement d'exploitation que pour un placement à haute rentabilité. Car quoiqu'on en dise c'est aux Thiers et dans leur périphérie que se fera l'histoire économique de Nancy et de la Lorraine de demain ■

* après de Socin 18, rue de Serre 54000 Nancy (Tél. 24.31.64) et de Bonnabelle 1, rue Maurice Barrès 54000 Nancy (Tél. 24.38.15). Ils adressent aussi, sur demande, une documentation très détaillée.

Le Monde

COÛT DE L'ÉNERGIE

AMOUVOIR

INTERDEPENDANCE

INDUSTRIES

LIP U

Des pr...

Pour déjouer les pièges des chiffres, moyennes, sondages, indices...

Information statistique

Michel Levy

AU SEIN

informations catholiques internationales

Dans son numéro spécial du 1^{er} mars

VIVRE EN CHRETIEN A GRENOBLE

LE NUMERO : 350 F
ABONNEMENT 1 AN : 70 F
163, boulevard Malesherbes
75-PARIS 17^e (227-85-86)
C.C.P. PARIS 82-10-20

BON pour un numero GRATUIT
N'oubliez pas de nous donner votre nom et votre adresse.

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

CRISE DE L'ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

Promouvoir l'interdépendance des industries

par MARCEL SALA (*)

ENTVISAGE depuis dix-huit mois, la deuxième conférence générale des Nations unies pour le développement industriel se tient à Lima du 12 au 26 mars. Sa préparation a été l'occasion de toute une série de travaux, réflexions et prises de position qui à eux seuls devraient rendre possible de considérer — autrement que sous l'angle de vœux pieux et d'actions ponctuelles — une augmentation globale du potentiel industriel du tiers-monde, qui n'assure guère actuellement que 7 % de la production mondiale de produits manufacturés.

La crise de l'énergie a secoué les esprits. Les pays industrialisés se tournent déjà vers une ère post-industrielle, privilégiant les valeurs de bien-être et la réduction des nuisances. Ils découvrent maintenant la fragilité de leurs économies et tout ce que l'industrie leur a apporté, sur le plan de l'emploi, des salaires, et de cas-biens de consommation parfois irritants, mais dont peu de gens accepteraient de se passer.

modification du dialogue économique. Quand nous leur parlons de marchés intérieurs, de satisfaction des besoins élémentaires, ils nous répondent en termes d'industries exportatrices et d'ouverture des marchés mondiaux. Quand nous leur parlons d'agro-industries, de nutrition, d'habitat, ils nous répondent en termes de pétrochimie ou de métallurgie. Quand nous leur parlons d'industries à base de main-d'œuvre, ils nous parlent de techniques de pointe. Et quand nous évoquons la pollution, les concentrations urbaines, le déséquilibre rural, ou la répartition plus équitable des revenus, ils estiment que ce sont leurs affaires et qu'elles ne nous regardent pas.

Les avantages comparés

Cette situation comporte des dangers pour tous. Car la crise de l'énergie, à terme, sera surmontée. Que fera donc le tiers-monde dans quelques années, s'il se trouve avec une industrie mal adaptée à ses besoins, peu compétitive à l'extérieur, qui n'aura été admise que de mauvaise grâce — et à la faveur des circonstances — dans les circuits mondiaux, et devant laquelle les marchés de nos pays retrouveront, peut-être, des réflexes de défense ? Il faut reconnaître, puis promouvoir et organiser une interdépendance réelle, stable, profitable à tous, des industries des pays développés, et des autres. Mais ceci doit se faire autrement qu'en paroles, et exiger de part et d'autre de la bonne volonté et de l'esprit d'entreprise.

Mais nous ne pouvons pas vouloir un démantèlement volontaire de nos propres industries. Il existe certes des branches pour lesquelles les avantages comparés sont en faveur des pays en voie de développement.

A l'occasion de la conférence de Lima, un comité français, composé de fonctionnaires, d'industriels et d'universitaires, s'est efforcé d'y réfléchir. D'autres instances, l'ONUDI à Vienne, le Centre de développement de l'O.C.D.E., la C.E.E. aboutissent à des idées analogues — car la solution n'est pas douteuse : il faut reconnaître, puis promouvoir et organiser une interdépendance réelle, stable, profitable à tous, des industries des pays développés, et des autres. Mais ceci doit se faire autrement qu'en paroles, et exiger de part et d'autre de la bonne volonté et de l'esprit d'entreprise.

(Lire la suite page 22, 1^{er} col.)

Abandonner le modèle occidental de consommation

PENDANT une semaine une soixantaine d'intellectuels des trois continents, réunis à Karachi, viennent de tenir les assises du Forum du tiers-monde. L'idée de cette association était née il y a près de trois ans. Étant une première fois à Santiago en mars 1973, un comité préparatoire mettrait au point un document de base qui a été adopté à Karachi comme plate-forme politique de l'association. La déclaration de Santiago, qui a déjà connu un large écho dans

le tiers-monde, part de la constatation que les politiques dites de développement des vingt-cinq dernières années ont fait faillite : non seulement l'écart nord-sud s'est élargi dans l'ensemble, mais encore à l'intérieur du tiers-monde les inégalités nationales, régionales et sociales se sont aggravées partout. Aussi invite-t-elle à s'engager dans une direction nouvelle, celle d'un développement autonome au service des couches les plus démunies.

par SAMIR AMIN (*)

Les vingt-cinq années d'expansion du système international de l'après-guerre ont nourri l'illusion d'un développement harmonieux fondé sur la division internationale du travail. Contrairement pourtant à l'expérience d'un siècle et demi d'histoire au moins, au cours desquels la polarisation du développement capitaliste dans ses centres de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon, a été accompagnée par la dépendance souvent même coloniale des trois continents.

Les faits ont démenti cet optimisme : ● Les centres développés ont imposé des prix extrêmement bas aux exportations de matières premières et d'énergie du tiers-monde ; et l'on sait, depuis la « crise du pétrole », à quel point ce véritable pillage de notre planète conditionnait la croissance — exceptionnelle des privilèges ;

● Dans les pays du tiers-monde, les flots de « prospérité » qui s'organisaient autour de ces exportations et de leurs compléments (industries de substitution d'importation) absorbaient toutes les ressources, condamnant de vastes zones à la stagnation et même à la dégradation, préparant ainsi l'état de famine chronique désormais installé dans de nombreuses campagnes d'Asie et d'Afrique. L'accélération de l'exode rural qui en a résulté a fait croître le chômage et la misère des bidonvilles dans toutes les villes des trois continents à une allure galopante, tandis qu'une minorité sociale de plus en plus égoïste perdait le sens de la nation ;

● L'émergence progressive de la Chine indiquait clairement qu'une autre option était possible ;

Le tiers-monde, part de la constatation que les politiques dites de développement des vingt-cinq dernières années ont fait faillite : non seulement l'écart nord-sud s'est élargi dans l'ensemble, mais encore à l'intérieur du tiers-monde les inégalités nationales, régionales et sociales se sont aggravées partout. Aussi invite-t-elle à s'engager dans une direction nouvelle, celle d'un développement autonome au service des couches les plus démunies.

Le tiers-monde, part de la constatation que les politiques dites de développement des vingt-cinq dernières années ont fait faillite : non seulement l'écart nord-sud s'est élargi dans l'ensemble, mais encore à l'intérieur du tiers-monde les inégalités nationales, régionales et sociales se sont aggravées partout. Aussi invite-t-elle à s'engager dans une direction nouvelle, celle d'un développement autonome au service des couches les plus démunies.

Le désengagement

L'ordre mondial est donc remis en cause au triple plan du style de vie dans les sociétés riches, du type de développement des sociétés pauvres et de la distribution des pouvoirs au plan international. Le forum du tiers-monde prétend regrouper tous les courants idéologiques qui, dans les trois continents, s'interrogent à la fois sur l'ordre international et le style du développement. Il considère que l'indépendance nationale et l'égalité sociale constituent les deux seuls vrais critères par rapport auxquels les actions et les stratégies doivent être jugées.

Les réponses aux problèmes des grandes masses les plus démunies exigent évidemment l'abandon des objectifs du modèle occidental de consommation et invitent à une autonomie.

● Les gouvernements du tiers-monde ne sont pas demeurés également résignés devant cette situation : du groupe afro-asiatique de Bandung à la constitution des non-alignés et du groupe des 77, les tentatives d'une démarche commune visant à améliorer les termes des échanges internationaux ont été continues ;

● Enfin, dans les pays développés eux-mêmes, la prise de conscience de l'absurdité des gaspillages matériels et humains que comportait ce modèle a brutalement émergé au cours des dernières années.

Le tiers-monde, part de la constatation que les politiques dites de développement des vingt-cinq dernières années ont fait faillite : non seulement l'écart nord-sud s'est élargi dans l'ensemble, mais encore à l'intérieur du tiers-monde les inégalités nationales, régionales et sociales se sont aggravées partout. Aussi invite-t-elle à s'engager dans une direction nouvelle, celle d'un développement autonome au service des couches les plus démunies.

(Lire la suite page 22, 3^e col.)

BULLETIN LADRERIE

LA partie de ping-pong entre le gouvernement et le patronat touche-t-elle à sa fin ? Les quelque cinq cent mille salariés victimes et du chômage partiel et des tergiversations prolongées des pouvoirs publics et de leurs employeurs ont peut-être une chance d'être un peu mieux indemnisés à partir de mois prochains. Le C.N.P.F. vient de proposer aux syndicats de signer un protocole d'accord portant de 3 F à 3,50 F la part de l'indemnité horaire payée par l'employeur en cas de réduction de la durée du travail au-dessous de quarante heures par semaine ; la signature de ce texte entraînerait d'office une augmentation de l'indemnité mensuelle de 2,50 F au lieu de 2,10 F, ce qui permettrait aux salariés concernés de toucher désormais 8 F par heure non travaillée, soit 12 % de plus qu'actuellement.

Les syndicats ont rarement l'habitude de refuser une amélioration de la situation matérielle de leurs mandataires, même lorsqu'ils la jugent insuffisante. Cette fois, plus que jamais, il faut bien reconnaître pourtant que le compte n'y est pas : comment admettre que des salariés qui continuent à travailler touchent moins que des chômeurs, financés pour raisons économiques, et dont le revenu antérieur est garanti à 90 % jusqu'à un an ? Comment surtout expliquer qu'après quatre mois d'échanges de balles entre le C.N.P.F. et le gouvernement, la revivification enfin proposée ne permette même pas d'atteindre le SMIC (5,95 F) ?

Le gouvernement, qui avait déjà clairement mesuré son alibi lors de l'accord du 14 octobre sur le chômage total, se montre cette fois encore tout aussi laide. Quant aux entreprises qui sont contraintes de recourir aux réductions d'heures, elles invoquent, non sans quelques raisons, leurs difficultés économiques pour justifier tout effort supplémentaire. En fait, la situation n'est déjà plus tenable : ou le gouvernement décide rapidement de bonner de l'oxygène aux secteurs économiques menacés de lente asphyxie ou il accepte de négocier avec le patronat et les syndicats une relance complète du financement des aides au chômage.

Un système de protection sociale, construit en période de croissance économique accélérée pour supporter des difficultés sectorielles et passagères d'adaptation de l'appareil de production, ne peut résister à une crise qui touche profondément l'économie tout entière.

DEUX PAYS ÉPARGNÉS PAR LA RÉCESSION DANS L'AUTOMOBILE : U.R.S.S., BRÉSIL

(Lire page 22)

LIP UN AN APRÈS

Des premiers succès à confirmer

LE 11 mars 1974, l'usine Lip de Palerme ouvrait ses portes après un conflit qui avait duré dix mois. « Camarades, Lip vit ! » s'écriait un délégué C.F.D.T. sous les acclamations des travailleurs venus accompagner les cent quarante premiers salariés réembauchés de l'entreprise.

Un an après, le président-directeur général de la Compagnie européenne d'horlogerie Lip, M. Claude Neuschwander, peut se targuer d'avoir gagné une première partie de son pari : tous les anciens ouvriers de Lip qui souhaitaient être réembauchés l'ont été et même avec trois semaines d'avance sur le calendrier établi par le protocole d'accord de Dolé. Reste à confirmer les premiers succès obtenus sur le plan industriel. Bien qu'optimiste, M. Neuschwander reconnaît que la partie n'est pas encore gagnée.

De notre envoyé spécial

ajoute la fabrication de boîtiers (2 millions en 1975), de mouvements, de montres pour tableaux de bord de voitures (le chiffre de 100 000 pourrait être dépassé dès cette année grâce à l'obtention de nouveaux contrats). Seul événement imprévisible, le chiffre d'affaires avoisinerait 100 millions de francs (contre 20 millions en 1974) et les comptes seront équilibrés, après un déficit de 12 millions pour l'exercice écoulé (au lieu des 15 prévus initialement). Il n'y a pas de miracle. Pour obtenir ces résultats, le nouveau responsable de l'entreprise, M. Neuschwander, a dû appliquer des règles de gestion très strictes. Le poids, autrefois excessif du personnel administratif et d'encadrement, a été considérablement allégé et l'importance du personnel productif a été accrue. La distribution des salaires a été profondément modifiée, afin d'obtenir une plus grande efficacité et une meilleure rentabilité. Des machines neuves ont été achetées (pour environ 5 millions de francs), et d'importantes économies réalisées.

Quatre atouts

Pour gagner ce nouveau pari, M. Claude Neuschwander a décidé d'utiliser quatre grands atouts : les prix (il les maintiendra en 1975), l'esthétique (il torde de sérieux espoirs sur les nouvelles collections qu'il lance aujourd'hui), les six mille horloger-bijoutiers avec lesquels il s'est réconcilié (le Monde du 25 juin 1974) et qui sont le gage de la qualité des produits Lip, les exportations (cinq cent mille montres devaient être vendues à l'étranger en 1980). Son effort portera principalement sur les marchés des États-Unis et du Canada et secondairement sur ceux d'Afrique noire et d'Amérique du Sud.

En Europe, des filiales vont être montées, notamment en Belgique (une est déjà opérationnelle) et en Suisse. Pour accompagner cet effort, 5 % du chiffre d'affaires seront

consacrés dès cette année à la publicité. Le P.-D.G. de Lip ne cherche toutefois pas à sous-estimer les difficultés qu'il résistera à vaincre. L'entreprise est remise sur pied, mais elle n'est pas à l'abri d'un accident conjoncturel, tandis que la concurrence suisse et américaine est sévère : il est donc prématuré d'affirmer avec certitude que la société est définitivement sauvée. D'autant qu'à Besançon, des préventions subsistent : ni franco-comtois, ni horloger (bien qu'ingénieur de formation), le patron de Lip est jugé trop jeune par ses pairs pour être chef d'entreprise. Et par dessus le marché, il est de gauche.

Mais M. Neuschwander aime le combat. Il sait qu'il est condamné à la réussite.

ANDRÉ DESSOT.

Pour déjouer les pièges des chiffres, moyennes, sondages, indices...

L'information statistique

par Michel Lévy

Economie & Sociétés - 320 pages 45 F

AU SEUIL



Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

صكزامن الأصل

FAITS ET TENDANCES

Promouvoir l'interdépendance des industries

(Suite de la page 21.) Mais, outre que nous ne savons pas si ces avantages, liés essentiellement au faible niveau de vie, se maintiendront, des raisons nombreuses, sociales notamment, rendent impossible de sacrifier ces branches à court terme. Seuls les échanges économiques normaux faciliteront, s'il y a lieu, une mutation progressive. Sur le plan des mécanismes, qui sont à l'ordre du jour à la conférence de Lima, nous pouvons souhaiter l'établissement d'une concertation internationale, et d'une information, et ceci d'autant plus volontiers qu'elle mettrait en contact les agents économiques réels intéressés, y compris nos industriels. Mais nous ne pouvons pas vouloir des mécanismes administratifs et institutionnels lourds, contraignants, et qui, rapidement pollésés, n'organiseraient que des confrontations. Sur le plan de l'exécution, enfin, nous pouvons apporter au tiers-monde du savoir-faire, de la technique, et des capacités de management. Mais nous ne pouvons lui apporter que peu de capitaux, et nous ne pouvons pas nous dissimuler que ceux-ci s'engageront difficilement dans des conditions d'instabilité. Aussi le Comité français a-t-il souhaité des investissements sur une base bi ou trilatérale dans lesquels les pays eux-mêmes auraient des responsabilités et qui pourraient peut-être, par l'intermédiaire de banques régionales, mobiliser au profit du développement les capitaux actuellement disponibles dans le monde.

La position française

Les restrictions ci-dessus peuvent paraître, à certains, importantes. Elles le sont, en fait, beaucoup moins que celles d'autres pays, et la position française dans ce domaine est très ouverte. Reste à la faire passer dans les faits, en encourageant toutes les initiatives, publiques ou privées, qui iraient dans le sens du redéploiement envisagé. Les pays du tiers-monde, de leur côté, en diminuant l'agressivité de leurs nouveaux projets, en accordant plus d'importance à des objectifs sociaux internes,

en organisant et regroupant leurs marchés intérieurs, et en rendant plus crédible leur stabilité contractuelle, contribueraient puissamment à la création d'un état d'esprit favorable.

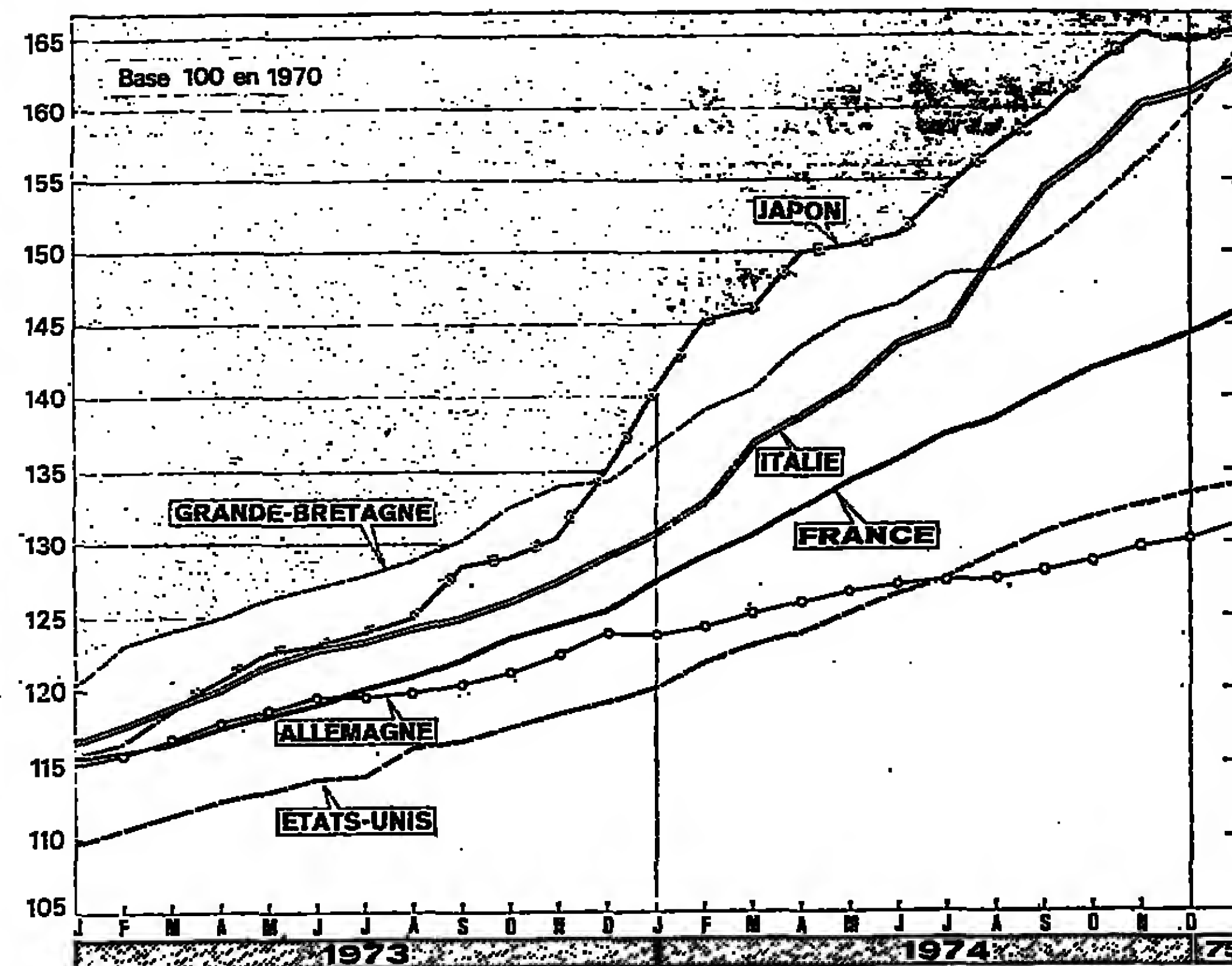
Tout cela n'a rien d'impossible. A une récente réunion de l'ONU, le délégué du Nigeria s'est exprimé en ces termes : « Tout en partageant l'idée populaire que les investisseurs, locaux ou étrangers, doivent pouvoir travailler librement, je pense que ces entrepreneurs devraient s'associer aux aspirations des peuples locaux ; que les facilités qui leur sont données pour s'établir ne devraient pas les transformer en autorités séparées, ni en institutions opposées au peuple ou à ses chefs. Ce qui est nécessaire, je crois, est une mutuelle compréhension, et le souci de prendre conscience d'une nouvelle situation, laquelle, bien comprise, bénéficiera aux divers groupes économiques du monde, développé ou non. » Rien de cela n'est inacceptable pour les investisseurs. Il serait dommage que des vues raisonnables de ce type soient noyées, au cours de débats publics, par des positions négatives, ou des déclarations irraisonnées et parfois hostiles. Espérons que la conférence de Lima, dont le tiers-monde attend beaucoup, saura éviter cet écueil.

MARCEL SALA.

PRIX : le ralentissement continue

La récession économique des pays industriels entraîne un ralentissement de l'inflation. Pour le deuxième mois consécutif, la hausse des prix à la consommation a été en moyenne inférieure à 1 % dans les pays membres de l'Organisation et de développement économique et de coopération (O.C.D.E.). Les résultats de janvier ont toutefois été, pour des motifs saisonniers (accroissement des tarifs publics et des loyers), dans la plupart des pays, moins favorables que ceux enregistrés en décembre. La hausse du coût de la vie — non corrigée des variations saisonnières — a été de 0,9 % en Allemagne fédérale (contre 0,3 % en décembre), de 1,1 % en France (0,8 %), de 1,6 % en Italie (0,8 %) et de 2,5 % en Grande-Bretagne (1,4 %).

La forte baisse de la production industrielle et de la demande globale, souligne l'O.C.D.E., ont provoqué au cours des derniers mois, un ralentissement de la hausse, voire parfois une baisse, des prix de gros dans un grand nombre de pays. Ce phénomène se répercute maintenant au stade du détail au Canada, au Japon et en France, comme c'était déjà le cas en



Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse. Aux Etats-Unis, les prix de gros ont, pour le troisième mois consécutif, diminué — de 0,8 % en février — après avoir baissé de 0,3 % en janvier et de 0,5 % en décembre. Un tel résultat n'avait pas été enregistré depuis 1967 et, en rythme annuel, la baisse trimestrielle représente 6,4 %. Ce résultat provient, en

fait, du seul secteur des prix agricoles qui ont diminué de 3,4 % en février contre 2,5 % en janvier et décembre. Les prix de gros industriels, qui constituent un meilleur critère de l'inflation, ont quant à eux augmenté de 0,5 % en janvier. Toutefois, leur rythme annuel de hausse est de 6 % contre 12 % pendant le dernier trimestre de 1974.

Abandonner le modèle occidental de consommation

(Suite de la page 21.)

Les circonstances nouvelles favorisent peut-être ce désengagement si, comme nous le pensons, la crise, amorcée depuis quelques années avec l'effondrement du système monétaire de

Bretton-Woods, devenue indiscutable depuis que la stagnation s'est généralisée au monde développé, annonce la fin d'une époque, celle de l'expansion inégale des vingt-cinq dernières années (1). C'est là la seule issue humaine. Elle n'est malheureusement pas la seule possible, et c'est pourquoi les intellectuels engagés du tiers-monde, ceux qui refusent d'être des « intellectuels-compradore », s'estiment responsables de militer en sa faveur.

La « crise pétrolière », qui s'est greffée sur la crise générale du système, a été l'objet de discussions approfondies du Forum. Cette crise a certainement révélé la fragilité d'une expansion fondée pendant des décennies sur le pillage de ressources non renouvelables. Mais elle a aussi révélé qu'il est, hélas, plus facile de l'admettre théoriquement que d'accepter sa remise en cause effective.

Sans doute la victoire des pays de l'OPEP a-t-elle été saluée à Karachi comme celle du tiers-monde dans son ensemble. Le souhait vif que cette victoire soit renforcée par d'autres, analogues, dominant à la C.N.U.C.E.D., une vigoureuse qu'elle n'est pas parvenue à avoir jusqu'ici.

Peut-être, épanchés par l'OPEP, les producteurs de matières premières et de produits agricoles tropicaux trouveront-ils des moyens dont vingt ans de négociations sans succès avaient fait oublier la possibilité. Cependant, cette première victoire inquiète l'Occident égoliste, et les menaces d'agression des Etats-Unis — qu'il s'agisse de menaces sérieuses ou de chantage — ont pour objet évident le maintien du statu quo. C'est donc là une seconde issue possible que l'on n'hésitera pas à qualifier d'imperialiste.

Des illusions dangereuses

Il nous a paru encore nécessaire de rappeler que les espoirs que les « nouveaux riches » pourraient nourrir de s'intégrer au monde développé en partenaires égaux, en oubliant leurs frères infortunés, ne peuvent alimenter que des illusions dangereuses. On ne peut gérer ces immenses fortunes en « bon père de famille », soucieux avant tout d'en garantir l'intérêt pour les générations futures ; car il n'y a aucune garantie que l'Occident accepte d'être envahi par les capitaux pétroliers. Ces moyens financiers peuvent-ils être mis à la disposition d'un développement autonome du tiers-monde ? Le Forum a exprimé ce souhait.

La substitution de l'aide des pays pétroliers à celle de l'Occident ne favorise « respectables », direct ou par le moyen de la Banque mondiale et des autres institutions contrôlées par les Etats-Unis ne répond pas à la question, puisque c'est le contenu même du développement que cette aide a épaulé qui est remis en cause. Le repli égoliste sur soi-même, l'accélération d'une industrialisation qui, dans ce cadre étroit, devrait se fonder sur l'importation massive des technologies et s'inscrire dans une nouvelle division internationale du travail, toujours inégale, même si elle est renouvelée, ne constituent pas une réponse meilleure, bien que cela constitue évidemment une troisième issue possible que nous avons qualifiée d'illusoire, parce

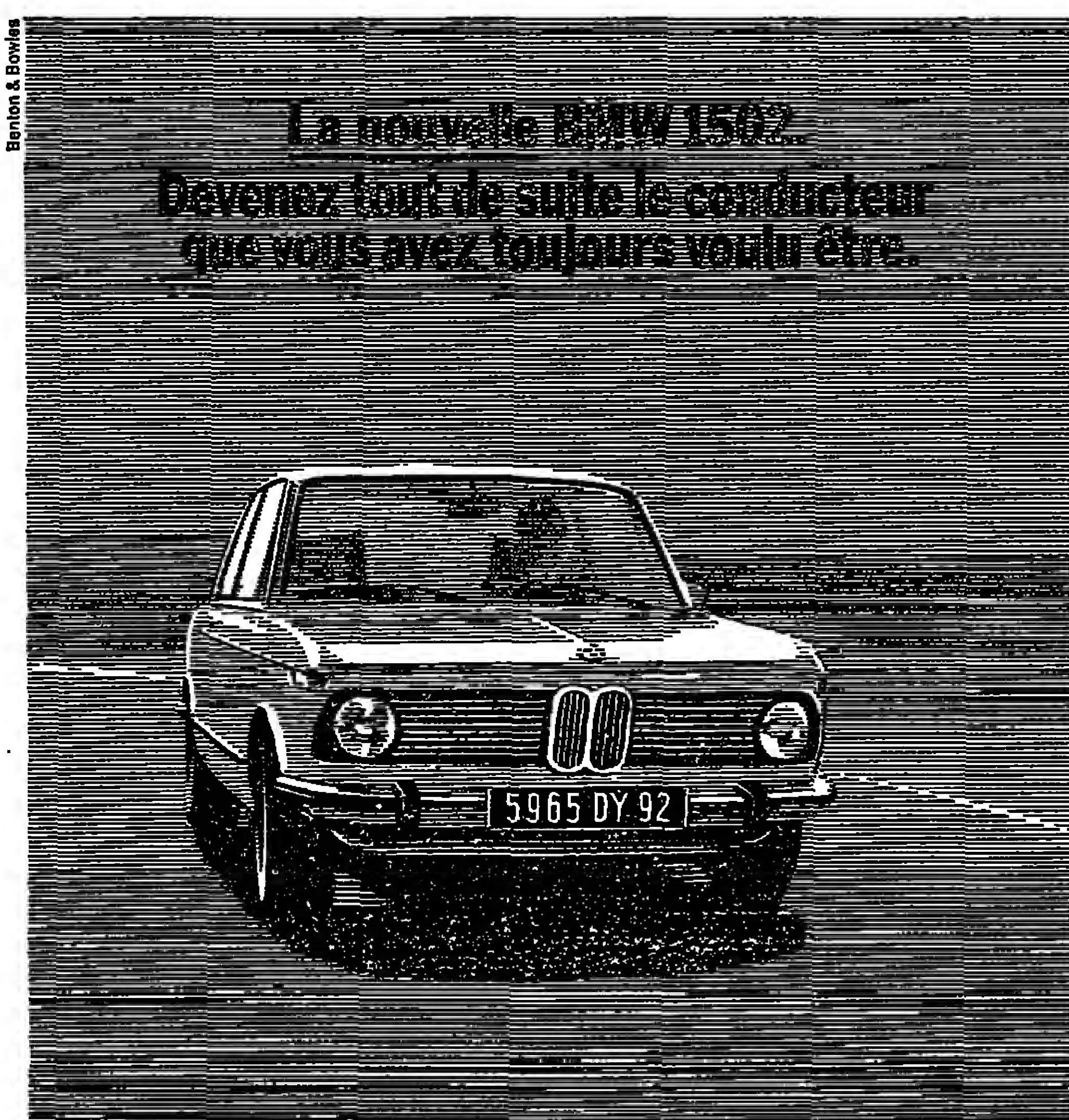
qu'en définitive elle ne peut servir que des minorités sociales d'un très petit nombre de pays.

C'est à partir de cette plate-forme que s'est constitué le Forum, association internationale privée d'intellectuels du tiers-monde. C'est là une plate-forme qui n'est nullement « tiers-mondiste » au sens péjoratif du terme, mais qui refuse tout autant l'occidentalisme que l'histoire qui, renforcée par un égolisme à courte vue, empêche de comprendre que l'ordre international actuel doit être condamné.

La création du club de Rome avait été l'expression de la création d'une « élite » fortement épaulée par l'establishment américain en réponse à la prise de conscience des absurdités du système par les travailleurs du monde développé. Mais cette réaction a été totalement occidentaliste ; elle s'est préoccupée avant tout des menaces que comportait pour les super-consummateurs l'extension du modèle occidental promu aux peuples des trois continents. Par contre, le Forum est animé d'une générosité universelle, qui respecte la diversité, bien plus la souhaite. Il s'adresse donc aussi aux intellectuels de l'Occident, particulièrement à la gauche européenne et française, pour les inviter au débat fraternel sur l'avenir de notre planète, sans préjugés, convaincu que la convergence des stratégies des peuples de l'Occident et de ceux du Sud peut seule garantir une issue humaine à la crise de notre temps.

SAMIR AMIN.

(1) Une interprétation globale de cette crise est proposée au lecteur par l'auteur de cet article, en association avec quelques amis : S. Amin, A. Patra, M. Hussein et G. Moustaki, La Crise de l'impérialisme, Editions de Minuit, 1972.

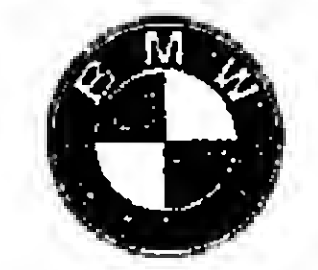


La 1502, dernière-née des BMW 2 portes compactes, s'adresse à tous ceux qui se sentent proches de l'esprit BMW. Et qui n'étaient retenus que par des considérations financières. La 1502 est une vraie BMW, une voiture unique où toutes les techniques sont intégrées pour offrir au conducteur exigeant sécurité, confort, vivacité hors du commun. Ainsi sur la BMW 1502, vous bénéficiez, d'origine, de la sécurité du pare-brise en verre feuilleté et des 2 circuits de freinage totalement séparés et doublés. Le confort et la tenue de route de la fa-

meuse suspension BMW à 4 roues indépendantes. Le moteur 1573 cm³ lui permet de rouler à l'essence ordinaire, tout en développant 75 CV DIN à 5800 tr/mn. Seule différence le prix: 23 900 F. C'est aujourd'hui un peu plus facile de se mettre au volant d'une BMW BMW 1502, une première grande voiture qui vous mènera loin.

BMW Import S.A. 116, av. Aristide-Brand, 92220 Bagneux.

*Prix TVAC, au 17.275, plus frais de préparation et de transport.



BMW. Le plaisir de conduire.

(PUBLICITE) VERS LA TRANSFORMATION DE L'ECONOMIE NATIONALE DU NIGERIA lancement du troisième plan Une erreur s'est glissée dans la page publiée dans notre supplément EUROPA du 4 mars 1975 : les sommes ont, en effet, été publiées en livres alors qu'il s'agit en réalité de la monnaie du Nigeria, le Naira, qui vaut environ 7,71 F.

R.S.S. : l'éveil... FAIS EPARGNES PAR LA... (Large advertisement area on the right side of the page, partially obscured by a dark area at the top right.)

صك: احن الاصل

En Chine, une nouvelle morale industrielle ?

DANS les entreprises visitées (Pékin, Sian, Changchow, Changhaï, Canton), la proportion de « cadres » est de l'ordre de 10 %. C'est un chiffre d'autant plus faible que les Chinois comprennent sous ce terme tous les « non-productifs » : les cadres proprement dits, les employés, jusqu'aux enseignants des écoles annexes et aux infirmiers des dispensaires. Précisons que ne sont pas compris dans les statistiques les contremaîtres, pour la bonne raison qu'ils ont été supprimés au cours de la révolution culturelle.

Cette réduction des « bureaucrates » concerne aussi l'organisation du travail. Les effectifs des bureaux d'études, de préparation du travail, etc., paraissent spectaculaires à l'observateur occidental. Onze techniciens dans le bureau de « technologie et production » pour une usine de bonneterie de mille six cents personnes ; une dizaine dans le « bureau de conception » pour la zone n° 5 du port de Changhaï (trois mille deux cents personnes). Ce n'est qu'à l'usine d'équipements lourds de Canton que les chiffres se rapprochent des normes occidentales : plus de cent techniciens, sur un effectif de cinq mille cinq cents, pour

Maitre de conférences à l'Ecole polytechnique et à l'université Paris-Nord, M. Maurice de Montmolin nous livre, à son retour de Chine,

ses impressions sur l'organisation et les conditions de travail dans les entreprises. Il souligne la lutte permanente contre la bureaucratie.

les « services techniques ». L'explication de cette différence réside évidemment dans le fait que cette entreprise ne fabrique guère que des prototypes. Qui donc organise le travail, si les cadres sont si peu nombreux ? Une constatation d'abord : en fait, le travail est peu organisé. La part d'improvisation, de « débrouillardise », est importante à tous les niveaux. Corrélativement, les contrôles sont faibles. La doctrine officielle est qu'il faut faire confiance aux « masses » (terme qui signifie en fait « non-dirigeants »), à leur conscience politique, fortement stimulée d'ailleurs par une formation idéologique permanente. « Placer la politique au poste de commandement », cela signifie en l'occurrence que l'on s'interdit de doubler la formation politique par une préparation du travail minutieuse qui ne laisserait plus de place qu'à l'exécution passive.

livrée si possible en pièces détachées et montée avec la collaboration de ceux-là mêmes qui auront à s'en servir, et non par une équipe spécialisée de mécaniciens. Par ailleurs, l'apparente surabondance des effectifs dans les ateliers s'explique mieux lorsqu'on sait que sous les cadres viennent travailler deux jours par semaine en moyenne dans les ateliers, et que les collégiens du quartier qui vien-

ment se familiariser avec la vie industrielle peuvent être par moments très nombreux. Ainsi, dans l'usine d'émaillage de Sian, ils étaient cent cinquante, pour un effectif d'un millier d'employés. Dans l'usine d'équipements textiles de Chengchow (cinq mille deux cents employés), ils sont toujours au minimum deux cents, avec des pointes de huit cents. C'est là un autre aspect de la lutte contre la séparation intellectuels-manuels.

Le travail en miettes

Si les cadences paraissent faibles, et si les ouvriers semblent en général assez décontractés, il faut reconnaître, en revanche, que l'organisation des postes de travail ne brille pas par son modernisme. Le travail est bien souvent en miettes. Les équipements de sécurité sont quasiment inexistantes. C'est une surprise, et peut-être une déception, pour le spécialiste occidental férù d'ergonomie, d'éclairage et de job design que de découvrir que ces préoccupations semblent absentes des entreprises chinoises. Même la simple rotation des postes est très peu pratiquée. Le seul élément positif à ce point de vue est l'existence d'importants stocks tampons entre les postes en chaîne, qui permettent une grande liberté individuelle de cadences.

L'explication tient encore, probablement, dans la volonté de « mettre la politique au poste de commandement ». Le plus important est la conscience politique de l'ouvrier. Le plus urgent est l'établissement de nouveaux rapports de production, le partage des pouvoirs de direction, la lutte contre la bureaucratie. Les Chinois d'aujourd'hui ne sont décidément pas tayloriens, en ce sens qu'ils ne jugent pas que certains doivent concevoir, et d'autres exécuter. L'organisation des postes de travail n'est pas une affaire de spécialistes, c'est l'affaire des ouvriers eux-mêmes dans l'atelier. Or il se trouve que, actuellement tout au moins, les ouvriers ne semblent pas se préoccuper excessivement de cet aspect de leur travail.

Nous n'avons pas trouvé trace, dans aucune des usines visitées, des primes qui, avant la révolution culturelle, constituaient les « stimulants matériels », classiquement destinés à encourager le zèle individuel des ouvriers. Toutes les rémunérations sont mensuelles et invariables d'un mois sur l'autre. Ceci est considéré comme une victoire contre la ligne « révisionniste » et « économiste » de Lin Shao-chi (2).

Des temps, cependant, sont partout définis, et figurent sur divers documents utilisés par les ouvriers, assez peu nombreux il est vrai. Mais ces temps diffèrent singulièrement des temps issus de nos bureaux des méthodes. Ils ne résultent pas d'un chronométrage, puisque ce dernier a été banni des usines au cours de la révolution culturelle. Ils sont issus d'une estimation du bureau technique, généralement par analogie avec les temps antérieurement pratiqués. Cette estimation est ensuite discutée aux niveaux de l'atelier et de l'équipe, éventuellement modifiée (dans les deux sens) puis finalement acceptée, après ces allers et retours « consultation-mobilisation », par l'équipe et les cadres de l'atelier. La détermination des normes de travail constitue en fait la phase finale d'un processus plus vaste de discussion du plan de production, à tous les niveaux (3).

L'accord se fait d'autant plus facilement qu'il s'agit d'une sorte de contrat moral, et non d'une norme dont dépendront les rémunérations ultérieures. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de trouver sur les documents des temps très « arrondis ».

Le temps est beaucoup plus une unité de compte de la production qu'une mesure précise des durées de fabrication.

Que se passe-t-il lorsqu'un ouvrier ou une équipe n'arrive cependant pas à accomplir le plan, ou lorsqu'il se trouve systématiquement à la traîne ? Les réponses données dans ce cas font toujours référence à un effort d'analyse politique collective, appuyé de l'aide technique qu'apportent les camarades. Ce rôle de l'entraide, de l'échange d'expériences, est souvent mis au crédit de la révolution culturelle. Il s'inscrit dans la ligne du combat contre l'individualisme. Questionnés pour savoir si un ouvrier plus rapide que les autres était mieux payé, et inversement, les dirigeants de l'usine d'émaillage de Sian

Révolution et production

L'industrie chinoise réussira-t-elle le pari de concilier révolution et production ? Le combat permanent contre la bureaucratie, les exhortations constantes à transformer les mentalités, la conviction que la conscience professionnelle procède de la conscience politique permettront-ils d'obtenir que soit respecté l'impératif « quantité, rapidité, qualité, économie », surtout affiché ? Peut-on sans aucune contradiction être « expert et rouge » ? C'est là un débat fondamental, qui était au cœur de la révolution culturelle, et qui sous-entend encore aujourd'hui la campagne contre Lin Piao et Confucius. Celle-ci ne semble pas encore, si l'on en croit les experts sinologues, avoir nettement choisi entre la normalisation et la relance.

Pour y voir plus clair dans ce problème, il faudrait savoir ce qui se passe réellement au cours des discussions qui rassemblent, deux ou trois fois par semaine, les membres des équipes de production (4). C'est là que sont proposés et critiqués toutes les décisions pratiques concernant la vie de l'usine, celle à la lumière des classiques du marxisme et de la pensée « maoïste ». Dans quelle mesure y a-t-il participation, conviction, rituel, passivité, voire contrainte ? Dans quelle mesure cette démocratie industrielle se ramène-t-elle à une morale industrielle, avec tous les risques de dogmatisme que cela comporte ? Nous ne pouvons évidemment pas répondre à ces questions, et encore moins prévoir l'avenir. Il nous semble cependant avoir décelé, au plan modeste de l'organisation du travail, quelques indices significatifs d'une conception réellement nouvelle de la division du travail et des rapports sociaux dans l'entreprise industrielle.

MAURICE DE MONTMOLIN.

(1) Il existe d'autres sortes de « triple union », notamment celle qui réunit une fonction « marketing » industrielle : le groupe alors cadres administratifs, techniciens de fabrication et utilisateurs de produits, c'est-à-dire.

(2) D'après Alain Bonc (Le Monde du 12 janvier 1974), la question ne se pose pas encore partout définitivement tranchée. Voir aussi Gilbert Etienne, La Voie chinoise, P.U.F., 1974, p. 141.

(3) Sur la procédure générale de détermination du plan, voir les études de Jacques Attali, Le Monde, 15 mai 1972.

(4) Il faut aussi ne pas oublier les « réunions » des usines de managers, dont le rôle dans la formation idéologique est important.

La « triple union »

Il est un domaine, cependant, où les fonctions d'organisation sont définies d'une manière relativement précise et hautement originale : c'est celui de l'innovation technique. Lorsqu'il s'agit de mettre au point un produit nouveau, ou une machine nouvelle, ou plus simplement d'apporter une modification de quelque importance, on crée un groupe de « triple union », constitué de techniciens, de cadres administratifs et d'ouvriers qualifiés (des « vétérans »), proposés par les « masses » et confirmés par les « instances supérieures ». La « triple union » est dirigée par un technicien, et les vétérans en constituent en général la moitié. Quelques exemples : la mise au point d'une petite repasseuse automatique et la modification d'un équipement de teinture de coton pour l'adapter au nylon dans une usine de bonneterie ; une chaîne de transfert, un nouveau moteur dans une usine de moteurs Diesel ; une nouvelle grue au port de Changhaï.

Tous les membres du groupe sont détachés provisoirement de leurs emplois habituels, auxquels ils retourneront une fois l'opération terminée, à moins qu'ils ne soient affectés (c'est le cas surtout pour les ouvriers) à la conduite du nouvel équipement, ce qui leur permet d'en connaître parfaitement le fonctionnement et d'en assurer eux-mêmes l'entretien. La « triple union » joue ainsi un rôle important dans la formation des ouvriers (1).

« Compter sur ses propres forces » est nécessaire, mais il faut aussi, si l'on veut

suivre les directives du Président, « travailler dur ». Qu'en est-il de la productivité dans les entreprises chinoises, et quelles sont les conditions de travail ?

L'impression dominante est que la productivité des hommes est faible. En revanche, celle des équipements paraît moyenne, voire satisfaisante (on travaille souvent en 3x8 ou 3x8, même si la technologie n'y oblige pas). On rencontre toujours beaucoup de monde dans les ateliers (un peu moins dans le textile), et le rythme de travail n'y semble jamais très intensif. A ce point de vue, l'industrie chinoise apparaît assez loin des normes des pays industriels modernes.

Cependant, cette remarque générale appelle quelques commentaires. La semaine est de six jours (quarante-cinq heures par semaine, en général), et il n'y a pas de vacances, si ce n'est quelques congés pour convenances familiales. Le degré de mécanisation, et plus encore d'automatisation, est encore faible. Les directions des usines en conviennent volontiers, mais semblent décidées à ne progresser dans cette voie qu'au même pas que la formation technique des ouvriers, qui est moins aisée que l'acquisition d'une machine moderne.

On retrouve ici le souci constant de ne pas créer de différences trop importantes entre la complexité des équipements et les compétences de leurs servants. C'est pour cette même raison que lorsqu'une machine est achetée à l'étranger elle est

LEURS

Joseph Klatzmann

NOURRIR DEUX MILLIARDS D'HOMMES

UN grand livre, celui qu'il fallait et sans doute le meilleur en toute langue, de parution récente, sur le sujet. Il est bien connu ce sujet, mais en raison même de son immense portée et des incertitudes de la science, sur de nombreux points, il est la victime de passions obscurcissantes.

Tout est ici passé minutieusement en revue, sans « emballement » : progression des besoins, insuffisances alimentaires présentes, menaces sur le futur, possibilités. Dans tous ces domaines dominent le « pulsivement raisonnable » et le souci non de satisfaire, mais d'éclairer le lecteur.

Réagissant contre tous les excès, Klatzmann parcourt inlassablement le champ ; le monde entier défie sous nos yeux, « révolution verte », heurs et malheurs du barrage d'Assouan, puissance et risque du D.D.T., etc.

Le contraste entre surmûris et sous-nourris sur la planète est bien connu, mais des illusions sont favorisées par la méconnaissance entre diététiciens sur les normes alimentaires vitales en protéines (les écarts vont parfois presque du simple au double).

Combien de mal-nourris dans le monde ? Selon les données de base, les nombres s'échelonnent entre 400 millions et 2 milliards.

Que la progression de la production agricole ait été, ces dix dernières années, insuffisante n'est pas en question, mais, contrairement aux préjugements, aucune corrélation négative n'apparaît dans les pays peu développés, entre l'accroissement de la population et celui de la production agricole par habitant.

Combien la Terre peut-elle nourrir d'hommes ? Tous les facteurs d'amélioration sont passés au crible, y compris l'aquaculture et l'agriculture biologique ou sans terre, en particulier les possibilités de la culture de levures sur paraffine (vulgairement et improprement « bléack de pétrole »). Loin des mille-croix 150 milliards d'hommes de Colin Clark ou des 50 milliards de R. Revella, l'auteur montre, avec la dose nécessaire d'aide et de prudence que 10 milliards pourraient (pourrait-il) être bien nourris, au prix d'un effort qui est malheureusement loin d'être en vue.

Dans une optique un peu trop résolument mondiale, bien n'échappe à l'investigation, notamment pas un facteur peu connu : l'extension des terres soustraites à la culture (villes, usines, routes, aéroports, etc.), qui pourrait, en trente ans, atteindre 3 à 4 millions de kilomètres carrés, soit la moitié du gain possible de façon absolue et à un coût élevé.

Un livre qui éclaire, instruit et, il faut l'espérer, persuade.

* Paris, 1974, P.U.F., collection « SUP », Le géographe, 288 pages, 37 F.

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Laurent Laot

LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN QUESTION

Si l'a beaucoup été écrit sur la crise du capitalisme, sur l'essor imprévu de l'après-guerre et les critiques contre l'après-guerre et les critiques contre l'après-guerre et les critiques contre l'après-guerre, ce fut bien rarement avec la clarté de ce petit ouvrage, qui peut être cité en modèle.

Non-recherche immodérée de l'originalité, non-recours à l'abstrait pour paraître plus élevé, non-emploi d'anathèmes pour soulager sa conscience et commuer dans l'amertume, non-désir de publicité personnelle : voilà des qualités rares, qu'il faut placer à un haut niveau.

Ouvrage de vulgarisation, dira-t-on, mais sans nuance préjorative, ouvrage de diffusion plutôt. A la présentation du passé et du présent, dans un style soutenu et sans emphase, succèdent une série de questions sur le devenir.

Etonné, jusque-là, de n'avoir pas vu d'allusion au problème social, se demandant si cette omission ne cache pas, comme en tant de cas, une approbation tacite du système, le lecteur est éclairé amplement, par la suite. Sans la logomachie usuelle, sans les formules, machines à ne pas penser, le jeune Breton pose, en termes clairs, la question du régime, sans dissimuler les difficultés de changement et sans recourir aux exorcismes libéraux.

Sans doute, sur les causes de l'inégalité dans le monde, trouvons-nous les préjugés courants. Le seul fait que les maux dénoncés, chez les riches comme chez les pauvres, n'en persistent pas moins suffirait déjà à mettre en garde contre le simplisme. Mais l'ensemble peut être torrement recommandé à ceux (aux jeunes notamment) qui veulent, sans efforts démesurés, accéder aux problèmes de notre temps. La rareté de tels ouvrages est, à la fois, un sujet d'étonnement et une explication de nos troubles.

* Paris, 1974, Les Editions ouvrières, collection « Comprendre pour agir », 192 pages, 18 F.

Sadok Sahli

et Abdelhamid Bouraoui

L'OPINION PUBLIQUE ET LES PROBLEMES DEMOGRAPHIQUES

LES remarquables progrès du Centre d'études et de recherches économiques et sociales à Tunis se traduisent, cette fois, par une enquête d'opinion sur la population tunisienne et les questions la concernant, aussi remarquable par la sûreté de la méthode que par l'intérêt de ses résultats.

Les questions de fait donnent de fortes divergences très instructives : si, par exemple, le nombre des Tunisiens est assez bien connu, celui des Tunisiens à l'étranger est fortement sous-estimé (quarante-quatre

mille au lieu de deux cent cinquante mille). L'opinion a conscience de la grande importance des questions démographiques et de l'existence du surpeuplement.

En termes de niveau de vie, les Tunisiens, qui se trouvent au cinquième, à peine, des Français, sont, dans l'ensemble, plus satisfaits et, contrairement à ce qu'on croit, en plus forte proportion, que leur niveau de vie a augmenté et qu'il augmentera.

Sur le plan démographique, une quasi-unanimité (93 %) trouve trop élevé le nombre des naissances ; forte majorité pour une diminution de leur nombre et en faveur d'un accroissement du nombre des Tunisiens à l'étranger.

Conscience est prise également de l'importance de l'instruction. Une remarquable réussite, qui souligne la maturation d'une population longtemps non consciente d'elle-même et plutôt plus au courant de sa situation que la population française.

* Tunis, 1974, Centre d'études et de recherches économiques et sociales, 116 pages.

Jacques Henripin

et Evelynne Lapierre-Adamczyk

Avec la collaboration de Patrick Festy

LA FIN DE LA REVANCHE DES BERCEAUX QU'EN PENSENT LES QUEBÉCOISES ?

La chute de la natalité qui, pendant deux siècles, avait sauvé la collectivité française du Canada à tout remis en question. L'égalité de fécondité entre francophones et anglophones se traduit, en effet, par une perte progressive pour les premiers, sous la double influence de la masse et de la hiérarchie sociale. Le nombre et l'argent sont, pour une fois, du même côté.

Entreprise par le maître Jacques Henripin, chef de file de l'école démographique de Montréal, cette étude est assise sur un sondage auprès de mille sept cent quarante-cinq ans Québécoises, mariées et de moins de soixante-cinq ans. C'est un modèle du genre, tant pour la rédaction des questions que pour l'analyse des réponses : attitudes à l'égard des enfants (annoncés clairs et ingénieux), circonstances entourant leur venue, aspirations concernant leurs études, etc. Bien que l'échantillon soit un peu mince pour certaines répartitions (par exemple, attitudes « très favorables », selon la génération et la profession du mari), l'ensemble est puissamment instructif, en particulier le niveau de vie selon le nombre d'enfants et le travail de la femme, l'influence déclinante du niveau d'instruction, les allègements possibles de la charge des parents (allocations familiales en tête, quoi qu'on en dise).

L'effritement dû à la phagocytose et à l'immigration étant ostensiblement entre quinze mille et trente

mille par an, il faudrait, pour le compenser, une fréquence de fécondité, entre francophones et autres, supérieure de plus de 20 %. Les femmes d'aujourd'hui ayant renié l'attitude de leurs mères et de leurs grand-mères, verra-t-on leurs filles et leurs petites-filles réagir quelque peu dans l'autre sens ? L'enjeu est considérable.

A l'agrément de goûter une excellente présentation s'ajoute celui de voir le nom de Patrick Festy, l'un des tout meilleurs parmi les jeunes démographes français.

* Montréal, 1974, Les Presses de l'université de Montréal, Centre de diffusion de livres universitaires de langues française, Faculté, 11, r. de Sévres, 104 p., 5 F.

Jacques Riboud

UNE MONNAIE POUR L'EUROPE L'EUROSTABLE

EUROPE et monnaie stable, voilà deux rêves disons deux objectifs, dont l'un, et au moins, pourrait être atteint, nous montre le célèbre monétariste bâtisseur de métal.

L'or étant fini (« un merveilleux métal, un merveilleux étalon ») et le dollar refusé, il faut autre chose : une monnaie (de compte, bien entendu) qui remplisse trois conditions. L'eurostable, c'est son nom, comblera le panier de devises et l'indexation, l'ensemble faisant un plateau. Il s'agira d'un ensemble de devises initialement dans des proportions déterminées ; mais la quantité d'unités monétaires de chaque pays sera augmentée selon les variations de l'indice des prix à la consommation. Chaque fraction conservant aussi son pouvoir d'achat, le total le conservera aussi.

Cette monnaie internationale, créée par une institution centrale européenne, ne prétend remplacer aucune monnaie nationale ; elle s'ajoute à elles, tout en étant soustraite aux vicissitudes du marché. Entre elle et les monnaies nationales, il y aura des taux de conversion, quasi automatiques.

Cette monnaie sera-t-elle désirée ? (c'est la deuxième condition). Elle sera, semble-t-il, vivement recherchée, puisque la constance du pouvoir d'achat est, en tous pays européens, un scribouille au-dessus des financiers, et de ce fait, un objectif hors de portée.

La difficulté semble dès lors résider dans la perfection même, disons la pureté. Il s'agit seulement de savoir dans quelles conditions et limites pourra être obtenu et gardé ce précieux tallman non fondé. Et précisément, une excellente analyse de l'inflation, en début d'ouvrage, nous dit bien que les victimes sont ceux « qui ont fourni des produits et du travail et qui, en échange, n'ont reçu que des signes ». S'il devient possible à un national d'acquiescer à cet incommensurable eurostable, l'Etat ne va-t-il pas perdre les sommes considérables qu'il gagne à la dépréciation des signes ? C'est l'obstacle à toute indexation.

* Paris, 1973, Editions de la Revue politique et parlementaire, Diffusion Armand Colin, 238 p., 34 F.

ale industrielle ?

une désorganisation et les tensions...

Revolution et production

Main body of text on the left side of the page, partially obscured by noise.

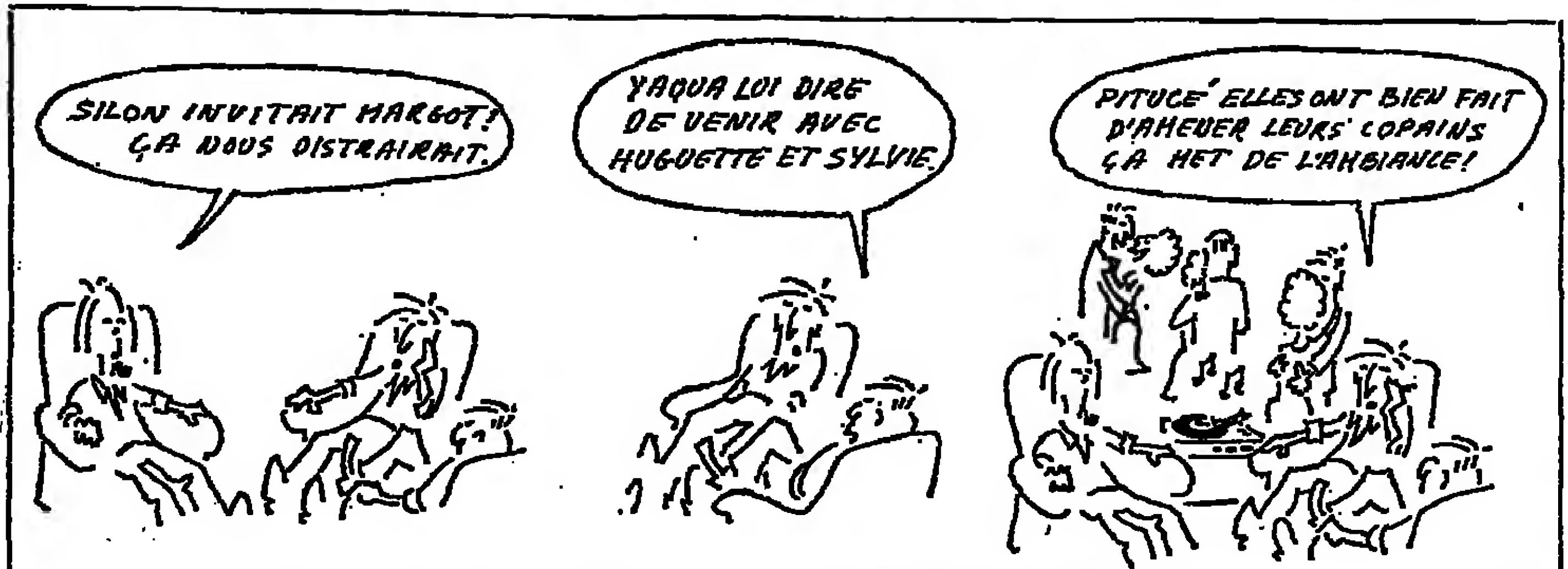
LECTURE

Main body of text on the left side of the page, partially obscured by noise.

AUJOURD'HUI

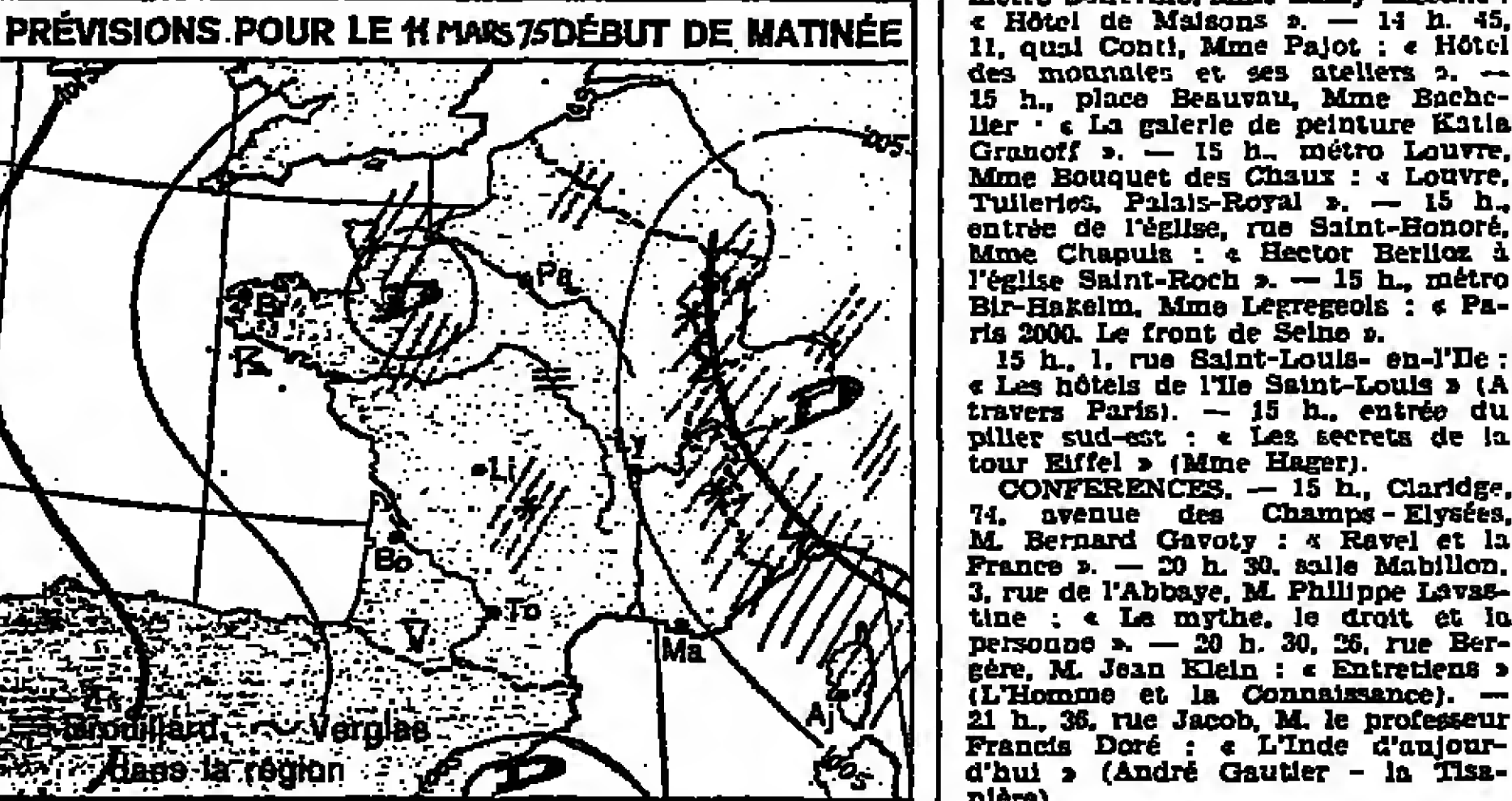
CARNET

SILON, YAQUA et PITUCÉ DE GUY BÉART DESSINS DE KONK



MÉTÉOROLOGIE Journal officiel

Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 mars à 6 heures et le mardi 11 mars à 24 heures...



MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid and clues in French.

Documentation

LES PUBLICATIONS DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE. La direction de la Documentation française a publié les textes suivants...

Le Monde Service des Abonnements. 5, rue des Italiens 75117 PARIS - CEDEX 09

A L'HOTEL DROUOT. MARDI. Expositions, ventes, and other events.

Naissances. Le docteur et Mme Patrick Bloch, sont heureux de vous annoncer la naissance de leur fille...

Mariages. M. et Mme Roger Metallier-Cailford sont heureux de faire part du mariage de leur fille...

Décès. Nous apprenons la mort du général Jean QUICZ...

Albert Michallon. Nous apprenons le décès de M. Albert MICHALLON, ancien maire de Grenoble...

Anniversaires. Il y a un an disparaissait M. MICHEL CHROIST...

Messes. Au jour anniversaire de la disparition de notre cher défunt...

Remerciements. Mme Boyl Carré, ses fils, ses filles et Mme Arlette Carré...

Remerciements. Mme Ernest-Pierre Massé, ses enfants et petits-enfants...

Remerciements. M. Paul Morand, de l'Académie française...

Remerciements. Mme Christiane Kolb, sa femme, M. et Mme François Kolb...

Remerciements. M. et Mme Jean Kolb et leurs enfants...

Remerciements. Mme Marcelle Viard, tous les parents et alliés...

Remerciements. Bitler Lemon, de SCHWEPPE, L'autre SCHWEPPE.

Handwritten text in a box at the bottom right of the page.

صكنا من الأصل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Opéra, 20 h. : Don Giovanni (gala).
Comédie-Française, 20 h. 30 : L'Idiot.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Ensemble instrumental de France.

Salle Gaveau, 20 h. 30 : Rama Lell-mane, violon (Nardini, Bach, Vjguy, Szymanczewsky).
Théâtre Bastien, 20 h. 30 : Trio de France (Betzhoven, Ravel).
La Vieille Héritière, 21 h. : Les Dillettantes (musique baroque).

Le jazz
Théâtre Montferrat, 20 h. 30 : Ozone.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Martin.
Carly, Robin Barry Dransfield.

La danse
Espace Cardin, 21 h. : Elle lui dit dans l'île, par l'Atelier chorégraphique Serge Keutou.

Les exclusivités
AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (A.I.L. v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (103-28-19) ; U.G.C. - Marbeuf, 5 (225-47-19).

LES ANTOINES (Fr.) : Studio Alpha, 5 (103-28-47).
BETTY BOOP, SCANDALE DES ANNEES 30 (A. v.o.) : Cinéchoce Saint-Germain, 6 (103-21-82).

LES ANTOINES (Fr.) : Studio Alpha, 5 (103-28-47).
BETTY BOOP, SCANDALE DES ANNEES 30 (A. v.o.) : Cinéchoce Saint-Germain, 6 (103-21-82).

LES ANTOINES (Fr.) : Studio Alpha, 5 (103-28-47).
BETTY BOOP, SCANDALE DES ANNEES 30 (A. v.o.) : Cinéchoce Saint-Germain, 6 (103-21-82).

Lundi 10 mars
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(Du 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

LES FILMS MARQUÉS (*) SONT INTERDITS AUX MOINS DE TRENTE ANS (**) AUX MOINS DE DIX-HUIT ANS.

LES FILMS MARQUÉS (*) SONT INTERDITS AUX MOINS DE TRENTE ANS (**) AUX MOINS DE DIX-HUIT ANS.

LES FILMS MARQUÉS (*) SONT INTERDITS AUX MOINS DE TRENTE ANS (**) AUX MOINS DE DIX-HUIT ANS.

LES FILMS MARQUÉS (*) SONT INTERDITS AUX MOINS DE TRENTE ANS (**) AUX MOINS DE DIX-HUIT ANS.

LES FILMS MARQUÉS (*) SONT INTERDITS AUX MOINS DE TRENTE ANS (**) AUX MOINS DE DIX-HUIT ANS.

LES FILMS MARQUÉS (*) SONT INTERDITS AUX MOINS DE TRENTE ANS (**) AUX MOINS DE DIX-HUIT ANS.

Les films nouveaux

LES BIJOUX DE FAMILLE, film français de J.-C. Lauenro, avec P. Brion (**), Paramount-Elysées, 5 (103-28-34), Marbeuf, 5 (225-47-19), Studio des Ursulines, 5 (103-28-19), U.G.C. - Marbeuf, 5 (225-47-19).

UN JOUR LA FÊTE (Fr.) : U.G.C. - Marbeuf, 5 (225-47-19).

UN JOUR LA FÊTE (Fr.) : U.G.C. - Marbeuf, 5 (225-47-19).
UNE SAISON DANS LA VIE D'EMMANUEL (Fr.) : le Seina, 5 (325-92-45).
WANDA (A.) v.o. : Saint-André-des-Arts, 6 (323-48-18).

Les grandes reprises

CRIS ET CHUCHOTEMENTS (Suéd. v.o.) : Champollion, 5 (103-21-80).
LES DAMES (It.-All. v.o.) : Saint-Jacques, 15 (224-14-03).
2001 ODISSEES DE L'ESPACE (A. v.o.) : Studio de la Chapelle, 5 (325-78-37).
HAROLD ET MAUDE (A. v.o.) : Luxembourg, 5 (103-27-77) ; Elysées-Paris, 15 (224-14-03).
LES LOIS DE L'HOSPITALITÉ (A. v.o.) : Studio de la Harpe, 5 (103-34-83).
LE MESSAGE (A. v.o.) : Sévres-Duroc, 7 (724-82-82).

Les festivals

S. PÉCUNIFAS ET H. HAYKE — v.o. Studio Patassa, 5 (225-58-00) ; Seuls les anges ont des ailes.

WESTERN PARADE — v.o. Artistes

Voltaire, 11* (700-19-15) ; Willy Boy.

L. BERGMAN — v.o. Acadia, 17*

17* (704-51-50), 13 h. 30 : l'Évadé de la prison de Saint-Michel ; 16 h. 15 : la Passion ; 20 h. 10 : le Lion ; 22 h. 10 : l'Heure du loup.

P. PASOLINI — v.o. Boite à films

17* (704-51-50), 13 h. 30 : l'Évadé de la prison de Saint-Michel ; 16 h. 15 : la Passion ; 20 h. 10 : le Lion ; 22 h. 10 : l'Heure du loup.

VIE ET LUTTE DES TRAVAILLEURS

INDIENS — (Fr.-Alg. v.o.) : 11* (700-19-15) ; 13 h. 30 : l'Évadé de la prison de Saint-Michel ; 16 h. 15 : la Passion ; 20 h. 10 : le Lion ; 22 h. 10 : l'Heure du loup.

A. BITCHCOCK — v.o. Action

Christina, 5 (225-45-78) ; 3* Amalia di Capriocorne.

HOMMAGE AUX GRANDS CINÉMA

TES ITALIENS — v.o. Domicile, 7* (51-04-35) ; Main basse sur la ville — New-Yorker, 5 (770-51-40) ; Bonco et ses frères.

JEUNE CINÉMA QUÉBÉCOIS

André-Bélisle, 13* (337-74-39) ; Le Mort du dimanche.

E. FOGART — v.o. Action

Lafayette, 5 (778-80-30) ; Key Largo.

CLASSIQUES DU CINÉMA AMÉRI

CAN. — v.o. Mac-Mahon, 7* (380-34-81) ; le Secret derrière la porte.



le Mâle du Siècle
LE NOUVEAU FILM DE CLAUDE BERRI
Un film qui m'a fait hurler de rire!

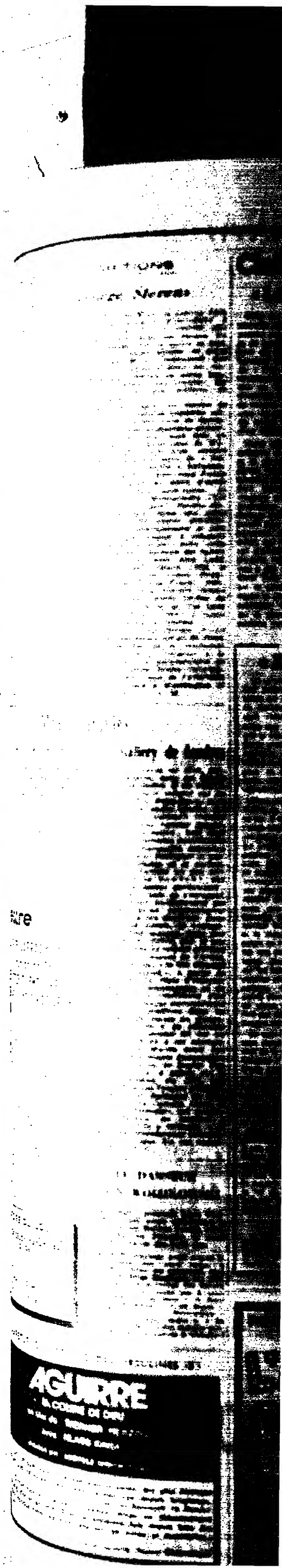
A New York il y a Woody Allen, Mel Brooks, Philip Roth.
En France il y a Claude Berri dont l'œuvre va du "VIEIL HOMME ET L'ENFANT" à ce "MÂLE DU SIÈCLE" en passant par "LE PISTONNÉ", "LE CINÉMA DE PAPA", "MAZELTOV" et "SEX SHOP."
"Berri c'est le Pagnol du Sentier"

un suspense géant, de l'érotisme, de l'humour, un portrait tendre et féroce de l'homme d'aujourd'hui.



REMO FORLANI

Interdit aux moins de 18 ans



AGURRI
LA CUVÉE DE 1974
UN VIN D'ÉLITE

ARTS ET SPECTACLES

TROIS DISPARITIONS

Le cinéaste George Stevens

Le cinéaste américain George Stevens est mort le samedi 8 mars d'une crise cardiaque à l'hôpital de Lancaster (Californie). Il était âgé de soixante-dix ans.

Né à Oakland le 8 décembre 1904, George Stevens avait débuté sur les planches à l'âge de six ans dans la troupe de son père. Il vint à Hollywood en 1923 : il travailla comme opérateur de prises de vues et gagna avec le producteur des films de Laurel et Hardy, Hal Roach. A l'avènement du parlant il passe aux studios R.K.O. où il devient le premier metteur en scène de la compagnie. Il dirige successivement Katharine Hepburn (Alice Adams, Quality Street), Fred Astaire et Ginger Rogers (Swing Time), Astaire dans Rogers (Diamonds are a Girl's Best Friend), Rogers sans Astaire (Vivacious Lady). Avec Leo McCarey, il est un des réalisateurs les plus importants de la comédie américaine. En 1939, il tourne Gunga Din, d'après Kipling, superproduction maison dans la lignée des Trois lanciers du Bengale.

La guerre venue, il poursuit chez Columbia sa carrière de metteur en scène de comédies avec des distributions éblouissantes comme la Justice des hommes (1942) et Plus on est de fous (1943) ; il dirige pour M.G.M. le classique la Femme de l'année (1942, avec Spencer Tracy et Katharine Hepburn). Il est nommé directeur de la National Gallery de Londres en 1943, mais en 1945 il retourne aux États-Unis où il tourne des films sur les camps de concentration nazis. La guerre finie, il crée avec Frank Capra

et William Wyler la Liberty Film qui se propose d'introduire à Hollywood un autre cinéma, plus en rapport avec son époque. Un seul grand film en naîtra en 1946, les Plus belles années de notre vie, de Wyler, cependant que Stevens retourne dans les studios pour mettre en scène Ten-Dresse (avec Irene Dunne), qui fait pleurer des millions de spectateurs.

En 1951, après un silence de cinq ans, débute la troisième carrière de Stevens, celle de spécialiste des superproductions aujourd'hui à la mode, mais avec un message. Avec celui de William Wyler, son nom devient synonyme d'une sorte de tradition de la qualité à hollywoodienne. Son premier coup d'essai est Une place au soleil, d'après U. G. et le tragédie américaine, de Dreiser, avec Montgomery Clift et Elizabeth Taylor ; Stevens établit son style, filme une scène sous tous les angles possibles, les plus grands succès de sa carrière au montage, auquel il consacre six mois. Suivront dans cette même veine : l'Homme des vallées perdues (1961) avec Alan Ladd, Jean Arthur, Géant (1956, le dernier film de James Dean), le Journal d'Anne Frank (1959). La plus grande histoire jamais contée (1965). Après l'échec de ce dernier film et de The Only Game in Town (1969), il quitte définitivement le cinéma.

Son fils George Stevens Jr, s'il n'a pas lui-même dirigé de films, a su profiter de la renommée paternelle pour s'imposer à la télévision et au cinéma. Il a dirigé le service documentaire de l'Armée où il tourne des films sur la guerre, et crée avec Frank Capra

Martin Davies

ancien directeur de la National Gallery de Londres

Sir Martin Davies, ancien directeur de la National Gallery, vient de mourir à Londres. Il était âgé de soixante-sept ans.

Sir Martin Davies avait quitté à la fin de sa vie la direction de la National Gallery de Londres. Ce savant typiquement britannique, lauréat de la médaille de la Royal Society, avait mérité une attention particulière, en raison de la révolution qu'il a opérée dans le style des catalogues. Attaché de longue heure aux collections de la Galerie

nationale, il veilla sur elles, pendant la guerre, dans les dépôts du Pays de Galles. Il en résulta, en 1945, un petit volume sur les « primitifs italiens », suivi en 1951 d'un autre volume sur les « primitifs italiens » (réédité en 1961), d'une rigueur inhabituelle dans la notice ; tout était ramené aux données fondamentales avec une remarquable économie de termes, pour distinguer le possible, le probable et le certain. Quel ouvrage de référence, surtout quand on donne souvent à ces volumes, la règle d'indiquer en détail les provenances et de mentionner les répétitions s'est imposées. Le brasseur accablé de données positives dans les catalogues de musée ou d'exposition, que l'on a pu constater à partir des années 60, est en grande partie dû à cet exemple. En 1971, Sir Martin avait fait faire par son musée l'acquisition d'un Saint Yves, de Rogier Van der Weyden et il publia sur le grand Flamand, en 1973, une monographie, où l'œuvre probable, soigneusement distinguée de celle de son maître Campin (ainsi le maître de Flémalle), est proprement délimitée, en laissant à d'autres — s'ils y tiennent — la charge de l'interprétation historique. Un cas remarquable. — A. C.

LE DANSEUR LÉON WOJZIKOWSKI

Le danseur polonais Léon Wojzowski, qui avait appartenu à la troupe des Ballets russes, vient de mourir en Pologne. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Léon Wojzowski avait étudié la danse dans son pays natal à Varsovie, et avait été remarqué, tout jeune, par Serge Diaghilev. En 1913, il se joignit à la troupe des Ballets russes, où il ne tarda pas à tenir les premiers rôles dans la Belle au Bois dormant, et les Noces, et le Prince Igor, et Petrouchka, et l'Après-midi d'un faune, et les Mariages, etc. Il avait ensuite dirigé une école de ballets à Cologne.

ORATOIRE DU LOUVRE
147, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})
PASSION SELON SAINT JEAN
J.-S. Bach
Soli, orchestre
Maîtrise de l'Oratoire
Direction : H. HORNUNG
Mardi 18 mars
Prix : 20-25-20 F. Étud. et J.M.F. 12 F.
Loc. Barand, Libr. Protest. Oratoire.

MARBEUF (8^e) - STUDIO DES URSLINES (5^e)
AGUIRRE
LA COLÈRE DE DIEU
un film de WERNER HERZOG
avec KLAUS KINSKI
distribué par MICHELE DIMITRI FILMS
Un film admirable, l'un des plus intenses, des plus étranges et des plus envoûtants que nous ayons vu depuis longtemps.
Jean de Brancaccio (le Monde).
Chaque plan est un choc, chaque image un éblouissement de sang, d'or et de vert. Pour la première fois depuis bien des années quelque chose de très rare sur un écran se matérialise : le génie.
Michel Grisolis (Nouvel Observateur).

Cinéma

« Le Flambeur », de Karel Reisz

Seize ans après son célèbre documentaire *Nous, sous de Lambert*, portrait d'un groupe de jeunes gens et de jeunes filles du quartier populaire de Lambert, le cinéaste britannique Karel Reisz (co-fondateur de « Free Cinema » avec Lindsay Anderson dans les années 50, metteur en scène de *Samedi soir, dimanche matin et de Morgan*) vient de tourner son premier film américain, et peut-être son meilleur film de fiction à ce jour, *Le Flambeur* (The Gambler).

Reisz reçoit il y a quatre ans un scénario original d'Amérique, l'aima et le travailla avec son auteur, James Toback, au cours de quatre semaines particulièrement nourries de trois semaines chacune. Toback, vingt-six ans, natif de New-York et professeur de littérature au City College comme le héros du film, puisait pour un large part dans ses souvenirs personnels, décrivait un milieu qui lui était familier, s'inspirait d'éléments en partie autobiographiques, même si le film achevé n'a rien à voir avec un autobiographique. Karel Reisz décida de tout centrer sur le personnage principal, voulut tracer le portrait contradictoire d'un aventurier moderne américain pour qui la passion du jeu n'est qu'un exutoire parmi d'autres possibles.

« ZORRO »

Le spectacle est dans la salle. Les enfants abolissent la distance qui les sépare de l'écran. Ils réclament Zorro, l'applaudissent, l'interpellent, se rassurent entre eux quand il disparaît et que le méchant capitaine Stanley Baker prétend l'avoir tué. « Il se cache », « Il va revenir », « Le voir », « Nous sommes à Guigou », et ces dialogues improvisés constituent le sel de la représentation.

C'est contre la tyrannie, pour l'ordre et la justice, que Zorro se bat. Il est le bandit bien-aimé, l'ange tutélaire, l'invisible héros (mi-poux chevalier, mi-karatéka), qui protège les opprimés et fait palpiter le cœur des jeunes filles. Alain Delon est entré en scène dans le rôle de Zorro, et le spectacle mythique créé, en 1920, par Douglas Fairbanks. Il s'est réservé d'ailleurs à double face : sous une (d'effrayante) perruque blanche, il feint d'être un gouverneur féroce ; sous le sombrero et le masque noir de Zorro, il surgit de l'ombre, s'envole dans les airs (leçon apprise à Hongkong), dessine des Z vengeurs sur les faces des pleutres et la poitrine des intriguants, dispense, cultive, ridiculise ses adversaires (sans jamais les tuer), et, au terme d'un duel homérique, fuit par désarçonné la Nouvelle-Aragon de son despote.

Le seul inconnu que le valeureux Delon ne parvienne pas à tirer de la mêlée est le scénariste. Indigent il est, indigent il reste. D'une consternante sottise hors des scènes d'action. Il faut bien dire également que le film est atrocement doublé, et que la mise en scène de Duccio Tessari ne brille ni par son originalité ni par son rythme.

Bref, c'est plutôt un brouet cinématographique que l'on offre à nos chers petits. Mais ils s'en fichent pas mal. Ils n'ont d'autres que pour Zorro et se régalent de ses exploits. Leur seul regret (de ce que j'ai entendu) est que la fin de l'histoire l'infortuné justicier n'épouse pas la jolie demoiselle (Ottavia Piccolo).

J. B.
* Rex Saint-Michel, Sympa-Cinéma, Normandie, H. et F. Paramount, Gobelin, Miramar, Milla, Magic-Convention, Napéon.

THEATRE DU SOLEIL
L'AGE D'OR

Musique

Milhaud et Jolivet aux semaines d'Orléans

L'ouverture de la Maison de la culture au Carré Saint-Vincent devrait permettre aux Semaines de musique contemporaine d'Orléans, qui en sont à leur septième année, de s'épanouir dans un climat favorable. Dimanche M.C.O. met à l'honneur de lumière, égayée par une belle exposition sur le cirque qui avait attiré beaucoup de familles, concerts de musique contemporaine de Paris et de la Paquette d'Orléans sous la direction de Konstantin Simonovitch dans le très beau théâtre. L'autre dédié à Milhaud et Jolivet dans la curieuse salle hexagonale où l'on se sent comme à l'intérieur d'une pagode chinoise.

et un éclat rayeur par Jacqueline Mejeane.
L'hommage rendu à Darius Milhaud, en présence de sa femme Madeleine, était particulièrement émouvant avec Aïssa (1913), cet étonnant cycle pour chant et piano, trop peu connu, où le compositeur, en même temps poète et stratège d'émotion contenue, de l'héroïne d'André Gide dans la Porte étroite. Ce récitait dans le style de Milhaud, et Jolivet comme le regret de cette polytête intérieure auquel le chant refuse ses droits. Irène Jaraly et Jacqueline Mejeane y assignaient à une concentration expressive, admirable.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaine concert les 14 (Service sacré de Milhaud), 15 (trio France Pierre), 16 (Le guitariste W. Hellermann), et 17 mars (orchestre de chambre de Rouen) en des lieux divers. Exposition de partitions de musique contemporaine (à la M.C.O.) et des livres et documents relatifs à la musique contemporaine à la Bibliothèque municipale.

Pianos et clavecins au conservatoire de Pantin

Les Pantinois ont pu contempler ces jours-ci vingt superbes instruments symbolisant cinq siècles de musique et de civilisation. C'est de l'Imperial Bösendorfer, le plus grand piano du monde. Une excellente présentation et des visites guidées, réunissant des professeurs de nombreux collèges, mettaient en évidence l'intérêt et les qualités de ces témoins d'une ligne d'évolution plus riche qu'on ne le croit en général. On a pu notamment par des Brard de 1812 et 1830, un Broadwood de 1830, un Playel de 1880, un piano mécanique qui faisait jouer Claude Debussy lui-même l'une de ses œuvres, ainsi deux pianos en tiers en ensembles de ton concert par Juan Carrillo.

de l'enseignement : pas de solfège au départ, un contact direct avec la musique et les instruments, l'enseignement de la corporelle et de techniques vivantes se rapprochant de l'improvisation. Ouvert depuis trois ans, soutenu uniquement par la municipalité, le conservatoire compte dix classes d'instruments réunissant deux cents élèves, et un studio de musique électro-acoustique ; il exerce une importante activité d'animation dans la population comme dans les écoles, donne aussi des concerts réguliers de musique contemporaine. Une expérience à suivre.
J. L.

LES DÉCORS DE « DON GIOVANNI »

Le manque de place ne nous a pas permis de faire allusion aux décors de Don Giovanni à l'Opéra de Montecarlo (9 mars), dans la Tante Ultrasouffrante. Pas plus que la mise en scène éblouissante de ce parais-sent à la hauteur de l'exceptionnelle interprétation musicale. Puisque drame il y a, tout se passe dans une nuit éclairée de violents projecteurs ; puisque Espagne il y a, on a mis des grilles partout. Des espèces de peupliers, qui semblent faits avec des débris d'automobiles, de boîtes de conserve broyées, venaient avec une fontaine ouvragée à la mode romantique. Au fond de la scène, un énorme congélateur abstrait, comme un tronçon de plomb fondu, d'ailleurs assez beau, symbolise Séville ; l'ombre immense du Commandeur (dont la statue à départ, on ne sait pourquoi, du cinéaste) s'y projettera au dernier moment avant que cette masse métallique s'avance pour englober Don Giovanni. Tout cela, comme les costumes souvent fort laids, est une opportunité douteuse. — J. L.

JEUNESSE

EXPOJEUNE : la foire à l'orientation

« Expo-Jeunes » a rassemblé, du 1^{er} au 9 mars, cent quatre-vingt exposants à l'annexe gare de la Bastille. Le nombre des stands s'est accru par rapport à 1974 dans tous les secteurs (enseignement, orientation, emploi, loisirs, vacances, santé, etc.) de l'enseignement privé.

Les réactions, à la sortie, sont contradictoires ; certains sont satisfaits, même s'ils n'ont pas toujours trouvé ce qu'ils cherchaient : « Je suis venu pour voir et je pouvais effectuer un stage en Angleterre », dit une lycéenne, « j'ai obtenu un stage en Espagne ». Par contre, les stands politiques étaient très bien ; on a longuement discuté. « Je n'ai pas eu le sentiment de perdre mon temps », dit une élève venue pour des activités sociales.

Pourquoi vient-on à Expo-Jeunes ? Par curiosité, pour trouver une formule de « voyage à bon marché », mais surtout pour trouver une orientation. (Je vais passer le baccalauréat et ne sais dans quelle voie m'engager.) Les professionnels les plus demandés sont ceux qui ont trait à la nature ou à la médecine. Les métiers manuels, représentés cette année par une consigne de Compagnie du devoir et un autre de la chambre des métiers de Paris — où de jeunes apprentis présentent au public leurs spécialités (métaux, bois, radio-électricité, prothèse dentaire, coiffure) — semblent avoir rencontré un certain succès.

Mais tous ne sont pas de cet avis. C'est un pot-pourri, dit un étudiant. L'impression qu'il y a de sa place à pouvoir, à la S.N.C.F. ou ailleurs, et les jeunes sont la marchandise.

LOUIS MARCÔRELLES.
* Franco-Spagna, Danton (v.o.), Les Enfants, Clichy-Pasla, Casavilla, Convention, Gaumont, Gaumont-Rive gauche (v.o.).

LE NOUVEAU CARRÉ
Silvia Morfont
11-12-14 mars à 21 h
DICK ANNAGARN
tél. 277.88.40

A Brest
UN « LIVRET DE MAJORITÉ » POUR LES JEUNES
(De notre correspondant)
Brest. — M. Eugène Berret, maire de Brest (Union centriste), a remis le 4 mars à un groupe de jeunes Brestois, réunis à l'Hôtel de Ville, les premiers « livrets de majorité » édités par la ville. M. Berret a indiqué que cette initiative visait à apporter à des citoyens jeunes une information complète sur leurs droits et leurs devoirs afin de les aider à exercer pleinement leurs responsabilités au sein de la cité.
Le livret sera adressé aux onze mille cinq cents jeunes de la ville inscrits sur les listes électorales. Les jeunes de vingt ans de Brest ont droit à des indications sur les différents modes de service, sur les circonscriptions administratives et les attributions de leurs agents respectifs (conseil municipal, conseil général, etc.), ainsi qu'un exposé sur le fonctionnement et le rôle de l'Assemblée nationale et du Sénat. Des précisions sont aussi données sur les déclarations et démarches pouvant être accomplies dans une mairie.

espagne ?
catalogne...
LLUIS LLACH
chante
la tristesse
la révolte
l'espoir de justice
et de liberté
AL OLYMPIA
BRUNO COMPTON
dimanche 16 mars à 19 heures
places 7 F. Étud. et Coll. 12 F.

Exposition 1975

صكنا من الأصل

DU 10 AU 16 MARS
AU PALAIS DES CONGRÈS

LE 17^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU SON

Le Festival du son est à la fois une exposition de matériel et un lieu de spectacle. La haute fidélité y règne en maîtresse, mais on y trouve aussi, bien qu'à un moindre degré, d'autres sources sonores. Cette année, par exemple, le visiteur pourra voir quelques instruments anciens provenant des collections du Musée du

conservatoire de la rue de Madrid : parmi des violes et des harpes, une flûte traversière en porcelaine de Saxe du dix-huitième siècle et un couple de patis cors du début du dix-neuvième siècle, en verre de Venise, délicatement coloré en blanc et bleu.

Comme d'habitude, la radio nationale soutient

énergiquement le Festival. Radio-France, qui prend la suite de l'O.R.T.F., est aussi fidèle à cette manifestation que l'Office de musique. Dans la « salle bleue » de huit cents places auront lieu plusieurs concerts de musique de chambre. La tribune des critiques de disques sera transmise en direct et il y aura chaque soir un concert de

jazz. Les représentants des radiodiffusions de quatorze pays viendront y présenter leurs meilleures réalisations stéréophoniques, et quelques fois tétraphoniques. Mais au-delà de cette animation musicale les visiteurs s'intéresseront surtout aux dernières nouveautés de matériels haute fidélité.

Une manifestation riche en enseignements pour un choix futur

L'ADJECTIF international dans l'intitulé officiel du Festival n'est pas là pour le prestige. C'est à une confrontation réellement internationale de matériels haute-fidélité que sont conviés les visiteurs. Sur les cent quatre vingt exposants, quarante-quatre seulement sont français. Les cent trente autres proviennent de quatorze pays étrangers. La comparaison des matériels ne se limitera d'ailleurs pas aux pays occidentaux, puisque

l'on pourra écouter des chaînes haute-fidélité provenant d'Allemagne de l'Est et de Hongrie. Les principaux pays exposants sont — outre la France — les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest. Vient ensuite la Suisse et l'Italie. En dehors d'eux, des pays comme la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Italie, la Norvège, la Suède, Taiwan présentent chacun quelques marques.

Le Festival du son a lieu tous les ans. Le progrès ne va pas à un rythme tel que les modèles se renouvellent si vite. On retrouvera donc au Festival du son 1975 un grand nombre d'appareils qui ont été présentés les années précédentes. Et cela est heureux, car un bon matériel doit avoir un niveau de qualité suffisant pour rester compétitif plusieurs années. Certains haut-parleurs ou amplificateurs tiennent le haut du pavé depuis plus d'une décennie.

Il ne convient cependant pas, au nom de la lenteur du progrès technique, de refuser au Festival son rythme annuel. Les visiteurs s'y pressent nombreux. L'an dernier, on a compté plus de cent mille entrées. Le succès commence d'ailleurs à poser des problèmes pratiques de plus en plus aigus. Apprécier une chaîne haute-fidélité demande du calme et de la pondération. Le voisinage de nombreux visiteurs n'est donc pas propice à ce type d'examen. Mais il n'y a pas à regretter le temps des premiers festivals où les amateurs pouvaient converser en amis avec des fabricants et des importateurs. Il faut simplement savoir qu'aujourd'hui il convient moins de vouloir aller au Festival du son pour choisir une chaîne haute-fidélité que pour repérer, parmi la grande variété des matériels présentés, ceux qui pourront intéresser. Munis de la précieuse documentation fournie par les exposants les visiteurs auront tout le loisir d'examiner plus tard, et au calme, les matériels qui auront été repérés pendant le Festival.

La principale nouveauté demeure la tétraphonie. Ce procédé, qui utilise quatre haut-parleurs, ou lieu de deux en stéréophonie, ou d'un seul en monophonie, s'imposera certainement un jour. C'est pourquoi on le retrouve chez plusieurs

constructeurs. Son emprise est cependant encore très limitée. Certes, la plupart des firmes de disques enregistrent aujourd'hui en tétraphonie, mais à partir de l'enregistrement tétraphonique elles fabriquent des disques stéréophoniques.

Les fabricants n'ont su se mettre d'accord sur un standard tétraphonique unique. Divers procédés se concurrencent sans pouvoir s'imposer. Aussi ne paraît-il pratique-

ment pas de disques tétraphoniques, et les radios ne diffusent toujours qu'en stéréophonie ou en monophonie. Alors pourquoi fabriquer des systèmes de lecture et de reproduction s'il n'y a rien à lire et à reproduire.

Cette situation risque de durer assez longtemps. Le passage du disque monophonique au disque stéréophonique s'est fait sans trop de difficulté, car il a été possible de trouver une méthode qui permettait l'inscription de deux signaux dans le même sillon. Par contre, il est extrêmement difficile, sinon impossible, d'inscrire quatre voies dans un seul sillon. D'où les tentatives de pseudo-tétraphonie où l'on tire quatre informations à partir de deux. D'autres préfèrent employer des sous-porteuses à haute fréquence qui exigent des lecteurs capables de lire des vibrations entre 20 000 et 40 000 périodes. Dans les deux cas, les résultats sont médiocres. Et les vrais amateurs ne s'y trompent pas : ils préfèrent une bonne stéréophonie à la mauvaise tétraphonie qu'on leur propose.

Dans l'état actuel des techniques, il ne semble pas possible de produire des disques tétraphoniques de bonne qualité. Du moins si l'on conserve le principe d'enregistrement analogique. Un codage digital des informations permettrait, peut-être, de résoudre le problème. Mais il faudrait alors un appareil de lecture (tourne-disque, tête de lecture et décodeur) entièrement différent de ceux qui sont utilisés aujourd'hui. D'où une incompatibilité totale entre les disques actuels et les disques tétraphoniques.

Une autre solution, qui peut être mise en place aujourd'hui, et qui est parfois employée, consiste à enregistrer les quatre voies de la tétraphonie sur bande magnétique. On obtient alors un résultat de qualité, mais qui a l'inconvénient de consommer une quantité de bande double de celle qui est nécessaire en stéréophonie.

La tétraphonie n'est, bien entendu, pas la seule nouveauté du Festival. De nombreux perfectionnements ont été faits dans tous les domaines : têtes de lecture, tables de lecture, bras de plus en plus perfectionnés, tuners à modulation de fréquence, microphones, platines de magnétophones, amplificateurs et pré-amplificateurs, enceintes acoustiques et casques. Il est difficile de discerner les orientations générales dans le progrès technologique concernant ces différents éléments. En électronique, le transistor règne en maître. Mais les circuits intégrés font une apparition qui n'est encore que timide. Les magnétophones se tournent de plus en plus vers la cassette, même si cette dernière ne fournit pas une qualité sonore égale à celle du ruban magnétique en bobine. Les enceintes acoustiques se perfectionnent, en utilisant des techniques d'asservissement. Les constructeurs utilisent de plus en plus les haut-parleurs en forme de dôme, ce qui permet de limiter certains effets de saturation. Les casques bénéficient de techniques qui les rendent de plus en plus légers. Certains, même se veulent adaptés, ce qui paraît aberrant, à la tétraphonie.

Enfin, il ne faut pas oublier le développement continu des matériels complets. Ces chaînes haute-fidélité bas-de-gamme, et qui sont, à la limite, des super-électrophones, correspondent, en effet, à une demande importante du public car leur prix est bas. Il ne faut pas en attendre des performances extraordinaires mais simplement une écoute de qualité honnête pour un bon rapport qualité-prix.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

SALON DE LA HAUTE-FIDÉLITÉ

Si vous avez envie d'acheter une chaîne haute-fidélité, vous pouvez aller au FESTIVAL INTERNATIONAL DU SON qui se tient actuellement à PARIS mais vous devez aussi rendre visite à ILLEL HI-FI CENTER. Vous serez reçu dans le calme par un technicien-conseil, avec l'amabilité nécessaire à l'étude de votre projet. Vous ferez la comparaison entre toutes les plus grandes marques présentes, sélectionnées à votre intention pour apporter dans votre foyer les joies de la musique de haute qualité. Cette chaîne sera installée entièrement par un technicien au son qui en obtiendra les meilleurs résultats. Il vous remettra alors votre carte de garantie et services à qui fera de vous un client privilégié ILLEL.

ILLEL HI-FI CENTER - 106-122, avenue Félix-Faure
75015 PARIS - Téléph. : 828-09-20

Deux Studios d'écoute et un banc d'essai permanent avec comparaison simultanée des magnétophones.

Au Festival du Son Dual répond à vos questions sur la Hi-Fi

Les techniciens-conseillers Dual vous accueillent au Festival du Son. Ils sont à votre disposition pour vous présenter en plus des nouveautés, l'ensemble de la gamme Dual (chaînes compactes, ensembles intégrés, platines, amplis, ampli-tuners, enceintes...). Ils vous en font apprécier les qualités en auditorium, où une démonstration particulière a lieu toutes les heures.

N'hésitez pas à leur poser vos questions : ils sont là, à votre service, pour vous répondre avec clarté et compétence.

Festival du Son - Du 11 au 16 Mars au Palais des Congrès, porte Maillot.

L'auditorium Dual est au 3^e niveau, tout près de la terrasse panoramique, 300 av. de la Grande-Armée.

Dual

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Le dix-septième Festival du son se tient du lundi 10 au dimanche 16 mars inclus, de 10 heures à 20 heures, au Palais des congrès de la Porte-Maillot. Entrée : 12 F. Étudiants : 10 F. — Lundi 10 mars, entrée réservée aux professionnels. — Vendredi 14 mars, à 20 h. 30 : France-Musique reçoit. — Samedi 15 mars, à partir de 20 h. 30 : Nuits du festival. — Journées d'étude : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 10 heures à 12 h. 15. — Métro : Porte-Maillot. — Autobus : 72, 82, P.C. — Parking 1 386 places.

le stéréo-club CIBOT vous compose les meilleures chaînes aux meilleurs prix

B & O 1700
ampli Beolab 1700 - 2 x 20 W
platine B & O 1203
enceintes B & O 1702
la chaîne complète 3950,00 F
ou 1^{er} versement 1250,00 F
+ 12 mensualités 282,00 F

Une solide équipe de techniciens du son à votre service
Un service après-vente rapide et sûr
Stock de pièces détachées unique en France - Catalogue gratuit
Haute Fidélité, télévision, magnétophones, radio
4 auditoriums
136, bd Diderot - 12, rue de Reully - 75012 PARIS
Tél. 346.63.76 - 346.63.88 - 346.69.66
C.C.P. 6978-89 - PARIS - Exp. province et étranger
Ouvert tous les jours 9 h - 12 h 30 - 14 h - 19 h - Nocturnes Marc. Vend. jusqu'à 22 h - M^e Reully-Diderot, Park. gratuit 33, r. de Reully

Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver : tél. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

L'Afrique Noire, c'est notre affaire.

40 vols hebdomadaires* à destination de 24 escales africaines.
Pour recevoir régulièrement l'horaire en cours des vols Air Afrique vers l'Afrique noire, adressez-vous à votre agent de voyage habituel.

Où demandez à votre secrétaire d'envoyer votre carte de visite à :
Air Afrique 104, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

AIR AFRIQUE

YAMAHA
REGISTERED

N° 1

de la technologie
mondiale
en haute fidélité
stand 518

RADIO-TÉLÉVISION

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 10 MARS

Le commissaire Marcel Leclercq répond aux questions de Pierre Desgrapes sur Europe 1 à 19 h. 30.

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, est invité de France-Inter à 19 h. 20.

« Les foyers dissociés » exposent leur point de vue en tribune libre sur FR 3 à 19 h. 40.

MARDI 11 MARS

« Le cinéma et la télévision sont-ils complémentaires ou ennemis ? » est le thème proposé à Daniel Ceccaldi, Costa-Gavras, François Arnoult et M. Larrivé, responsable des achats de films pour TF 1, par Radio-Montecarlo à 14 heures.

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste français et directeur de l'Humanité, participe au « bilan » dressé par Jacques Fauquet à propos de « culture populaire et culture bourgeoise » sur France-Culture à 15 heures.

« Les foyers dissociés » exposent leur point de vue en tribune libre sur FR 3 à 19 h. 40.

LETTRES

L'écrivain soviétique Vladimir Korotki a été élu, à sa demande, membre associé du Pen Club français, présidé par M. Pierre Emmanuel, de l'Académie française. Né en 1928, M. Vladimir Korotki, membre de l'Union des écrivains de l'U.R.S.S., réside à Moscou, où il publie deux recueils de poésie : le *Débarcadere*, en 1964, et *1969*, en 1967. D'autres de ses poèmes ont été publiés en Occident. Deux nouvelles, *Sans bras ni jambes*, et *Filles et Petites Danes*, sont parues récemment dans les revues en langue russe *Continent* et *Grany*.

PRESSE

La direction du « Parisien libéré » dénonce le refus obstiné de modifier quoi que ce soit opposé par le Syndicat du livre

Le conflit qui oppose, depuis une semaine, la direction du « Parisien libéré » — après la suppression de ses éditions régionales — au Syndicat du Livre (C.G.T.), a fait l'objet, vendredi 7 mars, d'un meeting rassemblant plus de 200 travailleurs du livre du groupe Amaury (« le Parisien libéré », « l'Equipe », « Carrefour », « Marie-Franco »).

Pour sa part, la direction du « Parisien libéré » — comme nous l'avons signalé (le Monde du 8-10 mars) — a pas pu imprimer un document intitulé : « Ce que nos lecteurs doivent savoir » ; elle en a fait tenir le texte à la presse.

Après avoir rappelé les positions prises par le comité inter-presse du Parisien libéré — qui se présente comme le « seul habitué à parler au nom des salariés » du quotidien, puisqu'il représente non seulement l'immense majorité du personnel [mais] qu'il est chargé de lutter résolument pour la sauvegarde des emplois, le document de la direction déclare :

« Nous avons publié en 1969 un dossier intitulé : « La presse parisienne écrasée », dans lequel étaient exposés dans le détail les conditions d'exploitation insupportables imposées dans leurs imprimeries aux quotidiens de Paris (...)

« Ce qui était difficilement supportable dans les périodes antérieures devenait, en conséquence, soudain tout à fait intolérable. Il ne s'agissait plus seulement de dépenses excessives dont le poids entravait le développement de l'entreprise ; il s'agissait maintenant d'un véritable déficit d'exploitation dû à des pratiques abusives (...)

C'est dans ces conditions qu'est intervenu l'accord du 20 novembre 1974 entre le Syndicat du Livre et la direction du Parisien libéré, aux termes duquel, rappelle cette dernière, « les ouvriers du livre et les entreprises concernées s'engagent à rechercher en commun des solutions de caractère pratique permettant au Parisien libéré de vivre dans des conditions normales sans que soient remises en cause les conventions collectives (...)

« Le débat soulignait expressément que la direction confirmait ce qu'elle avait toujours déclaré quant au respect de la conven-

Le projet d'Antenne 2

M. JEAN D'ARCY DIRIGERAIT LA MISE EN ŒUVRE DES « ÉMISSIONS DE SERVICE »

M. Marcel Julian, président d'Antenne 2, a confirmé le projet de diffusion d'émissions de service produites par des entreprises privées ou des administrations, en dehors des heures de programmes habituels (le Monde du 7 mars). La réalisation et l'exploitation de ces émissions spéciales seraient confiées à M. Jean d'Arcy, président de la société audiovisuelle Vidéo-cités, et ancien directeur de la télévision française, qui créerait à cet effet une société nouvelle, Vidéo-communication-service.

« L'insuffisance de l'entente budgétaire d'Antenne 2 », explique M. Marcel Julian, m'a obligé à rechercher des recettes nouvelles. Dès ma prise de fonction, le 6 janvier, j'ai fait mettre à l'étude un projet de création d'une télévision de services, dont les recettes devraient permettre à Antenne 2 d'équilibrer son budget.

Ce projet prévoit, a précisé M. Julian, le contrôle des émissions de service par la Régie française de publicité (qui assure l'absence de toute publicité commerciale) et le respect de la presse écrite (qui pourrait vérifier que les émissions de service ne risquent pas de porter atteinte aux recettes publicitaires de la presse).

Le conseil d'administration d'Antenne 2 a été saisi de ce projet dès sa première réunion, le 12 janvier et, après avoir apporté quelques modifications, l'a adopté à l'unanimité.

Le projet est actuellement soumis aux autorités de tutelle.

Grâce au nouvel émetteur de Roc-Tréduon

LES TROIS CHAINES DE TV « COUVRENT » LA BRETAGNE

Roc-Tréduon (Finistère). — Le nouvel émetteur de radiotélévision, qui permettra notamment aux habitants de l'extrême pointe de la Bretagne de recevoir désormais les images de la troisième chaîne, a été inauguré le vendredi 7 mars à 11 h. 50 très précises, lorsque M. Jean Arlin, président de T.D.F., a appuyé sur le bouton de commande, en présence du préfet du Finistère, et de M. Claude Contamine, président de FR 3.

L'ancien pylône, érigé dans le paysage des monts d'Arrée, avait été plastiqué en février 1974 par un commando du Front de libération de la Bretagne. La nouvelle antenne, qui mesure 210 mètres de haut (au lieu de 160 mètres précédemment) devrait en principe supprimer les zones d'ombre qui subsistent dans la région. Fonctionnant à mi-puissance (25 kW), l'émetteur permettra sa pleine capacité en juin prochain, ce qui permettra en outre la réception par tous les auditeurs de cette partie de la Bretagne, de la modulation de fréquence.

Le coût de l'opération — à l'exclusion des frais consécutifs à l'équipement de la troisième chaîne à 15 millions de francs S.A.T.S.A. d'un reliquat de l'O.R.T.F., à caractère nettement politique, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, acceptera-t-il de passer cette dette au chapitre budgétaire du service de liquidation de l'office ? L'affaire n'est pas encore encore tranchée. — C. D.

POLICE

LE CHEF DE LA BRIGADE ANTI-GANG REVENDIQUE LE « DROIT À L'ERREUR »

« Chaque fois qu'une affaire pourrait être interprétée comme un acte de sabotage, nous l'avons signalée. J'ai fait effectuer une enquête par l'inspection générale et chaque fois j'ai donné un avis favorable pour que la procédure disciplinaire soit rapidement engagée, et qu'elle donne lieu à des sanctions très sévères si les fautes le justifiaient », a déclaré M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, à l'hebdomadaire le Point, qui consacre cette semaine un dossier à la « mission impossible » de la police.

« La police doit, comme elle l'a fait, maintenir le risque d'interpellation, de les arrêter et au besoin de les poursuivre, dit encore le ministre, qui admet pourtant que la police doit évoluer : « A mon sens, l'évolution doit se faire d'abord en recherchant une amélioration intellectuelle et psychologique de la qualité des personnels. C'est pourquoi je me suis attaché à la question de la formation des policiers... »

Quant au commissaire principal Marcel Leclercq, qui est à la tête de la brigade de recherche et d'intervention (dite anti-gang), il définit son métier comme « le mariage de l'intelligence et de l'action ». Sur les « bavures », le commissaire précise : « C'est le danger de ces métiers d'action. On est obligé de réagir, et encore secondes. Il faut se montrer indulgent envers nous ; je revendique le droit à l'erreur. Mais il faut que les policiers sachent maîtriser ce temps, une minute juste, que l'on vit constamment nous rappeler la modération, cela nous incite à la réserve. »

Précision. — Le Syndicat parisien de banques C.F.D.T. et l'Union syndicale du crédit C.G.T. nous demandent de préciser, après le communiqué publié dans le Monde du 9-10 mars sur les attaques de banques : « L'intervention inopinée de la police en général (pas seulement de la brigade anti-gang) provoque des fusions et des prises d'otages. »

LES DERNIERS DES BOCHIMANS

Mille, il reste à peine mille Bochimans dans le Kélarhi, dernier refuge d'un peuple tenu pour le plus ancien de la planète avec les aborigènes d'Australie. C'est ce que nous ont dit, dimanche soir sur FR 3, Jean-Charles Lignel et Jacques Gontrand, les deux derniers survivants de ce peuple. Ils ont passé un mois avec une tribu, la tribu des Thoo, en Union sud-africaine. Ce chiffre choc — on en était resté à l'estimation de 100 — nous permet de mesurer l'urgence de leur situation. On les filme toujours — autre règle du genre — in vitro, en faisant abstraction de leurs réactions à l'équipe. Celle-ci, on la voit, on l'entend d'ici, en jeans et en tenue de safari : « Pousse-toi, tu es dans le champ ». Les « Bushmen » se sont montrés comédiens dociles et figurants placides. Excellente scène de chasse : une antilope tuée d'une flèche empoisonnée.

leur seul secret, c'est l'antidote à ce venin — dévotion croie en quelques heures par les trente membres de la communauté. Ils vivent en bandes, dont l'existence déjà précaire, est encore menacée par la concession de leur pauvre territoire (la superficie de la France) à des éleveurs de bétail et des foreurs de puits.

Combien seront-ils dans dix ans ? Comment conserver les derniers vestiges de la préhistoire ? Comment préserver —

LES PROGRAMMES

LUNDI 10 MARS

- CHAÎNE I : TF 1
 - 18 h. 20 Le fil des jours.
 - 18 h. 40 Pour les petits : « Pierrot ».
 - 18 h. 50 Pour les jeunes : « Les ans enfants ».
 - 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
 - 19 h. Pour les jeunes : « Télescope » et « La cuisine ».
 - 19 h. 40 Tribune libre : Les foyers dissociés.
 - 20 h. Emissions régionales.
 - 20 h. 30 « Les ans enfants » : « Angélique, marquise des anges », de B. Bordenie (1964), avec M. Mercier, R. Hoeslin, J. Rochefort, Cl. Giraud.
- FRANCE-CULTURE
 - 20 h. Festival de Berlin 1974 : Orchestre symphonique de Berlin, direction Zander, avec A. Silla, soprano ; « Adagio, extrait de la diatribe symphonique sous noshamme » (Mantel), « Cinq Lietsch, opus 4 » (Schubert), « Cinq pièces pour orchestre, opus 10 » (Debussy), « Trois pièces pour chœur et orchestre, extrait de Wozzeck » (A. Berlioz) ; 21 h. 30, Indicateur futur, par C. Dupont ; Les travaux du club de Dakar ; 22 h. 15, Blaise, par L. Sédou ; 22 h. 45, Bureau de poésie ; 23 h. 15, Livre parcours jazz.
- FRANCE-MUSIQUE
 - 20 h. 30 (S.). En direct de l'auditorium 104, Concert U.E.R., concours international de piano Maurice-Ravel ; interprétés par le 1^{er} et le 2^e prix ; « Pièces pour piano », interprétés par le 3^e et le 4^e prix ; 23 h. (S.), Musique d'aujourd'hui (N. Webern), « Trois pièces pour chœur et orchestre, extrait de Wozzeck » (A. Berlioz) ; 24 h. (S.), Météo canaville ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

MARDI 11 MARS

- CHAÎNE I : TF 1
 - 18 h. 20 Le fil des jours.
 - 18 h. 40 Pour les petits : « Pierrot ».
 - 18 h. 50 Pour les jeunes : « Les ans enfants ».
 - 19 h. 40 Une minute pour les femmes.
 - 19 h. 45 Feuilleton : « Aurore et Victorien », de G. Pal (1960), avec R. Taylor, Y. Mimieux.
 - 20 h. 35 Film : « La Machine à explorer le temps », de G. Pal (1960), avec R. Taylor, Y. Mimieux.
- CHAÎNE II (couleur) : A 2
 - 18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
 - 18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 19 h. 45 Feuilleton : « L'âge en fleur ».
 - 19 h. 55 Feuilleton : « Aurore et Victorien », de G. Pal (1960), avec R. Taylor, Y. Mimieux.
- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
 - 19 h. Pour les jeunes : « Télescope ».
 - 19 h. 40 Tribune libre : Les hommes divorcés.
 - 20 h. Connaissance : « La vie sauvage, d'Y. Topp, D. Durieux, Maurice, photos, clips de mer ».
 - 20 h. 30 Westerns, films policiers, aventures : « Will Penny le solitaire », de T. Craig (1967), avec Ch. Heston, J. Hackett, D. Pleasance.
- FRANCE-CULTURE
 - 20 h. Diapositives. Emission enregistrée en public, par P. Filieulin : Valence le cancer, avec le professeur Georges Mathé et Claude Lattane ; 21 h. 20, Atelier de création radiophonique : « Vram, vram », notes et sons ; 22 h. 10, Court-circuit : « Penam ».
- FRANCE-MUSIQUE
 - 20 h. 30 (S.). Soirée lyrique. Hommage à Ravel : « L'enfant et les sortilèges », avec F. Ouesse, J. Collard, M. Sénéchal ; « L'heure espagnole », avec J. Berté, J. Giraudou, M. Sénéchal, G. Bacquier, J. van Dam, Orchestre national, direction Marcel Schneider ; par J. Bakar, mezzo-soprano ; 22 h. 40 (S.), Concours international de piano ; 23 h. (S.), Musique d'aujourd'hui : « Sonata pour piano » (Bartók), par E. Woodward ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques : 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

AURORE ET VICTORIEN

C'est aussi un très beau roman de Maurice Toveas qu'il faut lire.

ALBIN MICHEL

INTERNATIONAL DU SO

mais pour un choix futur

MARQUE LA PLEINE EXPANSION

réseau-club CIBOT

avec les meilleures chaînes aux meilleurs prix

le Paris, Montparnasse.

tel 260.35.11.

notre affaire

AIR AFRIQUE

Le Monde réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réservée aux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande

5, rue des Italiens, 75221 PARIS cedex 09

MÊME SI VOUS SAVEZ Coudre et tricoter VOUS AVEZ LE DROIT D'ACHETER

100 IDEES

LE MAGAZINE DES BONNES IDEES FAIRE SOI-MÊME

سكزاجن الأصل

سكزامن الأصل

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	5,00	6,89
REPRESENTAT. : Demandes	30,00	35,02
Offres	15,00	17,21
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"	30,00	35,02
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DARTY

ELECTRO-MENAGER
TELEVISION
12 magasins
5 ouvertures prévues en 1975
vous propose d'être

le CHEF de ses services COMPTABLES

LE CADRE RETENU SERA CHARGE DE :

- Diriger l'ensemble des services comptables : comptabilité générale, clients, fournisseurs, etc. (une quarantaine de personnes)
- D'établir et fournir les documents comptables nécessaires à la gestion : bilan, comptes de résultats, etc.

La candidature attendue est celle d'une personne d'un très bon niveau de formation comptable - D.E.C.S. minimum - ayant si possible une expérience dans un cabinet d'expertise comptable.

Ecrire à DARTY S.A. Direction du Personnel et des Relations Sociales
123/133 Avenue Gallieni
93140 BONDY

Un important Groupe International, leader dans le domaine de la conception et installations complètes d'ensembles de bureaux, lié à un groupe de créateurs notoires dans cette spécialité, nous a chargés de recruter un Directeur Général pour sa nouvelle implantation en France (Paris).

directeur général

Fr. 150.000 max.

Une expérience dans cette branche n'est pas indispensable. Par contre, il est très souhaitable qu'il soit familiarisé avec les méthodes de Marketing/Vente des biens de consommation, la diffusion de systèmes complets et la gestion d'une affaire de cette importance.

Cet homme, âgé de 30 ans minimum, aura des qualités d'animateur et d'organisateur, un sens commercial et innovateur, très développé, sera doté d'une personnalité dynamique, sensible au concept "design".

Une parfaite connaissance des langues française et anglaise est requise.

La rémunération peut atteindre Fr. 150.000 + voiture et logement, en plus des appointements, une participation aux résultats au bout d'un an.

référence 13.337

Un important Groupe français, à vocation internationale, spécialisé dans le domaine des grandes installations, électromécaniques et électro-mécaniques, recherche son Directeur de Vente/Marketing (Région Parisienne).

directeur des ventes et marketing

Fr. 200.000 max.

L'homme idéal pour ce poste sera âgé, vraisemblablement, la technique moderne de marketing/vente dans une importante Société de grande consommation, mais aura également orienté sa carrière dans le secteur des produits industriels.

Il dépendra directement de la Direction Générale et coiffera une importante équipe commerciale/Exportation.

Animateur et organisateur de talent, âgé de 33 ans minimum, il saura prendre en main l'ensemble des affaires commerciales de la Société ; ses compétences personnelles et professionnelles lui permettront de s'imposer au sein d'une équipe et de faire face aux problèmes que suscitera une expansion rapide.

Une bonne connaissance des langues française et anglaise est indispensable.

référence 13.330

IMPORTANTES SOCIÉTÉ
INGENIERING
CHIMIE - PETROLE

recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Chargé de la vente d'installations dans les domaines du raffinage et de la pétrochimie.

LE POSTE COMPORTE :

- la responsabilité complète de l'aboutissement des propositions auprès de nos clients,
- une fonction d'animateur des différents services de la Société participant à l'élaboration de la proposition,
- une fonction de négociateur auprès des sociétés clientes,
- une carrière aux larges possibilités.

LE POSTE NECESSITE :

- une formation Grande Ecole,
- le goût des contacts commerciaux à haut niveau et du déplacement de courts durées à l'étranger,
- une expérience d'au moins 5 ans dans une Société d'engineering ou d'entreprise générale,
- la pratique courante de l'anglais parlé et écrit.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite et références sous référence 723

40 p.m. 160 av. Charles de Gaulle
92022 NEUILLY SUR SEINE

Important groupe alimentaire français d'implantation internationale
1,2 milliard de francs

recherche

Un Chef des Services Comptables et Financiers

A cet homme âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience d'environ 10 années en grandes entreprises, d'un niveau Expertise comptable et comptabilité anglaise, nous confierons la définition et l'organisation des procédures et des méthodes comptables, leur harmonisation entre nos différents centres d'activités, la consolidation des comptes, ainsi que la gestion des capitaux.

Pour ce poste situé à PARIS, nous serons soucieux des aptitudes d'animation et de travail en groupe ainsi que des qualités d'organisateur des candidats.

Acr. C.V. détaillé, photo et références soignées sous n° 7122, CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LA DIVISION INTERNATIONALE D'UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES
FRANÇAIS

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DU MARKETING

Ce cadre de haut niveau aura pour mission de :

- réaliser les études de marchés nécessaires au positionnement des nouveaux produits ;
- préparer les statistiques, les plans et les budgets de marketing pluri-annuels pour les nouvelles ou les anciennes implantations, en situant les perspectives offertes par les produits qui seront lancés dans un second temps.

Les Candidats auront :

- un niveau d'études supérieures (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.) ;
- une expérience pratique du marketing international dans l'industrie pharmaceutique ;
- les qualités personnelles nécessaires pour réussir dans un groupe en pleine expansion : imagination, esprit concret, sens du contact ;
- une pratique réelle de la langue anglaise.

Adresser C.V. manuscrit avec photo récente sous la référence RB 1912 à TRÉBAILL, B.P. 340, 75242 PARIS CEDEX 13.

Adresser C.V. détaillé sous la référence propre à chaque annonce, à SNPM PETITES ANNONCES, 100, avenue Charles de Gaulle, 92022 NEUILLY, en indiquant votre rémunération actuelle, ainsi que votre adresse privée et votre numéro de téléphone.

IMPORTANTES SOCIÉTÉ
recherche

1 ingénieur des ventes

(C2 - 30 ans minimum)

Ingénieur diplômé OMI, introduit chantiers navals et clientèle maritime pour assurer : promotion et vente de moteurs marins.

Anglais lu et parlé souhaités.

Adresser C.V. avec photo et présentations à No 97147 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Groupe Privé d'Assurances
recherche

pour renforcer son Département

ORGANISATION et INFORMATIQUE

analyste-programmeur

(réf. A)

connaissant parfaitement l'Assemblage et le Cobol, qui travaillent sur IBM 70/145 avec DOS/VS, C.I.C.S., DLI/

organisateur

(réf. O)

qui pourra justifier d'une première expérience pratique dans le secteur tertiaire.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions en mentionnant la référence choisie à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 Paris q.r.

VOTRE FONCTION :

CHEF DE DÉPARTEMENT

a) Gestion paramétrable
b) Minisystème

avec une complète responsabilité COMMERCIALE ET TECHNIQUE au sein de notre organisation de

SERVICE INFORMATIQUE

filiales d'un important groupe bancaire

Nous vous demandons :

- qualités d'homme d'action et de contact ;
- solide niveau technique ;
- expérience bancaire si possible.

Large possibilité de développement individuel.

CRÉDIFOR, 160, rue La Fayette - 75010 Paris

SOCIÉTÉ ELF POUR LA RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

7, rue Nélotas - 75015 Paris

recherche des

INGENIEURS GISEMENTS

pour ses services parisiens mais avec évolution de carrière comportant des expatriations outre-mer.

Ils seront chargés d'études concernant l'estimation des gisements de pétrole et de gaz, et leur exploitation.

Formation GRANDE ECOLE complétée si possible par diplôme ENSPM.

Réf. AI

INGENIEURS DE FORAGES PETROLIERS CONFIRMES

pour affectation dans ses missions d'outre-mer.

Formation GRANDE ECOLE complétée si possible par diplôme ENSPM (Forage et exploitation des gisements).

Réf. All

Très bonne connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire en précisant la référence avec C.V. et photo, ELF-RE Département Développement Formation - 75739 PARIS CEDEX 15.

Une grande société du Bâtiment et des T.P. dont le siège est à Paris offre deux postes de Direction à des ingénieurs de Grandes Ecoles.

Directeur Régional

spécialiste du G.O. Bâtiment

Cet ingénieur aura fait ses preuves comme Directeur d'un secteur de travaux d'au moins 100 millions de francs.

Il sera chargé d'une région importante - centrée sur Paris - dont le C.A. moyen est de 200 millions. Il aura la responsabilité directe des services de sa Région : Bureau d'études B.A., méthodes, travaux et d'une Société auxiliaire de matériel.

Rattaché au Directeur Général, il travaillera en liaison avec les Directions fonctionnelles du Siège.

Il se sentira capable d'assumer ultérieurement des fonctions supérieures.

Directeur des Etudes

spécialiste des prix - bâtiment

Cet ingénieur a effectué avec succès sa carrière dans une grande entreprise de bâtiment. Il a eu successivement une expérience du B.E. Béton armé, des Travaux et enfin de l'Etude des prix dont il est devenu le spécialiste. Il connaît parfaitement les mécanismes du mètre et de toutes les phases aboutissant à une soumission.

A la tête d'un service, il aura la responsabilité de la fixation des prix, de la remise des soumissions et de la négociation avec les clients. Il étudiera un volume d'affaires de 1 milliard de francs.

Les offres seront traitées confidentiellement au plus haut niveau.

Ecrire avec C.V. et photo à M. PETERS, 75, Champs-Élysées, Paris (8^e).

IMPORTANTES SOCIÉTÉ
banque Sud Ouest

recherche

INGENIEUR DEBUTANT

Formation ESE ou équivalent

Il sera plus particulièrement chargé de l'étude et de l'intégration de bancs de test destinés au contrôle des circuits et de sous-ensembles numériques.

Par la suite il évoluera vers l'étude et la spécification d'équipements de test programmables.

Envoyer C.V., présentations à No 97242 - CONTESSÉ PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTES SOCIÉTÉ
d'ÉLECTRONIQUE

PARIS SUD, recherche

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

(ENST - ESE - ISEP - ESME, etc.)

- Pour relations avec grandes administrations, négociations de contrats.
- Pour établissement de projets et suivi de leur réalisation dans le domaine des circuits imprimés. Déplacements fréquents.
- Pour assurer suivi des commandes et prendre part dans négociations de nouvelles affaires dans le domaine radio-diffusion ou radio-communication.

Pour tous ces postes : anglais indispensable.

Adr. C.V. (en précisant poste désiré) à N° 87 877, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

Région Parisienne

recherche un

DIRECTEUR FINANCIER ADMINISTRATIF

ayant formation professionnelle à niveau titre supérieur et expérience.

Salaires annuels à partir de 88.000 F. selon compétences. Avantages supérieurs.

Ecrire avec C.V. à M. Gérard BASINL, 61, avenue Roche, PARIS-15^e.

L'UN DES PREMIERS CABINETS EUROPEENS
recherche SPECIALISTE
qui sera chargé du montage juridique des

EURO EMISSIONS et EURO CREDITS

- Formation universitaire juridique et financière.
- Langue maternelle française mais parfaite connaissance de l'anglais écrit et parlé.
- Expérience pratique nécessaire dans Cabinet International - Banque ou grande entreprise.
- Résidence Paris.

Envoyer C.V. manuscrit à n° 3269 SPERAR, 12, rue J. Jaurès 82817 PUTEAUX qui trans.

LA DIRECTION FINANCIERE d'une importante Société d'études

recherche

CHEF DE SECTION COMPTABILITÉ

Niveau B.T.S. ou D.U.T.

Le candidat, qui devra avoir plusieurs années d'expérience en gestion financière et comptabilité, sera chargé des bilans prévisionnels et du service de la trésorerie.

- Restaurant d'entreprise ;
- Smic de 5 Jours.

Tél 772-13-13 (p. 72-38) pour prendre rendez-vous ou écrire à S.E.P., Tour Nobel, Cedex 3 - 92030 PARIS-14 DÉPARTEMENT.

PONT DE NEUILLY

LA DIRECTION FINANCIERE d'une importante Société d'études

recherche

CHEF DE SECTION COMPTABILITÉ

Niveau B.T.S. ou D.U.T.

Le candidat, qui devra avoir plusieurs années d'expérience en gestion financière et comptabilité, sera chargé des bilans prévisionnels et du service de la trésorerie.

- Restaurant d'entreprise ;
- Smic de 5 Jours.

Tél 772-13-13 (p. 72-38) pour prendre rendez-vous ou écrire à S.E.P., Tour Nobel, Cedex 3 - 92030 PARIS-14 DÉPARTEMENT.

SOCIÉTÉ ENGINEERING

recherche

INGENIEUR

ETUDES et CALCULS
Charpente métallique, chaudronnerie

Envoyer curriculum vitae et présentations à

JOHN ZINK

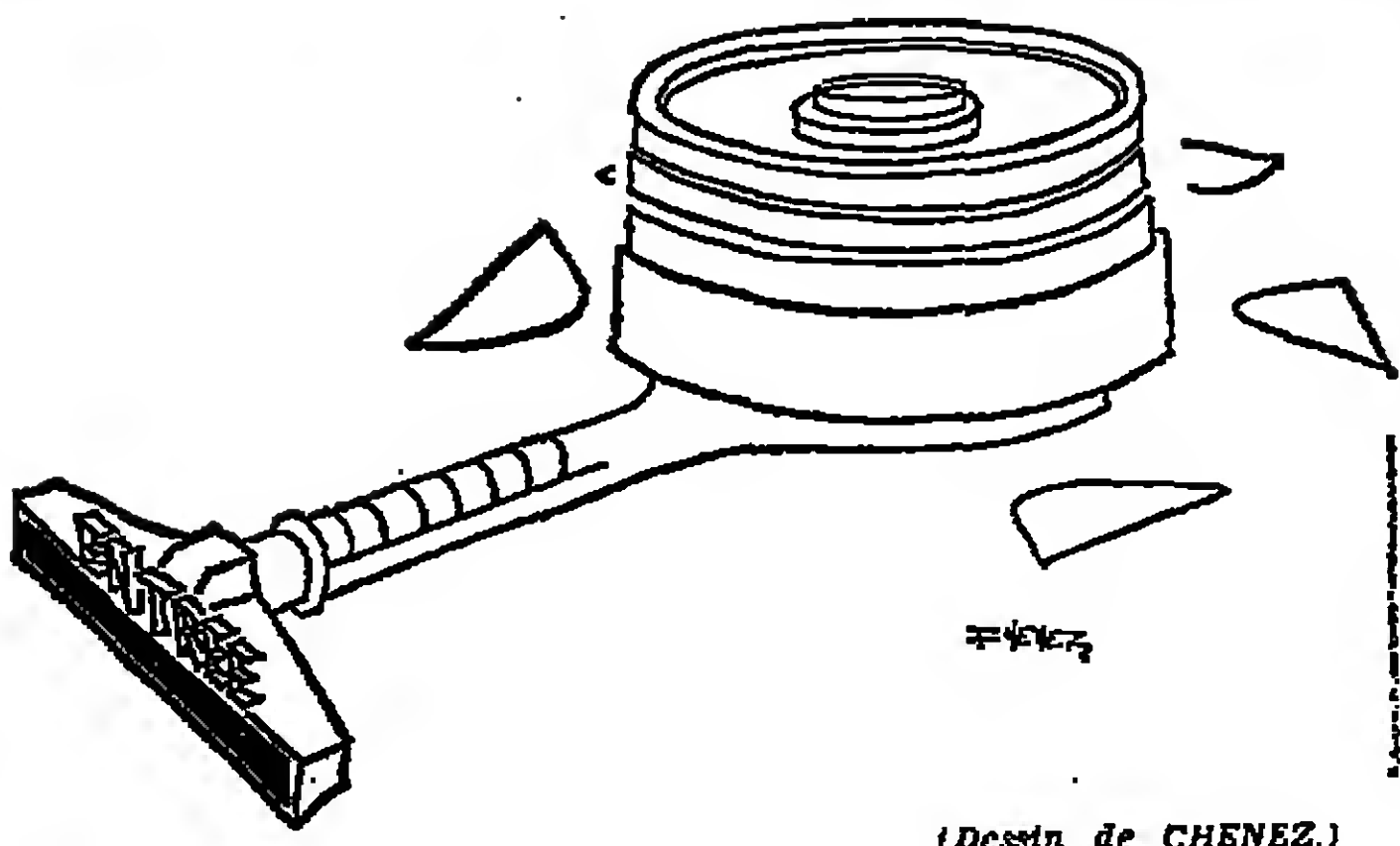
1, rue Guy-Moquet - 95100 ARGENTEUILL.

صكنا من الأصل

La région

ROISSY OU LA MAUVAISE

Les critiques



(Dessin de CHENEZ.)

Après la parution dans « Le Monde » du 13 février d'un article intitulé : « Les passagers bouddent Roissy », plusieurs lecteurs expliquent ci-contre les raisons pour lesquelles le nouvel aéroport Charles-de-Gaulle est victime d'un certain ostracisme de leur part. L'Aéroport de Paris, gestionnaire de cette plateforme, répond ci-dessous à leurs critiques ou à leurs suggestions.

100 F au taximètre

Je paie 90 francs environ dans le sens Roissy-Montparnasse vers 7 heures du matin et 110 francs environ vers 20 heures, dans le même sens. Je n'ai jamais dépassé 20 francs à 25 francs de Montparnasse à Orly, certes plus proches.

On sait combien nombre d'hommes d'affaires sont pressés de se rendre d'un point à un autre ; prendre l'autocar des Invalides pour l'un des aéroports équivalant en temps boraire à un trajet aérien Paris-Londres ou Genève (aux heures creuses) et Paris-Rome (aux heures de pointe).

A quoi cela sert-il alors de vanter « le plus bel aéroport du monde » ? A Francfort ou à Bruxelles, on met dix minutes en

train pour se rendre au cœur de la capitale.

M.L.P. (Paris)

Valises à bout de bras

L'une des raisons qui font boudder Roissy est que l'aéroport souffre de graves lacunes sur le plan du service : l'attente, pour les bagages, est généralement longue ; il n'y a pas de porteurs en nombre suffisant ; il y a, en tout et pour tout, cent cinquante chariots individuels pour les bagages et ils sont retirés de la circulation après 21 heures ou 22 heures, car il n'y a plus de personnel pour assurer le ramassage.

Il n'y a pas de sièges pour se reposer en attendant les bagages ; il faut faire le tour de la rotonde

pour savoir où se trouve la tête de file des taxis ; les heures d'ouverture des bureaux de poste sont celles d'une recette de quartier.

M.L.J. (Paris)

Un coup d'hélicoptère

Un seul problème demeure : celui des correspondances Orly-Charles-de-Gaulle. Beaucoup de voyageurs italiens se rendant aux Etats-Unis, par exemple, préfèrent transiter par Londres. Ce problème existe entre les trois aéroports de New-York : Kennedy, La Guardia et celui du New-Jersey, à Newark. Un service d'hélicoptères régulier — toutes les demi-heures — a été mis en place, pour la plus grande satisfaction de tous les usagers. Chaque navette est remplie à 80 %.

Pourquoi cette solution n'est-elle jamais envisagée à Paris ? Rentabilité ? Elle ne serait peut-être pas assurée dès le premier jour. Mais que dire des pertes sévères subies par les deux compagnies nationales, sans parler de la sous-utilisation générale de l'aéroport Charles-de-Gaulle, alors que les devises coulent à flot dans les installations vétustes de Londres-Heathrow.

Un service régulier Orly-Invalides-Roissy, survolant de survol la capitale, aurait, j'en suis certain, un succès incontestable.

M.L.P. (Paris)

Pitié pour le « plouc »

J'ai été amené à atterrir à Roissy, un peu avant 23 heures. Devant continuer par le train

La réponse

DANS l'esprit des voyageurs, il subsiste une confusion sur les responsabilités : on connaît mal le partage entre les fonctions d'Aéroport de Paris et des différentes compagnies, de même que demeure une certaine ignorance de la mission de notre établissement. D'autre part, certaines légendes persistent : Roissy serait loin et malaisé à atteindre ; l'expérience quotidienne prouve le contraire, en dépit des contraintes de la circulation urbaine : au nord d'une ligne Etienne-Republique tracée dans Paris, il est, en effet, plus rapide — pour celui qui habite ou travaille dans cette zone — d'aller prendre l'avion à Roissy plutôt qu'à Orly. Ceci va dans le sens d'une thèse que nous défendons depuis longtemps : la nécessité d'équilibrer la desserte aéronautique de la très dense région parisienne au moyen de deux plateformes, l'une au nord, l'autre au sud.

sonnel : vous conviendrez avec nous que le compromis n'est pas aisé.

Les liaisons

C'est le sujet principal des réclamations. L'ouverture au mois d'octobre dernier de l'autoroute B3, qui relie Roissy à la porte de Bagnolet, a considérablement amélioré le trajet routier entre la ville et l'aéroport et les transports en commun ont fait la preuve de leur efficacité et de leur régularité :

— Au départ du terminal Mollot, les cars Air France (durée moyenne du trajet trente minutes), dont la clientèle se déclare dans l'ensemble tout à fait satisfaite.

— Au départ de la gare de l'Est, l'autobus R.A.T.P. 350 (en moyenne toutes les vingt minutes — durée de trajet trente-cinq minutes par l'autoroute), utilisé surtout par le personnel et les visiteurs ; l'autobus R.A.T.P. 351 semi-direct partant de la Nation.

— Le prolongement de la ligne S.N.C.F. Aulnay-Roissy (au centre de l'aéroport) actuellement en cours, sera terminé en avril 1976 ; avec « Roissy-Rail », l'aéroport sera à vingt minutes de la gare du Nord, avec un départ toutes les quinze

minutes dans chaque sens. Cette liaison présentera le mérite de la parfaite régularité et permettra de choisir, à la minute près, l'heure d'arrivée à l'aéroport ; elle se substituera alors à une liaison ferroviaire existante gare du Nord par Goussainville (durée du trajet quarante-cinq minutes) avec prolongement par cars entre Goussainville et Roissy, qui présente les mêmes avantages de régularité sinon de rapidité.

— Roissy est desservi par les taxis parisiens, maintenant nombreux et mieux informés des horaires d'avions : aucune taxe de retour n'est perçue ; les tarifs moyens de jour sont de l'ordre de 50 francs par course pour le centre de Paris (cette taxe communiquée par la préfecture de police et les organisations professionnelles de taxis). L'ordonnance de la file de taxis est liée à la forme circulaire de la gare ; une certaine discipline est nécessaire pour éviter les boucoulades ; on a donc installé, en accord avec les intéressés, une tête de station unique.

La liaison entre l'aéroport de Roissy et celui d'Orly est assurée actuellement par des minibus de la compagnie Air France ; on a étudié un transfert par hélicoptères ou petits avions auquel on a dû renoncer ;

les impératifs économiques étant trop lourds et les prix offerts pas assez attractifs, la clientèle intéressée devrait être trop réduite. D'autre part, ces appareils et surtout les hélicoptères seraient apportés dans des zones urbanisées une nuisance supplémentaire de bruit qu'il a paru sage d'éviter ; rappelons enfin que le survol de Paris est strictement interdit, sauf pour la desserte des hôpitaux.

Les bagages

L'aéroport Charles-de-Gaulle est principalement fréquenté par les long-courriers et le nombre des pièces des bagages par passager est plus élevé qu'à Orly-Ouest (notamment le nombre des bagages hors format).

Les sondages effectués montrent que dans plus de 95 % des cas le délai de délivrance du premier bagage, après l'arrêt d'un avion à son poste de stationnement, est inférieur à quinze minutes ; le dernier bagage est livré en moyenne vingt-deux minutes après l'arrêt de l'avion ; dans certains cas extrêmes, le premier bagage est délivré au bout de vingt-sept minutes, le dernier au bout d'une heure.

Les chariots

En mars 1974, nous avons mis cinq cents chariots en service, deux cent cinquante ont déjà disparu hélas ! Nous procédons au renouvellement du parc, nous augmentons la cadence de recyclage, nous nous efforçons d'en mettre le plus grand nombre en place au moment des pointes de départ et surtout d'arrivée.

Imaginons que deux Boeing-747, chargés de trois cents passagers chacun, arrivent en même temps ; six cents chariots, mis à la disposition de leurs voyageurs, occuperaient au total une surface de 600 m²

en encombrant outre mesure les zones, pourtant confortables, affectées à la délivrance des bagages et à la circulation.

La signalisation

Après la mise en service, la signalisation a été complétée, modifiée et précisée, à partir des remarques tirées de l'expérience ; prochainement, le grand tableau du point de rencontre « arrivées » indiquera les numéros des portes conseillées aux passagers pour leur sortie, les rencontres seront ainsi plus aisées.

L'information a été également améliorée ; le personnel de l'aéroport de

A travers

Hauts-de-Seine

SOUS-SOL PAS SUR

EN juin 1961, en raison d'un étouffement de terrain à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), quinze pavillons étaient détruits, sept morts étaient retirés des décombres. Des travaux de

consolidation ont été entrepris dans la zone dont le sous-sol avait été exploité en carrières au dix-neuvième siècle.

Aujourd'hui, la municipalité vient de décider de lancer un programme de construction de logements sociaux ou en accession à la propriété et d'aménager 3 hectares d'espaces verts.

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR
PARIS							
TOUR TOKYO 24, avenue d'Ivry PARIS	13	4.100 F TTC Hors d'eau Hors redevance	650 en totalité ou par lots	3 ^e trimestre 75	*	Dans quartier rénové. Métro Porte d'Ivry. Bureaux en rez-de-sous. Un centre commercial de 10.000 m ² . Des équipements sociaux. Des espaces verts au pied de la tour. Parking en sous-sol.	SEMIGIS 5, av. Bertie-Albrecht, 75008 Paris. Tél. 708-51-76 Sur place : Bur. de vente en semaine de 13 h à 19 h, sam. et dim. de 14 h. 30 à 18 h. Tél. 550-55-75
BANLIEUE							
TOUR FIAT Paris-Défense Sortie R.E.R. direct	92	600 à 630	300 à 1.500	Immédiate	*	Bureau cloisonné et payagé possible. Restaurant d'entreprise. Salle de conférences.	UFFI (Union Fondateur et Financière) 37, rue de Rome - PARIS Tél. 522-31-72
HORIZON 52, quai National 92800 Puteaux	92	A partir de 480 F	2 niveaux divisibles de 650 m ² chaque	Immédiatement	*	Bureaux situés dans immeuble face à la Seine. Pont de Neuilly à 300 m. Parking, Restaurant, Cafétéria, Téléphone installé. Moyens de communication : • Métro : RER. • Autobus.	SCI TOUR HORIZON 37, rue de Rome 75008 Paris UFFI TRANSACTIONS 37, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. 522-12-00
CHEMIN-VERT 93000 BOBIGNY	93	2.250 F en brut 2.700 F aménagé	30 à 1.000 m ²	Immédiate	*	Deux petits immeubles de R + 3. A qualité égale, les bureaux les moins chers de la périphérie, en plein cœur de la Nouvelle Ville. Prix cloisonnés comprises pour les bureaux aménagés. Accès direct de Paris (périphérique + B 3). Redevances sur les bureaux : 100 F le m ² .	SEMARBO 18, av. Paul-Edmond - 93000 Bobigny Tél. 544-23-56
ROND-POINT 93 Rue du 14-Juillet Rue Gallieni 93100 MONTREUIL	93	380	25.000 divisibles	AVRIL 75	*	26.000 m ² divisibles par plateaux de 700 et 1.200 m ² . Prestations de qualité et charges réduites au minimum. Métro (ligne 9) et 6 lignes d'autobus au pied de l'immeuble. Grand centre d'affaires intégré avec 30 commerces et une grande surface. A proximité du périphérique et des autoroutes.	JONES LANG WOOTTON 80, avenue Marceau - 75008 Paris Tél. 720-21-23 SOFRACIM 50, avenue Daumesnil - 75012 Paris Tél. 345-12-00

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (Le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux.

parisienno
PUTATION

départements

INSTITUT CAPILAIRE

LA CHUTE DES CHI

phénomènes

INSTITUT CAPILAIRE

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Controverse sur l'émission de Brigitte Bardot

LE DIRECTEUR DU ZOO DE VINCENNES MET EN CAUSE

M. DE LA PANOUSE

Le petit monde des zos est en ébullition. Vigoureusement attaqués pour la « partialité » de leur émission télévisée du 24 février et les conditions de son tournage, Brigitte Bardot et Jean Nainchrick tentent de se justifier. Ils expliquent que leur équipe a parcouru quelque 3 000 kilomètres. Ils reconnaissent que dans les zos suspects leurs opérateurs, pour ne pas éveiller les soupçons, se sont présentés comme faisant un reportage sur les centres de destruction de la région. Mais les responsables d'Air Pied du mur nient avoir eu recours à tout truquage.

Ce n'est pas l'avis de M. Jacques Nouvel, directeur du zoo de Vincennes et de la menagerie du Jardin des plantes, qui parle d'« imposture ». Il est vrai que ce dernier établissement n'avait pas été ménagé dans le film de Jean Nainchrick. Mais M. Nouvel va plus loin. Il voit dans l'émission de Brigitte Bardot la dernière manifestation d'une campagne de dénigrement systématique des zos qui a commencé, selon lui, il y a un an, par la publication du livre de Philippe Diolé *Les Animaux victimes de l'homme*, et des articles de M. Nouvel dans *l'Enceinte*. Cette campagne aurait été amplifiée par une série d'articles dans les quotidiens de province dont le plus puissant est celui de *l'Express*. Or, ce journaliste qui son propriétaire, M. de La Panoouse, est le seul à avoir remercié Brigitte Bardot. Je ne l'accuse pas, je constate une coïncidence que j'espère fortuite.

M. DUMORTY (Artenay)

A PROPOS DE...

Les résultats des compagnies françaises

TROUS D'AIR

Le trafic passagers des grandes compagnies régulières françaises a, en 1974, augmenté de 9,8 % ; celui des compagnies régionales de 15,5 %. Ces résultats globaux peuvent paraître réconfortants. Ils le sont moins lorsqu'on les analyse dans le détail comme le fait M. Michel Lhéritier dans le dernier numéro de la revue du Secrétariat général à l'aviation civile (S.G.A.C.).

En 1974, plus de 12,5 millions de passagers ont été transportés sur les avions des compagnies aériennes françaises : 7 870 000 sur ceux d'Air France, 542 800 sur ceux de l'UTA, 4 110 300 sur ceux d'Air Inter, 355 000 sur ceux des compagnies régionales. Le coefficient moyen d'occupation des appareils a été de 59,4 % Air France, de 59,3 % UTA, de 55,2 % Air Inter.

Pour ce qui concerne le fret, la progression de ce trafic a été de 13,4 % pour Air France, de 13,8 % pour UTA, de 5,8 % pour Air Inter.

Enfin la production totale (exprimée en tonnes-kilomètres) des trois compagnies s'est accrue de 9,9 % par rapport à 1973, année affectée par des grèves de la navigation aérienne.

Par rapport à une année normale, le trafic des compagnies régulières françaises n'aurait augmenté l'an dernier que de 6,8 %. Le coefficient global de chargement (57,8 %) s'est globalement détérioré d'un point par rapport à 1973. Il a diminué d'un point à Air France (58,3 %), de 0,44 % à UTA (56,6 %), de 2,4 points à Air Inter (58 %).

M. Lhéritier fait les commentaires suivants à propos des effets de la crise :

« Le trafic passagers : l'effet de la crise s'est fait surtout sentir sur les lignes courtes où les voyageurs peuvent se reporter sur les moyens de transports terrestres. La compagnie la plus touchée est Air Inter, qui voit son trafic diminuer par rapport à l'année normale 1973 alors qu'on pouvait attendre une croissance de l'ordre de 12 % cette année. Air France, on observe une stagnation du trafic régulier, voire une récession sur l'Europe, au lieu d'une croissance prévue d'environ 10 à 15 %. Le trafic long-courrier d'Air France et d'UTA a été assez peu touché, sauf sur l'Amérique du Nord où la croissance prévue était de 15 à 20 % au lieu des 4 % observés. »

« Le fret : il n'a pratiquement en grande partie à la grève à la différence du trafic passagers. »

« Le poste : elle a été très touchée. Toutefois, les baisses importantes enregistrées sont dues en grande partie à la grève des P.T.T. en fin d'année. »

« Les remplacements : malgré les efforts des compagnies pour réduire leurs programmes d'exploitation, l'effet de la crise a été tel dans certains secteurs que les prévisions les plus pessimistes étaient encore trop fortes, ce qui explique la légère baisse des coefficients de chargement. »

« Et l'avenir ? M. Lhéritier le voit sombre : « L'année 1974, enfin, marque un tournant dans l'histoire du transport aérien : pour la première fois le trafic aérien a régressé dans certains secteurs, mettant les entreprises en difficulté, alors que sa croissance semblait devoir se poursuivre sans à-coups pendant longtemps. Or, c'est au cours de l'année 1975 que les effets de la crise se feront mieux voir : les entreprises ne maintiendront-elles pas en l'état, au moins temporairement, les conditions économiques, ainsi que leur clientèle. »

Faits et projets

Paris

OPÉRATION DE « MAL-LOGÉS » DANS UN TOUR INOCCUPÉ — La tour « Saint-Eustache » de la rue Davout, à Paris (20^e), inhabitée depuis sa construction il y a plus de six mois, a été occupée le samedi 8 mars par des « mal-logés ». La compagnie la plus touchée est Air Inter, qui voit son trafic diminuer par rapport à l'année normale 1973 alors qu'on pouvait attendre une croissance de l'ordre de 12 % cette année.

« Le trafic passagers : l'effet de la crise s'est fait surtout sentir sur les lignes courtes où les voyageurs peuvent se reporter sur les moyens de transports terrestres. La compagnie la plus touchée est Air Inter, qui voit son trafic diminuer par rapport à l'année normale 1973 alors qu'on pouvait attendre une croissance de l'ordre de 12 % cette année.

ENQUÊTE A SAINT-EUSTACHE — Après la chute, le mercredi 5 mars, d'une statue du portail nord (côté rue Montmartre) de l'église Saint-Eustache, dans le quartier des Halles, la Société d'économie mixte d'aménagement des Halles (SEMHA) indique dans une mise au point que les travaux en cours sur l'ancien carreau ont lieu au sud et que les autorités responsables de la restauration de l'église n'ont nullement incriminé ces travaux. La SEMHA souligne, d'autre part, qu'aucun phénomène de décompression du sol n'a été constaté. Les services de l'architecture enquêtent toutefois sur les causes de la chute de la statue.

L'AFFAIRE DE LA ROCADÉ DE GUERANDE — Le tribunal administratif de Nantes a, contrairement aux conclusions du commissaire du gouvernement, rejeté la requête des associations de défense de l'environnement de la commune guérandaise, qui s'opposent à la construction d'une rocade traversant les marais et les prairies. Le tribunal a prononcé l'annulation de l'arrêté préfectoral.

NON A L'AUTOROUTE SUD DE TOULOUSE — Une soixantaine de personnes ont occupé durant deux heures, le vendredi 7 mars, le bureau du maire de Toulouse. Elles protestent contre la décision du conseil municipal, qui autorise la construction de la seconde section de la rocade sud de Toulouse. Les membres de l'association de défense contre l'autoroute ont demandé l'arrêt immédiat des travaux et des cent solitaires expulsions prévues, ainsi que la discussion d'un contre-projet qui donnerait la priorité aux transports en commun. — (Corresp.)

DEROGATION A CANNES — L'Association pour la défense des sites de Cannes et de ses environs demande au tribunal administratif de Nice l'annulation du permis de construire accordé à un ensemble immobilier dénommé Gray-d'Albion, dans le centre de Cannes, en bord de mer. Le projet comporte en effet une dérogation concernant la densité et la hauteur de l'immeuble. Il implique la suppression d'une voie privée suffisamment fréquentée pour que l'ancien plan d'urbanisme, en cours de révision, en ait prévu l'élargissement.

ODEUR DE POUDRE DANS LES BUREAUX DE FRET...

M. Magnaval, président de l'UNOSTRA (Union nationale des organisations syndicales de transporteurs), qui déclare regrouper dix mille adhérents, en majorité des artisans, estime que « chaque bureau de fret est une poudrière où toutes les conditions sont réunies pour que ça saute ».

Selon lui, de nouvelles manifestations du genre de celles qui se sont produites à Gagnon, au nord de Paris, ou devant Nemours, sont « inévitables ».

M. Magnaval, venu assister le 8 mars après-midi à Lille à l'assemblée générale de l'Union régionale des transporteurs du Nord de la France, affiliée à l'UNOSTRA, a mis l'accent sur « l'appauvrissement constant des entreprises de transport routier ».

Les prix vont de 21 048 F pour la Granada 1700 quatre portes à 31 515 F pour le comp 3000 Gha. De série sur la Gha, la transmission automatique Ford-Bordeaux est fournie en option sur les autres versions, sauf les 1700.

AMÉLIORATIONS SUR LES FORD GRANADA

Après le lancement de sa nouvelle série Granat, Ford annonce divers changements sur sa gamme Granada.

Cette gamme, qui comprend trois carrosseries : quatre portes, deux portes et break ; quatre présentations et cinq moteurs : 1700, 2000 à quatre cylindres, 2300, 2600 et 3000 à six cylindres, bénéficie, selon les modèles, de modifications intéressant l'aspect extérieur (calandre, bas de caisse, entourage de plaque), l'aménagement intérieur (position du changement de vitesses, des pédales, des sièges), les nouveaux instruments de bord et les suspensions (nouveaux amortisseurs à l'arrière et ressorts renforcés).

Les prix vont de 21 048 F pour la Granada 1700 quatre portes à 31 515 F pour le comp 3000 Gha. De série sur la Gha, la transmission automatique Ford-Bordeaux est fournie en option sur les autres versions, sauf les 1700.

parisienne

RÉPUTATION des usagers

mon voyage vers Orléans, j'ai questionné l'hôtesse de bord sur les moyens de gagner Paris. Réponse : voiture particulière ou taxi. Je n'ai pu obtenir dans l'air aucun renseignement sur les lignes d'autobus de la R.A.T.P. et sur la liaison « Roissy-Rail ».

Au sol, je n'ai pas trouvé de comptoir de renseignements. Deux hôtesse de l'aéroport à un comptoir sans dénigrement m'ont dit qu'à cette heure, elles ne connaissent que le taxi et — peut-être — la liaison vers le « terminal » de la porte Maillot. Je me suis dirigé vers le point de départ de cette liaison (point relativement bien fleché) et j'ai cru comprendre qu'il était distinct du départ des autobus de la R.A.T.P. et du service « Roissy-Rail » (dont le fléchage est nul).

Le chauffeur du car m'a

confirmé qu'il n'y avait plus de dessertes R.A.T.P. à cette heure tardive. Il n'était, à ce moment, que de la R.A.T.P. et en a l'offrant à Roissy et en a l'offrant à l'arrivée comme cela se fait dans plusieurs aéroports étrangers.

Ils pourraient, en outre, grouper tous les départs « transports en commun » en un seul point (comme à Orly), les flécher correctement et tous ensemble (autobus, autocar, et train vers Paris) et, à ce point de départ, créer un vaste panneau multilingue annonçant les fréquences, les points desservis et les correspondances R.A.T.P. ou autres. Ils pourraient, enfin, aux heures où seule fonctionne la liaison « terminal », prévoir un arrêt aux portes de Paris, et à la porte Maillot.

M. DUMORTY (Artenay)

les moyens de quitter et de gagner Roissy — en particulier en tenant à disposition la brochure « ad hoc » — dans les avions arrivant à Roissy et en a l'offrant à l'arrivée comme cela se fait dans plusieurs aéroports étrangers.

Ils pourraient, en outre, grouper tous les départs « transports en commun » en un seul point (comme à Orly), les flécher correctement et tous ensemble (autobus, autocar, et train vers Paris) et, à ce point de départ, créer un vaste panneau multilingue annonçant les fréquences, les points desservis et les correspondances R.A.T.P. ou autres. Ils pourraient, enfin, aux heures où seule fonctionne la liaison « terminal », prévoir un arrêt aux portes de Paris, et à la porte Maillot.

M. DUMORTY (Artenay)

de l'Aéroport

Paris installé au niveau arrivée dispose de nombreux renseignements convenablement les passagers, et nous pensons que son efficacité et sa complaisance ne font pas défaut. Des brochures (intitulées *Je pars, j'arrive*, éditées par notre établissement pour l'information des passagers) sont distribuées par les hôtesse et par les principales agences de voyages.

L'architecture

L'opinion que l'on peut avoir sur celle-ci est évidemment subjective : au caractère ornemental d'Orly, on a substitué l'austérité et le dépouil-

lement, les couleurs de l'ameublement et des uniformes, jouant pour donner la vie à ce bâtiment où circule une foule bigarrée.

Les visiteurs que nous avons reçus jugent que l'ensemble de cet ouvrage sur lignes modernes, aux conceptions fonctionnelles, offre une impression agréable d'efficacité à laquelle sont sensibles beaucoup de ceux qui le traversent. Bien des pays étrangers nous envient de posséder, à proximité de notre capitale, un aéroport moderne avec tant de possibilités de développement.

Après un an de fonctionnement, l'aéroport Charles-de-Gaulle, qui

qu'en disent certains, aura rempli sa mission : un ouvrage de cette dimension et de cette complexité est difficile à mettre en place, délicat à faire fonctionner ; il est nécessaire de passer par un temps d'adaptation pour ordonner l'ensemble des installations ; les remarques des usagers nous sont précieuses pour aboutir à un service toujours amélioré. Sans faire preuve d'optimisme déraisonnable ou d'autosatisfaction, nous pouvons dire que Roissy fonctionne correctement.

GILBERT DREYFUS

directeur général de l'aéroport de Paris.

les départements

Essonne

LA BIEVRE ET SES AMIS

« S » les pouvoirs publics veulent aider les collectivités locales à faire naître autour de Paris des zones naturelles d'équilibre, encore faut-il manifester cette volonté », affirme « les amis de la vallée de la Bièvre » dans la lettre qui accom-

pagne leur dernier bulletin. L'association demande notamment :

- 1°) Le rachat par les communes, aidées par le département et l'Etat, du domaine de Montclémir ; 40 hectares acquis par M. Balkany sur un site inscrit à l'inventaire et maintenant en voie d'expropriation ;
- 2°) La protection du plateau de Saclay et l'agrandissement des forêts et bois qui le bordent ;
- 3°) La limitation des voies de

circulation (surtout en fond de vallée), mais aussi des autoroutes : nous espérons que de A 86-87 à l'est de Versailles et pas de doublement de la F 18.

* Mairie de Jouy-en-Josas, 78.

Yvelines

POUR PRÉSERVER LA PLAINE DE VERSAILLES

LES menaces d'embouteillages accrues sur l'autoroute de l'Ouest et de disparition des dernières zones vertes ont conduit l'Association pour la sauvegarde des espaces libres du Chantay-Rocquencourt (ASADEL) à déposer devant le tribunal administratif de Versailles un recours demandant l'annulation d'un permis de construire de six cents logements qui seraient situés près de Parly II.

Zone libre entre les villes nouvelles de Saint-Quentin-en-Yvelines et de Cergy-Pontoise, la plaine de Versailles doit être préservée de l'urbanisme intensif aussi longtemps que les plans d'occupation des sols n'auront pas été approuvés, affirme l'association. « Après, il sera trop tard pour revenir en arrière. » Au cours d'une récente visite dans les Yvelines, M. Robert Galley, ministre de l'équipement, avait souligné la nécessité de freiner l'urbanisme dans l'ouest de Paris, et notamment en limitant le nombre des zones d'aménagement concerté. — D. R.

LE CLIMAT DE LA CAPITALE

M. Jérôme Monod, le délégué à l'aménagement du territoire, préconise d'installer en France les quatre réseaux de grandes sociétés internationales treize ans après que le gouvernement néerlandais ait installé des antennes de « recrutement » à New-York, à Chicago et à Los Angeles afin d'attirer des firmes américaines aux Pays-Bas, que les gouvernements belge et anglais eurent aidé ces mêmes compagnies dans des domaines aussi divers que celui de la fiscalité, des communications et de l'aménagement de bureaux modernes.

Malgré la stabilité politique de la France et la qualité supérieure — quoique méconnue — de sa main-d'œuvre ouvrière, il y a des questions que l'étranger, surtout, n'ose poser de vive voix.

1°) Peut-on changer le climat

« new-yorkais » de la vie parisienne, qui se veut efficace, pragmatique et astucieux et qui est pour beaucoup « arrogant, égoïste, retors et désagréable » ?

2°) Modifie-t-on en une génération l'attitude du chanteur de taxi ou du président-directeur général vis-à-vis de l'étranger ?

3°) Est-il possible d'obtenir une meilleure compréhension des services consulaires du Q 2 a 1 d'Orsay, dont l'habitude d'accumuler les dossiers et le manque de liaison avec les autres ministères est une source de friction pour l'homme d'affaires ou l'ingénieur désireux de venir en France ?

4°) Y a-t-il parmi les hommes d'affaires au-dessus de quarante ans des Français qui parlent parfaitement l'anglais ?

(M. H. BOOD Neully-sur-Seine.)

(PUBLICITE)

LA CHUTE DES CHEVEUX

est-elle un phénomène irréversible ?

L'environnement a des effets qui vous privent de vos cheveux : pollution de l'atmosphère, excès de stress, carences en vitamines, excès de produits chimiques, etc. L'Institut Capillaire EUROCAP agit sur ces causes pour empêcher la chute des cheveux et favoriser leur repousse. Il agit sur les cellules de la racine du cheveu, qui sont les premières à être touchées par les agressions extérieures. Ce processus n'est plus irréversible. Dans bien des cas, un traitement local approprié favorise la croissance naturelle de vos cheveux. Ne vous fiez pas à des méthodes de renouveau, adressez-vous à un spécialiste qui constatera l'état de votre chevelure et vous indiquera ce qu'il faut faire — et ce qu'il ne faut pas faire — pour que vous récupériez une chevelure saine. Il peut vous conseiller, après examen, les produits dont l'application s'adaptent à votre état capillaire.

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP

Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

75001 PARIS - 4, rue de Castiglione - Téléphone : 260-38-84

BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DIJON - LILLE - MARSILLE - METZ - MULHOUSE - NANTES - NANCY - NICE - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULOUSE

regio

DU LA MAUVAIN

Les critiques

La réponse

A travers

IER BUREAU

سكزامن الاصل

صحة من الأصل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LA VIE

SYNDICATS

La concertation à la C.G.C.

Présentant, le 7 mars, à la presse le colloque sur « La concertation avec l'encadrement dans l'entreprise » qu'organise la Fédération C.G.C. de la chimie le 12 mars, à Paris, M. Yves Charpentier, son président, a été amené à parler des retards qui se manifestent actuellement à la C.G.C.

Candidat à la succession de M. Maiterre, M. Charpentier a expliqué qu'un groupe de travail s'efforce de trouver une solution amiable au conflit interne relatif au paiement des cotisations et au calcul des mandats pour le congrès, qui oppose M. Maiterre à la Fédération de la banque. Il estime que le congrès confédéral pourra se tenir vers le mois de juin, comme l'imposent les statuts.

M. Charpentier, qui déclare avoir le soutien de toute la Fédération, la troisième de la C.G.C. par son importance, a ajouté qu'une équipe de syndicalistes de ses amis préparait le programme sur lequel il allait appuyer sa candidature. Il mettra notamment l'accent sur les problèmes de l'emploi et la réduction de la durée du travail. M. Charpentier estime pas souhaitable de privilégier les relations avec F.O. et la C.F.T.C. Il est favorable à des contacts réguliers, mais non structurés avec la C.G.T. et la C.F.D.T.

Rappelant les déclarations relatives à un « syndicalisme fort » faites au début de l'année par M. Chérac, le président de la chimie C.G.C. considère que, s'il est élu, il faudra rendre beaucoup

plus dynamique l'action de la C.G.C. et renouveler son encadrement.

Envisage-t-il un rapprochement avec l'U.C.T. (l'organisation de cadres constituée il y a six ans, par des syndicats exclus ou démissionnaires de la C.G.C.) ? Ce n'est pas exclu, répond-il, mais sous certaines conditions et sous certains délais.

Les dirigeants de l'U.C.T. et ceux de la Fédération de la métallurgie C.G.C. (dont le président, M. Marchetti, ne manque pas une occasion de souhaiter le départ rapide de M. Maiterre, se sont rencontrés le 28 février. Ils ont publié un communiqué selon lequel ils poursuivront leurs recherches communes pour donner au syndicalisme du courant réformiste sa véritable dimension. On a tendance, dans les milieux C.G.C., à juger cette initiative un peu précipitée.

De leur côté, MM. Corentin Cuisin et Jean Mens, actuels délégués généraux et secrétaires généraux de la confédération, tous deux candidats déclarés au fauteuil de M. Maiterre, semblent décidés à faire équipe, sans avoir encore dit qui, des deux, briguerait finalement le poste présidentiel. Pour sa part, M. Maiterre ne souhaite pas, dit-on dans son entourage, que se prolonge le climat d'incertitude et de compétition électoraux.

Parisiens de la concertation dans l'entreprise, les cadres C.G.C. semblent éprouver quelques difficultés à la mettre en œuvre à l'intérieur de leur propre confédération. — J. R.

● M. Pierre Bérégovoy, secrétaire national du parti socialiste, a qualifié, à Epinal, le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise « d'œuvre de bonnes meuses ou de dame patronesse », précisant : « Contrairement à M. Sudreau, nous pensons qu'il est impossible de transformer l'entreprise sans changer la société dans

laquelle elle évolue. L'entreprise restera soumise aux impératifs du développement capitaliste. » Il a ajouté que « le pouvoir de décision de l'entreprise n'est pas remis en cause ; il reste entre les mains des détenteurs du capital. De plus, les structures actuelles de l'entreprise ne sont pas remises en question. » — (Corresp.)

SOCIÉTÉ

LA JOURNÉE DES FÉMINISTES

« Ni Giroud, ni l'ONU ne parlent à notre place »

« Laissez-nous travailler ! » — « Sales P... ! »

Une année internationale de la femme, soit ! Des réunions de travail de femmes sur les femmes, d'accord ! Des femmes « à la barre », pourquoi pas ? Mais des femmes manifestant dans la rue ou défilant au Salon des arts ménagers en criant : « Non, Maitierre ne libère pas la femme ! » ou « Non aux gadgets ménagers, oui aux équipements collectifs ! » — là, ça ne va plus !

L'accueil des exposants fut certes féminin de différents mouvements du M.L.F. (Pétroleuses, Femmes en lutte, Groupes de quartier — et du M.L.A.C. (Mouvement pour la libéralisation de l'avortement et la contraception) ont manifesté au palais de la Défense, où se tenait le Salon des arts ménagers.

L'accueil des exposants fut plutôt froid et même parfois violent. Après les coups de sifflet, ce furent les réactions : « Vous feriez mieux d'aller en Russie casser des pierres ! » « Ça se veut libérées et ça n'est même pas propre ! » Certains lancèrent même des projectiles, casseroles d'eau, graviers. Un œuf vola

par-dessus les têtes avant de s'écraser sur la documentation d'une hôtesses mûdusée. Cela n'empêcha pas les manifestantes de parcourir les allées et de discuter avec les visiteurs pendant plus d'une heure. Elles fêtaient le 8 mars, journée historique pour les féministes. Le 8 mars fut, en effet, souvent marqué par des mouvements importants. Ainsi en 1857 une manifestation d'ouvrières du textile à New-York fut sévèrement réprimée par la police. En 1910 se réunirent un congrès international des femmes socialistes.

Dans l'après-midi de samedi, elles furent plus de deux mille à défilier malgré la pluie de la place de la Bastille à la place d'Italie en criant les slogans : « Travail, famille, patrie, y'en a marre ! » « Ni Giroud ni l'ONU ne parlent à notre place », ou chantant sur un air bien connu des écolières : « Les hommes ne savent plus qu'il leur faut... ils causent de nous dans les forums... ils nous préparent de p'tites réformes. Trois pas en avant, trois pas en arrière, trois pas sur l'œil, trois pas d'autres côtés... »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(PUBLICITÉ)

Des cadres supérieurs s'associent pour défendre leurs intérêts individuels et collectifs

Mal aimés, isolés, envies tout en se sentant de plus en plus menacés dans leurs situations, certains cadres supérieurs ont décidé qu'il était temps de s'unir pour faire face aux problèmes très particuliers qui sont les leurs.

C'est ainsi qu'est née l'Association Française des Cadres Supérieurs (de type loi 1901) dont les membres se sont donné pour tâche de s'entraider « réellement et efficacement » :

- en développant un puissant réseau de relations professionnelles ;
- en recourant à des spécialistes pour qu'ils les aident à concrétiser les changements qu'ils souhaitent apporter à leur vie professionnelle ;
- en mettant à leur disposition des moyens efficaces (mais discrets) de recherche d'une nouvelle situation.

Pour tous renseignements concernant l'Association Française des Cadres Supérieurs écrire ou téléphoner à l'A.F.C.S., 23 rue St-Ferdinand, 75017 Paris, Tél. 380.67.63.

seau de relations professionnelles ;

- en recourant à des spécialistes pour qu'ils les aident à concrétiser les changements qu'ils souhaitent apporter à leur vie professionnelle ;
- en mettant à leur disposition des moyens efficaces (mais discrets) de recherche d'une nouvelle situation.

Pour tous renseignements concernant l'Association Française des Cadres Supérieurs écrire ou téléphoner à l'A.F.C.S., 23 rue St-Ferdinand, 75017 Paris, Tél. 380.67.63.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Horaires réduits chez Renault

(Suite de la première page.)

La manifestation organisée, ce lundi aux portes de l'usine de Billancourt, par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. a reçu le soutien de partis communiste et socialiste.

La C.G.T. appuie de plus en plus le mouvement engagé par M. Krasucki, secrétaire confédéral, écrit dans la Vie ouvrière : « C'est le temps de l'action, de l'action revendicatrice de masse, énergique, responsable, efficace. Elle est indispensable. Elle est possible. Elle seule peut changer une situation qui deviendrait intolérable. »

De son côté, M. Séguin vient de déclarer : « La C.G.T. ne perdra pas son temps à frapper n'importe quel porte de l'Élysée ou de Maignan. Elle organise, avec la C.F.D.T., la mobilisation et la lutte des travailleurs. »

À la C.F.D.T., qui vient de tenir son bureau confédéral, les dirigeants ont pu constater que, pour être moins spectaculaires, les conflits durs étaient nombreux dans diverses régions et branches d'industrie. Il y aurait actuellement, selon elle, une trentaine d'usines occupées, parfois depuis plusieurs semaines.

Approche-t-on de l'offensive de printemps ? On attend du côté de la C.F.D.T. et de la C.G.T. de nouvelles initiatives, diffusées par haut-parleur, mettant la dernière main à la préparation des six heures d'information pour Renault. On attend du côté des délégués d'ateliers de la Régie, diverses délégations d'usines, une délegation du parti communiste menée par M. Piquet, une autre du parti socialiste conduite par R. Ripstein.

Les affiches rappellent les revendications : négociations dès jeudi, levée des sanctions, indemnisation des heures à 100 %.

Une bande dessinée est en scène MM. Giscard d'Estaing et Fourcade, sur le thème de « Bas les pattes à la spéculation immobilière à Boulogne-Billancourt ». Dans un coin, des délégués attendent à côté d'un entonnoir à café la chute ou qui auront un jour froid aux mains ».

Un syndicaliste C.G.T. prend la parole pour annoncer l'arrivée d'un grand nombre de télégrammes de soutien. À l'intérieur de l'usine, à cette heure-là, tout semble calme.

J. R.

« SIX HEURES D'ANIMATION »

Il fait plutôt gris et froid ce lundi place Bir-Hakeim. Boulogne-Billancourt. L'atmosphère est pourtant joyeuse et fébrile comme un jour de marché. Sous un grand arc-boutant de belle fausse installés devant la direction du personnel et des relations sociales de Renault, les militants C.G.T. et C.F.D.T. ont fait afficher des affiches diffusées par haut-parleur, mettant la dernière main à la préparation des six heures d'information pour Renault. On attend du côté des délégués d'ateliers de la Régie, diverses délégations d'usines, une délegation du parti communiste menée par M. Piquet, une autre du parti socialiste conduite par R. Ripstein.

A Toulouse

Un différend oppose le syndicat du Livre à la direction d'une imprimerie

Toulouse. — Depuis le 20 février, le syndicat du Livre C.G.T. est engagé dans un conflit avec la direction de la Société occitane moderne d'imprimerie (SOMI), à Toulouse.

Le SOMI a été créée en 1972 par M. Fernand Laborie pour éditer Midi-Olympic, après que la Dépêche du Midi ait cessé de l'imprimer. Équipée de matériel offset, la SOMI n'a pas fait appel à des ouvriers syndiqués au Livre. M. Laborie a recruté indirectement il a toujours refusé de signer et a fortiori d'appliquer la convention collective. Il emploie une soixantaine de personnes.

Le SOMI, outre Midi-Olympic qui appartient à M. Laborie, imprime actuellement à façon huit publications mensuelles et trois hebdomadaires. Le Livre C.G.T. avait réussi cependant à pénétrer dans les services d'expédition, de montage et de correction. Ce sont précisément ces trois services que la SOMI a décidé de supprimer en invoquant une reorganisation de la fabrication.

Le 20 février, elle licenciera les trente-deux salariés des expéditions, du montage et de la correction, qui se voyaient proposer un contrat par la société de louage La Ferroviaire vienne pour effectuer les mêmes tâches aux postes dont ils étaient titulaires à la SOMI. On leur offrait un salaire légèrement supérieur : 8,05 F au lieu de 8 F. Estimant le procédé inacceptable, et illégal, le Livre déclencha une grève exigeant la réintégration des employés licenciés et l'application de la convention collective.

Mais l'ordre de grève ne fut pas suivi comme il est d'ordinaire dans l'imprimerie. Il ne trouva guère d'écho que parmi le personnel congédié, dont quelques membres, cependant, acceptèrent l'offre de La Ferroviaire. Dans les ateliers, les défections furent peu nombreuses, et la SOMI put assurer la parution de

Midi-Olympic et des autres publications en faisant appel à des intérimaires. Toute tentative de conciliation à ce jour a échoué. La direction de la SOMI refuse de répondre aux convocations et ne tient aucun compte des injonctions de l'Inspection du travail.

Le Livre a organisé des manifestations auxquelles les partis de gauche et les centrales syndicales C.G.T., C.F.D.T. et FEN ont apporté leur appui. Sans résultat. Il se déclare aujourd'hui décidé à mener la lutte à son terme : « Il s'agit, dit son secrétaire régional, de la part de la SOMI, d'une tentative à réitération nationale de démantèlement de l'imprimerie. On vend par tranches la profession du Livre à des entreprises de louage et l'on met ainsi nos ouvriers à l'écart des conventions qui garantissent leurs droits. La SOMI se place en marge de la législation. Nous ne céderons pas. »

Est-ce la première atteinte à un monopole ? Le Livre n'a pas les moyens, semble-t-il, d'amener M. Laborie à composition en paralysant ses ateliers. Le personnel non gréviste n'est pas syndiqué. Et le procès prendra beaucoup de temps. Mais le ministre du travail peut, peut-être, imposer son arbitrage.

LOUIS AIGOUY.

PRIX

HAUSSE DE 3,5 % DES PELLICULES ET DES DÉTERGENTS PHOTOGRAPHIQUES

De nouveaux accords de programmation passés entre les organisations industrielles et le ministère de l'économie et des finances sont publiés au « Bulletin officiel du service des prix » du 8 mars. Ils concernent certains produits de fantaisie, l'optique mécanique industrielle mais aussi les surfaces sensibles photographiques, les détergents et la bijouterie fantaisie.

Les pellicules photographiques noires ou en couleurs augmentent de 3,5 % ainsi que les détergents et les produits à réparer, tandis que les prix de la bijouterie fantaisie ne pourront pas augmenter, à la sortie des usines, de plus de 3 %.

LE CONSEIL MUNICIPAL D'ARQUEUIL

SIÈGE DANS UNE BRASSERIE OCCUPÉE PAR DES GRÉVISTES

Sans doute pour la première fois en France, une réunion du conseil municipal s'est tenue, samedi 8 mars, dans une usine occupée : M. Trigon, maire d'Arqueuil (Val-de-Marne) et membre du comité central du parti communiste, tenait à marquer la solidarité de la municipalité avec les travailleurs de la brasserie Valstar, en grève depuis bientôt trois semaines pour protester contre la fermeture éventuelle de l'usine.

Valstar, qui produit et met en bouteilles près de 600 000 hectolitres de bière par an et qui occupe dans son usine de Valstar, près de cinquante-cinq personnes, appartient à la Société européenne de brasserie, elle-même contrôlée par le groupe B.S.N. que dirige M. Antoine Bidraud. Ce dernier, faisant état de déficiences, a récemment pris la décision de fermer l'usine d'Arqueuil. Les travailleurs, pour la plupart syndiqués à la C.G.T., ont alors occupé l'usine.

Pour le P.-D.G. de B.S.N., « le problème d'Arqueuil est réglé », et il ne sera pas discuté en négociations paritaires. Cela n'a pas empêché M. Trigon de convoquer son conseil municipal à une réunion extraordinaire dans la salle d'embouteillage de l'usine et d'y inviter M. Bidraud à fournir des arguments à la population et au conseil municipal. Comme il était prévu, le siège du P.-D.G. est resté vide.

Les syndicats ont annoncé qu'ils feraient par eux-mêmes le tour de toutes les usines de la Société européenne de brasserie, en France, une « Journée nationale d'action » pour la défense de l'emploi. Ils ont par ailleurs encouragé les occupants à des initiatives spectaculaires. — (Corresp.)

MONNAIES

LE RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR SE POURSUIT

Amorçé vendredi matin, confirmé vendredi soir, le renforcement du dollar s'est poursuivi lundi sur tous les marchés des changes. A Paris, la monnaie américaine valait 4,25 F contre 4,21 F (et 4,17 F jeudi), à Francfort, elle remontait à 2,34 D.M. contre 2,32 D.M. et s'élevait à Zurich aux environs de 2,49 F.S. contre 2,46 F.S.

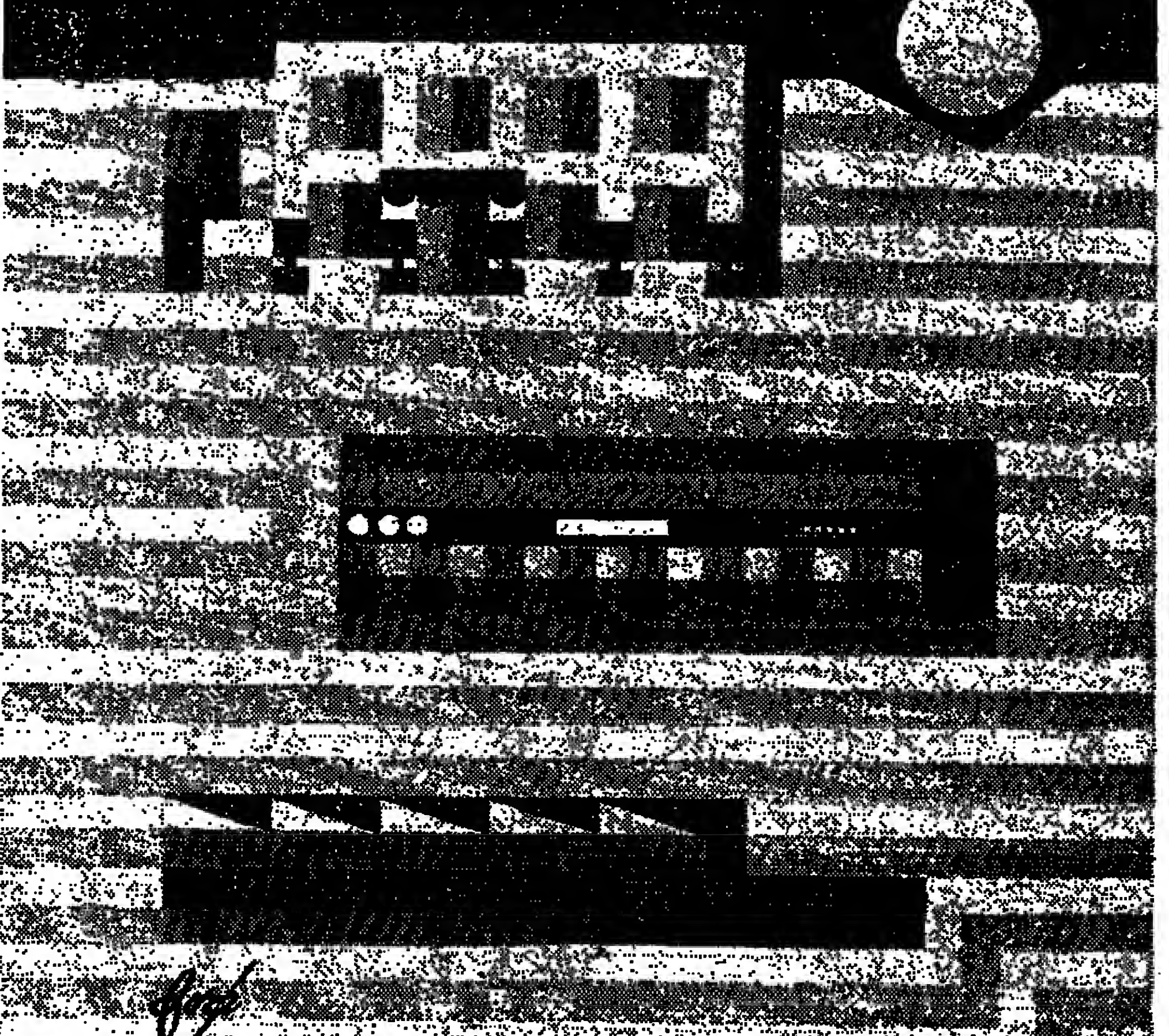
Ce très net affermissement est attribué à la baisse des taux d'intérêt en Europe, qui compense la détente des réserves aux États-Unis, au fléchissement des prix de gros américains et à la diminution de l'excédent de la balance commerciale ouest-allemande.

Pour les cambistes, il ne s'agit pas encore d'un véritable renversement de tendance, mais plutôt d'un arrêt de la baisse du dollar, entraînant des rachats de vendeurs à découvert sans que les spéculateurs veulent se porter acheteurs dans l'immédiat. Un « vend » d'observation en quelque sorte...

EMPRUNT 10,80 % 1975

GARANTI PAR L'ÉTAT

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT : 10,80 %



CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

CLOTURE SANS PREAVIS

Date du 10 mars 1975

LA VIE

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CHANGEMENT DE L'ANNÉE 1975

LE MONDE

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LA VIE ÉCONOMIQUE

SIDÉRURGIE

Nouveau chômage technique chez Usinor

La direction du groupe sidérurgique Usinor a fait savoir aux représentants du personnel, au cours de la réunion du comité central d'entreprise du 7 mars, que les installations seront arrêtées pendant cinq jours aux environs de Péquignies.

Jusqu'à présent, le groupe avait pu éviter de prendre une telle mesure, d'abord en employant le personnel à des travaux d'entretien, ensuite en lui faisant prendre par avance ses congés supplémentaires sans amputer les droits aux congés payés normaux. Mais la dégradation persistante du marché de l'acier, qui s'est traduit par une chute de 40 % des commandes en février, l'a contraint à mettre à nouveau en chômage partiel les quarante mille personnes travaillant chez Usinor, comme à la fin de février; mais cette fois-ci, la perte de salaire atteindra 10 %.

Selon la fédération C.G.T. de la métallurgie, de tels arrêts de production auront lieu une semaine par mois pour une durée indéterminée. Elle décide donc d'engager la lutte, et réunira le 12 et le 13 mars, à Longwy, les représentants des syndicats C.G.T. d'Usinor.

La crise de la sidérurgie est générale en Europe et dans le monde. Déjà sensible en janvier, la chute de la production s'est amplifiée en février, atteignant 16,8 % en France par rapport au mois correspondant de 1974, 14,5 % en Allemagne fédérale, 16 % en Luxembourg. Pour les carnets de commandes, la diminution a été de 35 % sur le marché intérieur français et, début mars, les perspectives ne sont pas meilleures. Les observateurs les plus pessimistes n'entrevoient guère d'amélioration avant plusieurs mois.

Comme précédemment, la très mauvaise conjoncture régnant dans l'automobile et le bâtiment a vivement freiné les commandes de tôles minces et de poutrelles passées par ces secteurs à la sidérurgie.

AGRICULTURE

LE SENTIMENT D'INQUIÉTUDE EST PLUS PROFOND QUE JAMAIS estime le secrétaire général de la F.N.S.E.A.

« Le sentiment d'inquiétude est plus profond que jamais chez les agriculteurs », a déclaré M. Pierre Combarthe, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), dans une interview accordée à l'A.F.P. dix jours avant le congrès national de la fédération, qui se tiendra du 18 au 20 mars à Versailles.

L'absence de manifestations généralisées ne signifie pas un « abandon des revendications », poursuit le secrétaire général, qui sollicitera pour le renouvellement de son mandat.

« Les agriculteurs n'agissent pas en révoltes. Ils attendent de connaître exactement la répartition des mesures décidées en faveur de leur revenu (hausse des prix communautaires et aides directes nationales) », poursuit M. Combarthe, qui précise que, pour l'avenir, la défense du revenu des agriculteurs passe, aux yeux de la F.N.S.E.A., par une organisation des marchés à l'instar de ce qui a été réalisé depuis 1936 par l'Office interprofessionnel des céréales (O.N.I.C.). « Il s'agit d'apporter une garantie de mesure de prix et de débouchés à chaque producteur. »

LES GRANDS DE L'ACIER EN 1974

Malgré une baisse de 6,3 % de sa production, le groupe sidérurgique japonais Nippon Steel est resté en 1974 le premier fabricant d'acier du monde avec 36,68 millions de tonnes, suivi par les groupes américains U.S. Steel (36,75 millions de tonnes, - 13 %), Bethlehem Steel (30,21 millions de tonnes, - 1,4 %), la société d'acier britannique British Steel Corp. (19,3 millions de tonnes, - 2 %).

Failli les « géants » dont la production a augmenté, figurent l'Allemand Thyssen (16,82 millions de tonnes, + 21,5 %), les japonais Nippon Kokan (14,24 millions de tonnes, + 12 %), Kawasaki Steel Corp. (14,31 millions de tonnes, + 3,8 %), Sumitomo Metal Ind. (14,89 millions de tonnes, + 0,7 %), et l'Italien-Français IRI-Silco (12,5 millions de tonnes, + 13,2 %).

TIERS-MONDE

La Banque mondiale veut aider davantage les paysans les plus pauvres

Washington (A.F.P.) — Le groupe de la Banque mondiale a décidé de consacrer, au cours des cinq prochaines années, le quart de ses crédits à des projets agricoles qui doivent bénéficier directement aux agriculteurs les plus pauvres des pays en voie de développement.

Une somme totale de 7,2 milliards de dollars devrait être dépensée d'ici à 1979 pour de tels projets, dont 3 milliards versés directement par la Banque, le reste provenant d'autres organisations internationales et des gouvernements intéressés, indique un rapport d'orientation publié le 9 mars.

La Banque estime qu'il y a actuellement dans le tiers-monde 650 millions de personnes qui vivent encore en-dessous du niveau absolu de pauvreté (revenus inférieurs à 50 dollars par an, malnutrition, absence de logement, conditions sanitaires déplorable). Or les trois quarts de cette population vivent dans des régions rurales, et plus de

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'étude et la réalisation de deux (2) unités de verre plat.

L'unité I, qui sera située à BOUGARA (30 km d'Alger), aura la capacité suivante :

- 20.000 tonnes par an de verre plat de 2 à 10 mm d'épaisseur ;
- 10.000 tonnes par an de verre imprimé et armé ;
- 3.000 tonnes par an de verre Sécurité (trempé et feuilleté pour véhicules).

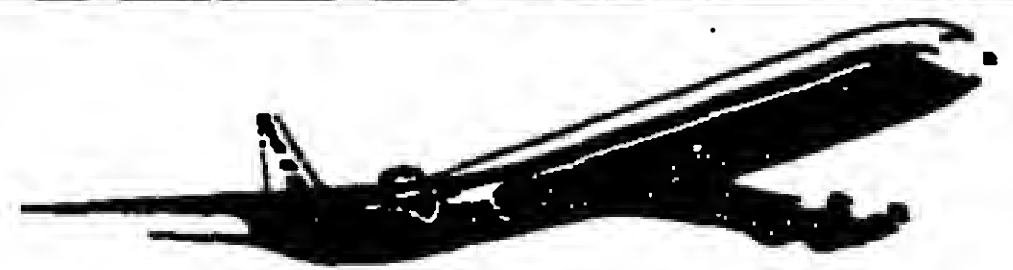
L'unité II, qui sera située dans l'Est algérien, aura la capacité suivante :

- 20.000 tonnes par an de verre plat de 2 à 10 mm d'épaisseur.

Les cahiers des charges peuvent être retirés à la S.N.I.C., 4-6, boulevard Mohamed-V, Alger.

Les soumissions doivent parvenir au plus tard le 20 mai 1975.

Loftleidir
reste
la Compagnie la moins chère
sur
l'Atlantique Nord
aller retour **NEW YORK**



1439 f.

sans obligation de réservation longtemps à l'avance, ce tarif est applicable, dès maintenant, pour un

de votre voyage, aucun frais ne vous est retenu.

Toutes les Compagnies parlent de tarifs bas sur l'Atlantique Nord, nous, nous vous les offrons.

N'oubliez pas non plus notre tarif "affaires" valable 21 jours, sans minimum de séjour, F. 1685.

Vous agent de voyages nous connaissez bien, questionnez-le en précisant LOFTLEIDIR ICELANDIC 32, rue du 4 Septembre 75002 Paris tél. 073.75.42 742.52.26



32 bis, rue du M^r Joffre 06000 Nice tél. 88.73.41

LOFTLEIBIR ICELANDIC
le service régulier le plus économique vers les États-Unis.

PRÊT INTERNATIONAL AU ZAÏRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DE CUIVRE

Un prêt de 220 millions de dollars (650 millions de francs) a été accordé à la Gécamines (Compagnie zairoise d'exploitation du cuivre) par la Libye, la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (B.E.I.). Ce prêt permettra au Zaïre de développer la production de cuivre de 460 000 tonnes en 1974 à 520 000 tonnes en 1977 et 670 000 tonnes en 1979, dans un régime fiscal privilégié élargi, accordé à la Gécamines de 1975 à 1982.

Un tel accord constitue l'une des premières manières de l'aide apportée aux pays en voie de développement par les pays producteurs de pétrole pour accélérer la mise en valeur de leurs ressources naturelles.

CONJONCTURE

L'O.C.D.E. CONSEILLE À L'ITALIE DE LUTTER CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET DE DÉVELOPPER LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS.

A l'échéance prévue, le gouvernement italien a remboursé à la Bundesbank, comme il l'avait promis (le 10 Mars), le quart du crédit de deux milliards de dollars accordé en septembre à Rome par l'Allemagne fédérale. Ce geste favorable de la situation italienne n'est pas le seul : dans l'étude annuelle qu'elle consacre à ce pays, l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), souligne que la hausse des prix devrait se ralentir dans le courant de 1975, en raison, il est vrai, de la faiblesse de la demande intérieure.

Les experts de l'O.C.D.E. estiment remarquable « l'apparition d'un important potentiel inexploité de production ». Cela pourrait conduire le nombre des chômeurs à un niveau élevé, dans la mesure où le chômage chronique qui devrait se réduire de façon substantielle. Les importations stagnantes et les exportations progressant de manière modérée, le déficit courant de l'Italie pourrait toujours selon l'O.C.D.E., se situer aux environs de 5 milliards de dollars, ce qui impliquerait la disparition du déficit hors pétrole (3 milliards de dollars en 1974).

« Le maintien de la politique économique restrictive menée actuellement par les autorités italiennes », ajoutent les experts, « est indispensable pour réaliser, à travers le freinage de la demande intérieure, les deux objectifs prioritaires du redressement du solde extérieur par la réduction des tensions inflationnistes. » Toutefois, cette politique devrait être « interrompue » de façon souple, des efforts devant notamment être consentis en faveur des catégories les plus défavorisées et un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale apparaissant souhaitable, tandis que des actions de soutien des équipements collectifs « ne manqueraient pas d'exercer des effets bénéfiques sur le climat social ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'étude et la réalisation de deux (2) unités de verre creux de capacité nominale :

- 30.000 tonnes par an de bouteilles, flacons, gobelets, bocaux ;
- 5.000 tonnes par an de pavés et briques de verre ;
- 1.500 tonnes par an d'articles artistiques (articles de lustrerie, mosaïques en pâte de verre, verrerie en cristal).

Les deux unités seront implantées :

- l'une à MENCEUR (région d'Alger),
- l'autre dans l'Est algérien.

Les cahiers des charges peuvent être retirés à la S.N.I.C., 4-6, boulevard Mohamed-V, Alger.

Les soumissions doivent parvenir au plus tard le 20 MAI 1975.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

COMEDOR

Le Comité Permanent d'Etudes, de Développement, d'Organisation et d'Aménagement de l'Agglomération d'Alger (COMEDOR), Alger, lance une pré-consultation pour la réalisation de la Cité des Affaires Economiques d'Alger d'une surface d'environ 600.000 m² de construction.

Les entreprises de travaux publics ayant une expérience des bâtiments de grande hauteur et intéressées par le projet ci-dessus sont invitées à se faire connaître dans les meilleurs délais en adressant au COMEDOR, 35, boulevard des Martyrs, à Alger, un dossier comprenant la nature juridique de l'entreprise, le curriculum vitae du directeur et de ses adjoints ainsi que la liste des constructions de même importance déjà réalisées par ladite entreprise.

IS ET REVENDICATIONS

A Toulouse

Un différend oppose le syndicat à la direction d'une imprimerie

Le syndicat des imprimeurs de Toulouse a déclaré unilatéralement le lock-out de l'imprimerie de la direction de la presse de la ville de Toulouse.

Le différend oppose le syndicat à la direction d'une imprimerie. Le syndicat des imprimeurs de Toulouse a déclaré unilatéralement le lock-out de l'imprimerie de la direction de la presse de la ville de Toulouse.

EMPRUNT 10,80 %

75 GARANTI PAR L'ÉTAT

ACTUARIEL BROT : 10,80%

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL INDUSTRIEL

سكنا من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

L'implantation des centrales nucléaires

LE PARTI SOCIALISTE RÉCLAME UNE AGENCE DE SÉCURITÉ

M. Robert Chapuis, ancien secrétaire national du P.S.U., délégué national du parti socialiste pour la technologie et la recherche, a fait dimanche 9 mars devant le comité directeur du P.S. un exposé sur le plan d'implantation des centrales nucléaires.

Il a fait état de l'inquiétude profonde suscitée par ce projet. Le parti socialiste souhaite, avant que toute mesure soit prise, que le pays soit largement consulté, étant entendu que le problème nucléaire devrait être réglé dans le cadre plus général d'un programme énergétique complet intégrant également le charbon et le pétrole notamment.

Les socialistes demandent, d'autre part, la création d'une agence de sécurité, afin de donner toutes les garanties désirables aux populations. Il invite aussi les municipalités à refuser, pour le moment, tout contrat d'installation des centrales. M. Chapuis a estimé en outre que le programme nucléaire envisagé par le gouvernement ne donnait, en son état actuel, aucune garantie en ce qui concerne l'indépendance nationale.

FORTE RÉDUCTION DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE SAOUDIENNE

Selon la revue « Middle East Economic Survey », la production de pétrole de l'Arabie Saoudite, en février, n'a été, en moyenne, que de 6 822 000 barils/jour, ce qui représente une baisse de 14,5 % par rapport à la production du mois précédent, qui était de 7 931 000 barils/jour.

À Caracas, un porte-parole du ministère des mines a indiqué, dimanche 9 mars, que la production de pétrole du Venezuela était tombée, pendant la semaine du 3 au 8 mars, à 2 642 558 barils/jour, ce qui représente une diminution de 18,7 % par rapport à la période correspondante de 1974. La production vénézuélienne n'était pas tombée à un niveau aussi bas depuis 1954.

RÉUNION EXTRAORDINAIRE DE L'OPEP POUR ÉTUDIER LES PROBLÈMES POSÉS PAR LE DOLLAR

L'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se réunira prochainement en session extraordinaire afin d'examiner le rapport d'une commission technique sur « le ministère du dollar comme monnaie de calcul » des prix du pétrole, a annoncé, dimanche 9 mars, M. Abdel Moutal Al Kazemi, ministre koweïtien du pétrole.

« L'affaiblissement du pouvoir d'achat du dollar, qui se répercute sur les revenus pétroliers ne peut être accepté », a souligné le ministre, qui a, par ailleurs, rejeté une proposition japonaise de réduire à 6 dollars le prix du baril de pétrole en soulignant que le « prix actuel » était un « prix juste ». — (A.F.P.)

Il avait été décidé à Vienne, lors de la dernière réunion des ministres de l'OPEP, de confier à un groupe d'experts l'étude des problèmes posés aux pays producteurs de pétrole par la baisse du dollar, ainsi que des différentes formules permettant d'y remédier. Le rapport de ces experts devait être étudié lors de la prochaine réunion des ministres, prévue à Libreville (Gabon), en juin prochain.

Selon M. Al Kazemi, les ministres se saisiront donc du dossier avant cette date. En toute hypothèse, il est peu probable que les experts puissent achever leurs travaux avant la fin du mois de mars.

LE GOUVERNEMENT KOWEÏTIEN versera 46 millions de dollars aux compagnies Gulf Oil (américaine) et B.P. (britannique), à titre d'indemnisation pour leur part restante de 40 % dans la Kuwait Oil, que le Koweït s'est approprié cette semaine, rapporte samedi la presse koweïtienne.

L'EXCÉDENT COMMERCIAL DES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE A QUADRUPLE EN 1974

Washington (A.F.P. Agéfi). — Les exportations mondiales — à l'exclusion de celles des pays communistes — ont augmenté en valeur de 48,3 % en 1974, pour atteindre 785 milliards de dollars (518 milliards en 1973), indique le Fonds monétaire international.

Cette progression reflète pour l'essentiel la forte inflation enregistrée l'an dernier, les prix à l'exportation s'étant accrus de 40 %. Les États-Unis ont été les premiers exportateurs du monde (188,5 milliards), suivis par l'Allemagne fédérale (99,9 milliards) et le Japon (55,8 milliards).

Les ventes à l'étranger des pays producteurs de pétrole (groupe de dix-sept pays) ont triple, s'élevant à 133 milliards de dollars (43,4 milliards en 1973). L'excédent de leur balance commerciale a plus que quadruplé (97 milliards contre 22), alors que le déficit des pays industrialisés a triple (87 milliards contre 21) et que celui des pays en voie de développement a doublé (26 milliards contre 13).

Par ailleurs, les réserves en devises détenues par huit des treize membres de l'OPEP (les chiffres concernant l'Irak et l'Arabie Saoudite, notamment, n'étant pas disponibles) ont augmenté de 8 % en janvier — comme en décembre — pour totaliser 29,3 milliards de dollars.

Al Rai Al Aam rappelle que le gouvernement koweïtien avait payé précédemment aux deux compagnies (copropriétaires de la Kuwait Oil) 112 millions de dollars à titre d'indemnisation pour les 60 % dont le Koweït avait pris le contrôle l'an dernier. — (A.F.P.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutchemarks	Francs suisses
48 heures	5 1/8	3 1/2	2 1/2
1 mois	5 3/4	4 1/4	3 1/2
3 mois	6 1/4	5 1/4	4 1/4
6 mois	6 3/4	6 3/8	5 1/4

(PUBLICITE)

L'Union de Banques Suisses communique...

Progression du bénéfice net

Après prévisions et aménagements pour FS 68,1 millions ad-totum (1973: FS 53,3 millions), le compte de pertes et profits dégage un bénéfice net de FS 183,3 millions, en augmentation de FS 16,9 millions. Le produit net des intérêts (+FS 78,9 millions), le produit des effets de change et des papiers monétaires (+FS 32,1 millions), le produit des opérations de change et des transactions en métaux précieux (+FS 20,8 millions), de même que les commissions (+FS 37,8 millions) ont particulièrement progressé.

L'Assemblée générale des actionnaires convoquée pour le 20 mars 1975 à Zurich aura à se prononcer sur la répartition du solde bénéficiaire de FS 187,7 millions, report de FS 4,4 millions inclus, contre FS 173 millions pour l'exercice précédent. Le Conseil d'administration propose d'attribuer FS 2,5 millions à la Fondation du personnel, FS 65 millions aux fonds de réserve et de reporter FS 9,1 millions à compte nouveau.

Il propose, en outre, de distribuer un dividende inchangé de FS 100 par action à rémunérer, ce dividende n'étant pas payé en espèces, mais utilisé pour la libération d'actions nominatives liées de FS 100 nominal, à créer.

Augmentation de capital

Dans sa séance du 20 février 1975, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale, sous réserve de l'autorisation de la Commission de contrôle des émissions, de porter le capital-actions de FS 600 millions à FS 720 millions par l'émission de 120 000 actions nominatives liées de FS 100 nominal, créées jouissance 1^{er} janvier 1975. Par cette augmentation de capital de FS 120 millions, les fonds propres de la banque, qui sont déjà importants puisqu'ils atteignent FS 2,3 milliards, seront encore renforcés.

Emission d'actions nominatives

Les actions nominatives sont émises au pair. Celles revenant aux anciennes actions au porteur à rémunérer

seront libérées par compensation du dividende proposé et remises aux détenteurs des actions au porteur N° 1-1100000 dans la proportion d'une action nominative de FS 100 nominal pour une action au porteur de FS 500 nominal, contre acquittement de l'impôt anticipé suisse de FS 30 par action. Les détenteurs des 100000 actions au porteur de l'émission de décembre 1974, créées jouissance 1^{er} janvier 1975, pourront souscrire une action nominative liée dans la proportion de 1:1 au prix d'émission de FS 100. Toutes les actions nominatives auront le même droit de vote que les actions au porteur.

Outre le renforcement des fonds propres de la banque, cette augmentation de capital par l'émission d'actions nominatives est surtout destinée à maintenir une large diffusion des actions de l'Union de Banques Suisses et l'exercice des droits de vote en mains suisses. Sous une forme nouvelle pour la Suisse, l'actionnaire bénéficie au surplus d'une répartition des plus convenable. Les actions nominatives souscrites ou revenant aux anciens actionnaires seront inscrites au registre des actions au nom de leurs détenteurs, qu'ils soient suisses ou étrangers. Par ailleurs, durant une période transitoire de deux ans, une inscription à titre fiduciaire sera possible. Toutefois, à l'acquisition ultérieure d'actions nominatives, seuls des Suisses ou des étrangers établis en Suisse pourront être inscrits au registre des actions.

Evolution du bilan

La somme du bilan a progressé de FS 235 millions pour s'établir à FS 40,7 milliards, bien que les placements fiduciaires ne figurent plus au bilan 1974, en application de la nouvelle loi sur les banques. Si l'on considère l'évolution du bilan sans tenir compte des opérations fiduciaires, la progression est de FS 152,3 millions pour l'exercice. Après l'augmentation de capital, les fonds propres de la banque s'éleveront à près de FS 2,5 milliards.

Bilan au 31 décembre 1974	
Actif	Mio. de FS
Caisse, compte de virements et compte de chèques postaux	2049,5
Avails en banque	15354,7
Effets de change et papiers monétaires	2345,0
Débiteurs	11876,9
Placements	5255,4
Hypothèques	1946,5
Titres	254,0
Participations	555,8
Immobilisations	254,0
Autres actifs	841,7
Total du bilan	40713,5

seront libérées par compensation du dividende proposé et remises aux détenteurs des actions au porteur N° 1-1100000 dans la proportion d'une action nominative de FS 100 nominal pour une action au porteur de FS 500 nominal, contre acquittement de l'impôt anticipé suisse de FS 30 par action. Les détenteurs des 100000 actions au porteur de l'émission de décembre 1974, créées jouissance 1^{er} janvier 1975, pourront souscrire une action nominative liée dans la proportion de 1:1 au prix d'émission de FS 100. Toutes les actions nominatives auront le même droit de vote que les actions au porteur.

Outre le renforcement des fonds propres de la banque, cette augmentation de capital par l'émission d'actions nominatives est surtout destinée à maintenir une large diffusion des actions de l'Union de Banques Suisses et l'exercice des droits de vote en mains suisses. Sous une forme nouvelle pour la Suisse, l'actionnaire bénéficie au surplus d'une répartition des plus convenable. Les actions nominatives souscrites ou revenant aux anciens actionnaires seront inscrites au registre des actions au nom de leurs détenteurs, qu'ils soient suisses ou étrangers. Par ailleurs, durant une période transitoire de deux ans, une inscription à titre fiduciaire sera possible. Toutefois, à l'acquisition ultérieure d'actions nominatives, seuls des Suisses ou des étrangers établis en Suisse pourront être inscrits au registre des actions.

Evolution du bilan

La somme du bilan a progressé de FS 235 millions pour s'établir à FS 40,7 milliards, bien que les placements fiduciaires ne figurent plus au bilan 1974, en application de la nouvelle loi sur les banques. Si l'on considère l'évolution du bilan sans tenir compte des opérations fiduciaires, la progression est de FS 152,3 millions pour l'exercice. Après l'augmentation de capital, les fonds propres de la banque s'éleveront à près de FS 2,5 milliards.

Bilan au 31 décembre 1974	
Passif	Mio. de FS
Engagements en banque	14322,3
Créditeurs à vue	6728,3
Créditeurs à terme	6020,5
Dépôts d'épargne	4481,7
Carnets et comptes de dépôt	1590,4
Obligations	238,2
Emprunts obligataires	436,0
Emprunts par lettres de gage	54,5
Acceptations et billes à ordre	9,5
Comptes fiduciaires	1766,6
Autres passifs	2365,2
Fonds propres	40713,5
Total du bilan	40713,5

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S. A.

26, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

Extrait des comptes au 31 décembre 1974 qui seront proposés à la prochaine assemblée générale ordinaire prévue le 14 mai 1975 :

	En milliers de F.F.	Contrevaleur en milliers de \$ US
Crédits exécutés	1.438.732	324.039
Dépôts	2.192.825	493.879
— moy. terme des banques actionnaires	66.600	15.000
Capital	75.000	16.892
Réserves	25.113	5.656
Bénéfice net après impôt	6.868	1.547
Total du Bilan	2.408.012	542.345

Actionnaires :

THE BANK OF TOKYO LTD, Tokyo

THE NIPPON FUDOSAN BANK LTD, Tokyo

THE INDUSTRIAL BANK OF JAPAN LTD, Tokyo

THE KYOWA BANK LTD, Tokyo

BANK OF TOKYO HOLDING S.A., Luxembourg

THE TAIYO KOBE BANK LTD, Kobé

THE LONG TERM CREDIT BANK OF JAPAN LTD, Tokyo

THE SAITAMA BANK LTD, Urawa

THE HOKKAIDO TAKUSHOKU BANK LTD, Sapporo

BANCO POPULAR ESPANOL

Cette société anonyme, dont les actions ont été introduites à la Bourse de Paris le 18 décembre 1973, a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 19 juin 1974, d'un dividende net de 10,50 F par action, auquel s'ajouterait un remboursement d'impôt déjà payé au trésor (avoir fiscal) de 6,25 F portant le revenu global par action à 16,75 F.

Le conseil a, par ailleurs, confirmé qu'il sera proposé à la même assemblée, ainsi qu'il avait été annoncé par la presse, la répartition de l'excédent de l'exercice 1973, d'un dividende complémentaire de 0,68 F par action (assorti d'un avoir fiscal de 0,30 F), le revenu global par action s'élevant à 17,43 F.

Une lettre d'information sera prochainement adressée aux actionnaires.

GESTION SÉLECTION (France)

(Société d'investissement à capital variable)

Réuni sous la présidence de M. Jean de Bally, le conseil d'administration, lors de sa dernière réunion, a approuvé les comptes de l'exercice 1974, premier exercice de la société d'une durée effective de sept mois et demi, qui font apparaître un bénéfice net distribuable de 2 067 868,75 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée le 3 avril 1975, l'attribution d'un revenu global de 8,55 F par action comprenant le dividende : 8,10 F et l'avoir fiscal : 0,45 F.

Le nombre d'actions en circulation est passé de 299 000 le 15 mai 1974, date de l'ouverture des souscriptions au public, à 294 882 le 31 décembre 1974, durant cette même période.

	1974	1973
— Obligations françaises	33,46 %	—
— Convertibles	14,19 %	—
— Indexées	12,12 %	—
— Garanties	5,14 %	—
— Diverses	1,04 %	—
— Actions françaises	24,32 %	—
— Obligations étrangères	4,05 %	—
— Garanties	1,43 %	—
— Convertibles	3,82 %	—
PORTEFOLIO	61,83 %	—
DISPONIBILITÉS	38,17 %	—
	100,00 %	—

SICAV DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1974

	INDO-VALISEURS	SYCAVIMMO	GESTION RENDEMENT
ACTIF NET (en millions de F.)	47,73	50,63	60,02
Nombre d'actions	379 112	335 585	358 170
Valeur liquidative par action	125,89 F	150,88 F	167,58 F

	%	%	%
— Valeurs françaises	40,38	32,38	38,56
— Obligations	14,42	36,16	—
— Valeurs étrangères	3,87	5,27	3,51
— Actions	25,92	4,59	—
— Disponibilités	15,71	31,65	7,93
	100	100	100

	6,58	7,10	10,20
— Net	6,58	7,10	10,20
— Crédit d'impôt	0,81	0,68	0,62
— Revenu global par action	7,39	7,78	10,82
— Date de mise en paiement	18-12-1974	5-7-1974	proposé

RHONE-POULENC S.A.

Le conseil d'administration de Rhone-Poulenc S.A., réuni le 9 mars 1975, a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 19 juin 1974, d'un dividende net de 10,50 F par action, auquel s'ajouterait un remboursement d'impôt déjà payé au trésor (avoir fiscal) de 6,25 F portant le revenu global par action à 16,75 F.

Le conseil a, par ailleurs, confirmé qu'il sera proposé à la même assemblée, ainsi qu'il avait été annoncé par la presse, la répartition de l'excédent de l'exercice 1973, d'un dividende complémentaire de 0,68 F par action (assorti d'un avoir fiscal de 0,30 F), le revenu global par action s'élevant à 17,43 F.

Une lettre d'information sera prochainement adressée aux actionnaires.

BAIL INVESTISSEMENT

Réuni le 25 février 1975, le conseil d'administration de Bail Investissement a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 19 juin 1974, d'un dividende net de 10,50 F par action, auquel s'ajouterait un remboursement d'impôt déjà payé au trésor (avoir fiscal) de 6,25 F portant le revenu global par action à 16,75 F.

Le conseil a, par ailleurs, confirmé qu'il sera proposé à la même assemblée, ainsi qu'il avait été annoncé par la presse, la répartition de l'excédent de l'exercice 1973, d'un dividende complémentaire de 0,68 F par action (assorti d'un avoir fiscal de 0,30 F), le revenu global par action s'élevant à 17,43 F.

Une lettre d'information sera prochainement adressée aux actionnaires.

Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION

Gestion de Personnel - Formation - Recrutement

DIRECTION GÉNÉRALE

ITALIE. Une importante Société Commerciale Française, leader sur ses marchés, fabrique et diffuse des produits de grande consommation, recherche le Directeur Général de sa filiale italienne. Sous l'autorité du Directeur Stratégique de la Société, il adaptera les politiques industrielle, commerciale, humaine et financière et sera responsable de la bonne exécution des objectifs qu'il aura acceptés et entraînera leur réalisation afin de rendre compte des faits marquants susceptibles d'infléchir la politique générale. Enfin il assurera la gestion de l'ensemble des structures existantes (siège, usines, dépôts, situés en Italie du Nord). Le candidat âgé d'environ 32 ans aura une solide formation commerciale doublée d'une expérience de gestion et de l'adaptation acquise à un poste de responsabilité de direction d'une moyenne entreprise ou à la tête d'une division d'une grande société. Des qualités d'adaptabilité, de créativité et de leader ainsi que le goût de la négociation commerciale sont nécessaires pour réussir dans le poste. La maîtrise complète des langues française et italienne est un atout indispensable. La réputation, d'un excellent niveau, tiendra compte de l'expérience acquise et de la valeur personnelle des candidats. Perspectives de carrière.

Référence numéro 4.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en réponse à la référence 4.

Joël PICARD - 36, rue Tranchet, 69006 Lyon - Tél. : 52-21-04

42, rue des Mathurins

3^e étage

3000 m² de bureaux divisibles.

FRANK ARTHUR

134 Bd Haussmann 75008

924.07.69

CADRES

QUI SOUHAITEZ CHANGER OU AMÉLIORER VOTRE SITUATION

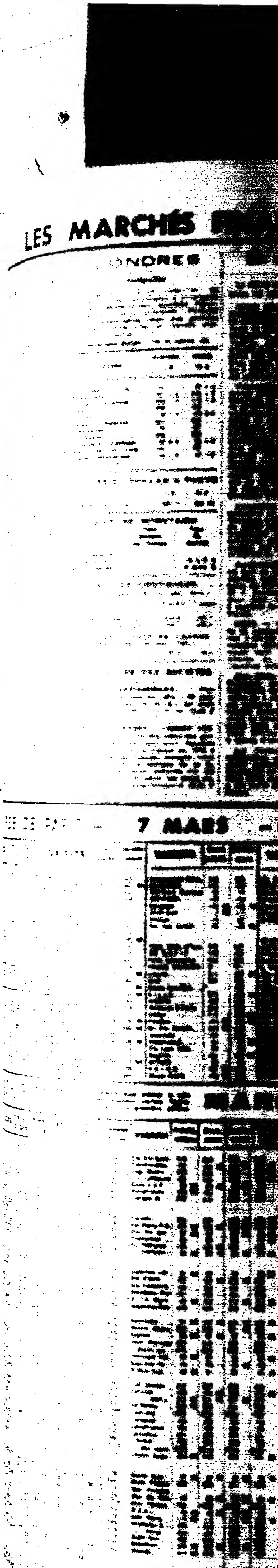
George V Orientation

organisme français de CONSEILS EN CARRIÈRES peut vous aider à le faire dans les meilleures conditions.

GVO

7, rue Marbeuf - 75008 PARIS

BAL 59-75 - BAL 56-25



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. PROCHE-ORIENT** — La nouvelle tournée de M. Kissinger.
- IRAK** : Bagdad aurait lancé une grande offensive contre les rebelles kurdes.
- 3. AFRIQUE** — Fin du « sommet » de Bangui : la France occultera son effort de coopération.
- 3-5. EUROPE** — **TURQUIE** : Ankara ne fera aucune concession sur sa politique à Chypre.
- 6. AMERIQUES** — **CHILI** : « Un or et demi » par M. Chonchol.
- 7. ASIE** — **CAMBODGE** : les rumeurs sur une démission du marché Lon Nol se multiplient.
- 8. DIPLOMATIE** — « Four une politique étrangère » (II), par Michel Debret.
- 9-11. POLITIQUE** — L'U.D.R. organise le développement de son action.
- Les « démocrates sociaux » confirment leur volonté d'« animer » le centre.
- Les relations de l'opposition avec l'Élysée.
- 13. HISTOIRE** — L'ultimatum japonais de 1945 aux forces françaises d'Indochine.
- 14-15. SPORTS** — **ATHLETISME** : les champions d'Europe en salle ont confirmé la supériorité soviétique.
- FOOTBALL** : les seizièmes de finale de la Coupe de France.
- 16. JUSTICE** — Le congrès du Mouvement d'action judiciaire : « Disparaître en tant que juristes » ?
- 18-19. MÉDECINE** — Mme Veil va demander pour le DOM des prestations spéciales pour les femmes enceintes.
- 19-20. EDUCATION** — Conflit à la Maison de l'enfance d'Auxerre.
- 20. DÉFENSE** — La réunion de la convention nationale pour l'armée nouvelle.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ne signeraient pas le projet d'accord sur les conditions de travail proposé par le patronat

Les représentants des syndicats devaient faire connaître ce lundi 10 mars, au cours d'une ultime réunion avec le C.N.P.F., leur point de vue sur les dernières propositions du patronat concernant l'amélioration des conditions de travail. Le projet d'accord-cadre que leur a soumis le patronat contient une série de recommandations sur l'organisation du travail, l'aménagement des horaires, la limitation du salaire au rendement, le renforcement des mesures d'hygiène, de sécurité et de prévention, etc. Le C.N.P.F. s'engageait à ce que, avant la fin de 1975, des négociations soient ouvertes sur ces questions dans toutes les branches professionnelles et que, avant la fin

de 1976, un bilan soit dressé en commun par les syndicats et le patronat. Le C.N.P.F. demanderait également dans ce texte à toutes les entreprises qui n'ont pas encore de comités d'entreprise, de comités d'hygiène et de sécurité ou de délégués du personnel de les mettre en place dans un délai de six mois. La C.F.D.T. a fait savoir, dès le 8 mars, qu'elle ne signerait pas le projet d'accord ; la C.G.T. ne paraît pas décidée non plus à ratifier un texte qu'elle considère n'être qu'un catalogue de vœux pieux. Les autres organisations syndicales pourraient, en revanche, donner une réponse favorable, sous réserve d'obtenir l'amélioration de certaines dispositions.

Lorsque, en mai 1973, le C.N.P.F. a entamé avec les syndicats des négociations sur l'amélioration des conditions de travail, la conjoncture était favorable, imposant même des initiatives dans ce domaine : les grèves d'O.S. se multipliaient depuis deux ans, la pénurie de main-d'œuvre industrielle se faisait de plus en plus sentir. L'appel incessant à l'immigration commençait à présenter des risques, la revalorisation du travail manuel paraissait plus que jamais urgente. Malheureusement, les discussions se sont vite enlisées dans les sables de l'idéologie : fallait-il remettre en cause radicalement les formes traditionnelles de la division du travail, supprimer à terme toute notion de salaire au rendement, revoir l'organisation hiérarchique de l'autorité ? Les syndicats eux-mêmes n'avaient pas un point de vue commun sur ces sujets. Certains milieux, comme la C.F.D.T., mettaient en cause le principe d'un accord national, estimant que les négociations devaient immédiatement être engagées à la base, c'est-à-dire dans les entreprises.

De son côté le C.N.P.F. devait tenir compte des réticences de ses adhérents à se voir engagés dans un domaine qui mettait directement en cause l'autorité et la responsabilité de chaque chef d'entreprise. Le premier projet d'accord avancé par les dirigeants patronaux le 24 juin 1974 renvoyait à des réserves parmi les employeurs que parmi les syndicalistes.

Une actualité dépassée ? Mais, tandis que les négociations piétinaient, le gouvernement prenait des initiatives par la loi du 27 décembre 1973, créant notamment une commission spéciale sur les conditions de travail

dans les entreprises de plus de trois cents salariés et provoquant des crédits d'heures nouveaux pour les délégués. A son tour, la commission Sudreau sur la réforme de l'entreprise vient de proposer un certain nombre de mesures pour améliorer le sort de l'homme au travail. Aussi le projet du C.N.P.F. perd-il aujourd'hui une partie de son intérêt et de son caractère novateur. Il risque d'autant plus de « tomber à plat » que les inquiétudes des syndicalistes comme des travailleurs portent aujourd'hui sur d'autres points : d'une part, le maintien du pouvoir d'achat, gravement compromis par le trainage des salaires et surtout la réduction des horaires, et, d'autre part, la montée du chômage. Quant aux employeurs, le premier souci est de réussir à traverser la tempête ; l'heure n'est, plus à l'innovation.

Les dirigeants du C.N.P.F. développent une analyse différente pour tenter de vaincre ce climat de scepticisme. L'amélioration des conditions de travail demeure tout à fait d'actualité, expliquent-ils : ou bien la croissance économique repart dans les prochains mois, et les revendications des travailleurs avancées hier retrouveront tout leur impact si nous ne faisons rien ; ou bien la crise se prolonge, la croissance stagne et, dans ce cas, les entreprises ne pouvant plus accorder d'améliorations financières sensibles à leurs salariés devront chercher à améliorer la qualité de la vie des travailleurs.

Ce raisonnement, pour logique qu'il paraisse, a tout lieu d'inquiéter les syndicats. Ne signifie-t-il pas que, pour le patronat,

TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPORTATIONS ET VENTES DIRECTES A LA CLIENTELE PARTICULIERE

- Velours unis et jacquard
- Imprimés anglais et américains
- Tissus de style
- Tissus contemporains
- Jacquards modernes exclusifs

de 35 F à 175 F le mètre

- Passermenteries assorties
- Imitations fourrure

(tous nos tissus sont en stock)

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

La librairie A LAMARTINE présente ses tableaux blancs PLAN MASTER effaçables à sec

tableaux blancs PLAN MASTER effaçables à sec

brillants (prix TTC)

60 x 90 cm	: 286 F
90 x 120 cm	: 530 F
100 x 150 cm	: 640 F
90 x 180 cm	: 770 F
100 x 200 cm	: 872 F
120 x 240 cm	: 1370 F
120 x 300 cm	: 1714 F

semi-mats (prix TTC)

75 x 100 cm	: 390 F
100 x 120 cm	: 603 F
100 x 200 cm	: 672 F
120 x 200 cm	: 1104 F
120 x 240 cm	: 1370 F

OFFRE SPECIALE

pour chaque achat d'un tableau blanc plan-master de 30 x 95 cm d'une valeur de 95 F, jusqu'au 30 avril

1975 AUSTÉRIÉTÉ oui... mais EFFICACITÉ

une seule réponse pour tous LE TELEX

LE TELEX oui, mais... ITESER 387.97.00

21, rue Chapyra - 75008 Paris

VOTRE TELEX

A LAMARTINE 118, Rue de la Pompe 75116 Paris Tél. : 727.60.59 553.16.21 DEPOSITAIRE LETRASET

L'ATTENTAT A L'EXPLOSION DE LA GARE DE L'EST N'A PAS ÉTÉ REVENDIQUÉ

Le militaire grièvement blessé est dans un état alarmant

L'attentat à l'explosion commis dans la soirée du dimanche 10 mars à la gare de l'Est à Paris, n'a, pour l'instant, été revendiqué par aucun mouvement. Un militaire, M. Claude Legac, vingt ans, originaire du Val-d'Oise et incorporé dans l'armée de l'air à Contrexeville (Vosges), grièvement blessé, a été admis à l'hôpital Lariboisière où son état est jugé alarmant. Six autres personnes ont été également hospitalisées avec des blessures superficielles.

C'est à 23 h. 15 environ que l'engin a explosé dans un casier de consigne automatique. La déflagration, très violente, a soulevé les armoires de la consigne à travers le hall dont les verrières ont été brisées. Au moment de l'explosion, se trouvaient près des caissiers, a déclaré un témoin, mais dix minutes plus tôt environ, près de trois cents militaires en permission se trouvaient sur les lieux.

Les enquêteurs n'ont pas donné d'indication sur la nature et la composition de l'engin. Ils ont déclaré que l'hypothèse de l'attentat ne faisait toutefois guère de doute. L'un d'eux a ajouté : « S'il s'agit bien d'un attentat, il ne sera peut-être pas revendiqué, car il aurait pu faire des dizaines de victimes et personne ne voudra se vanter d'un coup pareil. »

Il peut d'ailleurs s'agir de l'explosion prématurée d'un engin déposé dans le casier automatique et destiné à une utilisation ultérieure.

Attentat au Lycée. — Dans la nuit du 9 au 10 mars, vers 3 heures du matin, un engin a explosé devant la porte de M. Auguste Guiraud, l'un des cent trois élèves du Lycée menacés d'expulsion et l'un des plus irréductibles.

Cet attentat a soulevé l'indignation des agriculteurs, qui y voient « une tentative de meurtre d'expulsion » contre l'un d'eux et sa famille.

UN Dîner FÉMININ A L'ÉLYSÉE

Un dîner féminin a lieu ce lundi 10 mars à l'Élysée, sur l'invitation de Mme Valéry Giscard d'Estaing. Tous les convives de ce dîner sont des femmes, essentiellement réunies à Paris pour participer au comité exécutif du Conseil international des femmes. Parmi les deux cents convives figure Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine.

Le conseil international, fondé en 1958, réunit les conseils nationaux des femmes. Il est actuellement présidé par Mme Mehrganis Dolatshahi (Iran).

COUP D'ÉTAT AUX ILES MALDIVES

Colombo (A.F.P.). — Selon des informations parvenues à Colombo, M. Ahmed Zaki, premier ministre de la République des Maldives, a été chassé de son pouvoir par un coup d'État qui s'est déroulé sans effusion de sang.

Les îles Maldives constituent un archipel de 300 kilomètres carrés au sud-ouest de Ceylan. [Ancien protectorat britannique devenu indépendant en 1965, les îles Maldives ont connu depuis lors une vie politique calme. Une base militaire britannique subsiste sur l'île de Gan. L'activité des grandes puissances dans l'océan Indien lui a récemment donné un regain d'intérêt.]

Montez et descendez votre escalier SANS FATIGUE

MONOLIFT soulage votre vie

installez DANS VOTRE MAISON ou à l'EXTÉRIEUR en 4 jours sans dégrader les murs et sans enlaidir votre intérieur.

AGENCEURS J. DE BRUS (P.B.), M. HAAS, 2, rue Y.-le-Caillouard, 92-La Garenne-Colombes, 75-17-12

Agence Côte d'Azur : C.I.E.R.N.A., 128, boulevard Gambetta, NICE Tél. : 89-97-82

Offensive communiste au Vietnam

LE CHEF-LIEU DE PROVINCE BAN-ME-THUOT EST ATTAQUÉ

Salgon (A.F.P.). — Les forces communistes ont déclenché lundi 10 mars, à 3 heures, une attaque d'envergure contre les installations périphériques de la ville de Ban-Me-Thuot, sur les Hauts-Plateaux, à quelque 200 kilomètres au nord de Saïgon.

Après un tir d'artillerie, les unités ont attaqué simultanément le quartier sud de la ville, dont elles se sont emparées aussitôt, le dépôt de munitions, à 5 kilomètres à l'ouest, et le terrain d'aviation, à 7 kilomètres à l'est.

En même temps, un bataillon réussissait à pénétrer dans la ville pour neutraliser le terrain où se posent habituellement les petits avions d'observation et les hélicoptères. Les assaillants disposent de chars et d'une D.C.A. en début d'après-midi, la bataille faisait rage et plusieurs chars étaient détruits.

Samedi, les communistes se sont emparés du chef-lieu de district Thuan-Man, à quelque 80 kilomètres au nord-est de Ban-Me-Thuot. Dimanche, ils ont attaqué le chef-lieu de district Tuep-Lap, proche du Cambodge, à 50 kilomètres au sud-ouest de Ban-Me-Thuot. On signale aussi une recrudescence des combats dans les provinces septentrionales de Quang-Tri et de Haé-Thuath-Thien.

M. FIDEL CASTRO A REÇU M. JACQUES FAUVET

En visite à La Havane depuis le mardi 4 mars, M. Jacques Fauvet s'est longuement entretenu, vendredi soir, au palais de la Révolution, avec M. Fidel Castro, premier ministre du gouvernement cubain et premier secrétaire du comité central du P.C.C. Le directeur du Monde avait rencontré jeudi M. Carlos Rafael Rodríguez, vice-premier ministre, et vendredi MM. Raúl Ros, ministre des affaires étrangères, et José Euzébio Fernández, ministre de l'Éducation.

Don Heider Camargo, évêque de Bédice, de passage à Paris pour recevoir le diplôme de docteur *honoris causa* de l'université de Paris (le 10 mars), participera, ce lundi 10 mars, à 20 h. 30, en l'église Saint-Séverin, à une rencontre avec le public français. Cette manifestation prendra place dans le cadre d'une semaine de l'Amérique latine, organisée par le CEFAL (centre France-Amérique latine).

Vous changez. Vous grandissez. Nouveaux espaces. Nouveaux bureaux.

Strafor aménagement à Paris 775.42.21 Mme Marty

STAFOR

Couverts argentés

garantis 25 ans

PLATERIE-CAFETERIE

Fabricant - Vente directe

FRANOR

70, RUE LANGELOU, Tél. : 700-87-94

10, St-Sébastien, Dr. de nos jours et demain

A. Meyssignac

DESSEIN EXPOSIT. FABRIQUE RESTAURE DÉCORE INSTALLE

Une sélection

- Meubles - Boiseries
- Rangements - Éléments
- Meubles-lits
- Sièges et Canapés
- Lits Classiques
- Canapés-lits
- Tentures murales
- Voiles et Rideaux
- Styles et contemporain

QUELQUES OCCASIONS PRIX EXTRAORDINAIRES

Consultez et Évaluez votre intérieur

STUDIO MAISON BUREAU DÉCOR

DANS NOS MAGASINS 2800 m² 42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE PARIS 12 - BASTILLE PARKING

CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DÉVIS

343-96-31 31 MAGASIN

128, boulevard Gambetta, NICE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE (PAGES 21 à 24)

- Crise de l'énergie et développement du tiers-monde : promouvoir l'interdépendance des industries ; abandonner le modèle occidental de consommation.
- Lip un an après.
- Deux pays ouverts par la recession de l'industrie automobile : U.R.S.S., Brésil.
- En Chine, une nouvelle morale industrielle ?
- Les notes de lectures, d'Alfred Sauvy.

26-27. ARTS ET SPECTACLES

- CINÉMA** : la Flambeur, de Karel Reisz ; Zorro ; la mort de George Stevens.
- MUSIQUE** : Milhaud et Jolivet aux Semaines d'Orléans ; pianos et claviers au Conservatoire de Pantin.

28. LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU SON A PARIS

36-37. LA RÉGION PARISIENNE

Roissy ou la mauvaise réputation : les critiques des usagers, la réponse de l'aéroport.

37. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS : les résultats des compagnies aériennes françaises en 1974.

38. SOCIÉTÉ

La pénurie des féministes.

38-40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA CRISE DE LA SIDERURGIE : nouveau chômage technique chez Usinor.

LIRE ÉGALEMENT RADIO-TELEVISION (29)

Annouces classées (30 à 35) ; Aujourd'hui (25) ; Carnet (25) ; Journal officiel (25) ; Méthodologie (25) ; Mots croisés (25) ; Finances (41).

Le numéro du « Monde » daté 8-10 mars 1975 a été tiré à 519 597 exemplaires.

Europcar loue des voitures et pas seulement aux hommes d'affaires. 645.21.25

A B C D E F G

Grandes Vacances en Turquie

Un pays, deux continents, 200 km de côtes dorées et sauvages, 300 jours de soleil, 9000 ans d'histoire, une vingtaine de civilisations prestigieuses, deux des sept merveilles du monde. Tout cela dans l'hospitalité traditionnelle.

Pour tous renseignements : BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE 102, Champs-Élysées, Paris-8^e Tél. : 225-75-55 et 225-75-54

LA TURQUIE par la TURKISH AIRLINES

33 avenue de l'Opéra 75002 Paris Tél. : 073-60-85

et 6 programmes été 75

1 sem séjour fibre à Istanbul... 960 F
2 sem séjour fibre à Kasapalan... 1 627 F

ISTANBUL ET LA MER ÉGÉE

Séjour à Marmaris, face à l'île de Rhodes. Circuit : Brousse, Izmir, Ephèse, Kusadasi.

2 semaines Paris/Paris en pension complète... 1 950 F

LE GRAND TOUR DE TURQUIE Istanbul, Brousse, Ankara, la Cappadoce, les côtes méditerranéennes et égéennes.

2 semaines Paris/Paris en pension complète... 1 950 F

LA TURQUIE DE L'EST

Les régions les plus sauvages et les plus beaux paysages de la Turquie. 2 semaines Paris/Paris en pension complète... 2 550 F

L'IRAN PAR LA TURQUIE

2 semaines Paris/Paris en pension complète... 4 250 F

GRANDES VACANCES

1, rue du Louvre, Paris 1^{er} 260.34.85 LIC 75 A

Pour réserver notre brochure à Vacances en Turquie, contactez-nous dès maintenant par téléphone.

Adresse :